

John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

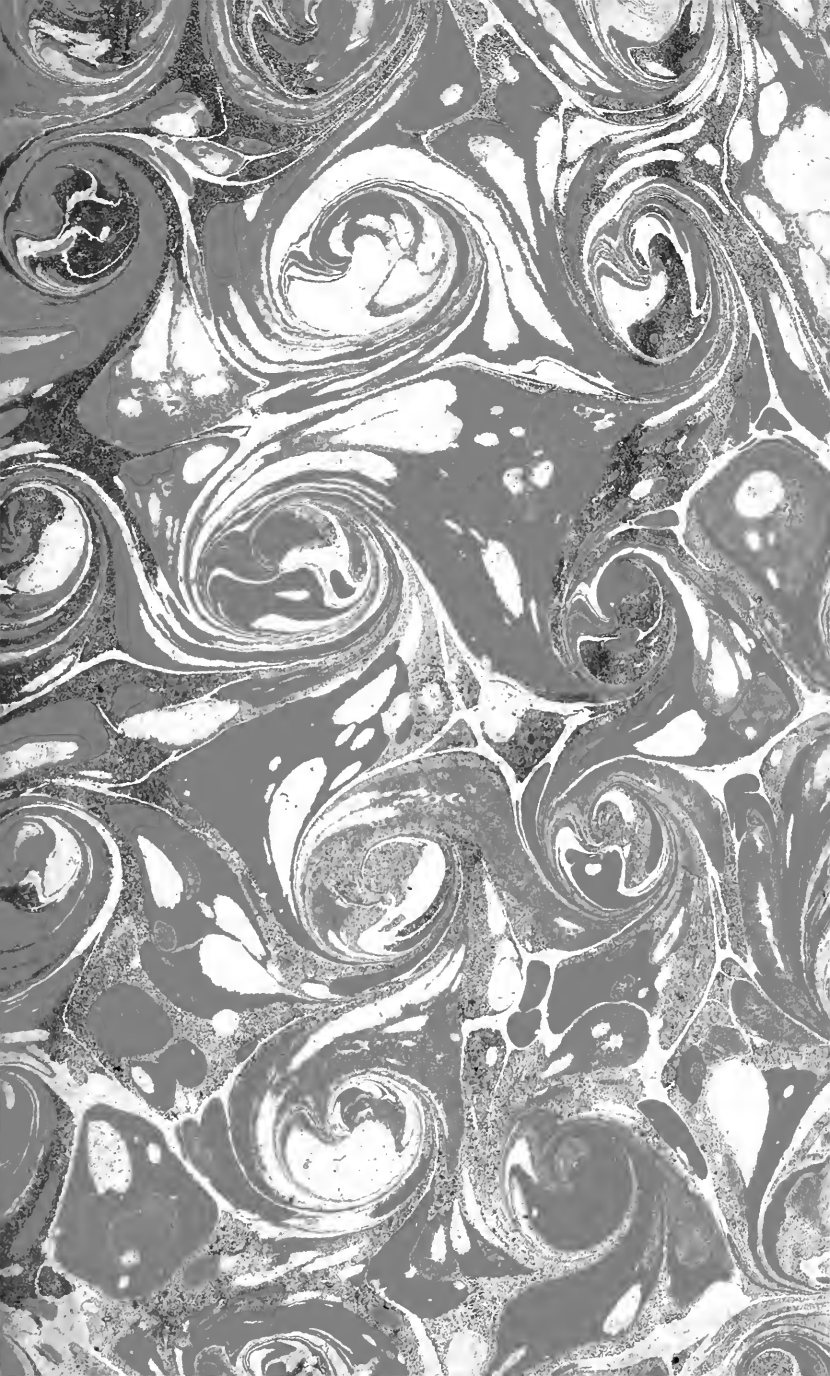


SHELF N^o

★ ADAMS

★ 233.1

v.6







x
ADAMS233.1

no. 6



AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

CONTINUATION de l'Abrégé Chronologique des affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

AVERTISSEMENT.

[*AVANT* de reprendre le fil de la partie historique de ce Journal , nous croyons devoir assurer de nouveau nos Lecteurs de l'attention que nous apporterons au choix de nos matériaux , & sur-tout aux intérêts de la vérité. Nous annonçons l'impartialité la plus scrupuleuse , comme un hommage que nous devons à la postérité , qui ne doit point être trompée sur les causes & sur la marche d'une guerre dont elle ressentira l'in-

N°. XXVI. A

2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fluence, & la seule depuis deux siècles qui ait pu en avoir sur un avenir éloigné. Il est aisé à chacun de distinguer dans ce recueil la partie chronologique où on ne rassemble que des faits constatés & sous leurs dates précises, d'avec les nouvelles & les propos du jour qui composent la Lettre du Banquier notre correspondant. Ses obligations sont bien moins rigides que les nôtres. Il écrit pour essayer de fixer les opinions sur les circonstances passagères du moment ; & nous pour être compulsés & cités dans toute la suite des tems. Nous osons donc prétendre à la confiance la plus entière, autant pour l'authenticité des pièces que nous rapporterons, que pour l'ordre où elles seront mises, & leur abondance, articles qui constituent les avantages particuliers de notre Recueil. Nous ferons en sorte d'éviter les détails superflus ; mais si à cet égard nous ne sommes pas aussi sobres, que l'on auroit droit de le désirer, nos Lecteurs voudront bien se représenter que nous voyons de bien près le grand objet qui nous occupe ; & qu'il nous est difficile de juger quelles circonstances on peut livrer à l'oubli dans une révolution qui aura des suites si sérieuses pour le genre humain. Les époques des relations publiées par la Gazette de la Cour régleront nos distributions : de l'une à l'autre nous rapporterons tout ce qui s'est passé en Angleterre & tout ce qu'on y aura appris où pu apprendre d'Amérique.]

JOURNAL de l'Angleterre, depuis le 24 May 1776 jusqu'au 8 Juin, jour auquel la Gazette de la Cour a publié la relation du combat entre la frégate du Roi le Glasgow & la frégate Américaine l'Alfred, & celle des prises faites par la frégate du Roi la Syrene.

LE Roi a passé en revue le 25 six compagnies du régiment de Chevaux légers du Colonel Burgoyne, qui se sont mises en route pour Portsmouth.

1776.
Mai.

M. Hans Stanley & le Chevalier Jenkinson sont partis pour Paris: ils sont l'un & l'autre du parti Ministériel; ce dernier est le confident intime du Comte de Bute.

Plusieurs bâtimens de transport, à bord desquels étoient deux régimens Hessois, sont partis pour l'Amérique sous l'escorte de la frégate le *Repulse*.

On attend toujours dans les ports d'Angleterre, le reste des Auxiliaires Allemands, qui ne peuvent point s'embarquer dans leur pays, parce que le Ministère Anglois n'y a point fait trouver le nombre de bâtimens nécessaires pour les recevoir.

Le Roi a passé en revue, le 27, le troisième régiment des Gardes Dragons.

4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776.

Mai.

Il s'est fait un changement total parmi les personnes à qui le Roi avoit confié l'éducation du Prince de Galles & des autres Princes ses fils. Le Comte de Holderness, Gouverneur, a été remplacé par le Lord Bruce. Le Docteur Markham, Evêque de Chester, Précepteur, par le Docteur Hurd, Evêque de Litchfield & Coventry. Les places du Colonel Smett, sous Gouverneur, & de M. Jackson, sous Précepteur, ont été laissées à la nomination du Lord Bruce. Le public se permet diverses conjectures sur les causes de cet événement. L'opinion la plus générale paroît être que c'est une victoire remportée par les Torys sur les Whigs. On se rappelle que le feu Comte d'Aylesbury avoit conçu une si haute estime pour le Lord Bruce, qu'il l'a institué son légataire universel, uniquement parce que ce Lord avoit eu le courage d'embrasser ouvertement le Torysme. Le nouveau précepteur a été élevé au college d'Emmanuel à Oxford, qu'on fait être la pépinière des Jacobites. On est surpris seulement que le Docteur Markham, de tout tems l'ami du Lord Mansfield, se soit trouvé compris dans cette réforme.

On presse par-tout les recrues destinées à remplir les vuides des différens corps, & à former les régimens de Milices.

On estime à soixante mille le nombre d'hommes qui sera employé cette année en Amérique au service du Gouvernement.

favoir, quarante-cinq mille de troupes auxiliaires ou nationales & quinze mille matelots de la Marine royale, sans compter les Américains qui pourront se ranger au parti Royaliste, & qu'il faudra également pourvoir de subsistances, non plus que les équipages de la grande quantité de bâtimens de transport frettés pour le service de la Cour. On suppose que le seul article des vivres pour les soixante mille hommes, à un shelling par tête chaque jour, sera pour l'année d'un million quatre-vingt-quinze mille liv. sterling.

La Cour vient d'expédier au Lord & au Général Howe de nouvelles instructions; d'après lesquelles ils doivent faire en sorte de subjuguier les Colonies l'une après l'autre, en recevant la soumission de celles qui seront disposées à reconnoître l'autorité du Roi. On ajoute qu'il leur est ordonné en même tems de brûler les villes dont les habitants persisteront dans leur opiniâtreté; mais le peu de fruit qu'on a tiré de l'embrâsement de Charles-Town, de Falmouth, &c. &c. feroit plutôt croire que la Cour aura recommandé à ses Généraux de se borner à cet égard à faire plus de peur que de mal.

L'anniversaire de la naissance du Roi a été célébrée à la Cour le 30. Ce Prince est entré ce jour là dans sa trente-neuvième année.

1776.

Mai.

1776. Le Lord Bruce a pris séance dans le Conseil privé le 31, après avoir prêté le serment d'usage. Le Marquis de Caermarthen le remplace parmi les Gentils-hommes de la Chambre.

La seconde division des troupes Hessoises est arrivée le 31 dans les environs de Ritzebuttel où s'étoit fait le 30 l'embarquement de la seconde division de celles de Brunswick. Le régiment de Waldeck s'est embarqué le même jour à Bremerlehe.

Le *Nottingham*, vaisseau de la Compagnie des Indes, arrivé depuis peu du Golfe de Bengale, a été vendu 3,730 livres sterl. ce qui est le prix le plus haut qu'on ait jamais donné d'un vieux vaisseau de l'Inde. Il avoit fait les quatre campagnes, que font ordinairement les vaisseaux frettés par la Compagnie.

On apprend à Londres que le 27 Mai le Lord Cathcart, Commissaire de Sa Majesté à l'assemblée générale du Clergé d'Ecosse, a prononcé devant ce Corps un discours dans lequel il a déclaré que le Lord Howe & le Général son frere, avoient ordre d'offrir aux Américains l'alternative de la paix & de la guerre, & qu'il a fait entendre à l'assemblée que dans cette importante conjoncture on s'attendoit qu'elle donneroit quelque signe éclatant de cet attachement & de cette fidélité pour le Roi, par lesquels elle s'est distinguée dans tant d'autres occasions.

L'Assemblée arrêta de présenter au Souverain une adresse qui fut rédigée & lue par le Docteur (a) Robertson. Cette adresse étoit conçue en termes très-modérés, dans l'esprit de douceur convenable à l'Eglise d'Ecosse, mais pleine de respect & d'affection pour le Monarque & sa famille royale appelée au trône lors de la glorieuse révolution.

1776.

Mai,

Le Lord Avocat d'Ecosse (Henri Dundas) fit observer que dans l'inquiétude & l'affliction dont la situation actuelle des affaires remplissoient l'ame du meilleur des maîtres, ce seroit une consolation flatteuse pour Sa Majesté de recevoir de ses sujets des assurances de leur fidélité & de leur contentement.

Il proposa en même tems une adresse pour féliciter le Roi sur l'heureuse délivrance de la Reine, & la naissance d'une Princesse.

La Gazette de la Cour a publié ces deux pieces dans sa feuille du 3 Juin.

Les fonds de l'Inde reprennent quelque faveur. Ils étoient baissés depuis la nouvelle

(a.) C'est l'Auteur célèbre de l'Histoire d'Ecosse, traduite en François par M. de Besset de la Chapelle, ancien premier Commis des affaires étrangères de France, ainsi que de l'Histoire de Charles V., traduite par M. Suard, aujourd'hui de l'Académie Française, & de l'Histoire de l'Amérique méridionale, qui vient de paroître.

— facheuse d'un échec souffert par les troupes
 1776. Angloises dans le dictict de Bombay.

Mai. Une compagnie entiere de grenadiers , aux ordres du Colonel Keating , avoit été détruite par les ennemis de *Ragobah* protégé par la Compagnie ; une désertion arrivée dans leur parti ayant relevé les affaires de ce Prince Indien , ils consentoient à le reconnoître comme Régent des Etats de *Peshira* , fils de *Nartain-Row* , & à confirmer à la Compagnie toutes les concessions qui lui avoient été faites par son allié *Ragobah* , à condition que la Compagnie employeroit sa médiation pour mettre fin à la guerre. Mais ces ennemis de *Ragobah* , Ministres , Régens pour le fils de *Peshira* , apprenant dans ces entrefaites que le Conseil suprême des Anglois dans l'Inde (en Bengale) désapprouvoit la guerre & qu'il alloit envoyer un ambassadeur , (le Colonel Copton) avec ordre de faire restituer toutes les conquêtes faites au nom de *Ragobah* , ils ont aussi-tôt rappelé leurs députés & en ont renvoyé d'autres pour demander avec arrogance qu'on leur rendît *Salcette* , avec les autres conquêtes & que *Ragobah* leur fût livré comme leur prisonnier.

La lettre d'où sont tirés ces détails étoit écrite de l'île de Saint Helene. Il y étoit dit qu'on craignoit fort que l'intervention mal combinée du Conseil suprême ne portât un

grand préjudice aux intérêts de la Compagnie sur la côte de Malabar.

1776.

Mai.

Cette lettre poursuivoit ainsi sur l'état des affaires de la Compagnie dans les autres parties de l'Inde : « sur la côte de Coromandel les divisions du Conseil de Madras paroissent plutôt assoupies que terminées. Les deux partis attendent l'arrivée du Lord Pigot qui étoit à Arenjo ; mais les gens dé-fintéressés paroissent convenir unanimement que le traitement que nous avons fait au Nabob d'Arcot est également injuste, violent ingrat & contraire à la bonne politique. Il faut espérer que le Lord Pigot réussira à calmer l'esprit trop justement irrité de ce Nabob , & qu'il remettra la stabilité dans les affaires de la Compagnie au Carnatique ».

» Au Bengale tout est dans le plus grand désordre. Le système de *M. Hastings*, ou pour mieux dire, celui que les Directeurs l'avoient chargé d'établir, est entièrement anéanti, & l'anarchie en a pris la place. On a forcés les principaux Ministres & Généraux de *Sujah-Dowla* à se réfugier auprès de *Fudjif-Cawn*, qui par cette jonction de forces est devenu le plus puissant *Omrah* (Magnat) de l'Empire. Heureusement il a été jusqu'à présent le fidele ami des Anglois. Encore en est-on redevable à la sage politique de *M. Hastings* ».

» Pour *Asophal Dowla*, fils de *Soujah*, c'est le plus foible & le plus méprisable des

1776.

Mai.

hommes : il a déjà dissipé toutes les richesses de son pere. Comme il ne paye pas même le peu de troupes qui lui restent, elles se mutinent ; & il est impossible de les contenir, parce qu'elles ne connoissent point la discipline. Chaque jour voit naître une nouvelle sédition qu'*Asoph* assoupit, en accordant tout ce qu'on lui demande. Il a choisi pour ses Ministres, non pas les hommes les plus instruits & les plus sages ; mais ceux qu'il jugeoit les plus propres à flatter & entretenir son goût pour les plaisirs. Je vous laisse à juger comment tout ceci finira ».

« C'est un grand bonheur, au milieu de tant d'embarras, que jamais il n'y ait eu plus d'argent dans les coffres de la Compagnie, & que depuis long tems on n'ait vu la dette aussi modique. Encore une année tout sera payé ; & il y aura un surplus considérable, à moins qu'une mauvaise administration, ou quelque révolution extraordinaire dans l'Etat de l'Indostan, ne trompent nos espérances ».

1776.

Juin.

ON A commencé le 3 à embarquer sur quatre vaisseaux Hollandois les chevaux destinés pour l'Amérique.

Le Lord *Bruce* s'est démis de son emploi de Gouverneur du Prince de Galles & des autres Princes, fils du Roi. Le Roi lui confere la Foresterie de *Windsor* à la place du Duc de *Montague* son frere, que Sa Majesté nomme pour le remplacer comme Gouverneur des Princes. Le Roi nomme Sous-Gouverneur le Chevalier *Charles Thom-*

psen; Secrétaire le Capitaine Hotham, & Sous-Précepteur M. Arnold.

1776.

Juin.

Le Duc de Montague a pris séance le 5 au Conseil privé, sa place de Gouverneur du Château de Windsor a été conférée au Lord Bruce, créé Comte d'Aylesbury. On assure que c'est à la persuasion de la Comtesse sa femme, qu'il s'est si promptement démis du poste important qui lui avoit été confié.

Le Lord Hide a été en même tems créé Comte Clarendon, & le Lord Trevor, Vicomte Hampden: ce dernier porte le nom & les armes de cette famille depuis l'année 1754. Feu M. Jean Hampden l'avoit déclaré son héritier.

Le Lieutenant général, Baron de Schlieffen, Ministre Plénipotentiaire du Landgrave de Hesse-Cassel, qui étoit venu en Angleterre pour le Traité concernant les troupes Hessoises, a eu le 5 son audience de congé.

Distribution de l'Infanterie Angloise dans les diverses stations de la domination Britannique.

En Amérique, les Régimens Anglois 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 31, 33, 34, 35, 37, 38, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 49, 52, 53, 54, 55, 57, 62, 63, 64 & le soixante-onzieme de deux bataillons.

Un détachement des gardes à pied de la force de deux régimens.

1776. Quatre bataillons de Montagnards des Dragons, les seizieme & dix-septieme régimens.

Juin. Infanterie étrangere 31 régimens.

En Afrique le corps d'O-Hara.

A la Jamaïque, le premier & le quatrieme bataillon du soixantieme régiment.

A Antigua, le second bataillon du soixantieme.

A la Grenade, le troisieme bataillon du fixieme.

A Minorque, le cinquante-unieme & le soixante-unieme.

A Gibraltar, les douzieme, trente-neuvieme, cinquante - fixieme, cinquante-huitieme.

En Irlande, les troisieme, onzieme, dix-neuvieme, trentieme, trente-deuxieme, trente-sixieme, soixante - fixieme, soixante-septieme, soixante-huitieme.

Dans la Grande-Bretagne, le premier & le second bataillon, du premier, les second, treizieme, dix-huitieme, vingt-cinquieme, quarante-unieme, quarante-huitieme, cinquantieme, cinquante-neuvieme, soixante-cinquieme, soixante - neuvieme, soixante-dixieme, soixante neuvieme ou Invalides.

Dans les premiers jour de ce mois dix des Jurats de l'île de Jersey, ont demandé & obtenu leur démission. Les habitans regrettent infiniment ces Magistrats qui jouissoient de la réputation la plus intacte & qui avoient montré la plus grande fermeté

pour le maintien des loix & des constitutions de cette île. On desire ardemment que leurs successeurs aient le même courage & qu'ils ne se laissent ni gagner ni intimider par des personnes qui semblent n'avoir en vue que la ruine de ce pays. Il subsiste toujours une guerre très-animée entre les pataches du Roi & les contrebandiers de cette île.

1776.

Juin.

Extrait de l'Epître adressée par l'Assemblée annuelle des Quakers de Londres qui a tenu ses seances par ajournemens, inclusivement depuis le 27 du cinquieme mois jusqu'au premier du sixieme mois de 1776, aux Assemblées de quartiers & de mois des amis & freres de la Grande - Bretagne , de l'Irlande , &c. & d'ailleurs.

Chers & bien aimés Freres & Amis,

» Nous vous saluons tendrement, dans l'amour & l'union de l'Evangile, comme partageant avec nous le précieux don de la foi, & nous vous faisons savoir que nous avons eu plus d'une occasion de reconnoître dans cette grande & solemnelle assemblée les bontés infinies de la divine providence à notre égard dont les ames ont été rafraîchies & édifiées, & par lesquelles nous avons reçu la facilité de travailler aux affaires de l'Eglise avec une union & une concorde vraiment fraternelles ».

Le montant des sommes prises sur nos

1776. freres d'Angleterre & du pays de Galles ;
 Juin. principalement en dîmes & droits d'Eglise ,
 a été de 3999 livres , & en Irlande , de 1387
 livres ».

» Nous sommes informés par les différentes
 Assemblées de quartiers d'Angleterre & par
 des lettres du pays de Galles , de l'Ecosse ,
 d'Irlande & de Hollande , que la charité &
 l'union s'y sont parfaitement conservées :
 que la grace divine a daigné continuer à les
 visiter & s'est étendue tant sur la jeunesse que
 sur des gens de toutes sortes de professions ,
 dont plusieurs ont été reçus au nombre de
 nos Membres d'après une parfaite conviction
 de la vérité ».

» Nous avons reçu par des lettres des
 diverses Provinces d'Amérique des relations
 touchantes sur l'état de nos freres dans cette
 partie du monde : nous prenons une vive
 part aux afflictions des fideles ; & nous desi-
 rons ardemment que ce tems d'épreuve
 extérieure les sanctifie tous. Nous sommes
 convaincus qu'il fondera les fondemens de
 plusieurs , & nous espérons qu'il ramenera
 à leur devoir quelques-uns de ceux qui , après
 avoir joui longtems d'une douce tranquillité
 dans ces contrées , autrefois si heureuses &
 si florissantes, s'étoient imprudemment écartés
 du droit chemin jusqu'à oublier le vrai Pas-
 teur du troupeau , Jesus-Christ ».

» Il est extrêmement important pour nous
 tous de réfléchir sérieusement sur cette question

Si les calamités qui affligent si cruellement aujourd'hui ce grand Empire, ne nous sont pas envoyées par la Divine Providence dans sa colere, en punition des crimes accumulés des peuples. Faisons donc une sévère recherche pour savoir jusqu'à quel point la conduite criminelle de chacun y a contribué.....»

» Enfin, mes Freres, conservez-vous dans la pureté du cœur & résignez toujours vos ames au Tout-Puissant afin qu'il vous bénisse, qu'il vous remplisse de cet amour parfait qui doit dissiper toute crainte. Par ce moyen, vous serez en paix avec vous mêmes, ainsi qu'avec votre prochain, & la paix de Dieu qui surpasse tout entendement, conservera vos cœurs & vos esprits en Jesus-Christ. Phil. IV. 7. »

Signé à l'Assemblée annuelle, par Thomas
Rutter, Clerc de l'Assemblée
pour cette année.

Arrivée des vaisseaux de la Compagnie des Indes. Le *Rochford* de Sumatra & de la Chine. Le *Lord North* de la côte Coromandel & de la Baye de Bengale. Le *Calcutta* de Bombay. La Compagnie apprend que le *Britannia* & le *Verelst* ont fait heureusement leur traversée à la Chine. Hausse des fonds de cette compagnie.

La Société de Marine fait annoncer que

1776.

Juin.

1776. depuis cinq mois elle a placé sur des vais-
 Juin. seaux 252 enfans abandonnés, ce qui est le
 double du nombre des Sujets qu'il lui est
 ordinairement possible de placer dans une
 année en tems de paix.

*Annnonce pour l'établissement par souscription
 d'une Ecole de Marine.*

» Les plus habiles Ecrivains qui ont traité
 des affaires de Marine, ont observé qu'il
 feroit d'un avantage infini pour un grand
 royaume commerçant tel que l'Angleterre,
 qu'il y existât une Académie publique pour
 l'éducation de la jeunesse qui se destineroit au
 service de la Marine royale. »

» D'après ce louable principe il avoit été
 établi une Académie royale à Portsmouth;
 mais il en coutoit tant pour y entrer, & les
 dépenses qu'on étoit obligé de faire pour
 s'y soutenir étoient si considérables, que
 cette institution devenoit nulle pour certaines
 classes de gens. »

» Ces difficultés & l'utilité réelle d'une
 pareille institution ont déterminé les Lieu-
 tenants de la Marine royale à dresser un
 plan pour l'établissement d'une Académie,
 par le moyen d'une souscription annuelle
 du Corps, pour y faire élever leurs enfans qui
 entrent dans la Marine, ou d'autres jeunes gens
 qui pourroient se destiner au même service:
 mais la modicité de leur paye ne leur per-
 mettant pas de mettre ce plan à exécution,
 ils

ils l'ont soumis à l'examen de plusieurs per-
sonnages recommandables par leur rang & 1776.
leur mérite, qui ont bien voulu lui donner Juin.
leur approbation & promettre de l'honorer
de leur protection, observant que ce seroit
non-seulement exercer un acte de bienfaisance
envers un Corps dont la paye est sans aucune
proportion avec son importance, mais en
même-tems faire le bien de la Nation: que
même ce sera un aiguillon qui excitera notre
jeunesse à exceller dans la profession de la Ma-
rine; & que les élèves seront en état de répondre
à la confiance qu'on aura mise en eux, &
lorsque l'occasion s'en présentera, de se faire
une réputation & de travailler à l'honneur &
à l'avantage du Roi & de la Patrie. »

» Les Lieutenans, ainsi encouragés, de-
mandent très respectueusement la permission
de proposer ce plan à un public géné-
reux qui, dans toutes les occasions, a
bien voulu se montrer l'ami de la Marine;
& ils le prient humblement de le soutenir
par un don ou une gratification annuelle
d'une guinée au moins, suivant que les ser-
vices rendus à l'Etat où l'utilité de l'insti-
tution paroîtront le mériter. »

» Les souscriptions seront reçues chez les
Banquiers ci-dessous, où l'on pourra se pro-
curer les plans de l'institution, & le Corps
en témoignera sa vive reconnoissance par la
voie des papiers publics. Le Chevalier-
Charles Raymond, & Compagnie : Lad-
N°. XXVI. B

1776. brok & Compagnie : Walpole & Com-
Juin. pagnie , & huit à neuf autres des principaux
Banquiers de Londres. »

N. B. Il n'a plus été question de ce plan dans les papiers publics. Nous le rapportons ici en faveur de ceux de nos lecteurs qui s'occupent de la Marine d'Angleterre.

Il paroitra singulier, sans doute, qu'une marine aussi renommée que celle de l'Angleterre, n'ait point d'école pour l'instruction des jeunes gens, de l'habileté & des principes de qui peut un jour dépendre le sort ou la gloire de la Nation. On doit être édifié & attendri de voir ce besoin senti par de pauvres Officiers subalternes, si vivement pénétrés de l'amour de leur état, & si zelés pour l'honneur de leur patrie, qu'ils se dissimulent la sorte d'indécence qu'il peut y avoir à faire d'une si intéressante institution l'objet d'une contribution charitable. Du froid accueil que le public Anglois a fait à leur proposition, on pourra conclure que la Nation Angloise est persuadée que ce sont les vaisseaux & non les écoles qui forment les marins, & que ce grand objet lui paroît rempli par le nombre suffisant de vaisseaux de son pavillon & de tous rangs dont les mers sur tout le globe, sont éternellement couvertes. Mais nous demanderons la permission de placer ici cette observation d'un ancien, *hoc est agendum & istud non negligendum*. Des écoles bien instituées & bien commandées doivent assurer un avantage pro-

dignes à une marine qui d'ailleurs feroit naviguer ses Officiers. Et à cet égard il est dû un juste hommage à celle de France, qui a toujours donné des soins très-particuliers à ses écoles, sur-tout par le choix de leurs Commandans.

1776.

Juin.

JOURNAL de l'Amérique, complétant le mois de Mars 1776, continué jusqu'au 6 Avril, jour de l'affaire entre la frégate Angloise le *Glasgow* & la frégate Américaine l'*Alfred*, & repris jusqu'au 15 Avril, jour auquel la frégate Angloise la *Syrene* a pris un brigantin Américain : suivant les relations publiées par la Gazette de la Cour le 8 Juin.

Lettre écrite par le Conseil de sûreté de la Géorgie au Congrès ou au Conseil de sûreté de la Caroline méridionale, (sur l'embarquement de plusieurs vaisseaux chargés pour l'Angleterre, & sur le combat qui l'a précédé).

Dans le Conseil de sûreté à Savannah le 4 Mars 1776.

LES liaisons intimes entre notre Province & la vôtre, nous mettent en quelque sorte dans l'obligation indispensable de vous informer des événemens qui se sont passés chez nous, depuis la datte de nos dernieres

— lettres , auxquelles nous vous renvoyons, ainsi
 1776. qu'aux dépêches précédentes «.

Juin. » Les mesures prises dans la soirée du 2 Mars, parurent à nos Officiers devoir prévenir la descente de l'ennemi, & on se flatta que s'il faisoit une descente heureuse au-dessus ou au-dessous de la Ville, on pourroit l'empêcher d'y entrer. Mais malgré nos soins, & au moyen des intelligences que les Anglois avoient pratiquées avec les Patrons & autres, à bord des vaisseaux Marchands qui s'étoient rangés pendant la nuit près du rivage de l'île d'Hutchinson, ils arriverent hier à bord de ces vaisseaux vers les quatre heures du matin, au nombre d'environ deux à trois cents hommes, autant que nous avons été en état d'en juger, & d'après les avis que nous avons reçus; & ils firent semblant de, s'y cacher «.

» Nous n'étions pas sans crainte par rapport à ces vaisseaux, & nous veillâmes de près sur les ennemis; mais il fut impossible à nos sentinelles de terre de les distinguer & de les compter lorsqu'ils passerent d'un bord à l'autre: les vaisseaux étant entre deux «.

» Le Capitaine Rice, qui commandoit une chaloupe de ronde, fut envoyé à bord des vaisseaux qui étoient amarrés près du rivage pour faire apporter leurs agrès à terre; mais il fut enlevé sans bruit & entierement à notre insçu. Nous ne l'aprîmes qu'une demi-heure après. Deux matelots, sous prétexte d'aller à terre pour y acheter des habits, nous

donnerent avis de l'embarquement des troupes, ainsi que de la prise de Rice. On fit donc marcher aussitôt trois cents hommes à Yamacraw, avec trois canons de quatre livres de balles, qui furent placés vis-à-vis des vaisseaux. Là ils eleverent un parapet : le brigantin armé Hinchinbrook, avec plusieurs hommes à bord qui avoit remonté avec d'autres la riviere postérieure, dans l'après midi du jour précédent, mit alors à la voile pour descendre la riviere du Sud, dans l'intention visible de favoriser le débarquement des troupes de dessus les vaisseaux Marchands ; mais le feu continuel de deux Compagnies de Chasseurs qui étoient placés en ambuscade, fut cause qu'il ne put arriver que très-lentement, après avoir mis souvent en panne : il répondit par un feu très-vif vers chaque endroit d'où les Chasseurs tiroient, jusqu'à ce que la marée étant entierement descendue il fut obligé de rester où il se trouvoit. Pendant ce feu un seul de nos hommes fut blessé légèrement à la cuisse, mais on en vit tomber plusieurs à bord des vaisseaux «.

» Il se passoit une scène bien plus intéressante dans la Ville ; nous trouvâmes Officiers & Soldats furieux de la prise & de la détention de Rice. Le Lieutenant Daniel Robert, des découvreurs de Saint-Jean, & M. Raymond Demere de la Paroisse de Saint-André, sollicitèrent & obtinrent la permission d'aller

1776.
Juin.

aux vaisseaux pour demander la délivrance de
 1776. Rice & de ses gens. Ils quitterent en consé-
 Juin. quence leurs armes, & furent conduits à la
 rame par un negre, à bord d'un vaisseau où
 étoit le Capitaine Barclay, Commodore &
 le Major Grand; ces Messieurs, contre tous
 les principes qui cimentent la Société & gou-
 vernent les hommes, arrêterent sur le champ
 nos Députés, & ils les retiennent encore
 prisonniers. »

» Nous attendîmes avec beaucoup d'inquié-
 tude pendant près d'une demi-heure; &
 enfin nous demandâmes nos Députés par le
 moyen d'une trompette; mais on ne nous
 répondit que par des injures. Nous fîmes
 feu aussi-tôt sur les vaisseaux, de deux
 canons de quatre livres de balles; alors
 on nous cria qu'on alloit envoyer une ré-
 ponse par écrit; c'est ce que l'on fit le moment
 d'après. Elle étoit signée par le Lieutenant
 Roberts & M. Demere, & portoit que si
 nous voulions envoyer deux des personnes
 en qui nous mettions le plus de confiance,
 on traiteroit avec eux. »

» Le Capitaine Screven des Découvreurs
 de Saint-Jean, & le Capitaine Baker des
 Chasseurs de Saint-Jean, courroussés sans
 doute (le premier sur-tout par rapport à
 son Lieutenant) de la détention de nos
 Députés, prirent une douzaine de Chasseurs
 dans une chaloupe, & ramerent directement
 sous la poupe de Capitaine Inglis, dans le

vaisseau duquel étoit une grande partie des Soldats. Ils demanderent en termes pressans les Députés. On leur répondit, après un coup tiré par le Capitaine Baker, par une décharge d'environ deux cents coups, tant des pierriers que des menues armes, & ce feu fut soutenu tant qu'ils furent à portée. Les Capitaines & les hommes de la chaloupe, sans qu'un seul perdit courage ou même parût surpris de cette attaque, tirèrent leurs carabines, la plupart trois fois, & non sans faire beaucoup de mal à l'ennemi. Mais ce qui est à peine croyable, pas un seul homme des nôtres ne fut tué. «

1776.
Juin.

» Une attaque si barbare contre un petit nombre d'hommes dans une chaloupe ouverte, nous décida à un feu général de nos pieces de campagne & de nos retranchemens. On y répondit vivement des vaisseaux avec deux canons de vingt-quatre livres de balle & plusieurs pierriers qu'on chargea depuis midi jusqu'à quatre heures. «

» Nous tîmes un conseil, & il fut résolu de brûler les vaisseaux sur le champ. On expédia en conséquence des ordres au Colonel M'Intosh, sur quoi l'Inverness dont étoit ci-devant Capitaine le Major Gillivray, chargé de ris & de peaux de Daim, pour le montant de 15000 livres sterling fut mis en feu. Les Soldats se jetterent à terre dans le désordre la plus risible au milieu d'un marais, tandis que nos Chasseurs & nos pieces de cam-

—paigne faisoient sur eux un feu continuel
 776. de mitrailles. Les vaisseaux étoient dans le plus
 Juin: grand désordre : quelques-uns remonterent la
 rivière sous la protection du Brigantin armé,
 tandis que d'autres devinrent la proie des
 flammes ; & à mesure que la nuit aprochoit,
 ils offroient en passant & repassant avec la
 marée une scène qui , dans toutes autres cir-
 constances que celles-ci , auroit été vrai-
 ment affreuse , mais qui ne pouvoit être
 pour nous qu'un sujet de congratulation &
 de joie. »

» Les vaisseaux des Capitaines Inglis &
 Wardel ne monterent point la rivière , & ne
 furent pas non plus en proie aux flammes ;
 ils reçurent ordre de se rendre à terre , &
 ces Messieurs sont maintenant prisonniers du
 Capitaine Screven , & leurs vaisseaux amarrés
 à un quai. On leur a permis d'écrire le soir
 au Capitaine Barclay pour l'informer de leur
 situation , & le prier d'échanger les prison-
 niers , ce que le dernier a refusé net. »

» Nous avons voulu vous envoyer cette
 relation détaillée des choses telles qu'elles
 sont réellement arrivées pour empêcher qu'on
 n'ajoutât foi à quelque faux rapport , &
 pour vous mettre en état de juger de notre
 situation. »

» Le Colonel m'Intosh a présenté au
 Conseil l'arrêté pris par votre Congrès pour
 nous secourir ; Il étoit accompagné d'une
 lettre de M. Lowndes : nous nous réjouis-

sons que vous ayez pris la résolution de continuer à nous envoyer du secours , & nous souhaitons qu'il arrive à tems. »

1776

Juin.

Par ordre du Conseil de sûreté

Signé , William Ewen , Président.

*Opérations du Général Washington à Boston ,
après le départ de l'armée Angloise , 20 Mars
1776.*

Le premier soin du Général a été de faire mettre en vente les effets de tous les Habitans & Négocians qui avoient abandonné Boston pour suivre le Général Howe à Halifax : le produit de cette vente a été réuni aux fonds de la Province. Par rapport aux familles dont il étoit resté quelqu'un , le Général leur a laissé leurs meubles, après en avoir fait prendre un inventaire; & il a obligé chaque famille de donner sûreté de les représenter, ou la valeur, à la première demande : tous ce qui étoit dans les magasins, ou relatif au commerce a été vendu sans exception. Le Général a aussi fait arrêter plusieurs personnes dont les sentimens lui étoient suspects, entre autres le Docteur Whitworth & son fils, Jean Rowe, Esq; M. Samuel Wallis, M. Jerry-Alleri, M. Cream-Brush, & M. Fackson : les deux derniers sous bonne garde.

1776. *Etat des forces de la Virginie ; 28 Mars*
 Juin. 1776.

Les Troupes réglées sur pied à la Virginie consistent en neuf bataillons qui se montent à plus de 7000 hommes, y compris les Officiers ; cette armée est commandée par un Général-Major & deux Brigadiers généraux. On n'y comprend point les hommes à la minute (*celeres*) & une Milice d'environ 60 à 70,000 hommes bien disciplinée. Les Virginiens font au-delà de 1000 liv. de salpêtre par jour : ils ont ouvert des mines de soufre & de plomb auxquelles ils travaillent continuellement, & qui se trouvent être d'un rapport si abondant qu'ils auroient assez de ces articles dans une année pour en fournir tout le continent. Ils ont établi des fonderies de canons & d'autres armes dont ils font de grandes provisions, de sorte qu'ils ne sont point dans le cas de craindre de manquer d'armes ou de munitions.

Serment prêté dans l'Assemblée de la Province de Massachussets-Bay.

« Nous soussignés protestons, certifions & déclarons, chacun en droit soi, devant Dieu & le monde, que nous croyons véritablement que la guerre, la résistance & l'opposition dans lesquelles les Colonies unies de l'Amérique sont engagées présentement contre

1776.

Juin.

les flottes & armées de la Grande-Bretagne, sont de la part desdites Colonies justes & nécessaires; & nous promettons ici & nous engageons conjointement & séparément envers chaque personne de cette Colonie, qui a souscrit ou souscrira cette déclaration ou un autre de la même teneur, que, pendant ladite guerre, nous n'aiderons soutiendrons ou assisterons d'aucune manière directement ou indirectement aucunes des forces de mer ou de terre du Roi de la Grande-Bretagne, ou qui que ce soit employé par lui: que nous ne leur fournirons aucunes sortes de munitions: que nous n'aurons nulle correspondance ou communication avec qui que ce soit, & aucun des Officiers, Soldats ou Matelots appartenans à ladite armée ou marine: que nous ne nous enrôlerons ni ne forcerons qui que ce soit à s'enrôler au service de terre ou de mer de la Grande-Bretagne, ni à prendre ou porter les armes contre cette Colonie ou aucune autre des Colonies-unies, ni n'entreprendrons de fournir des pilotes côtiers à aucun des bâtimens appartenans à ladite flotte, ou enfin de les aider ou assister en aucune manière; mais au contraire, que nous défendrons les armes à la main de tout notre pouvoir les Colonies-unies de l'Amérique, & chaque partie d'icelles contre tout projet d'hostilité des flottes & armées au service de la Grande-Bretagne, voulant nous conformer entièrement aux

loix de cette Colonie, qui ont déjà été ou
 1776. seront ci-après promulguées, concernant la
 Juin. discipline de la Milice. »

*Instructions données par la Ville de Boston
 au Congrès général.*

» Dans un tems, où, selon toute apparence, toutes les Colonies-unies sont à la veille d'une glorieuse révolution, & où par conséquent les importantes questions, qui jusqu'ici ont été agitées par devant le Corps représentatif de cette Colonie touchant sa police intérieure, exigeront votre attention, vos Commettans croient nécessaire de vous instruire de divers objets, qui serviront à regler votre conduite. Nous avons vu les humbles suppliques de ces Colonies au Roi de la Grande-Bretagne; itérativement rejetées avec dédain. L'épée nous est offerte, la liberté n'a que des fers à attendre & il n'y a plus de fureté que dans la mort. Les instrumens de l'oppression hostile sont autorisés à nous ravir nos biens, à brûler nos maisons & à verser notre sang. Toutes les Nations barbares, qu'il a été possible de gagner, ont été invitées à prêter la main à l'exécution de ces affreux projets. Nous avons vu le peuple Britannique assez destitué de sentimens, d'honneur & de vertu pour négliger les appels les plus pathétiques & les plus sérieux, avec une indifférence insensible. Les espérances que nous avions fondées sur son secours, sont

évanouies depuis longtems. En un mot , nous sommes persuadés que le Ministère & le Parlement Britanniques ont pris la résolution décidée de réduire & d'affervir les Colonies , & que le peuple n'est rien moins que disposé à s'y opposer. Une réconciliation avec ce Peuple nous paroît aussi dangereuse qu'absurde. Un esprit de ressentiment, une fois suscité , n'est pas facilement assoupi : le souvenir des injures passées entretiendra toujours le feu de la jalousie , qui d'un côté excitera à établir de nouvelles impositions, de l'autre à faire résistance ; & le Corps politique en entier se trouvera sans cesse exposé aux plus grands désordres. Ainsi nous croyons qu'il est absolument impraticable que ces Colonies rentrent jamais sous la dépendance de la Grande-Bretagne, sans mettre en danger l'existence même de l'Etat. Néanmoins en mettant une confiance sans bornes dans les Conseils supérieurs du Congrès , nous sommes résolus d'attendre patiemment que sa sagesse dicte la nécessité de faire une déclaration d'indépendance. Nous ne risquerions d'exprimer nos sentimens sur cet objet que dans le cas où le Congrès desireroit de se trouver appuyé du peuple de chaque Colonie , avant d'adopter un parti qui les intéresse toutes en général. C'est pourquoi les Habitans de cette Ville desirent unanimement que dans l'Assemblée générale de la

1776
Juin.

1776. Colonie les Délégués au Congrès soient
 Juin. munis d'instructions afin que si le Congrès juge nécessaire pour la sûreté des Colonies - Unies de les déclarer indépendantes de la Grande-Bretagne , les Habitans de celle-ci le soutiennent cordialement aux dépens de leurs vies & de ce qui leur reste de biens «.

L'Université de Cambridge , dans la Nouvelle-Angleterre , a envoyé au Général Washington un diplôme , de doctôrat. Dont dont voici la teneur.

» Les Membres du College de Harward , établi à Cambridge dans la Nouvelle - Angleterre , à tous les fidèles en Christ , qui ces présentes verront : Salut «.

» Comme les degrés académiques ont été de tout tems une récompense attachée au mérite , aux connoissances , à la sagesse & à la vertu de ceux qui ont rendu des services à la République , nous croyons qu'il est de la justice & de notre devoir de conférer cet honneur au très illustre George Washington , Ecuyer , Général de nos troupes confédérées de l'Amérique. Ses lumieres égales à l'ardeur patriotique qui l'a toujours distingué , sont connues de tout le monde ; ses connoissances profondes des loix civiles & de l'art de la guerre , ont fait tomber sur lui le choix des Habitans de la Virginie ,

pour représenter cette Province dans le Congrès assemblé en Amérique, pour la défense d'une liberté presque expirante, & pour sauver ce pays des dangers qui le menaçoient : vaincu ensuite par les prières & les sollicitations de cette Assemblée respectable, il renonça aux plaisirs d'une vie tranquille, que sa retraite délicate dans la Virginie, promettoit de lui rendre si agréable, abandonnant ses biens & sacrifiant ses plaisirs & son intérêt particulier au bien général, sans demander ni attendre aucune récompense. Il ne s'occupa, au milieu des fatigues de la guerre, que des moyens de délivrer la Nouvelle - Angleterre des hostilités injustes & cruelles qu'exerce contr'elle la Grande-Bretagne, & d'en défendre les autres Colonies. La divine Providence a daigné se servir de lui pour repousser la flotte & les troupes des ennemis, qui se sont vus forcés par-là à évacuer Boston, avec la plus honteuse précipitation, après avoir tenu cette place entre leurs mains pendant onze mois, avec une garnison de plus de sept mille hommes. Les habitans de cette Ville respirent enfin ; & c'est au Général Washington qu'ils doivent le bonheur de se voir délivrés des maux divers & des cruautés auxquels ils étoient exposés sous leurs persécuteurs. Les villes voisines se sont réjouies d'un événement qui éloignoit d'elles le tumulte & les horreurs

1776.

Juin.

1776. de la guerre, & notre université peut se
 Juin. flatter par ce moyen, de se voir rétablir
 dans son ancienne splendeur. «.

» Sachez donc que nous, le Président & les Membres du College de Harvard dans la ville de Cambridge, du consentement des très-révérends & honorables de notre Université, avons conféré & conférons audit Washington, Ecuyer, qui mérite les honneurs les plus distingués; les titre & degré de *Docteur* *ès droits de la nature, des gens & du droit civil*; & lui avons accordé & accordons tous les honneurs, & privileges appartenans auxdits titre & degré «.

» En foi de quoi nous avons apposé aux présentes le sceau de notre Université, & les avons signées de nos noms ce troisieme jour d'Avril, l'an du Seigneur 1776. *Signé*, Samuel Langdon, S. T. D. *Præses*. Nathaniel Appleton, *Sacræ Théologiæ Doctor*. Johannes Winthrop, *Mat: & Phis: professor*. Andreas Elliot, S. T. D. L. L. D. Joh. Wadsworth, *Log. & Eth. Professor*. Samuel Cooper, S. T. D.

Arrivée de l'armée de Boston à Hallifax.

» La premiere division de la flotte & des bâtimens de transport partis de Boston, sur laquelle étoient embarqués les Habitans, &c. est entrée ici hier 2 Avril dans ce port, après une traversée de six jours. La seconde division, composée des troupes, est arrivée aujourd'hui, & n'a été que quatre jours en mer.

L'une

L'une & l'autre n'ont avec elles que très-peu de provisions; & il sera difficile qu'on leur en fournisse ici en suffisance. On n'étoit point préparé à recevoir une armée. Il est heureux, pour les troupes du Roi, que les Américains n'aient point pris Halifax l'Eté dernier (1775) ainsi qu'il en avoient certainement le dessein. Le Général Prible, qui devoit commander cette expédition, avoit déjà embarqué à Marblehead quinze cents hommes de la Nouvelle-Angleterre; mais apprenant que nous avions ici la petite vérole il abandonna ce projet «.

» Le Général Howe ne fut pas plutôt débarqué à Halifax, qu'il fit élever des redoutes pour en défendre les approches. (Il n'a écrit à la Cour pour l'informer de son arrivée que le 22 Mai, par un paquebot qui est arrivé en Angleterre le 3 Juin).

» La loi martiale avoit été publiée dans la Province le 22 Février «.

A Halifax le 3 Avril 1776.

*Préparatifs de défense dans la Nouvelle-York ,
& la Pensylvanie..*

Extrait d'une lettre de la Nouvelle-York
du 20 Mars.

» Nous nous attendons à une visite du Général Howe, & nous avons tout bien préparé pour le recevoir; nos femmes & nos enfans se sont retirés dans l'intérieur du pays;

1776.

Juin.

notre milice & nos volontaires sont sous les armes. Le Général Washington nous a envoyé six régimens ; nous en aurons bientôt treize autres avec 2,000 hommes de Connecticut, ce qui formera une armée de 20,000 hommes. Nous avons d'ailleurs 200 pieces de canons, avec lesquelles nous aurons l'honneur de saluer les troupes du Roi, lorsqu'elles voudront débarquer chez nous «.

» Le Congrès général a fait lever à Philadelphie sept régimens de 700 hommes chacun : les recrues se présentent avec empressement. Chaque soldat a trente-cinq shellings & demi par mois. Le Colonel Prescott ayant mis aux fers le Colonel Allen, avoit été enfermé en prison par représailles, suivant les ordres du Congrès ; mais par égard pour les blessures dont il est incommodé, il a obtenu la permission de demeurer sous une garde à la nouvelle Taverne. Les Américains comptent, parmi les prisonniers, environ 80 Officiers «.

Etat de la nouvelle Jersey.

La Colonie de la Nouvelle Jersey jouit de la plus heureuse tranquillité. Le Gouverneur, qui est un fils naturel du Docteur Franklin, travaille avec le Conseil & l'Assemblée aux affaires publiques, avec la même régularité & la même exactitude qu'auparavant.

Le sieur Denis de Berdt a été nommé Agent de la Colonie en Angleterre.

1776.

Juin.

Acte de navigation des Colonies - unies.

Arrêté au Congrès Continental le 6 Avril
1776.

Il est permis d'exporter des treize Colonies - unies par les habitans d'icelles , & par tous autres non sujets du Roi de la Grande-Bretagne, pour telle partie du monde que ce puisse être , excepté celles qui sont sous la domination du susdit Roi, toutes sortes de denrées , effets & marchandises, excepté des douves & futailles vuides , autres que des futailles préparées pour le transport des melasses , pourvu qu'aucun bâtiment ne puisse exporter une plus grande quantité de ces futailles à melasses que celles qu'il pourroit rapporter remplies.

Toutes marchandises , effets & denrées , excepté celles de la production des pays soumis au Roi de la Grande-Bretagne, ou en venant , & aussi excepté le Thé de la Compagnie Angloise des Indes , pourront être apportées dans les treize Colonies-unies, de tous les autres pays du monde par les Habitans de ces pays , & par tous ceux de tous les pays qui ne sont pas sujets audit Roi , sous la condition cependant de payer tels droits ou impôts qui peuvent être ordonnés par aucune des Colonies.

1776. Rien de ce qui est ici prescrit ne pourra
Jn.n. être censé empêcher tels reglemens ultérieurs de commerce qui seront estimés justes & nécessaires par ces Colonies-unies ou leurs législations respectives.

Il est défendu d'introduire des esclaves dans aucunes des treize Colonies-unies.

Tous effets, denrées & Marchandises, excepté ceux dont on aura fait capture, qui seront importés directement ou indirectement de la Grande-Bretagne ou de l'Irlande dans aucune de ces Colonies-unies, contre les reglemens prescrits par le Congrès, seront saisis, & il en sera disposé conformément à ce qui sera ordonné par les diverses Assemblées & Conventions; & la confiscation desdits effets, &c. pourra se poursuivre & s'adjuger dans aucune Cour érigée ou à ériger pour juger les affaires maritimes dans la Colonie où la saisie aura été faite.

Par ordre du Congrès.

Signé, Jean Hancock, Président.

Instructions du Congrès à ses Armateurs.

En Congrès, 10 Avril 1776.

INSTRUCTIONS (a) à tous les Comman-

(a) L'intérêt de la vérité exige de nous de faire remarquer ces instructions du Congrès aux Armateurs

dans de vaisseaux particuliers ou de vaisseaux de guerre qui auront commission ou lettres de marque & représailles, les autorisant à faire captures des navires & cargaisons Britanniques. 1776.
Juin.

I. Vous pourrez, par la force des armes, attaquer, réduire & prendre tous navires ou vaisseaux appartenans aux Habitans de la Grande-Bretagne en pleine mer, ou entre les marques de la haute & basse mer, excepté les navires qui transporteront des personnes qui seront dans l'intention de s'établir & de résider dans les Colonies-unies, ou qui porteront des armes ou munitions de guerre auxdites Colonies, à l'usage des habitans amis de la cause commune, lesquels vous laisserez passer sans les molester; pourvu que les Capitaines ou Commandans de ces navires permettent une recherche ou

Américains, ainsi que la formule de Commission qui les suit. On ne verra dans ces deux pièces aucun ordre ou insinuation de semer l'esprit d'indépendance dans les Ports des Nations étrangères, & de faire espérer aux Isles de la Martinique & de la Guadeloupe une alliance avec les Etats-unis. Elles ont été trouvées telles que nous les donnons ici, sur des Armateurs Américains enlevés par des vaisseaux de guerre Anglois. Elles démontrent la fausseté des prétendues instructions prises à bord de l'Armateur Américain *l'Olivier Cromwell*, & dont les articles VI & VII. sont rapportés dans la Gazette d'Amsterdam, du 26 Août 1777. Notre vœu d'impartialité ne nous permet point d'autre observation à ce sujet.

visite paisible , & donnent des informations satisfaisantes sur l'état du chargement & la destination de leur voyage.

1776.

Juin.

I I. Vous pourrez , par la force des armes , attaquer , réduire & prendre tous navires ou vaisseaux quelconques , transportant des soldats , armes , poudre à canon , munitions , provisions , ou autres effets de contrebande pour les armées Britanniques ou vaisseaux de guerre employés contre ces Colonies.

III. Vous conduirez les vaisseaux & navires que vous aurez pris avec leurs canons , gréemens , agrès , apparaux , fournitures & chargemens , dans quelque port convenable des Colonies - unies , afin qu'il puisse être procédé en due forme sur lesdites prises , pardevant les Cours ou Juridictions , qui sont ou seront établies pour ouïr & déterminer les causes civiles & maritimes.

IV. Vous , ou l'un de vós principaux Officiers , conduirez ou enverrez le Maître & le Pilote , & un ou plusieurs des principaux de l'équipage des navires ou vaisseaux que vous aurez pris , immédiatement après la capture où aussitôt qu'il sera possible au Juge ou Juges des susdites Cours , pour être examinés sous serment & répondre à l'interrogatoire qui leur sera fait concernant l'intérêt qu'ils ont dans ledit navire & chargement ; & en même-tems , vous délivrerez au Juge ou Juges les passe-ports , lettres de mer , charte-parties , connoissemens , acquits , lettres , & autres documens & papiers trouvés

à bord , en prouvant par votre serment , ou celui de quelqu'autre personne qui se sera trouvée présente lors de la capture , que ces papiers sont produits tels & dans le même état qu'ils auront été délivrés , sans fraude , addition , soustraction ou falsification. 1776. Juin.

V. Vous garderez & conserverez chaque navire ou vaisseau & chargement par vous pris , jusqu'à ce que , par Sentence rendue par une Cour ou Jurisdiction à ce dûement autorisée , il soit jugé de bonne prise , sans en rien vendre , détériorer , gâter , dépré-der , diminuer , ou rompre charge , ou sans souffrir qu'il se fasse rien de semblable.

V I Si vous ou quelqu'un de vos Officiers ou équipage , ont de sang froid , tuez , estropiez , ou par torture ou de toute autre manière , traités cruellement , inhumainement , & contre les usages & pratiques des Nations civilisées , les personnes surprises à bord des navires que vous aurez pris , le délinquant fera sévèrement puni.

VII. Par toutes les occasions convenables vous enverrez au Congrès Général un compte par écrit des captures que vous aurez faites , avec les dénombremens & les noms des prisonniers , & de tems-en-tems des copies de vos journaux , avec les informations de ce qui sera parvenu à votre connoissance , ou que vous aurez découvert des desseins des ennemis , & des destinations , mouvemens & opérations de leurs flottes & armées.

VIII. Un tiers au-moins de votre équipage sera composé d'hommes de terre.

1776. Juin.

IX. Vous ne rançonneriez aucun prisonnier; mais vous en disposerez ainsi que le Congrès, ou (si le Congrès n'étoit pas assemblé dans la Colonie où vous les conduirez) l'Assemblée générale, Convention ou Conseil ou Comité de sureté de cette Colonie l'ordonnera.

X Vous observerez toutes les instructions ultérieures que le Congrès donnera lorsqu'elle seront venues à votre connoissance.

XI. Si vous faites quelque chose de contraire à ces présentes instructions, ou à d'autres qui seront données à l'avenir, ou si vous souffrez volontairement qu'elles soient emfreintes, vous ne serez pas seulement privé de votre commission; mais vous serez exposé à une action à votre charge, pour être poursuivi comme violateur des conditions de votre engagement, & rendu responsable envers les Parties offensées, des dommages soufferts par votre malversation.

Par ordre du Congrès.

Signé Jean Hancock, Président.

Ces instructions sont jointes à toutes les Commissions qui se délivrent aux Corsaires.

Formule des Commissions données par le Congrès général aux Armateurs employés à son service.

En Congrès.

Les Délégués des treize Colonies unies, de

New-Hampshire , Baie de Massachussett, —————
 Rhode-Istand , Connecticut , New-York, 1776.
 New-Jersey , Pensylvanie , Comtés de Juin.
 New-Castle , de Kent & de Suffex sur
 le Delavarre , de Mariland , de Virginie ,
 de la Caroline Septentrionale , de la Ca-
 roline Méridionale , & de la Géorgie.

*A tous ceux qui ces Présentes verront ,
 salut, savoir faisons :*

Que Nous avons accordé par ces Pré-
 sentes , & accordons permission & pouvoir à
 John Adams , Officier de Marine , comman-
 dant le Sloop appelé *Fame* du port de 45
 tonneaux ou environ , appartenant à Joseph
 Dean , Phillippe Moore & Compagnie , de
 Philadelphie dans le Comté de Pensylvanie ,
 montant quatre canons & 45 hommes , pour
 armer & manœuvrer ledit Sloop en guerre ,
 & avec ledit Sloop & son équipage , atta-
 quer , saisir & prendre par force d'armes les
 vaisseaux & autres bâtimens appartenans aux
 Habitans de la Grande-Bretagne , ou aucun
 d'eux avec leurs agrès , manœuvres , provi-
 sions & cargaisons , sur les hautes mers ou
 entre les marques des hautes & basses eaux ,
 & de les conduire dans quelques ports des
 Colonies , pour que les Cours , qui sont &
 doivent être nommées pour entendre & juger
 les causes civiles & maritimes , puissent pro-
 céder en due forme à la condamnation des-
 dites prises si elles sont jugées légitimes.
 Ledit Joseph Dean & Compagnie ayant pro-

1776.

Juin.

mis, sous garantie suffisante, que ledit Commandant, ou aucun des Officiers & gens de mer ou leur Compagnie, ne feroit rien de contraire aux usages & coutumes des Nations civilisées, & aux instructions, dont copie lui a été remise avec la présente. Et nous requerons & requerrons tous nos Officiers quelconques de prêter secours & assistance audit Commandant pour les choses ci-dessus énoncées. Cette Commission durera & sera en valeur jusqu'à ce que le Congrès donne des ordres contraires.

Fait à Philadelphie le 11 Avril 1776.

Par ordre du Congrès.

Signé, John Hancock, Président.
John Adams.

Association libre à Philadelphie pour la défense du pays.

Les Officiers & Soldats du corps d'Habitans ou Régiment de Philadelphie, ont fait entr'eux le premier Avril une association libre & volontaire pour la défense de la liberté d'Amérique. Ce pacte consiste en trente-deux articles, qui roulent sur la discipline & la police du corps, sous le bon plaisir de l'Assemblée ou Convention provinciale, & pendant ses vacations, du Comité de sureté; & pour rester en vigueur jusqu'à une heureuse réconciliation entre la Métropole & ses Colonies.

L'honneur & l'amour de la patrie étant

l'unique lien de cette association, il n'y est point porté de peines plus graves, contre les délits préjudiciables à son maintien, qu'une expulsion honteuse du corps, & des amendes proportionnées aux grades pour les fautes légères.

1776.

Juin.

Négociations du Congrès avec les Sauvages.

De Philadelphie le 13 Avril

» Il vient d'arriver en cette Ville quatre Chefs de Sauvages sur la demande du Congrès. Ils sont accompagnés du Major Rogers. Cet Officier use de la plus grande circonspection, ne se permettant aucune expression d'où on puisse juger s'il est ami ou ennemi de l'Amérique «.

Etat des forces de terre de l'Amérique, destinées pour le service de la campagne de 1776.

Le Congrès Américain avoit d'abord fixé à 97,405 hommes le nombre des troupes qu'il étoit résolu de mettre sur pied; mais suivant un état des forces Provinciales, elles ne montent qu'à 52,428 combattans, dont la répartition étoit réglée de la manière suivante: savoir, au département Oriental 27 bataillons d'infanterie, chacun de 750 hommes, avec un bataillon d'artillerie, en tout 20,404 hommes, aux ordres du Général Washington, ayant sous lui les Généraux Ward & Putnam; au Canada 11 bataillons d'infanterie & 5 compagnies d'ar-

1776. tillerie, ensemble 11,648 hommes, com-
 Juin. mandés par les Généraux Thomas Wooster
 & Arnold; au Département Central 11 ba-
 taillons d'infanterie, dont quatre levés dans
 la Nouvelle-York, trois dans les Jerseys &
 quatre en Pensylvanie, outre une compa-
 gnie d'artillerie: 8,728 hommes sous le Gé-
 néral Major Schuyler & les deux Brigadiers-
 Généraux Tomfon & le Comte de Sterling;
 au département Méridional, 13 bataillons
 d'infanterie, dont six levés dans la Virgi-
 nie, trois dans la Caroline Septentrionale,
 trois dans la Caroline Méridionale & en
 Géorgie, lesquels montent à 11,648 hom-
 mes sous le commandement du Général Major
 Lée & de quatre Brigadiers Généraux. Ce
 nombre fait seulement partie du contingent
 que chaque Colonie est tenue de fournir.

Le Congrès a établi pour toutes les Pro-
 vinces liguées une poste régulière, dont le
 bureau général est à Philadelphie sous sa
 direction. Par ce moyen il est promptement
 instruit de tout ce qui se passe dans chacune
 de ces Colonies.

*Dénombrement des treize Colonies-unies
 de l'Amérique.*

	Habitans.
Dans la Nouvelle Hampshire, }	150,000
Massachusets, } Nouvelle	400,000
L'Isle de Rhodes, .. } Angleterre.	59,678
Connecticut, }	192,000
Nouvelle-York,	250,000
Nouvelle-Jersey,	130,000

	Habitans.	1776. Juin.
Penfylvanie & Delavare,	350,000	
Maryland,	320,000	
Virginie,	650,000	
Caroline Septentrionale,	300,000	
Caroline Méridionale,	225,000	
Géorgie,	30,000	
<i>TOTAL</i>	<u>3,056,000</u>	

Dispositions de défense de la Virginie.

Extrait d'une lettre de Williamsbourg, dans la Virginie, en date du 18 Mars.

» Il est arrivé ici deux mille cinq cens hommes bien armés & bien équipés, des Comtés d'Hannovre, de New-Kent & de King-William. Ces troupes, parmi lesquelles il y a beaucoup de gens aisés, sont commandées par le Colonel Hill. Elles vont camper près de Castle, à quinze milles de cette Ville.

Changements dans le Gouvernement de la Caroline Méridionale, le 28 Mars 1776.

La nouvelle (a) Constitution, redigée par notre Congrès, en exécution des ordres du Congrès continental, pour servir à regler la police intérieure de cette Colonie, jusqu'à ce qu'un accommodement au sujet des mal-

(a) Cette forme de Gouvernement se trouve dans le Tome V. des affaires de l'Angleterre & de l'Amérique, page cviiij.

1776. heureux démêlés entre la Grande-Bretagne
 Juin. & l'Amérique puisse avoir lieu, événement
 si sincèrement & si généralement désiré, a été
 publiée en cette Ville le 28 Mars dernier
 avec toute la solennité convenable. Un dé-
 tachment du régiment Provincial d'Artil-
 lerie, & la milice de Charles-Town étoient
 rangés sur une ligne dans Broadstreet, de-
 puis la Maison de Ville jusqu'à la Bourse, ou
 la Constitution fut lue à haute & intelligible
 voix. On y proclama en même tems les
 Commissions de John Rutlege, Président &
 Commandant en chef, & d'Henri Laurence,
 Vice-Président de la Colonie; & aussitôt l'air
 retentit des cris de joie d'une nombreuse
 multitude, qui furent accompagnés de la dé-
 charge des pieces de campagne & du canon
 à bord des bâtimens provinciaux armés.

*Adresse du Conseil législatif de l'Assemblée gé-
 nérale de la Caroline Méridionale, à son
 Excellence John Rutledge, Président & Com-
 mandant en chef de la Colonie de la Ca-
 roline Méridionale.*

» Nous Conseil législatif & Assemblée
 générale de la Caroline Méridionale, assem-
 blés en vertu de la juste Constitution établie
 par un peuple libre dans le Congrès, le 26
 du mois de Mars dernier, supplions hum-
 blement votre Excellence de recevoir cette
 adresse «.

» Rien n'est mieux connu à votre Excel-

lence que la nécessité indispensable en vertu de laquelle, comme Membres du Congrès & Représentans du Peuple, nous nous sommes décidés à reprendre entre nos mains l'autorité d'administration, & à établir les moyens convenables pour regler la police intérieure de cette Colonie, & en notre qualité de Membres du Conseil législatif & de l'Assemblée générale, à vous revêtir, pour un tems limité, de la puissance exécutrice «.

1776.

Juin.

» Nous ne doutons point que ces procédés constitutionnels ne soyent interprétés, quoique sans raison, comme les Actes les plus criminels, par un despotisme qui ayant perdu tout sentiment de justice & d'humanité vient de nous déclarer coupables de rébellion. Lorsque nous réfléchissons, Monsieur, aux oppressions cruelles & sans nombre, que sans les avoir provoquées, l'Amérique en général & cette Colonie en particulier endurent depuis long-tems; oppressions qui arrivées par degrés à l'injustice & à la violence, sont exercées maintenant par une tyrannie impitoyable contre les Colonies-unies, sous les diverses formes de vol, d'incendie, de massacre, de manque de foi publique, de guerre ouverte, & de mépris de nos droits naturels & inaltérables, nous ne pouvons résister au désir de faire tout ce qui dépendra de nous pour les conserver, & nous regardons l'élévation de votre Excellence comme le résultat naturel de tant d'outrages «.

1776. « Vous avez été choisi, Monsieur, par les
 Juin. suffrages d'un peuple libre, pour tenir les
 rênes du Gouvernement, événement aussi
 honorable pour vous, qu'utile au Public.
 Nous sommes dans la ferme confiance que
 notre Constitution fera la principale règle de
 votre conduite, & nous vous assurons de
 la manière la plus solennelle, que dans l'exer-
 cice de nos devoirs, sous cette Constitution,
 dont le vœu est un accommodement avec
 la Grande Bretagne, (événement que l'in-
 digne qualification de rebelles ne nous em-
 pêche pas de désirer sincèrement) nous sa-
 crifierons nos vies & nos biens pour vous
 soutenir ».

Donné au Conseil législatif le 3 Avril 1776

Geo. Gabriel Pownal, Orateur.

Dans l'Assemblée générale, le 3 Avril 1776.

Par ordre de la Chambre.

James Parsons, Orateur.

Réponse de son Excellence.

Messieurs du Conseil législatif, M. l'Orateur, & Messieurs de l'Assemblée générale.

« Je dois être pénétré de la reconnaissance la plus vive, & je vous prie d'en être convaincus, pour la promesse que vous me faites de m'appuyer dans l'exercice des devoirs du
 poste

poste honorable auquel vous avez eu la bonté de m'élire «.

1776.

Juin.

» Soyez persuadés que personne n'embraseroit avec plus de plaisir que moi l'occasion de faciliter un accommodement juste & équitable avec la Grande Bretagne; mais jusqu'à ce que ce vœu si légitime s'accomplisse, la défense de ma patrie & le maintien de cette Constitution, que par une connoissance parfaite des droits & une louable attention au bonheur de ce peuple, vous avez si sagement formée, sera l'unique objet de mes soins «.

» Je dois à ce pays tout ce que j'ai de cher & d'estimable, & je sacrifierois très-volontiers toute félicité temporelle, pour établir & perpétuer sa liberté «.

J. Rutledge.

Après la publication de notre nouvelle Constitution, & l'élection de M. Rutledge à la charge de Président, la Chambre & le Conseil se sont assemblés. Le Conseil est composé des plus riches propriétaires de la Province. M. Rutledge a ouvert la session par un discours dans lequel il a recommandé l'unanimité & la persévérance: il a dit qu'il espéroit que la Province n'admettroit jamais les nouvelles prétentions du Ministère Britannique, c'est-à-dire une soumission entière & sans restriction. Les deux Chambres lui ont présenté

N°. XXVII.

D

1776. des adresses dans lesquelles elles lui donnent
 Juin. le titre d'*Excellence*, & déclarent leur ferme
 résolution de mourir plutôt que de se sou-
 mettre. Elles ont remis en vigueur les an-
 ciennes loix de la Province & en ont passé
 de nouvelles. Par une de ces dernières, il
 est dit qu'on se rendroit coupable du crime
 de félonie, sans bénéfice de Clergie, en par-
 lant en termes peu respectueux du Congrès
 Continental, ainsi qu'en fournissant tels se-
 cours que ce pût être aux vaisseaux ou troupes
 Britanniques. Une autre défend aux Habitans
 de cette Province de correspondre avec la
 Grande-Bretagne. Le préambule d'une autre
 porte que les peuples sont prêts à se soumettre
 à une dépendance de la Grande-Bretagne,
 pourvu, qu'elle soit conforme à la constitu-
 tion, mais non autrement.

Voici le serment prêté par le nouveau
 Président & Commandant en chef.

» Je promets & jure solennellement de
 présider sur les peuples de cet Etat, suivant
 la Constitution ou forme de Gouvernement,
 convenue & arrêtée par les représentans de
 la Caroline Méridionale assemblés en Congrès
 le 26 Mars 1776. Que je tiendrai la main
 avec douceur à l'observance de la loi & de
 la justice, & que de tout mon pouvoir je main-
 tiendrai & défendrai la loi de Dieu, la Reli-
 gion Protestante & les libertés de l'Améri-
 que : ainsi Dieu me soit en aide. »

Vœu de la Communauté de George-Town dans la Caroline Méridionale, concernant la nouvelle forme de Gouvernement de cet Etat, Juin. 1776. donné le 30 Mars 1776.

Aux sessions générales de la paix, pour ouvrir & terminer, & aux assises, pour vider les prisons, tenues pour la première fois dans la ville de George-Town, l'an du Seigneur 1776, le grand Juré a présenté la Déclaration suivante.

» 1°. Quand un peuple toujours loyalement attaché à une forme de gouvernement qu'il regardoit comme la plus propre à le rendre heureux, & sous laquelle il a longtemps vécu, s'apperçoit que la bassesse & la corruption regnent parmi ses Chefs; quand il voit des loix qui doivent servir au maintien de ses droits sacrés, devenir par un sacrilège sans exemple l'instrument de l'oppression: quand des gens choisis par ce peuple pour le gouverner & le protéger, foulent aux pieds les liens de la société & de la justice, & ne cherchent qu'à faire de leurs sujets de vils esclaves, la nature & la loi de Dieu permettent à ces opprimés de mettre en usage tous les moyens possibles de se soustraire aux chaînes qu'on leur prépare. C'est avec la joie la plus pure que nous voyons malgré les attentats des Anglois nos ennemis, malgré leur odieux dessein de nous réduire à un esclavage honteux: malgré la guerre in-

1776.

Juin.

juste qu'il nous font, c'est avec joie, disons-nous, que nous voyons cette Province se créer une constitution, une forme de gouvernement la plus équitable & la plus à désirer, pour convaincre l'univers entier de la justice de ses intentions, & des égards qu'elle a pour le droit des gens. Ce nouvel établissement formé par le dernier Congrès de cette Province, promet à ses Habitans les effets heureux que peut produire une société égale & juste dans ses principes, sage & vertueuse dans son objet. Nous avons maintenant les espérances les mieux fondées de jouir en paix de nos libertés; & il ne dépend plus que de nous de l'assurer à nous & à nos descendans par une persévérance fondée sur la raison & la vertu. Quel est le citoyen qui ne se réjouira pas de vivre dans un pays où la vertu seule commande en Souveraine, où l'on déteste la tyrannie & toutes especes d'oppression? Ne s'empressera-t-il pas de défendre ces glorieux avantages contre quiconque oseroit y porter atteinte? S'il se trouvoit parmi nous un malheureux assez lâche pour oublier ce qu'il doit à son pays; assez méprisable pour entretenir dans son cœur le moindre sentiment de mécontentement, qu'il sache que nous le regarderons toujours comme indigne de jouir des privileges accordés à l'humanité.»

» 2°. Nous ne pouvons nous empêcher d'applaudir à l'heureux choix de ceux que l'on a

nommés pour remplir les postes publics 1770.
 assignés par notre constitution. C'est à la plus Juin.
 grande impartialité & à la plus exacte justice
 qu'ils doivent leur promotion ; la durée de
 leur pouvoir est limitée au tems que pres-
 crit la sûreté publique , & leur réputation est
 si bien établie , que nous pouvons tout nous
 promettre de leur mérite personnel. »

» 3°. En réfléchissant sur cette heureuse
 harmonie qui regne parmi tous les Habitans
 de cette Province , nous nous flattons de voir
 tout le monde applaudir à notre nouvelle forme
 de gouvernement , dont les effets seront si sa-
 lutaires , que nous pouvons espérer que bien-
 tôt cette Colonie sera dans un état florissant
 qu'elle n'a pas connu même dans ses plus
 beaux jours. »

» Enfin , nous demandons qu'il nous soit
 permis de remercier l'honorable Juge *Ma-*
thewes du discours qu'il nous a adressé , &
 où l'on remarque les preuves les plus frap-
 pantes de sa fermeté & de son patriotisme ;
 & nous voulons que cette Déclaration expresse
 de nos sentimens & de notre reconnaissance ,
 soit insérée dans les papiers publics.

Signé, BENJAMIN YOUNG ,
 Principal Juré (Foreman).

Correspondance du Lord G. Germaine
interceptée.

Un Armateur Américain , commandé par
 D iij

1776. le Capitaine Jacques Barrow , s'étoit emparé
 Juin. d'un petit bâtiment , expédié par le Lord
 Dunmore , Gouverneur de la Virginie , pour
 porter à M. Eden , Gouverneur du Maryland ,
 un paquet de dépêches , qui lui étoit adressé
 par le Lord Germaine , Secrétaire d'Etat
 au département des Colonies. Ce paquet
 contenoit trois lettres de ce Ministre , l'une
 en date du 10 Novembre 1775 , par laquelle
 il annonçoit à M. Eden sa nomination à la
 place du Comte de Dartmouth ; la seconde ,
 du 23 Décembre , accompagnoit l'Acte du
 Parlement , qui ordonne la saisie des vaisseaux
 & effets appartenans aux Américains. Par
 cette lettre , Milord Germaine assuroit le
 sieur Eden , que Sa Majesté , de concert avec
 son Parlement , étoit décidée à poursuivre les
 mesures les plus vigoureuses , pour la réduc-
 tion de ses Sujets rebelles en Amérique ; &
 il finissoit en exhortant le peuple de la Pro-
 vince , à la soumission à peu-près dans les mêmes
 termes , dont les autres Gouverneurs ont déjà
 fait usage dans leurs proclamations , d'après les
 ordres du Ministère. La troisième lettre , d'un
 intérêt plus essentiel , contenoit ce qui suit.

WHITEHALL , 25 Décembre 1775.

MONSIEUR ,

» Ce ne fut qu'le 27 Novembre qu'on reçut
 ici votre dépêche au Lord Darmouth , en
 date du 27 Août , que j'eus d'abord l'hon-

neur de mettre sous les yeux du Roi. Sa Majesté m'a ordonné de vous témoigner sa satisfaction de votre zèle pour le service public, & de l'attachement inaltérable que vous avez montré envers sa personne & son gouvernement, dès le premier commencement des malheureux différens actuels, qui ont jetté les fidèles serviteurs de Sa Majesté dans les Colonies dans des embarras & des malheurs, qui ne sont égalés que par le courage avec lequel ils les supportent. »

1776.

Juin.

» Votre lettre contient beaucoup d'informations vraiment utiles, & les détails que vous donnez sous le sceau du secret, au sujet du caractère de quelques individus, particulièrement de ceux qui passent en Angleterre, pourront être d'un très-grand usage. Vous pouvez vous assurer qu'on prendra toutes les précautions possibles pour empêcher qu'aucune partie de votre lettre ne transpire dans le public. »

» Un armement, consistant en sept Régimens, avec une flotte de frégates & de moindres bâtimens, est actuellement prête à partir pour les Colonies Méridionales, afin de tâcher de rétablir le gouvernement légal dans cette partie de l'Amérique. Il se rendra en premier lieu à la Caroline Septentrionale, & delà à la Caroline Méridionale ou en Virginie, selon que les circonstances y offriront plus ou moins d'avantages. Au cas que l'on prenne le dernier parti, il pourra en résul-

D iv.

1776. ter des suites fort importantes pour la Co-
 lonie, dont vous avez le gouvernement; &
 Juin. pour cette raison vous ferez bien de penser
 à tous les moyens par lesquels vous pourrez,
 de concert avec le Lord Dunmore, faciliter
 & seconder les opérations de cet armement.
 Je suis, &c.

Signé, GEORGE GERMAINE.

Cette lettre interceptée ayant été com-
 muniquée au Général Lée, qui commandoit
 les troupes Provinciales en Virginie, celui-ci
 écrivit au sieur Samuel Pourvoyance, Prési-
 dent du Comité de Baltimore en Mary-
 land, la lettre suivante.

WILLIAMSBURG, 6 Avril 1776.

MON CHER MONSIEUR,

» Je ne connois personne à qui je puisse
 adresser cette Note très-importante plus con-
 venablement, & avec plus d'assurance de
 succès qu'à vous. L'état critique de l'affaire
 ne permettra ni cérémonie, ni délai. Je
 m'adresserai donc à vous, quoique d'une
 manière irrégulière, dans le langage hardi
 & déterminé qu'un Citoyen ose adresser à
 un autre Citoyen, & je vous conjurerai au
 nom de cette liberté que vous estimez, &
 des droits de la Communauté dont vous
 êtes membre, de ne pas perdre un moment,
 & de charger en mon nom (si mon nom est

d'assez grand poids pour cet effet) l'Officier qui commande vos troupes à Annapolis, de saisir immédiatement la personne du Gouverneur Eden. Que toute la faute & le blâme en soient sur ma tête. Je répondrai de tout au Congrès. La justice & la nécessité de cette démarche vous seront mieux expliquées par le paquet, qui vous est expédié par le Comité de sûreté de cette place. Que Dieu Tout-Puissant nous accorde de la sagesse & de la vigueur dans cette journée d'épreuve! Adieu, *mon cher Monsieur*; je suis très-sincèrement vôtre &c.»

1776.

Juin.

Signé, CHARLES LEE.

A la réception de cette lettre, le sieur Pourvoyance envoya le Capitaine Smith avec quarante hommes à la minute pour saisir la personne de M. Eden; & il fit également prendre la chaloupe appartenante à ce Gouverneur: mais le Comité Provincial de sûreté établi à Annapolis, désaprouva hautement le pouvoir, que s'étoit arrogé le Président d'un Comité particulier, en donnant un pareil ordre; & les Militaires assemblés à Annapolis, en furent également offensés & s'opposèrent à son exécution. Ils se contenterent d'écrire à M. Eden, pour le prier d'engager envers eux sa parole d'honneur, de ne point quitter la Province avant l'assemblée de la convention générale, fixée au 29 Mai. Ils traitèrent le sieur Pour-

1776.

Juin.

voyance avec moins d'égards, & l'obligerent à donner des sûretés considérables pour sa comparution devant la même assemblée au susdit terme. On supposoit qu'il y seroit sévèrement reprimandé, ou même mis à l'amende pour avoir fait de sa propre autorité une démarche de cet éclat.

Le Commodore Hopkins prend l'Isle de Providence & se bat avec la frégate du Roi le Glasgow.

Extrait d'une lettre d'Eseck - Hopkins, Commandant en chef de la flotte Américaine, au Président du Congrès datée à bord du vaisseau l'Alfred, du port de New-London, le 9 Avril 1776.

» Lorsque j'appareillai, le 17 de Février, du Cap Henlopen, ne croyant pas qu'il nous fût possible de croiser dans des parages froids, j'assignai notre rendez-vous à Abacco, l'une des Isles de Bahama (Lucayes) ».

» En quinze jours de route j'arrivai au rendez-vous où je devois attendre les vaisseaux de la flotte selon mes ordres : lorsque nous fûmes réunis, je formai le plan d'une expédition contre *New-Providence*, que j'exécutai le 3 de Mars en débarquant deux cents Gardes-Marine sous le commandement du Capitaine Nicolas, & cinquante Matelots sous le commandement du sieur Weaver, Lieutenant du *Cabot*, qui connoissoit bien

1776.

Juin.

le Pays. Ils s'emparèrent le même jour d'un petit fort de dix-sept pieces de canon, sans la moindre résistance, si ce n'est qu'on leur tira cinq coups de canon qui ne leur firent aucun mal. Je reçus avis ce même soir qu'il y avoit deux cents & tant d'hommes dans le principal fort, tous Habitans. Je fis aussi-tôt publier un manifeste dont le contenu étoit qu'on épargneroit les Habitans & leurs possessions, s'ils ne cherchoient point à nous empêcher de prendre le fort & les magasins du Roi. Cette précaution eut l'effet désiré ; les Habitans abandonnerent presque entièrement le fort. Le Capitaine Nicolas ayant envoyé par mon ordre demander les clefs au Gouverneur, elles furent remises ; & les troupes y entrèrent. Nous y trouvâmes diverses munitions de guerre portées sur l'inventaire ci-joint ; mais le Gouverneur avoit fait partir la nuit d'avant cent cinquante barils de poudre dans une petite chaloupe. J'ai pris le Gouverneur Montford Brown ; le Lieutenant au Gouvernement, qui est Officier à demi-payé, & M. Thomas-Armit, Conseiller & Receveur des cens de Sa Majesté dans la Caroline Méridionale ; & il paroît par le Calendrier de la Cour ; qu'il est aussi Inspecteur-Général des Douanes de Sa Majesté dans l'Amérique Septentrionale. Depuis notre départ de cette Isle, le *Wasp* s'est séparé de nous. »

» Le 4 du courant, nous prîmes à l'extrémité orientale de Long-Island, le Bri-

1776.

Juin.

gant commandé par le jeune Wallace, de six canons & huit pierriers ; & le cinq, nous nous emparâmes aussi d'une bombarde, montée de huit canons, deux Obusiers & dix Pierriers, de quarante-huit hommes d'équipage, & chargée de toutes sortes de provisions d'armes & de poudre. Le 6 au matin, nous rencontrâmes le Glasgow & sa chaloupe : le combat s'étant engagé entre nous, il a duré près de trois heures. Nous avons perdu cinq hommes & nous avons eu autant de blessés. Le Cabot a eu quatre hommes tués & sept blessés dont est le Capitaine : sur le Colombus, un homme a perdu un bras. L'Alfred a souffert beaucoup de dommages, mais le plus grand, c'est que le canon emporta la drone & les poulies de drone du gouvernail, ce qui a donné le tems au Glasgow de prendre le large. Je n'ai point jugé à propos de le suivre, parce qu'il auroit fallu avoir à faire avec toute leur flotte, & j'avois plus de trente de nos meilleurs marins à bord des prises ; je crus donc qu'il étoit plus sage d'abandonner la chasse, & d'assurer nos prises, & après avoir pris la chaloupe du Glasgow, nous sommes arrivés ici le sept avec toute la flotte. »

» Parmi les morts sont M. Sinclair Seymour, Maître du Cabot, bon Officier ; Wilson, Lieutenant du Cabot, & le Lieutenant Fitzpatrick de l'Alfred. »

» Les Officiers à bord de l'Alfred se sont

très-bien comportés ; mais je ne puis assez
me louer des Officiers du Cabot qui ont
donné & soutenu tout le feu pendant long-
tems à la portée du pistolet. »

1776.

Juin.

*Extrait d'une lettre d'un Capitaine des Gardes-
Marine à bord du vaisseau l'Alfred, datée
de New-London le 10 Avril.*

» Avant que la présente vous parvienne,
je ne doute point que vous n'ayez appris
notre arrivée dans ce port, & notre combat
avec le Glasgow, vaisseau de guerre. Je
vais vous en parler après quelques détails sur
notre croisière. Nous étions partis le 17
Février du Cap Henlopen, & après une heu-
reuse traversée de quinze jours nous mouil-
lâmes à l'Isle d'Abacco à dix-sept lieues en-
viron de New-Providence. Nous y prîmes
divers petits bâtimens appartenans à Provi-
dence, ce qui fournit l'occasion au Comman-
dant de s'informer de l'état de défense de
l'Isle ; nous apprîmes qu'elle étoit abondam-
ment pourvue de munitions de guerre, &
qu'il n'y avoit pas assez de monde pour nous
faire résistance. Nous retînmes ces petits bâ-
timens pour servir de vaisseaux de transport
aux Gardes-Marine qui devoient passer à la
Providence. Nous appareillâmes le Sa-
medi au soir 2 Mars, & à deux heures le
Dimanche nous mîmes notre monde à
terre au nombre de 270 hommes que
je commandois. Notre descente se fit à

1776. l'extrémité orientale de l'Isle, à un endroit
 Juin. nommé New-Guinea. Les Habitans furent
 fort allarmés à notre vue, s'imaginant que
 nous étions Espagnols; mais ils furent bientôt
 détrompés. Aussi-tôt que j'eus rangé ma
 troupe, je reçus un message du Gouverneur
 qui nous faisoit demander notre dessein. Je
 lui fis répondre que nous voulions nous
 emparer de toutes les munitions de guerre
 appartenantes à la couronne, mais que nous
 n'avions point envie de toucher aux effets
 des Habitans, ni de faire du mal à qui
 que ce fût d'entr'eux, sinon dans le cas où
 nous serions réduits à nous défendre. »

» Aussi-tôt que le Parlementaire fut parti,
 je m'avançai pour m'emparer du Fort Mon-
 tague, fortification bâtie en pierre à la moitié
 du chemin entre l'endroit de notre débar-
 quement & la ville. Lorsque nous en appro-
 châmes à la distance d'un mille environ, &
 par une route où nous étions entièrement
 à découvert, ils tirèrent trois boulets de
 12 liv. ce qui nous fit faire halte, pour déli-
 berer sur le parti que nous avions à prendre.
 Je jugeai à propos d'envoyer un Parlemen-
 taire pour leur apprendre quel étoit notre
 dessein. Nous reçûmes pour réponse que
 c'étoit par les ordres du Gouverneur qu'on
 avoit tiré le canon. Bien-tôt ceux qui gar-
 doient ce Fort l'abandonnerent après avoir
 encloué le canon; & ils furent se retrancher
 sous celui de la Ville. Je fus donc m'em-

parer du Fort qu'ils venoient de quitter. Nous y trouvâmes dix-sept piéces de canon (de 32, 18 & 12 livres de balle) peu endommagées. Ils étoient encloués avec de simples cloux que nous retirâmes. Je crus nécessaire de faire rafraîchir ma troupe qui étoit fatiguée, ayant été à bord des petits bâtimens sans avoir la commodité d'y dormir ou d'y faire la cuisine. Nous marchâmes le lendemain matin dès la pointe du jour vers la ville, pour nous emparer de la maison du Gouverneur qui est située sur une éminence, avec deux canons de quatre liv. de balle, & qui domine la garnison & la ville. Nous rencontrâmes dans notre marche un exprès que le Gouverneur nous envoyoit avec la même demande ; je lui fis faire la même réponse. Cet exprès me dit alors que je pouvois entrer dans la ville, & si je les jugeois propre dans le Fort, sans avoir à craindre aucun obstacle : sur sa parole j'entrai dans la ville. Je posai mes Corps-de-garde & me rendis chez le Gouverneur pour lui demander les clefs du Fort, qui me furent aussi-tôt remises. J'entrai aussi-tôt dans le Fort Nassau : il y avoit quarante canons en état & bien chargés pour notre réception. »

» Tout ceci s'exécuta sans que nous eussions tiré un seul coup de notre côté. Nous trouvâmes dans ce Fort une grande quantité de boulets & de bombes, & quinze mortiers de fonte ; mais le Gouverneur avoit fait partir la

1776.

Juin.

1776. nuit d'avant le principal article, la poudre,
 Juin. à la quantité de cent cinquante barils. Aussi-
 tôt que nous fûmes maîtres du Fort, j'en-
 voyai sommer le Gouverneur de se rendre,
 & je le fis prisonnier jusqu'à l'arrivée du Com-
 modore qui ne tarda pas. Nous restâmes à
 Providence le tems qu'il fallut pour embar-
 quer toutes les provisions & munitions, après
 quoi nous appareillâmes le 17 Mars, em-
 menant avec nous le Gouverneur, son Secrè-
 taire & le Receveur Général des Douanes de
 Sa Majesté dans la Caroline Méridionale. »

» Le 4 du courant, nous apperçûmes à
 l'extrémité Est de Long-Island, le Co-
 lombus avec un Brigantin de six canons du
 Capitaine Wallace, qu'il avoit pris dans la
 matinée. Nous reconnûmes Block-Island
 dans l'après-midi : le Commodore donna
 ordre aux Brigantins de naviger vers
 l'Isle de Rhode-Island pour voir s'il n'y avoit
 pas quelque vaisseau de notre flotte dehors,
 & leur donner ordre de nous rejoindre le
 lendemain matin; mais nous n'en vîmes au-
 cun. Nous découvrîmes au point du jour un
 Brigantin qui étoit sous le vent. Nous fîmes
 voile vers ce côté là, & après avoir tiré
 quelques boulets, nous le prîmes. C'est une
 bombarde de la flotte de Wallace montée
 de huit canons, & de deux obuziers com-
 mandée par un certain Smith, Lieutenant
 de Marine. Nous continuâmes de croiser
 tout

tout le jour à la vue de Block-Island , & le soir nous prîmes un Brigantin & une Chaloup de New Yorck & nous l'emmenâmes avec nous , parce que nous avions des soupçons sur les acquits de Douane. Notre Escadre , au coucher du soleil , étoit de douze voiles : la soirée étoit très-agréable. — Nous nous mîmes à minuit au lit , & à une heure & demie nous fûmes réveillés par le cri *de branlebas & tout le monde en haut*. Nous fûmes bientôt prêts. La meilleure partie de ma Compagnie , aux ordres de mon Lieutenant , étoit placée dans la Chaloupe sur le premier pont : j'avois pris poste avec mon second Lieutenant , & le reste de l'équipage sur le gaillard derriere ; nous découvrîmes un gros Vaisseau qui portoit directement sur nous. Le Cabot étoit le plus de l'avant ; notre Vaisseau venoit après à cent verges de distance au plus , mais au vent de tous. Lorsque le Brigantin nous joignit , le Vaisseau héla , & il lui fut répondu par le Cabot , qui vit bien-tôt que c'étoit le *Glasgow* ; le Brigantin lui envoya aussi-tôt une bordée , & on lui répondit par une double décharge. Le poids des boulets endommagea tellement sa coque & son grément , qu'il fut obligé de se retirer pour quelque tems pour se reparer. Nous arrivâmes alors (n'ayant pas pu jusques-là tirer un seul coup de l'avant , par la crainte de toucher le Brigantin) & nous combattîmes le *Glasgow* en le prolongeant pendant

1776.

Juin.

1776.

Juin.

une heure & demie : l'action fut des plus vives de part & d'autre. A la premiere bordée mon Lieutenant tomba mort à côté de moi ; il fut tué d'une balle de mousquet qui lui traversa la tête. J'ai perdu en lui un bon Officier & un bon ami , qui étoit chéri de tout l'équipage. Par malheur le garan de notre gouvernail & un des bras de grand-vergue , furent emportés par un boulet aussi tôt après que le feu eût commencé ; ce qui mettoit notre vaisseau en risque de se coiffer , & donnoit à l'ennemi l'avantage de nous enfler de l'avant à l'arrière. Le combat continua jusqu'au point du jour ; le Glasgow fit alors force de voiles & porta sur New-port. Notre grément étoit tellement endommagé que nous ne pûmes marcher assez vite pour le rejoindre. Au lever du Soleil le Commodore (Hopkins) donna le signal d'abandonner la chasse, ne croyant pas qu'il fût prudent d'exposer nos prises trop près de terre. Le Glasgow continua de tirer des signaux d'incommodité dans toute la journée suivante. J'ai perdu dans l'action trois de mes gens des douze qui étoient sur le gaillard d'arrière ; & deux de ceux qui étoient dans la chaloupe ont été légèrement blessés. Le Capitaine Hopkins du Cabot a été blessé , & son Maître d'équipage tué ; le second Lieutenant des Gardes-Marines est mort depuis de sa blessure. Cette action a été très - vive : notre vaisseau & le

brigantin ont beaucoup souffert ; mais ce qui nous console , c'est que l'ennemi n'en a pas été quitte à meilleur marché ; car divers exprès arrivés de Rhode-Island , nous assurent que c'est avec beaucoup de peine que le Glasgow est entré dans le port & qu'il faisoit jouer ses deux pompes : nous resterons ici quelque tems pour nous radoubler.

1776.

Juin.

Détail , publié le 8 Juin par la Gazette de la Cour , du combat du Glasgow , envoyé par l'Amiral Shulldham , avec ses dépêches du 25 Avril.

Le Samedi 6 Avril 1776 , à deux heures du matin , ayant l'Isle Block au Nord-Ouest & éloignés cette Isle de huit lieues environ , nous découvrîmes une flotte au vent , composée de sept ou huit voiles ; nous virâmes vent devant & portâmes vers elle. Nous ne tardâmes pas à nous appercevoir que dans le nombre il y avoit deux ou trois gros vaisseaux , & que les autres étoient des vaisseaux mâtés à quarré. Chacun prit alors son poste : nous hissâmes la grande voile , & nous portâmes constamment au Nord-Ouest avec une petite brise & une eau tranquille. La flotte s'avançoit avec le même vent. A deux heures & demie un gros brigantin s'approcha à la portée de la voix. Il parut balancer à répondre aux questions que nous lui fîmes. Il continua à porter sur nous :

1776. Lorsque nous lui eûmes demandé quels étoient les vaisseaux qui marchaient de conserve avec lui, il nous répondit que c'étoit le Colombus & l'Alfred, frégates de 22 canons, & presque aussitôt on nous jeta de sa hune une grenade royale. Nous lui lâchâmes une bordée; alors il tira sur notre proue, & se placa à notre avant pour faire place à un gros vaisseau qui avoit un fanal à son mât de hune, & qui cherchoit à nous prolonger. Pendant ce tems là, un autre vaisseau courut à notre arriere, nous seringuant en passant. Il se mit au lof, tandis qu'un brigantin prit sa place à bas bord de notre arriere; & un sloop continua à changer de place suivant les circonstances.

A quatre heures la position de chaque vaisseau se trouva changée, les deux vaisseaux ayant dérivé de chaque bord; & un brigantin garda toujours l'arriere faisant un feu continuel. Nous prîmes le large vent arriere, & fîmes voile pour Rhodes-Island, ayant toute la flotte à portée du mousquet sur nos côtés & à notre arriere.

Nous fîmes servir deux pieces de chasse de l'arriere hors de la chambre, & continuâmes à faire & à essuyer un feu très vif. Au jour, nous vîmes que la flotte des Rebelles consistoit en deux vaisseaux, deux brigantins, un sloop, un gros vaisseau & un senaut, qui s'étoient mis au vent aussitôt que le combat avoit commencé. A six heures

& demie la flotte hala sous vent, & à sept heures elle vira vent devant, & porta au Sud-Sud-Ouest. La mousqueterie de l'ennemi nous a tué un homme & en a blessé trois.

1776.

Juin.

Voici l'état des vaisseaux qui composoient l'escadre des Rebelles.

L'*Alfred*, commandé par Hopkins, montant 20 pieces de 9 sur sa batterie basse, 6 de 10 sur son gaillard, 220 hommes, y compris 60 soldats.

Le *Colombus*, Capitaine Whopple, montant 18 canons de 9 sur sa batterie basse, 16 de 6 sur le gaillard, & 210 hommes, y compris 60 soldats.

L'*Anna Donna*, le *Cabot* & la *Providence*, le premier de 16 canons, & 130 hommes, le deuxieme, de 14, & 120 hommes, & le troisieme, de 12, & 90 hommes, & chacun environ 30 soldats.

Le *Glasgow* étoit monté de 20 canons de 9 & de 150 hommes. Il étoit commandé par le Capitaine Tyrringham Howe.

ON A trouvé singulier que l'Amirauté eût pris la peine de faire ce dénombrement des forces des Rebelles. On eut mieux aimé, ont dit quelques Ecrivains, que les Ministres n'eussent pas refusé dans le Parlement de faire voir à la Nation un état de ses propres forces, sur lesquelles elle avoit d'assez justes inquiétudes.

1776.

Juin.

La même Gazette de la Cour a annoncé que le Vice-Amiral Young, à la station des Antilles du Vent, & le Vice-Amiral Gayton à celle de la Jamaïque, avoient enlevé une quarantaine de bâtimens faisant le commerce avec les Rebelles ou leur appartenant.

N. B. Il manque une circonstance dans la relation du combat du Glasgow, donnée par le Gazetier de la Cour, de qui seul on pouvoit l'apprendre, mais que sans doute il n'aura pas jugé à propos de relever dans la lettre du Capitaine Tirringham Howe, Commandant du Glasgow.

Cette circonstance, quoique peu intéressante en apparence, est pourtant essentielle pour expliquer un événement postérieur qui a été funeste à la cause de la Métropole, & dont toute l'Europe a marqué le plus grand étonnement.

C'est que le Capitaine du Glasgow, inquiet sur l'issue du combat dans lequel il se voyoit engagé, prit le parti de jeter à la mer certains paquets dont il étoit chargé. Ces paquets avoient été tirés de dessus un bâtiment expédié d'Angleterre au Chevalier Peter Parker ou au Comte Cornwallis, pour leur faire changer leur marche du Sud au Nord; de sorte que s'ils les eussent reçus, ils n'auroient pas tenté ce malheureux *coup de main* du 4 au 28 Juin sur l'Isle Sullivan de la Caroline Méridionale. Le vaisseau qui les cherchoit ne les ayant point

trouvés, alla droit au Général Howe à Boston, qui avant d'évacuer cette Ville, 1776.
expédié le Glasgow, dont le Capitaine Juin.
voulut soustraire les paquets en question à l'ennemi, par qui il se voyoit en grand danger d'être pris.

Ceci est une anecdote très-sûre & très importante pour l'histoire de cette guerre. Si une circonstance, en apparence aussi légère que celle d'un Capitaine qui jette ses paquets à la mer dans un combat douteux, étoit cependant d'un aussi grand poids, relativement à ses conséquences, notre tâche de rédacteurs des principaux événemens de cette guerre ; n'est-elle pas extrêmement délicate, par la crainte continuelle où nous devons être d'élaguer quelque fait qui pourroit manquer aux combinaisons de l'historien ? Nous supplions nos lecteurs de se rappeler cette réflexion & l'événement qui l'a occasionnée, s'il arrive qu'on nous trouve un peu prolixes dans nos extraits.

Défense faite par le Général Putnam aux Habitans de la Nouvelle-York, de communiquer avec les vaisseaux du Roi.

Au Quartier général de la Nouvelle-York, le 8 Avril 1776.

Le Général informe les Habitans, qu'il est devenu absolument nécessaire que toute communication entre la Flotte Ministérielle & la côte soit coupée sans délai. A cet effet

il ordonne, de la maniere la plus expresse;
 1776. qu'on ne fournisse plus de provisions aux
 Juin: vaisseaux. Tout Habitant ou autre personne
 qu'on surprendra ayant été à bord ou près
 d'aucun desdits vaisseaux ou s'y rendant,
 après la publication des présens ordres, sera
 regardé comme ennemi & traité en consé-
 quence. Toutes les chaloupes doivent appa-
 reiller de Beekman's-Slip. Le Capitaine Jac-
 ques Alner a été nommé Inspecteur, & don-
 nera les permissions nécessaires pour les bar-
 ques qui vont à la pêche des huîtres. On
 s'attend & il est ordonné que personne ne
 tente de sortir sans passeport.

Signé Israel PUTNAM, Major général
 dans l'armée continentale, & Com-
 mandant en chef à la Nouvelle-
 York.

*Déclaration concernant la navigation entre l'Île
 de New-York & les Jerseys, rendue libre
 par le départ des vaisseaux du Roi.*

Le sieur Horatio Gates, Adjudant gé-
 néral des forces Américaines, qui commande
 sous le Général Putnam, notifia le 14 Avril,
 que le vaisseau du Roi l'*Asie*, de 74 canons,
 commandé par le Capitaine Vandeput, ayant
 abandonné sa station devant la Nouvelle-
 York & quitté le Port, la navigation étoit
 devenue entierement libre entre cette Ville
 & la Nouvelle Jersey, & que les troupes

Provinciales , postées dans l'île de Staten ,
(des Etats) , & sur la hauteur de Bergen ,
laisseroient passer & repasser , sans leur causer
d'inquiétude , toutes les barques allant à la
Nouvelle-York , ou retournant à Jersey.

1776.
Juin.

Il est arrivé le 17 Avril à New-York un
détachement de l'armée avec laquelle le Gé-
néral Washington s'est mis en possession de
Boston. Le Général Putnam a commencé
avec ces renforts , à travailler à divers ouvra-
ges pour défendre les approches de la Ville
de New-York.

*Extrait d'une Lettre écrite le 12 Avril de
Lewis-Town , au Congrès séant à Phila-
delphie.*

» Hier matin 11 de ce mois , le vaisseau
Morris , Capitaine Anderson , se voyant
poursuivi à l'embouchure de notre Baye par
une frégate , à laquelle se joignit le vaisseau
le Roebuck , se jeta sur la côte à un demi-
mille du Phare. *Le Morris* , foudroyé par
les deux bâtimens Anglois , leur rendit long-
tems coup pour coup ; mais voyant qu'il
ne pouvoit échapper à ses ennemis , après
avoir envoyé à terre la malle adressée au
Congrès , que j'ai fait partir aussi tôt , il s'est
fait sauter avec son bâtiment. Une
grande partie de la cargaison a été portée
sur la plage , où l'on est actuellement oc-
cupé à en recueillir les débris. *Le Roebuck*
est resté en rade ainsi que les deux frégates ,

1776. & l'on dit que toute l'escadre Angloise doit
 Juin. venir les y joindre dans peu ; si cela arrive ,
 je vous en donnerai avis le plus promptement qu'il me sera possible. Je suis , &c.

HENRI FISHER.

Discours prononcé par le nouveau Président & Commandant de la Caroline Méridionale , dans l'Assemblée générale du 11 Avril 1776.

Arrêté que le discours prononcé aujourd'hui devant les deux Chambres ; par son Excellence le Président & Commandant en chef de cette Colonie , sera imprimé au plutôt , & rendu public , tant par la voie des Gazettes qu'autrement.

Par ordre de la Chambre

Signé Pierre Timothée.

*Honorables Messieurs du Conseil législatif.
 M. l'Orateur & Messieurs de l'Assemblée générale.*

Je n'ai pu voir qu'avec la plus grande satisfaction , que malgré la rigueur de la saison qui doit avoir rendu votre assiduité aux séances très-pénible , & quoique nos affaires particulières , après le préjudice qu'elles ont dû recevoir de votre longue résidence au dernier Congrès , exigeassent votre présence dans vos terres , cependant , préférant toujours le bien public à votre repos & à vos

intérêts propres, vous vous soyez portés avec tant de zèle avant de vous ajourner, à faire les loix que nos circonstances particulieres rendoient absolument nécessaires.

1776.

Juin.

J'ai fait le serment de remplir fidelement les devoirs de ma place. De votre côté vous m'avez donné les assurances les plus solennelles, que vous seconderez mes efforts. Il s'est formé ainsi un double pacte entre nous : soyez bien assurés que j'aurai toujours mon serment présent à mon souvenir. La constitution sera la regle invariable de ma conduite. Mes oreilles seront toujours ouvertes aux plaintes légitimes ; justice & compassion ne seront jamais refusées. Je maintiendrai de tout mon pouvoir les Loix, la Religion & les libertés de l'Amérique ; & j'attends aussi avec la plus ferme confiance l'effet des engagements que vous avez contractés.

Permettez moi, Messieurs, de vous prier ; lorsque vous serez retournés chacun dans vos districts respectifs, d'employer votre influence & votre autorité à maintenir la paix & le bon ordre, & à faire observer les loix avec toute l'exactitude & la diligence convenables. Si quelques personnes dans ces districts ignorent encore la nature & les raisons de la querelle entre la Grande-Bretagne & les Colonies, vous les leurs expliquerez & vous les instruirez de leurs droits naturels s'ils sont assez malheureux pour ne les pas connoître. Faites leurs comprendre que le privilège d'être

1776.

Juin.

Jugés par un Juré du lieu même qui connoît les parties & les témoins ; d'être taxés seulement de leur propre consentement donné par leurs représentans choisis librement par eux & partageant les charges en commun avec eux, non pour enrichir un Ministre concussionnaire ou ses vils favoris, & pour corrompre la nation & détruire ses libertés, mais pour les objets raisonnables & salutaires qu'ils approuvent eux-mêmes ; de n'être soumis pour leur police intérieure qu'à des loix consenties par des Juges compétens de ce qui convient le mieux à leur situation & à leurs circonstances & qui sont eux-mêmes assujettis à ces loix : prouvez leur, dis-je, que de tels privilèges sont des biens inestimables dont ils sont redevables à cette constitution qui est la première consolation du pauvre & le plus précieux héritage du riche. Rapportés leurs tous ces actes aussi injustes que cruels, passés par le Parlement Britannique, qui réclame le droit de faire des loix pour astreindre les Colonies dans tous les cas quelconques, & cette foule de mesures sanguinaires dont l'exécution ou la menace est depuis si long-tems employée à les dépouiller de ces avantages inestimables & à soutenir les prétentions les plus irrégulières & les plus destructives de toute liberté. Les moins instruits d'entre eux doivent sentir qu'aucun pouvoir sur la terre n'a le droit de les priver des fruits d'une honnête industrie qui leur ont coûté tant de peines & tant

de sueurs. Sans doute, à leurs yeux mêmes, ce sera une action sacrilège & propre uniquement à provoquer la vengeance divine, que celle d'empêcher plusieurs milliers d'entre eux d'user des moyens de subsistance, donnés à l'homme par la bonté de son Créateur, & de les forcer par la famine à l'abandon de leurs droits.

1776.

Juin.

L'humanité n'est pas moins révoltée des manœuvres de corruption & des mensonges employés pour engager des peuples barbares à tremper leurs mains dans le sang innocent de femmes & d'enfans sans défense.

Elle se souleve de même contre ces promesses aussi fausses que séduisantes, par lesquelles on n'a pas craint d'exciter d'ignorans domestiques au plus horribles attentats.

Faites voir à vos constituans la nécessité indispensable où l'on étoit d'établir quelque forme de gouvernement dans cette Colonie, les avantages de celle qui a été choisie, & qui a pour base une représentation entière & libre : démontrés leur que le consentement du peuple est l'origine du gouvernement, & que son bonheur en est le but. Dissipez les inquiétudes qui ont pu tourmenter des Citoyens honnêtes & bien intentionnés, mais foibles & crédules ; & prévenez les fâcheuses impressions que les artifices de nos ennemis pourront répandre dans les esprits. Que l'on sache bien que cette constitution n'est que passagere ; qu'elle ne doit subsister

1776. que jusqu'à ce que les troubles élevés entre
 la Grande - Bretagne & l'Amérique soient
 Juin. heureusement calmés , & que cet événement
 est toujours désiré par des hommes qui n'ont
 pas oublié leurs anciennes affections & leurs
 liaisons intimes , quoiqu'ils soient qualifiés
 de rebelles & traités comme tels , pour avoir
 voulu défendre leurs personnes & leurs pro-
 priétés.

La vérité une fois connue , triomphera de
 l'artifice & du mensonge. Dans cette circon-
 stance , il n'y a pas d'homme digne de jouir
 de la vie , de la liberté & de ses propriétés
 qui puisse refuser de se joindre à vous pour
 les défendre jusqu'à la dernière extrémité.
 Supérieur à toute vue sordide & à de viles con-
 sidérations d'intérêts personnel & de béné-
 fice actuel , lorsqu'elles sont en parallèle avec
 la liberté de plusieurs millions d'hommes , &
 convaincu qu'il n'y a d'autre alternative
 qu'une soumission absolue & indéfinie , c'est-
 à-dire , le plus abject esclavage ou une dé-
 fense digne d'hommes nés pour la liberté , le
 vertueux Citoyen n'hésitera point sur le choix.
 Le Ciel peut permettre qu'une force supé-
 rieur détruise nos Villes & dévaste nos
 Campagnes ; mais ces violences n'effaceront
 jamais de nos cœurs les principes que la
 nature même y a gravés. Les hommes qui
 portent ces précieux caractères feront leur
 devoir sans s'inquiéter des conséquences ; mais
 en se soumettant avec une humble résigna-

tion à l'arbitre & maître Souverain de la destinée des Empires, ils espéreront que son bras tout Puissant, qui s'est chargé de nous défendre, fera éclater la justice de notre cause, en nous délivrant entièrement de l'oppression.

L'Europe, que dis-je le monde entier, a maintenant les yeux fixés sur l'Amérique. Toutes les Colonies tournent de même leurs regards sur la Caroline Méridionale, dont les Habitans se sont toujours distingués par l'élévation de leurs sentimens. J'espère que leur conduite ne ternira point la glorieuse réputation qu'ils se sont acquise par ces principes : qu'il n'y aura point parmi eux de dissension civile ; & que des freres ne se disputeront que de zèle & d'empressement pour sauver leur patrie opprimée.

Le 11 Avril 1776.

Signé John Rutledge.

L'Acte passé dans une Assemblée générale de la Caroline Méridionale, dont l'ouverture s'est faite à Charles-Town le mardi 26 Mars 1776, & qui a été continuée par divers ajournemens jusqu'au jeudi 11 Avril de la même année, à l'effet de prévenir tout soulèvement, & de porter des peines contre les perturbateurs du repos public.

D'autant que le Ministère & le Parlement de la Grande-Bretagne font aujourd'hui une

1776. guerre détestable & contre nature aux Colo-
 Juin. nies-Unies de l'Amérique Septentrionale en
 général, & à cette Colonie en particulier,
 avec l'intention cruelle de les dépouil-
 ler de leurs droits les plus chers & les
 plus précieux comme hommes libres, & de
 les réduire à l'état le plus humiliant d'escla-
 vage & d'oppression ; & d'autant que pour
 effectuer ces infâmes & insoutenables projets
 il n'y pas de moyens qui n'aient été mis en
 usage par une perverse administration à l'effet
 de répandre des dissensions & des haines civiles
 & de susciter le désordre & la confusion parmi
 le bon peuple de cette Colonie, en employant
 de secrets Emissaires pour inspirer aux per-
 sonnes mal disposées des principes contraires
 aux devoirs de l'humanité & au droit ordinaire
 des hommes, & porter les Indiens, non-seu-
 lement à troubler la tranquillité générale,
 la sûreté & le bon ordre de cette Colo-
 nie, mais encore à prendre les armes & à
 faire couler le sang de leurs chers compatrio-
 tes qui ne cherchent qu'à défendre leurs vies,
 leurs libertés & leurs propriétés contre un
 pouvoir despotique & illégal; en conséquence,
 pour maintenir & assurer de la manière la
 plus efficace, la paix, l'ordre & le bon gou-
 vernement de cette Colonie, & pour empê-
 cher les susdites personnes mal intentionnées
 de commettre ces abominables excès & tous
 autres énoncés dans le présent acte, au risque
 inévitable des vies, libertés & propriétés des
 Habitans de cette Colonie: II

Il est ordonné par son Excellence John Rutledge Président & Commandant en chef de la Caroline Méridionale, & par l'Honorable Conseil législatif & Assemblée générale de cette Colonie, en vertu de l'autorité d'icelle. 1776. Juin.

Que toute personne atteinte & convaincue d'avoir pris les armes avec intention hostile, immédiatement après la proclamation du présent acte, ou d'avoir porté ou persuadé quelqu'autre personne à prendre les armes pour traverser & détruire l'autorité du gouvernement de cette Colonie établi par la constitution, arrêté & confirmé au Congrès de Charles-Town le 26 Mars 1776, ou d'avoir blessé, estropié ou tué quelque personne qui, en vertu de l'autorité dudit gouvernement, agira pour le défendre, ou aidé, protégé & favorisé les ennemis de cette Colonie, sera regardée & jugée comme coupable de haute trahison, & condamnée à subir la peine de mort sans pouvoir réclamer le privilège Clérical.

Toute personne atteinte & convaincue d'entretenir quelque correspondance avec les forces de terre ou de mer de la Grande-Bretagne, ou avec tout autre Corps de troupes envoyées contre cette Colonie pour détruire son gouvernement actuel, & pour favoriser ses ennemis, sera regardée & jugée comme coupable de haute trahison, & condamnée

1776. à subir la peine de mort sans pouvoir réclamer le susdit privilège Clérical.

Juin.

Toute personne atteinte & convaincue d'avoir fourni ou procuré ou d'avoir fait fournir ou procurer des lettres de change, des especes, des provisions, boissons ou autres articles de subsistance nécessaires, ou des munitions de terre ou de mer quelconques aux troupes de terre ou de mer envoyées par la Grande-Bretagne, ou à tous autres Corps de troupes levées contre cette Colonie, ainsi que toute personne convaincue d'avoir protégé, aidé ou favorisé lesdites troupes, sera regardée & jugée comme coupable de haute trahison, & condamnée à subir la peine de mort sans pouvoir réclamer le privilège Clérical.

Toute personne atteinte & convaincue d'avoir forcé, induit, persuadé ou d'avoir cherché à forcer, induire ou persuader quelques Blancs ou quelques Nègres ou Nègresses, Mulâtres, Indiens ou Indiennes libres à deserter de leurs habitations, ou quelques Nègres ou autre Esclaves à quitter leurs Maîtres ou Propriétaires pour se joindre aux ennemis des Colonies-unies de l'Amérique, ou d'avoir protégé, aidé & favorisé lesdites offenses, sera regardée comme coupable de haute trahison, & condamnée à subir la peine de mort sans privilège Clérical. Bien entendu néanmoins qu'il ne soit en aucune maniere,

défendu par le présent acte, au bon peuple de cette Colonie, d'armer des Esclaves ou des Nègres pour aider à défendre cette Colonie contre tout ennemi quelconque qui voudroit l'envahir, l'attaquer, ou mettre sa sûreté en danger.

1776.

Juin.

Toute personne atteinte & convaincue d'avoir formé des assemblées séditieuses, ou d'avoir cherché à soulever les esprits dans cette Colonie contre son gouvernement actuel, sera regardée & jugée comme coupable de félonie.

Il est en outre ordonné que les terres, maisons, effets & autres lieux appartenants aux personnes convaincues des crimes ci-dessus, seront, un mois après leur jugement, estimés sur serment, & un mois après exposés publiquement en vente, le montant, les frais de vente prélevés, devant être déposé trois mois après la vente à la caisse de la Colonie de Charles-Town, & que les Commissaires de ladite caisse, ou quelqu'un d'eux donneront un reçu des sommes qui leur auront été remises.

Ordonné pareillement que si quelque Sheriff dans cette Colonie refuse d'obeir aux provisions ou clauses du présent Acte, relativement à sa charge ou à son devoir, ou que s'il néglige de les mettre à exécution, il perdra son Office, & encourra une amende de mille livres d'espèces courantes, sans

1776.

Juin.

pouvoir reclamer aucune exemption ou privilège.

De plus il est ordonné que l'argent provenant de tous les biens confisqués en vertu du présent Acte , sera approprié à un fonds qui deviendra un fonds de repréfailles pour le remboursement des pertes qu'ont essuyées ou que peuvent essuyer à l'avenir ceux qui se sont engagés à repousser les mesures oppressives du Ministère Britannique, & à soutenir les libertés de cette Colonie & sa Constitution actuellement établie.

Ordonné que nulle personne ne sera remboursée des dommages qu'elle aura soufferts de la part des ennemis déclarés de la présente Constitution du Gouvernement de cette Colonie & de ses libertés, à moins que ledit remboursement ne soit jugé équitable & raisonnable par l'Assemblée générale de cette Colonie. Bien entendu aussi que ceux à qui ce remboursement sera alloué, prêteront serment de fidélité avant de le recevoir.

Ordonné enfin que toutes les amendes encourues en vertu du présent Acte seront versées dans la Caisse de la Colonie, pour sortir l'effet mentionné dans ledit Acte.

G. G. Powel, Orateur du Conseil législatif

James Parsons, Orateur de l'Assemblée générale.

Dans la Chambre du Conseil, le 11 Avril 1776.

Approuvé, J. Rutledge.

Liste des Officiers d'administration , nommés 1776.
conformément aux Constitutions de la Caroline Méridionale. Juin.

John Rutledge	Président.
Henri Lawrence	Vice - Président.
William Drayton	Chef de Justice.
Thomas Bey	} Juges assistans.
Henri Pendleton	
John Mathres	
Joshua Ward	
Alexander Mouttrie	Avocat général.
John Hughes	Secrétaire.
Thomas Grimble	Sheriff.
George Abbot Hall.	Collecteur.

Pour la Géorgie.

Archdeacon Bullock	Président,
John Glen	Chef de Justice.
William Stephens	Avocat général.

Arrêté pris le 16 Avril 1776 par l'Assemblée générale de la Caroline Méridionale, pour défendre toute communication avec les Emissaires du Roi.

Il est ordonné que les résolutions suivantes soient sur le champ imprimées & rendues publiques.

Par ordre de la Chambre.

Signé Peter Timothy.

L'honorable Congrès Continental ayant

1776.

Juin.

arrêté que dans la situation présente des affaires , il seroit dangereux pour les libertés & le bien-être de l'Amérique, que quelque Colonie présentât séparément une adresse ou requête au Roi ou à une des Chambres du Parlement : vû aussi qu'on ne doit omettre aucune démarche pour procurer l'avantage général; & comme la Grande-Bretagne , en envoyant des Commissaires pour traiter avec chaque Colonie séparément, leur a tendu un piège qui met en danger la stabilité des libertés de l'Amérique; il est en conséquence arrêté que c'est le vœu de cette Chambre , de ne rien négliger pour consolider les libertés de l'Amérique, & pour les mettre, autant qu'il se pourra, hors de l'atteinte des projets artificieux qu'on trame pour les détruire par la voie de la négociation «.

» Et afin que cette Colonie n'entre dans aucune négociation ou correspondance avec la Cour de la Grande-Bretagne, ou avec aucune personne ou personnes qui en dépendent, si non par le moyen du Congrès Continental, il est arrêté en outre que c'est le vœu de cette Chambre, que si une personne ou personnes envoyées par la Grande-Bretagne, pour traiter avec les diverses Colonies, arrivoient par mer dans celle-ci, il ne seroit permis à cette personne ou personnes & leur suite ou compagnie, sous quelque prétexte que ce fût, de débarquer

ou de rester dans cette Colonie au de-là de quarante-huit heures, à moins que le vent ou la marée n'empêchassent d'en sortir, & dans le cas où elles seroient retenues par ces raisons, cette personne ou personnes ne pourroient communiquer avec qui que ce soit de cette Colonie, si ce n'est par la voie de son excellence M. le Président ; & si de telles personnes arrivoient par terre, il est pareillement ordonné de les conduire sur le champ hors de la Colonie, sans qu'il leur soit permis de s'entretenir avec aucune personne qui ne seroit pas autorisée à cet effet par le Président, ce qui encore ne pourra avoir lieu que pour ce qui concernera leurs besoins actuels «.

1776.

Juin.

La Caroline Septentrionale se déclare pour l'indépendance.

En Congrès, le 12 Avril 1776.

Arrêté que les Délégués de cette Colonie de la Caroline Septentrionale au Congrès Continental, seront autorisés à concourir avec ceux des autres Colonies, pour déclarer l'indépendance & contracter des alliances au dehors, cette Colonie se réservant à elle seule le droit de se donner une Constitution & des Loix, & de nommer de tems à autre, (sous la direction d'une Assemblée générale, représentant icelle) des Délégués qui seront chargés de se joindre

à ceux des autres Colonies ; pour les objets
1776. qui seront indiqués.

Juin.

Par ordre.

Signé James Green Junior , Secrétaire.

Disette aux Isles Angloises du Vent.

Extrait d'une lettre de la Barbade du 10
Avril 1776.

» Nos provisions de toute espece sont
entierement épuisées : Il ne nous reste plus
pour la nourriture de nos malheureux Nègres
que du bled de vaisseau plus d'à moitié
pourri , & on n'en a pas d'autre au poids
de l'or. Est-ce de cette maniere que nos
Ministres entendent subjuguier les Rebelles
de l'Amérique ; & leur secret pour y par-
venir est-il d'affamer, dans les Isles que le com-
merce d'Amérique faisoit subsister, les plus fi-
deles sujers que le Roi eût dans tous les domai-
nes de sa Couronne ? »

Il n'y a plus un grain de farine à vendre
dans l'Isle de Névis.

*Notice , publiée par la Gazette de la Cour , de
quelques prises de bâtimens faites en Améri-
que sur les Rebelles.*

Du Bureau de l'Amirauté le 8 Juin.

Suivant les lettres reçues du Vice-Amiral
Shuldhham , datées de Halifax le 25 Avril
dernier , le 15 du même mois le Capitaine

Furneaux montant la *Syrene* de 28 canons, une des frégates qui étoient sous son commandement, a pris un brigantin appartenant aux Rebelles, qui transportoit de Philadelphie à Charles-Town dans la Caroline Méridionale une Compagnie d'Artillerie, composée d'un Capitaine breveté par le Congrès du Continent, & 79 Soldats, dont la plupart sont entrés depuis au service de Sa Majesté, dans la division du Général Clinton. L'Amiral écrit aussi que les autres Croiseurs de la même escadre ont pris quarante-quatre bâtimens ou vaisseaux Marchands appartenans aux sujets de Sa Majesté en rébellion en Amérique Septentrionale, & que le Capitaine Barclay, commandant la frégate le *Scarboroug* de 20 canons, qui avoit été à Savannah dans la Province de la Géorgie, pour y charger des provisions, avoit fait relâcher 13 bâtimens richement chargés, dont les Rebelles s'étoient emparés, & qui étoient détenus dans le port de Savannah.

JOURNAL de l'Angleterre, depuis le 8 Juin 1776 jusqu'au 11 Juin, date de la Gazette de la Cour, qui a publié la dépêche dans laquelle le Capitaine Douglas rend compte de son arrivée devant Quebec.

O MIAH, Sauvage de l'île Otahiti, sur le point de retourner dans cette Île avec

1776. le Capitaine Cook, a été présenté le 8 au
Roi.

Juin.

- Sa Majesté passa en revue le même jour, à Wimbledon, le Régiment des Dragons Legers de Burgoyne, qui se mit en marche aussitôt pour passer en Amérique.

Le même jour le Général Smith & le sieur Hollis, amenés de la prison à la Cour du Banc du Roi, entendirent le jugement qui les condamnoit, pour le délit prouvé de séduction des Electeurs du Bourg d'Hindon, à payer chacun mille marcs (666 l. 13 s. 4 d. sterl.) & à tenir prison pendant six mois.

Le 10 le Roi passa en revue, dans la plaine de Blackheath, le Régiment de Cavalerie appelé les Bleux d'Oxford.

Pendant la revue on apporta au Roi la relation de la retraite des Rebelles de devant Quebec. Sa Majesté les communiqua au Général Hervey, qui en fit lecture à tous les Officiers présens.

Ressources que les Américains tirent du Portugal.

Une lettre écrite de Lisbonne au mois de Mai dernier, porte » qu'on y a vu depuis peu 15 bâtimens Anglo-Américains à la rade, portant pavillon François; qu'il en arrivoit presque chaque jour dans le Tage, avec des chargemens de blé, pour lesquels ils prenoient des armes & de la poudre à canon. Quelquefois (ajoute cette lettre) les

Américains portent le déguisement jusqu'à arborer le pavillon Portugais ; & c'est sous ce masque trompeur que cinq navires Américains , escortés par un sixieme de 22 canons , firent voile du Tage le 12 Avril pour Philadelphie : ils étoient chargés de munitions , & commandés chacun par un Capitaine Portugais «.

1776.

Juin.

*JOURNAL de l'Amérique , depuis le 15 Avril 1776 , jusqu'au 15 Mai , date de la dé-
pêche du Capitaine Douglas pour rendre
compte de son arrivée devant Québec , publiée
par la Gazette de la Cour du 11 Juin , &
accompagnée de la lettre du Général Carle-
ton ; du 14 Mai , sur la levée du siege de
Quebec , publiée dans la même Gazette de la
Cour.*

LE 18 Avril on arrêta dans la Virginie un vaisseau , à bord duquel se trouverent plusieurs Ecoissois , qui emportoient avec eux des sommes considérables en especes. Tout cet argent leur fut pris ; & ils furent conduits dans les prisons , ainsi que plusieurs autres de leur nation qui avoient été en correspondance avec le Lord Dunmore. Leur procès devoit leur être fait à Williams-

1776. bourg où le Général Lée avoit son quartier
général. L'armée à ses ordres , dans cette
Juin. Province, étoit forte de dix mille hommes.

Le vaisseau *l'Anne & l'Isabelle* ayant à bord une partie du cinquante-septieme régiment, est arrivé au Cap Fear le 18 Avril; c'est le premier vaisseau de transport de la flotte du Chevalier Parker. Depuis ce jour, jusqu'au 2 Mai, il est arrivé 13 autres vaiss. de transport avec le Pigot & un vaisseau de vivres. Le 3 Mai arriverent vingt vaisseaux de transport avec le Lord Cornwallis, le Général Vaughan, deux Compagnies d'artillerie, & une bombarde aux ordres du Colonel James: toutes les troupes étoient en très-bon état. Le Gouverneur Martin & le Lord William Campbell étoient au Cap Fear, & le Lord Dunmore étoit dans la Virginie; mais on n'en avoit pas reçu de nouvelles depuis quelque tems. Le 9 Mai on ignoroit encore si le Général Clinton débarqueroit ses troupes au Cap Fear ou s'il iroit ailleurs. Voici les vaisseaux de guerre qui se trouvoient au Cap Fear, le *Bristol*, *l'Aëton*, le *Solebay* & le *Sphinx*: les sloops de guerre le *Pélican*, le *Cruiser*, le *Scorpion* & la *Syrene*. La frégate *l'Aëton* croisoit à la hauteur du Cap Fear avec sept vaisseaux de transport, le *Nancy*, vaisseau d'artillerie & un vaisseau de vivres; mais ils n'avoient point encore mouillé le 9 Mai. Le *Thunder*, la *Carcasse*, bombardes & un allége ou vaiss-

seau de transport avoient fait voile pour l'Angleterre après le mauvais tems. 1776.

Ces détails furent envoyés par le Chevalier Parker à l'Amiral (aujourd'hui Lord) Shulldham, qui étoit à Halifax. Celui-ci les fit passer par un exprès en Angleterre, où ils arriverent le 2 Juillet; mais ils ne parurent point dans la Gazette de la Cour. Juin;

C A R O L I N E

M É R I D I O N A L E.

La Cour des sessions générales de la paix; pour juger définitivement les causes criminelles, d'assise & délivrance générale de prison, tenue à Charles-Town pour le District de Charles-Town, s'étant assemblée le Mardi 23 Avril 1776, en présence des honorables William Drayton, Chef de la Justice, & les Juges ses Assesseurs de la Colonie de la Caroline Méridionale, à l'effet de s'ajourner.

L'avis de M. le Procureur Général entendu, il a été ordonné que les conclusions prises par le Chef de la Justice & adressées au Grand Juré, seroient publiées avec les dénonciations de ce grand Juré.

Par ordre de la Cour.

John Colcock, Secrétaire.

Conclusions prises par le Chef de la Justice & adressées au grand Juré.

1776.

Juin.

Messieurs du grand Juré.

Lorsqu'on a vu que par d'affreuses machinations, qui ne tendoient à rien de moins qu'à une tyrannie absolue, les procédures par Juré étoient discontinuées, & que les Jurés, lorsqu'ils s'assembloient pour remplir leur devoir, n'étoient pas plutôt réunis, que sans faire un choix & sans alléguer aucun motif, on les renvoyoit arbitrairement, ce qui plus d'une fois a occasionné des retardemens, & dénis de justice, contraires à ce qui est prescrit par la grande Charte, je pense que tout bon citoyen doit ressentir la joie la plus vive par le rétablissement d'un Juré légitimement choisi, tel qu'il vient d'être effectué, pour que les loix soient convenablement administrées. Je vous félicite donc de tout mon cœur sur un événement d'une telle importance.

Dans cette Cour, où une autorité muette n'a que trop long-tems présidé avec le dessein visible de relâcher les liens du Gouvernement, & de précipiter ce pays dans l'anarchie & la confusion, vous vous trouvez assemblés aujourd'hui pour régler vos jugemens sous une nouvelle Constitution de Gouvernement, indépendante de toute autorité royale : je parle de la nouvelle Constitution émanée de la grande loi de la nature ainsi que du droit des gens, qui a été établie par notre Congrès, le 26 Mars dernier.

Ce jour sera à jamais mémorable pour la Caroline Méridionale, de même que le mois 1776.
 le sera dans notre histoire; car c'est dans Juin.
 ce même mois de Mars, en 1669, que fut formée la Constitution originaire de notre Gouvernement; c'est ce mois, qui en 1765, fut l'époque des calamités des Américains; occasionnées par l'Acte du Timbre: c'est dans ce mois que ce même Acte du Timbre fut révoqué l'année suivante, & c'est encore ce mois qui a vu terminer le fameux siège de Boston, où les armes Américaines ont forcé le Général Howe (Officier de la plus grande réputation au service de l'Anglèterre, commandant une armée nombreuse des mieux disciplinées & des mieux approvisionnées, & appuyée d'une escadre formidable) d'abandonner la Ville la mieux fortifiée en Amérique, avec tant de précipitation, qu'il a laissé derrière lui une prodigieuse quantité de lits, de provisions militaires. & de canon. Tous ces événemens importants doivent rendre le mois de Mars extrêmement remarquable dans nos annales.

Je vais actuellement vous exposer les principales causes auxquelles nous devons la révolution qui vient de se faire dans notre Gouvernement. Il faut vous faire connoître les loix qui l'autorisoient & les avantages qui résultent de cet établissement également nécessaire & heureux: l'importance de l'événement le mérite, & les circonstances actuelles

le demandent, ainsi que l'intérêt de notre
 1776. prospérité. Ce n'est pas l'affaire d'un mo-
 Juin. ment; mais le sujet est souverainement
 intéressant & demande toute votre attention.
 Je me contente donc de vous recommander de
 veiller à la stricte observation des loix de
 Juré & des Actes pour la patrouille & pour
 les Negres, sans m'arrêter à vous parler des
 autres devoirs ordinaires d'un grand Juré,
 afin d'arriver plus promptement à l'expli-
 cation de la nouvelle Constitution de votre
 pays, dont je ferai le sujet de tout ce dis-
 cours.

La Maison de Brunswick étoit à peine
 établie sur le Trône de la Grande-Bretagne,
 sur lequel elle avoit été appelée par un
 Peuple libre, lorsqu'en 1719 nos Peres,
 dans la Caroline Méridionale, trouvant que
 le gouvernement des Seigneurs propriétaires
 tendoit à la ruine du pays, exercerent les
 droits qui leur avoient été transmis par leurs
 ancêtres en Angleterre, & secouant le joug
 de l'autorité des Propriétaires, inviterent
 la Maison de Brunswick à régner sur eux.
 Cette Maison n'avoit été élevée à la dignité
 Royale que pour l'unique objet de conser-
 ver au peuple Anglois ses droits inaliénables.
 Le Roi d'alors accepta l'invitation, & re-
 connut par là incontestablement la légalité
 de cette révolution. Or, par cette accepta-
 tion, qui est son propre fait, il a donné à
 nos Peres & à nous leurs descendans, un
 droit

droit évident d'effectuer une autre révolution, si jamais le Gouvernement de la Maison de Brunswick menaçoit d'opérer la ruine du peuple Américain. C'est ainsi que Trajan, cet excellent Empereur, chez le Peuple Romain, remit à son Capitaine des Gardes, une épée, en lui adressant ces paroles si dignes d'une éternelle admiration : *Recevez cette épée, & servez vous en pour me défendre si je gouverne bien, mais contre moi si je me conduis mal.*

1776.

Juin.

Ce fut avec les plus vives acclamations de joie que nos ancêtres, par un Acte d'assemblée, passé le 18 Août 1721, reconnurent l'autorité du Monarque Britannique. Les vertus de son fils George II sont encore reverées aujourd'hui parmi nous. Il étoit le pere de ses peuples ; & enfin ce fut avec une joie inexprimable que nous vîmes son petit fils George III monter sur le trône pour régner sur les cœurs des Anglois.

Mais hélas ! presque dès le commencement de son règne on eut sujet de se plaindre de son Gouvernement. A mesure que son règne avançoit, les excès sont devenus plus nombreux & plus insupportables, les plaintes plus fortes & plus générales. Tout l'Empire retentit des cris de sujets outragés ! Les griefs restant sans redressement & se multipliant de plus en plus, toute espérance d'un meilleur avenir étant évanouie, toute confiance dans le Gouvernement de ce Roi

1776.

Juin.

étant détruite, les liens qui unissoient l'Empire Britannique, se sont rompus d'un pôle à l'autre; & le voilà coupé en deux parties qui ne se réuniront peut-être jamais.

L'énumération des oppressions qui ont fait gémir notre Continent en général, & la Caroline Méridionale en particulier, seroit trop longue. Je rapporterai ici seulement quelques-unes des plus effrayantes.

Sous le prétexte de maintenir nos loix, le Roi & le Parlement de la Grande-Bretagne ont fait arbitrairement les plus téméraires entreprises pour nous réduire à l'esclavage :

En prétendant au droit d'assujettir les Colonies dans tous les cas quelconques :

En mettant des impôts selon leur gré & leur bon plaisir sur toutes les Colonies :

En suspendant la législation de New-York :

En ôtant aux Chartres de l'Amérique leur validité, par l'abolition des parties les plus essentielles de la Chartre de la Baye de Massachussett :

En dépouillant un nombre infini de Colons de leur propriété, sans accusation ou procédure légale :

En privant des Colonies entières des bienfaits que la Providence avoit répandus sur leurs propres côtes; & cela pour les réduire par la famine :

En restreignant le commerce & la navigation de l'Amérique :

En envoyant en Amérique & en y entretenant en tems de paix des troupes armées, sans le consentement & contre le gré du peuple :

1776.

Juin.

En assurant l'impunité d'une soldatesque excitée à massacrer les Américains.

En déclarant que les Habitans de la Baye de Massachussett seroient sujets, pour des offenses réelles ou de prétendues offenses commises dans cette Colonie, à être envoyés & jugés sur icelles en Angleterre ou dans toute autre Colonie, où ils seroient privés de l'avantage d'un Juré formé sur les lieux :

En établissant à Québec la Religion Catholique Romaine, & un Gouvernement arbitraire en place de la Religion Protestante & d'un Gouvernement libre.

A cette occasion l'Amérique a vû clairement qu'on ne pouvoit ajouter aucune foi à une proclamation royale ; car le Gouvernement avoit invité en 1763 par une semblable proclamation, les Américains à s'établir dans le Canada ; & on leur avoit assuré une représentation législative, conformément au vœu de la loi commune d'Angleterre, & un Gouvernement libre. Mais malheureusement pour l'Amérique, ce n'est point là le seul exemple de l'inefficacité d'une proclamation royale. Après vous avoir rapporté ce manque de foi royale dans l'extrémité Septentrionale de notre Continent,

1776.

Juin.

si indignement abusé, je vous prie de porter votre attention sur la partie Méridionale à laquelle les mêmes choses ont été promises de la même manière. Envain les infortunés Habitans de Saint-Augustin (a) se sont plaints à l'univers, par leur grand Juré, de ce que la foi royale n'a pas été remplie à leur égard; on leur a su mauvais gré de l'usage qu'ils faisoient du triste privilege des malheureux, de reclamer contre l'injustice.

Les procédés que je viens de rapporter, soit par leur nature même ou par les suites dont ils nous menaçoient évidemment, ont affecté profondément toutes les Colonies qui se sont vues menacées d'une ruine certaine. Elles se sont concertées, & ont porté leurs justes plaintes au pied du trône, pour demander le redressement de leurs griefs; mais à leur grand étonnement, on n'a répondu à leurs respectueuses supplications pour obtenir la paix & la sureté, qu'en commençant aussitôt la guerre contre eux & en tentant leur destruction par la voie des armes.

En même tems les troupes Britanniques, qui avoient été reçues paisiblement par les malheureux Habitans de Boston, comme des troupes de leur Souverain qui étoit obligé de les protéger, ont fortifié cette ville pour emprisonner ses Habitans & pour s'approprier cette Capitale au détriment de ceux

(a) Saint Augustin est le chef-lieu de la Floride Orientale.

à qui elle appartenait. Les despotes Britanniques ayant résolu d'appeler de la raison & de la justice à la violence & aux armes, ils ont fait marcher de Boston à Lexington, inopinément, pendant la nuit du 19 Avril 1775, un détachement de ces mêmes troupes, composé d'hommes choisis, qui ont levé tout-à-coup l'étendard de la guerre civile, en tombant par surprise sur les Américains, & en les massacrant avec la dernière cruauté. Le Tout-Puissant permit que cette horrible injustice fût punie aussi-tôt. Une poignée de Miliciens du pays, mal armés, ramassés dans l'instant, amenés sans ordre, sans discipline pour repousser l'attaque, désirèrent & dispersèrent les troupes réglées qui n'échappèrent à leur entière destruction qu'à la faveur de la nuit.

1776.

Juin.

Quoique nous eussions été forcés de la sorte à prendre les armes pour notre propre défense, l'Amérique a néanmoins présenté une pétition respectueuse au Roi, pour le supplier de trouver un moyen par lequel les requêtes réunies de ses fideles Colons, dressées en présence de leurs communs conseils & portées au pied du trône, pussent opérer une réconciliation également heureuse & permanente, & de prendre en même temps les mesures nécessaires pour prévenir la destruction des sujets de Sa Majesté. — Vaine démarche ! Une Requête de plusieurs millions de sujets qui prioient que l'on cessât de

répandre leur sang, n'a pas été jugée digne
 1776. de réponse : une abominable guerre a con-
 Juin. tinué. Les ruines de Charles-Town, de Fal-
 mouth & de Norfolk, Villes qui n'ont été
 bâties ni pour l'attaque ni pour la défense,
 portent l'empreinte des détestables excès de
 l'armée Royale. C'est ainsi que les ruines
 de Carthage, de Corinthe & de Numance,
 apprirent jadis à l'Univers que la justice avoit
 été bannie du Sénat Romain.

D'un autre côté la fermeté avec laquelle
 l'Amérique a enduré ces outrages civils &
 militaires : l'union de ses Habitans, qui
 n'avoit point d'exemple & qui doit éton-
 ner quand on considère la diversité de leurs
 mœurs & de leurs principes de Religion :
 l'éloignement où sont les divers peuples de
 ce continent, les uns des autres : la diffé-
 rence de leurs intérêts locaux : leur oubli
 d'eux-mêmes : leurs succès merveilleux dans
 la prospérité de la guerre : toutes ces choses
 démontrent que le Dieu des armées est pour
 nous. Ainsi, il paroît que le Tout-Puissant
 Créateur de l'Univers, qui a pourvu ce
 Continent de tous les matériaux nécessaires
 pour devenir un des plus puissants Etats du
 Monde, se sert aujourd'hui de la tyrannie
 des Despotes Britanniques, comme d'un in-
 strument pour façonner & arranger ces ma-
 tériaux pour l'accomplissement de l'objet
 auquel, en les tirant du néant, il les a des-
 tinés dans sa profonde sagesse.

Dans ce siècle éclairé, l'humanité sur-tout

doit frémir au récit de pareilles violences, & on a de la peine à concevoir comment la Grande Bretagne a pu mettre en œuvre des machinations aussi deshonorantes que celles dont elle s'est servie contre l'Amérique.

1776.

Juin.

Il nous a fallu toutes les preuves que nous avons eues, pour demeurer convaincus que lorsque la tyrannie a formé une conspiration contre les droits de l'humanité, elle est capable d'entreprendre & d'exécuter les projets les plus infâmes & les plus atroces.

Pour le foible motif de désarmer les Habitans emprisonnés de Boston, le Gouverneur général a violé, à la face de l'Univers, la foi publique qu'il avoit établie lui-même; & de concert avec d'autres Gouverneurs & avec John Stuart, il a employé les moyens les plus odieux pour exciter les Nations Sauvages à faire la guerre aux Colonies Méridionales, & à massacrer hommes, femmes & enfans indistinctement. Les Gouverneurs en général ont fait voir qu'ils étoient sans foi. Ils ont débauché des negres, & les ont armés contre leurs Maîtres. Ils ont armé le frere contre le frere, le fils contre le pere! O Tout-Puissant modérateur de l'Univers! Quelle confiance peut-on mettre dans un Gouvernement qui agit par de pareils ressorts & d'après des principes de destruction, contraires à tout sentiment de la nature? Ce Gouvernement, le 21 Décembre dernier (1775) a établi une loi *ex post facto*,

— pour justifier ce qui avoit été fait , non-
1776. seulement sans loi , mais contre toute équité !

Jun. Il a ordonné par cette loi la saisie de tous les vaisseaux partant des Colonies - unies ou y allant & faisant le commerce avec elles ; il a ordonné qu'on mît aux fers les gens de l'équipage de ces vaisseaux , pour les forcer à porter les armes contre leur conscience , contre leurs peres , contre leur pays tout fumant de sang ! Jamais depuis que le monde existe , on n'a vu des procédés aussi atroces. Ils n'ont d'exemples dans aucuns des fastes de la tyrannie. Mais continuons.

Les Juges du Roi en Amérique ont refusé d'administrer la justice , & notre ci-devant Gouverneur , le Lord Guillaume Campbell , après s'être efforcé de renverser la Constitution de notre Colonie , en rompant le contrat originaire entre le Roi & le peuple , en attaquant le peuple par la force des armes : après avoir violé les loix fondamentales , a emporté le grand Sceau & s'est retiré de la Colonie , dont il a abdiqué le Gouvernement.

Opprimés par nombre d'outrages énormes , tant communs à tout le Continent , que particuliers à notre Colonie , tant civils que militaires , ainsi que par diverses autres opérations arbitraires & illégales , toutes exécutées du consentement , par l'ordre ou par la connivence du ci-devant Gouverneur , les Représentans de la Caroline Méridionale ,

assemblés en Congrès, se sont donc vus dans l'indispensable nécessité d'établir une forme de Gouvernement, avec les pouvoirs législatif, exécutif & judiciaire pour le bonheur des peuples, qui est l'origine & le but principal de tout Gouvernement équitable. C'étoit uniquement dans cette vue que nous avions appelé la Maison de Brunswick pour régner sur nous. Mais elle ne vouloit régner que par le fer & le feu ! Toutes les opérations de son Gouvernement n'ont tendu qu'à notre destruction ! La nature nous crioit que la conservation de soi-même est la première de toutes les loix. Nous n'avons fait que lui obéir.

1776.

Juin;

C'est en vain que je cherche dans l'Histoire un changement de Gouvernement amené par des causes plus légitimes & plus urgentes : j'ose dire que je n'en connois aucun qui ait été fondé sur des principes aussi justes, aussi pressants ; & à cet égard la fameuse révolution de l'Angleterre, en 1688, est de beaucoup inférieure à la nôtre. Mais comme nous n'avons pas besoin d'une autre autorité que celle de cet exemple mémorable, je vais mettre en parallèle les causes des deux événemens, & les changemens qui en sont provenus.

Le 7 Février 1688, les Lords & les Communes de l'Angleterre s'étant assemblés, ont pris l'arrêté suivant :

» Arrêté que le Roi Jacques II. ayant

1776. tenté de renverser la Constitution du
 Juin. Royaume, ayant rompu le Contrat originaire entre le Roi & ses peuples ; ayant, par l'avis de personnes méchantes, violé les loix fondamentales du Royaume, & s'étant retiré dudit Royaume, il a abdiqué le Gouvernement, & qu'en conséquence le Trône se trouve vacant &c.

Ce fameux arrêté fit perdre à Jacques sa couronne, & devint la base sur laquelle le Trône du Roi actuel de la Grande-Bretagne est élevé ; il soutient de même l'édifice du Gouvernement que nous venons d'établir.

Dans cet arrêté vous ne voyez que trois griefs allégués contre Jacques. Je vais les relever & examiner s'ils sont applicables à la conduite du Roi George III. par rapport aux opérations du Gouvernement, & comme affectant cette Colonie ou directement, ou par les conséquences.

Le premier grief est d'avoir tenté de renverser la Constitution du Royaume, en rompant le contrat originaire.

Le second, est d'avoir violé les loix fondamentales ; & c'est sur ces deux accusations que les Lords spirituels & temporels, & les Communes, assemblés à Westminster le 12 Février 1688, déclarèrent que Jacques étoit coupable :

Pour s'être arrogé & avoir exercé le pouvoir de dispenser des loix : de suspendre les loix & l'exécution d'icelles, sans le consentement du Parlement.

Pour avoir emprisonné & persécuté divers dignes Prélats, qui s'étoient humblement excusés de concourir à l'envahissement de ce pouvoir: 1776, Juin,

Pour avoir créé & fait exécuter une commission sous le grand Sceau, à l'effet d'ériger une Cour appelée la Cour des Commissaires pour les causes Ecclésiastiques:

Pour avoir levé de l'argent pour l'usage de la Couronne, sous prétexte de la prérogative, pour un autre tems & d'une autre manière que le Parlement ne l'avoit accordé:

Pour avoir levé & entretenû une armée sur pied dans le Royaume en tems de paix, sans le consentement du Parlement, & en assignant des quartiers aux soldats, contre la loi:

Pour avoir fait désarmer plusieurs bons sujets Protestans, tandis qu'on armoit & employoit des Papistes contre la loi:

Pour avoir violé la liberté de l'élection des Membres qui devoient entrer dans le Parlement:

Pour avoir porté à la Cour du Banc du Roi des affaires & des causes que le Parlement seul devoit connoître; & pour avoir donné plusieurs autres ordres arbitraires & illégaux.

Or, comme cette déclaration contient deux chefs de délit: savoir, l'infraction du contrat primitif & la violation des loix fonda-

mentales, il convient de distinguer l'un
1776. de l'autre.

Juin.

D'abord les plus éclairés Jurisconsultes disent tous que la protection & la soumission sont réciproques, & que ces devoirs réciproques forment le contrat primitif entre un Roi & son peuple. Il s'ensuit donc que le contrat primitif a été rompu par Jacques, lorsqu'il s'est conduit comme je viens de le faire voir, & que par une telle conduite il a refusé à son peuple la protection qu'il lui devoit. Il est de la même évidence qu'il a violé les loix fondamentales, lorsqu'il a suspendu les loix & leur exécution, lorsqu'il a levé de l'argent, lorsqu'il a violé la liberté de l'élection des Membres qui devoient entrer au Parlement, lorsqu'il a conservé sur pied une armée en tems de paix, lorsqu'il a logé des soldats contre la loi & sans le consentement du Parlement, c'est-à-dire, lorsqu'il a fait tout cela sans l'aveu de la législature, choisie par l'élection personnelle du même peuple sur lequel il exerçoit tous ces actes d'autorité.

Ces points, ces raisonnemens & ces conclusions, sont fixés par les procédés parlementaires : ils en sont déduits, ils sont établis sur eux, ainsi que sur les plus fortes autorités de la loi : ils sont par conséquent incontestables. Me voici arrivé au moment d'examiner s'ils peuvent s'appliquer aux violences qui ont suscité & qui nourrissent en Angleterre le feu de la guerre civile.

Jacques II suspendit l'effet des loix :
 Georges III a anéanti la Chartre de la Baie
 de Massachussett ; il a suspendu l'effet de la
 loi qui avoit formé une législature dans la
 Nouvelle York , & qui l'avoit revêue des
 pouvoirs nécessaires, Par là il a suspendu
 jusqu'au pouvoir de faire des loix dans cette
 Colonie.

1776

Juin.

Le Roi Jacques a levé de l'argent sans le
 consentement des Représentans du Peuple ,
 convoqués pour fournir cet argent ; George
 III a levé de l'argent sur l'Amérique non
 seulement sans le consentement des Représen-
 tantans des Peuples Américains , mais même
 malgré eux.

Le Roi Jacques a violé la liberté de l'é-
 lection des Membres pour entrer au Parlement.

George III , par son Représentant , le Lord
 Guillaume Campbell , ci-devant Gouverneur
 de la Caroline Méridionale , a enfreint une
 loi fondamentale de cette Colonie pour la
 tenue certaine d'Assemblées générales. Par
 là , autant qu'il étoit en lui , il a non seule-
 ment violé , mais anéanti le pouvoir de te-
 nir une Assemblée générale.

Le Roi Jacques , en tems de paix , a con-
 servé sur pied une armée en Angleterre ,
 sans le consentement des Représentans du
 peuple au milieu duquel étoit cette armée ;
 George III en pleine paix a envahi le Con-
 tinent Américain avec une nombreuse ar-
 mée , sans le consentement des Représen-

1776.
Juin.

tans du peuple , & il a entretenu cette armée sur ce Continent, malgré les Représentans du peuple au milieu duquel elle étoit placée.

Toutes ces actions du Roi George III, par rapport à l'Amérique, sont aussi contraires à nos intérêts & à notre prospérité, blessent également les loix, & tendent tout autant, pour le moins, à détruire & à extirper les libertés de cette Colonie & de l'Amérique, que l'ont fait les procédés parallèles de Jacques II à l'égard du peuple de l'Angleterre. Le même principe légal peut s'appliquer également au peuple d'Angleterre dans le premier cas, & au peuple d'Amérique dans l'autre ; & c'est là le grand article. Dans l'un & l'autre pays on a passé des Actes qui vexoient un peuple malgré lui & sans son aveu exprimé par lui-même, ou par les Représentans qu'il avoit élus lui-même. C'est sur ce seul principe que furent fondées, dans le siècle dernier, les plaintes du peuple d'Angleterre, & que sont fondées aujourd'hui celles du peuple Américain. De là il résulte clairement que si Jacques II a violé les loix fondamentales d'Angleterre, George III a violé pareillement les loix fondamentales d'Amérique.

En second lieu le Roi Jacques a rompu le contrat primitif en ne donnant point à ses sujets la protection qu'il leur devoit, quoiqu'ils n'eussent point à lui reprocher d'avoir pris leurs

Villes, de les avoir tenues contre le peuple, de les avoir ruinées par ses armes ; d'avoir enlevé les vaisseaux de ses peuples ; d'avoir pour suivi ses peuples par le fer & par le feu, ou d'avoir déclaré Rebelles ses sujets parce qu'ils auroient résisté à ses armées levées pour détruire leurs vies, leurs libertés & leurs propriétés. Mais George III a fait tout ce mal, & par conséquent il est de pleine notoriété qu'il n'a point protégé le peuple comme il le devoit. Il s'ensuit que si Jacques second a rompu le contrat primitif, il est incontestable que George III a aussi rompu le contrat primitif entre lui & le peuple Américain, & que Sa Majesté a usé des moyens les plus violens pour le rompre. Ces violences ne furent point commises par le Roi Jacques. Il n'employa aucun de ces moyens pour porter l'embrâsement, le massacre & la guerre ouverte chez un peuple qui par la loi, ne doit obéissance au Roi de la Grande Bretagne, qu'autant qu'il en est protégé. Car la loi, à cet égard est si stricte & si claire, qu'il est de principe que la soumission n'est point due même à un Roi *de jure*, ou de droit, à moins qu'il ne soit aussi Roi *de facto*, c'est-à-dire en possession des pouvoirs exécuteurs qui effectuent la protection.

Le troisieme fait imputé à Jacques, est de s'être retiré du Royaume. Or, nous savons que les Habitans de la Caroline Mé-

1776.

Juin.

1776.

Juin.

ridionale ont déclaré que le Lord William Campbell, notre ci-devant Gouverneur, après avoir fait tous ses efforts pour détruire les vies, les libertés & les propriétés du bon peuple, que par le devoir de sa place il étoit tenu de protéger, s'est retiré de la Colonie. Il est donc clair que le Roi George III s'est retiré de cette Colonie, puisqu'il est exactement résulté les mêmes conséquences de la retraite des deux susdits Rois respectivement; le Roi Jacques s'étant retiré personnellement d'Angleterre, & le Roi George III s'étant retiré de la Caroline par le fait de son Substitut, notre ci-devant Gouverneur le Lord William Campbell.

Par la retraite du Roi Jacques, le Magistrat exécuter disparut: ce Magistrat étoit donc mort aux yeux de la loi; & par conséquent le Gouvernement Royal dut cesser effectivement en Angleterre. De même par la retraite du Gouverneur de cette Colonie, le Magistrat exécuter a disparu: sa mort a été évidente aux yeux de la loi; & par conséquent le Gouvernement Royal est cessé effectivement dans cette Colonie. Le Lord William Campbell s'est retiré comme Représentant du Roi, emportant le grand Sceau & les instructions royales adressées aux Gouverneurs; & comme il agissoit pour son Maître & de la part de son Maître, quelque interprétation qu'on donne à la loi, cette

cette conduite est devenue la conduite de son Roi. Il s'ensuit que de même que Jacques II s'est retiré d'Angleterre, le Roi George III s'est retiré de la Caroline ; & respectivement par cette conduite les peuples de chaque pays ont souffert le même degré d'outrages & d'injustices.

1776.
Juin.

Les trois faits allégués contre le Roi Jacques étant ainsi établis & comparés avec les procédés parallèles du Roi George III, nous allons à présent fixer le résultat des injustices faites par le premier, ainsi que le vœu de la loi à cet égard. Ce point étant déterminé, il reglera le jugement que doit prononcer la loi sur le résultat des injustices parallèles commises par George III ; & heureusement j'ai l'autorité la plus imposante à vous citer sur ce point important.

Le savant Juge Blackstone, en discutant ce grand événement de la loi constitutionnelle, déclare que le résultat des faits s'est monté à une abdication de Gouvernement, laquelle a affecté, non seulement la personne du Roi lui-même, mais encore ses hoirs, & a rendu le trône absolument & complètement vacant «.

Il est donc de toute évidence que ce ne fut point en vertu de l'arrêté des deux Chambres du Parlement, que le Gouvernement fut abdiqué & que le Trône vqua ; mais que l'arrêté fut seulement dé-

1776. claratoire de la loi de nature & de raison,
Juin. d'après le résultat des injustices procédantes
des trois chefs combinés de mauvaise administration. Or, comme j'ai fait voir, d'après les plus saines autorités, que le Roi George III a tâché de renverser nos constitutions, en rompant le contrat primitif entre lui & l'Amérique: que par l'avis de Conseillers pervers il a violé nos loix fondamentales, & qu'il s'est retiré de nous en ôtant à ce pays les bénéfices constitutionnels de son Gouvernement, & sa protection; d'après un tel résultat d'injustices & de circonstances aggravantes, la loi du pays m'autorise à déclarer (& il est de mon devoir de faire hautement & courageusement cette déclaration de la loi) que le Roi George III a abdiqué le Gouvernement, après avoir rompu le contrat originel entre lui & nous: que s'étant retiré de nous, il n'a point d'autorité sur nous; & que nous ne devons point lui obéir.

Les Ministres m'ont déjà accusé devant les deux Chambres du Parlement; mais leur ressentiment m'inquiete peu. Soutenu par les loix fondamentales de la Constitution & engagé comme je le suis dans la cause de la vertu, je ne crains point les suites de leurs machinations.

Les causes principales de la révolution qui vient de s'effectuer dans ce pays, étant ainsi établies, il est prouvé incontestablement

et *sole clarius*, que George III a offensé les Américains au moins aussi grièvement que Jacques II a offensé les peuples d'Angleterre, quoique Jacques II ne les eût point opprimés d'une manière aussi criminelle que George III a opprimé les Américains. Il ne me reste plus qu'à expliquer quelques-uns des grands avantages qui résultent de notre révolution.

1776.
Juin.

Vous allez jouir d'une forme de Gouvernement préférable, à tous égards, à celle que vous aviez sous l'autorité Britannique; & c'est ce qu'il est facile de démontrer, en mettant en opposition les deux formes de Gouvernement.

Sous l'autorité Britannique on nous envoyoit des Gouverneurs qui n'avoient nulle connoissance ni de nos intérêts particuliers, ni du génie de nos peuples, ni de nos loix. En général ils étoient trop enclins à obéir aux ordres d'un Ministre arbitraire; & si un Gouverneur se conduisoit mal, il ne nous étoit pas possible d'obtenir le redressement de nos griefs. Mais sous l'heureuse Constitution que nous venons de nous donner, notre Magistrat exécuteur est créé suivant l'esprit & la lettre de la Sainte Ecriture, *leurs Gouverneurs seront pris parmi eux*. Le peuple est libre aujourd'hui de choisir un Gouverneur qui connoisse parfaitement ses vrais intérêts, son génie & ses loix: qui soit sincèrement disposé à le défendre contre des Ministres arbitraires, & à faire le bonheur de ceux

1776.

Juin.

parmi lesquels il a été choisi , & dont la simple volonté peut le faire rentrer dans la masse commune.

Sous l'autorité Britannique , il étoit dit formellement que nous n'avions point de propriétés , que même nous ne pouvions en posséder aucune , & que nous ne jouissions d'aucun des droits de l'espece humaine ; car des gens qui ne nous connoissoient pas , des gens qui gagnoient en proportion de ce que nous perdions , s'étoient arrogé le droit de nous assujettir dans tous les cas quelconques ; au lieu que notre Constitution actuelle tend à nous affranchir d'un esclavage étranger , à nous assurer nos propriétés & nos droits comme hommes , & à nous défendre nous & notre postérité , contre l'autorité Britannique qui cherche à nous réduire à la servitude la plus honteuse.

L'autorité Britannique a déclaré que nous ne pouvions pas construire de moulins à travailler le fer , & nous nous sommes soumis implicitement & respectueusement à cette injuste loi , aussi long tems que la sûreté de nos personnes nous forçoit d'y obéir ; mais par un arrêté du Congrès , il est accordé une gratification pour encourager la construction de ces moulins. L'autorité Britannique nous a découragés lorsque nous avons voulu manufacturer pour notre propre consommation ; mais la nouvelle Constitution en autorisant l'emploi de grandes

sommes d'argent par forme d'emprunt ou de primes, encourage nos manufactures de fer, d'acier en barre, de fer à clou, de platine & de canons d'armes à feu, de soufre de nître, de poudre à canon, de plomb, de laines, de cotons, de toiles, de papier & de sel.

1776.
Juin.

En général telle a été la politique des Anglois; qu'elle nous obligeoit d'aller acheter ce qui nous manquoit à leur marché, qui est le marché le plus cher que nous connoissions au monde, qu'elle s'attachoit à gêner & restreindre notre commerce, de maniere qu'il fût entierement subordonné au leur, sans que jamais on songeât à nos intérêts personnels; tandis qu'actuellement la nouvelle Constitution nous donne la liberté & nous met en état de commercer avec les Nations étrangères, & par conséquent d'aller chercher nos besoins dans les marchés du monde les moins chers, d'étendre notre commerce infiniment plus loin qu'il ne l'a jamais été, & d'encourager chez nous les Manufactures. Cette Constitution a particulièrement en vue le bonheur du peuple, parmi lequel l'homme le plus pauvre peut, par sa vertu & son mérite, être élevé à la premiere dignité. O Caroliniens! que vous serez heureux sous cette nouvelle Constitution, si vous savez profiter de votre bonheur!

Avec une Constitution fondée sur un principe aussi généreux, aussi équitable &

1776. aussi naturel, avec un Gouvernement dont
 Juin. toutes les vues tendent uniquement à rendre les peuples riches, puissans, vertueux & heureux, qui pourroit désirer de retourner sous un Gouvernement royal, dont les principes essentiels offrent sur tous les points le revers de cet exemple? Il étoit de mon devoir de vous présenter votre nouvelle Constitution sous son vrai point de vue; & le vôtre est de l'étudier pour vous-mêmes & pour les autres, & de la défendre.

J'en ai peut être assez dit sur ce sujet si important; mais mon zele pour l'intérêt public, me force de vous faire encore une ou deux observations touchant un point particulier de votre Constitution.

Si on se rappelle d'une part toutes les tentatives qui ont été faites pour assujettir l'Amérique par l'artifice & la fraude sous la forme de loi, par des menaces d'exécutions militaires, par la famine, par le massacre, par l'infraction de la foi publique & par une guerre ouverte: & que de l'autre on considère que la Constitution nouvelle désire qu'il soit établi quelque forme de Gouvernement, » jusqu'à ce qu'on puisse parvenir à un heureux accommodement entre la Grande-Bretagne & l'Amérique, « événement qui, malgré le titre odieux de rebelles qu'on nous donne, ne cesse point d'être l'objet constant de nos vœux; si on compare ensemble ces deux circonstances, quel

tribut d'admiration ne devons nous pas à la magnanimité du Conseil d'Etat, qui s'élevant au-dessus de tant d'outrages, est capable de montrer de tels sentimens! Mais la générosité est inséparable de la vertu; nous ne voulons point exercer de vengeance. Nous souhaitons ardemment de voir terminer nos malheureuses querelles avec la Grande Bretagne; & nous préférons la paix à la guerre. J'ose avancer même qu'il peut se faire un accommodement qui, excluant toute idée de revenu levé sur nous par taxation ou à titre de droits, ou de législation par acte du Parlement, donneroit au Roi de la Grande-Bretagne une souveraineté limitée, qui, exercée bona fide, opereroit les vrais intérêts de notre commerce, & appuyeroit sur une base solide notre liberté & notre sûreté, les seuls objets de toute souveraineté.

Mais tandis que mes sentimens d'humanité m'arrachent cet aveu, il est de mon devoir aussi de déclarer que, selon moi, les vrais intérêts de notre commerce ne peuvent être assurés que par un changement des actes de navigation, passés par le Parlement Britannique, qui, conformément aux arrêtés de l'honorable Congrès continental, puisse assurer les avantages du commerce à tout l'Empire & les bénéfices du commerce à tous ses Membres. Nous devons nous souvenir encore que nous ne pouvons compter en aucune maniere sur nos libertés

1776. & notre sûreté, tant que le Roi de la Grande-
Juin. Bretagne pourra avoir en Amérique des
forts & du canon, un seul régiment sur notre
continent ou un seul vaisseau de guerre
dans nos ports ; car s'il est maître de nos
forts, il peut en tourner le canon contre
nous, comme il est arrivé à Boston : s'il
se rend maître de notre artillerie, il nous
défarma : s'il a le commandement des trou-
pes qui seront parmi nous, quand bien
même ce seroit de notre argent qu'elles
seroient levées & payées, il nous forgera
des fers, ainsi que l'atteste l'Irlande & son
armée nationale. L'acte le plus positif du
Parlement, ne peut nous donner aucune
sûreté ; car les actes du Parlement sont aussi
aisément révoqués que passés. On ne peut
plus compter sur les proclamations royales,
quand on est instruit de la surprise faite aux
Habitans de Quebec & de Saint-Augustin.
Un changement de Ministres même n'opere-
roit rien en notre faveur. Malgré les révo-
lutions fréquentes dans le Ministère qui ont
distingué le regne actuel, le Gouvernement
n'a-t-il pas constamment suivi un système de
politique tendant à la ruine de l'Amérique ?
Enfin, je crois qu'il est de mon devoir
de déclarer dans le sanctuaire auguste de la
justice & devant Dieu Tout Puissant, que
les Américains ne peuvent avoir de sûretés
que dans la faveur divine, dans leur propre
vertu & dans une conduite si prudente,

qu'elle ne laisse aux Administrateurs Britanniques aucun moyen de leur nuire. Les 1776.

Juin.

outrages sanglans que nous avons reçus , l'animosité qu'on a conçue contre nous , & qui dans la nature des choses ne peut que s'accroître tous les jours , doivent démontrer à tous ceux qui réfléchiront le moins du monde sur l'élévation & la chute des Empires , qu'il ne peut exister une véritable réconciliation entre la Grande Bretagne & l'Amérique , s'il faut que celle ci reste soumise à l'autre : Dieu a créé l'Amérique pour être indépendante. Ce seroit de notre part une résistance impie , que de repousser la main de l'Etre-suprême , qui veut se servir de nous comme d'instrumens pour accomplir ses desseins ; & dans la nature des affaires humaines , il n'y a que leur entier accomplissement qui puisse mettre l'Amérique à l'abri des vues insidieuses & perfides de ses ennemis , qui pensent que sa puissance & sa prospérité sont déjà parvenues à un trop haut degré d'élévation. En un mot , notre devoir envers Dieu & notre sûreté politique , sont tellement liés ensemble , que refuser de concourir à cet ouvrage divin , c'est refuser d'être une Nation célèbre , libre , religieuse & heureuse.

Après vous avoir fait voir cette importante alternative , que votre prospérité ou l'état le plus misérable , dépendent , après Dieu , entièrement de vous , je supplie le Souverain

1776.

Juin.

arbitre des Rois, de vous remplir des lumières nécessaires, pour que vous puissiez agir d'une manière conforme à ce qui paroît être sa volonté, manifestée par ses œuvres merveilleuses en faveur de l'Amérique, au moment où elle arrose de son sang l'Autel de la Liberté.

A la Cour des sessions générales de paix, pour juger définitivement en matière criminelle, &c. laquelle a commencé pour le district de Charles-Town, à Charles-Town dans la Colonie de la Caroline Méridionale, le Mardi 23 Avril 1776.

Dénonciation du Grand Juré, pour le District de Charles-Town.

Premièrement : Etant intimement persuadés & pleinement convaincus que vivre dans une société sans loix ou sans aucune exécution convenable des loix, pour réprimer les passions, déréglées des hommes, est le plus grand malheur qui puisse arriver à un peuple, & que ce malheur doit rendre toute association d'hommes dans une telle situation presque semblable à un troupeau de brutes : bien certains, d'un autre côté, que c'étoit le projet d'une administration corrompue & criminelle dans la Grande - Bretagne, de ré-

1776.

Juin.

duire à cette malheureuse situation les peuples de notre Colonie, en la laissant manquer d'Officiers pour exécuter les loix, puisque les personnes qu'ils avoient nommées ont refusé d'agir dans les places respectives, afin que par les mauvais effets de l'anarchie & de la confusion, le peuple Américain pût devenir la victime des cruels desseins de ses ennemis; & enfin déplorant la nécessité qui a obligé les peuples de retirer les pouvoirs de Gouvernement qui dérhoient originairement d'eux pour le maintien des droits que Dieu seul leur a donnés, comme essentiels à leur prospérité; nous ne pouvons que laisser éclater la joie sincère dont nous a rempli l'heureuse constitution de Gouvernement actuellement établie dans cette Colonie, qui promet à ses Habitans tous les avantages que peut désirer un peuple vertueux, & qui marque une juste vénération pour les droits de l'humanité.

Pénétré de reconnoissance pour le divin Modérateur des événemens humains, & dans l'attente la plus consolante du bonheur que nous offre une Constitution si sage dans sa nature & si louable dans ses fins, fondée sur les principes les plus stricts de justice & d'humanité, & conformes à tous les privilèges qui conviennent à la dignité d'un Etre raisonnable, nous ne pouvons nous empêcher de déclarer que nous regardons toute opposition à ses opérations, ou tout

1776. — mépris de son autorité, comme le crime le plus atroce dont quelqu'un puisse être coupable, comme un crime également énorme aux yeux de Dieu & de tous les hommes justes, & qui mérite la punition la plus exemplaire.

Jun. Nous ne pouvons nous empêcher de gémir sur la malheureuse situation d'un petit nombre de personnes parmi les peuples nombreux de cette Colonie, lesquelles, par ignorance de leur vrais intérêts & de leurs justes droits, & faute d'être bien instruites de la vérité des faits, se sont laissées persuader, par l'artifice de leurs ennemis, qu'elles devoient mépriser les avantages auxquels notre Constitution actuelle a si amplement pourvu : lesquels ne sont bornés ou limités à aucunes classes d'hommes en particulier ; mais sont généralement, également & indistinctement répandus sur tous les hommes, depuis les plus riches jusqu'aux plus pauvres, ainsi qu'avec le tems & un peu de patience on en sera pleinement convaincu.

Tout bon citoyen doit s'estimer heureux, en considérant le choix qui vient d'être fait des Officiers d'administration de notre Gouvernement actuel, ainsi que la manière impartiale dont la nomination s'est faite par les peuples eux-mêmes, & la durée limitée de leur pouvoir dans leur caractère personnel comme hommes, justement aimés & réverés de leur pays, & dont le mérite &

les vertus leur donnent des droits certains
à toute espece de prééminence.

1776.

Juin.

Animés de ces sentimens, fruits d'une mûre délibération & de l'examen le plus impartial, nous déclarons que des avantages tels que ceux que nous venons d'exposer, sont trop précieux pour être négligés, & que rien dans la nature ne peut réparer la moindre atteinte qui leur seroit portée; & quoiqu'un accommodement avec la Puissance qui cherche à détruire ces avantages soit un objet digne de l'attention la plus sérieuse, & qu'on ne doive rien négliger pour y parvenir lorsqu'il aura pour base des conditions honorables; cependant nous regardons comme un devoir sacré pour tout citoyen, de conserver & de défendre au péril de sa vie & de sa fortune les dépôts que la Providence lui a confiés, non pas uniquement pour son bien-être, mais pour le bonheur durable de la postérité; dépôt qu'aucune loi ne peut annuler, qui est le grand principe d'existence & la source de toute vertu sociale.

Nous dénonçons comme une vexation insupportable pour des peuples nés & nourris au sein de la liberté, & (quoique toujours soumis aux justes injonctions d'une autorité légale) détestant toute espece d'oppression, les Actes du Parlement de la Grande-Bretagne, Actes injustes, cruels & diaboliques, par lesquels le bon peuple des Colonies-unies de l'Amérique Septentrionale, est dé-

1776. Juin. claré rebelle pour avoir défendu les droits inappréciables dont aucune Puissance humaine ne peut légitimement les priver, & par lesquels encore tous les meurtres, rapines, larcins & autres oppressions barbares, exercées sans autorité avant la promulgation de ces Actes, ainsi que ceux qui après leur promulgation pourroient être exercées par les forces Britanniques dans ces Colonies, sont déclarées légales & autorisées, ce qui fera la honte & l'infamie éternelle d'un Royaume autrefois renommé par sa justice, son honneur & son humanité; mais qui aujourd'hui ne rougit pas de s'avilir par des excès que les Sauvages même auroient en horreur.

III. Nous dénonçons comme un grief énorme la permission donnée à tous les ennemis de la liberté de l'Amérique & des opérations des Colonies - unies, de résider parmi nous & d'être admis à une fréquentation dangereuse à la paix & à la prospérité de cette Colonie.

IV. Nous représentons que les sermens publics ordonnés par un Acte de l'Assemblée générale, passé depuis la formation de notre présente Constitution, pour être prêtés par ceux qui exercent des Offices, des emplois ou des professions publiques, ne sont point exigés des personnes du Clergé, désignées dans ledit Acte.

V. Nous représentons que les tems aux-

quels les différens Comités des Paroisses s'as-
semblent ou devront s'assembler, ne sont 1776.
pas notifiés publiquement ; & nous deman- Juin.
dons que ces Comités annoncent leurs as-
semblées par la voie des papiers publics, afin
que toutes les personnes qui veulent obte-
nir la permission de poursuivre en justice
leurs débiteurs, puissent savoir en quel tems
elles pourront le faire.

V. I. Nous représentons comme un grand
inconvénient, & plus particulièrement en-
core dans le tems actuel, la négligence avec
laquelle on entretient les grands chemins &
les bacs dans cette Colonie ; la plupart des
routes n'ayant point assez de largeur & n'é-
tant point construites d'une maniere con-
forme à la loi ; & les propriétaires des tra-
vers n'ayant pas des bateaux suffisans pour
le service des passagers dans certaines oc-
casions pressées.

V II. Nous représentons comme un grief,
le trop fréquent accaparement & enlèvement
d'un grand nombre de choses nécessaires à
la vie, qui arrivent sur des chariots des
derrieres de la Colonie, d'où il résulte
que les Habitans de cette Ville sont obligés
de les payer un prix exorbitant ; & nous
demandons humblement qu'il soit assigné une
place pour la vente du porc salé, de la
farine, du beure & d'autres comestibles
portés à la Ville où le prix en sera réglé par
l'Acte pour les marchés.

1776. VIII. Nous représentons qu'il manque
 Juin. une personne légale pour obliger les Marchands de paille & de foin de la peser à une balance publique.

Jonathan Scott, premier Juré (Foreman), George Cooke, Thomas Jones, John Lighiwood, Peter Leger, Philippe Mayer, Isaac Mazyck, John Owen, John Smith, Joseph Jenkins, Joseph Cox, Daniel Lefesne, Lewis Dutarque, John Singeltary.

Déposition faite le 24 Avril 1776, sur les énormes excès commis par les troupes du Roi en la personne d'un Habitant Américain du Canada.

Thomas Walker, de Montréal, Marchand de la Ville de Montréal, Province de Quebec, déclare sous serment ce qui suit : Etant dans ma maison, Paroisse de l'Assomption, le 5 Octobre dernier, (1775) ma maison fut environnée, vers les deux ou trois heures du matin, par un parti d'hommes armés, consistant en un détachement d'environ vingt soldats, commandés par John Macdonnell, des *Emigrans Royaux*, joints à sept Capitaines de milices & plusieurs autres Canadiens. Cette troupe commença l'attaque par un coup de mousquet; & ensuite, sans s'adresser à moi Déposant, les soldats & miliciens travaillèrent à briser la porte à coups de hache, ce qu'ils exécutèrent si promptement

ment, qu'à peine le Déposant eut il le tems de s'échapper, emportant ses pistolets & une petite carabine, & de monter à son grenier où sa femme venoit de se sauver en chemise. Le Déposant avoit résolu de défendre le haut de l'escalier jusqu'à la dernière extrémité. Aussitôt que les soldats furent entrés dans la maison, ils allumerent la chandelle & se mirent à chercher dans la chambre à coucher que le déposant & sa femme venoient de quitter; & afin d'éclairer les autres chambres, ils mirent le feu au bas de l'escalier à un peu d'étoupe mêlée avec de la poix & de la résine. En même tems plusieurs d'entr'eux armés de mousquets & de bayonnettes, entrèrent dans la chambre, poussant le cri des Sauvages. Le Déposant entendant ce cri, & voyant ce qu'ils faisoient, ne put pas douter que ce ne fussent des Sauvages *Mohak* du parti du Calonel Johnston, envoyés pour l'assassiner avec sa famille, ainsi qu'on l'en avoit souvent menacé. Dans cette persuasion il tira son arme à feu au milieu des Sauvages; & il déchargea aussitôt après un pistolet à deux coups; mais quand ils entendirent la première décharge, ils quitterent la chambre avec précipitation & comme frappés de terreur. Un Officier & un Grenadier ayant été blessés dangereusement de chacun de ces coups, toute la troupe se retira, les uns pour bander leurs plaies & les autres pour piller le reste de la maison. Ils revinrent peu

1776

Juin.

1776. après & tirèrent avec vivacité sur toutes les parties de la maison, sommant toujours le
 Juin. Déposant de se rendre. Voyant qu'ils n'obtenoient rien, & n'osant pas rentrer dans la chambre, ils voulurent découvrir le toit de la maison; mais ils y renoncèrent, par la crainte du feu que faisoit le Déposant. Enfin l'Officier qui les commandoit leur ordonna à plusieurs reprises de mettre le feu aux quatre coins de la maison. Le Déposant croyant voir un homme qui montoit à l'échelle pour mettre le feu, tira par la fenêtre un coup de pistolet qui blessa un Capitaine de milice au menton, sur quoi les assaillans tirèrent sur la maison trois ou quatre cents coups de mousquet.

Lorsque le feu commença à prendre à la maison par plusieurs endroits, ils se mirent à la piller. Comme le premier étage étoit en bois, le Déposant appella les Habitans des environs; mais loin de lui porter du secours ils restoient tranquilles spectateurs de cette catastrophe. Pendant ce tems sa femme livrée au plus grand désespoir, lui crioit; *nous allons bruler*. Comme elle avoit déjà manqué d'étouffer en cherchant à gagner l'escalier, illa prit dans ses bras & la porta au grenier le plus éloigné du feu. De là elle demanda quartier aux soldats qui étoient au bas: puis montant sur la fenêtre, le visage tourné vers la muraille, elle se suspendit par les mains à l'aide du Déposant, qui la tenoit par des-

Sous les bras, jusqu'à ce qu'un soldat nommé Cox, eut apporté une échelle avec laquelle elle descendit toute arrachée & toute meurtrie. Les soldats appercevant le Déposant l'appellerent & lui promirent qu'il ne lui seroit point fait de mal s'il vouloit se rendre. Celui-ci voyant le plancher en flammes sous ses pieds, & jugeant qu'il ne lui étoit plus possible de se défendre ni d'échapper, se rendit après une résistance de plus de trois heures. Il fut saisi sur le champ par six hommes, dont quelques-uns le maltraiterent très-rudement. Le Lieutenant M. Donnel vint à lui comme pour le frapper de son poing : il chercha ensuite à tirer un pistolet de son ceinturon pour lui bruler la cervelle ; mais il fut arrêté par le Sergent Mac Fall auquel le Déposant s'étoit rendu. On fouilla & on vuida les poches du déposant, desquelles on retira entr'autres choses un pistolet chargé.

Dans le même tems les soldats forçoient & pilloient les celliers du Déposant, (qui formoient un bâtiment séparé,) & ils défoncerent plusieurs barriques, tandis que d'autres forcerent les ateliers de potasse, d'où ils avoient emmené trois Nègres & emporté différens effets. Le Déposant & sa femme furent contraints de rester debout, les pieds nus & dans l'eau, devant leur maison qui brûloit & qu'on pilloit ainsi que leurs marchandises. Les coffres furent ouverts, & les sol-

— dats se partagerent entr'eux les pièces de
 1776. marchandises du magasin, tandis que ni le
 Juin. Déposant, ni sa femme, ne pouvoient pas
 obtenir le moindre morceau d'étoffe pour
 se couvrir ou se défendre du froid. Enfin le
 Sergent David Mac Fall ôta sa propre veste
 & en couvrit Madame Walker ; & le Dépo-
 sant s'enveloppa d'une couverture qu'il avoit
 emportée à la hâte. Dans cet équipage ils
 se rendirent au bout du chemin qui conduit
 à Saint Sulpice, où l'on avoit arrêté une cha-
 rette. Après les y avoir fait monter ,
 on les conduisit vers un bateau qui
 étoit sur la rivière Saint Laurent , à une
 lieue de la maison du Déposant. Ils furent
 gardés tout le long de la route par un dé-
 tachement de 20 hommes soutenus des Ca-
 nadiens , avec trois nègres à pied , une
 partie des effets pillés & le grenadier blessé
 qui étoit dans une des voitures du Déposant.
 On envoya au devant d'eux plusieurs bateaux
 armés , de Montréal , & commandés par le
 Lieutenant Leslie. Lorsque nous fumes arrivés
 au lieu de débarquement, vis-à-vis des cazernes,
 le Brigadier général Prescott descendit tout
 échauffé sur le rivage ; & ordonna qu'on lui
 amenât les prisonniers ; aussitôt les troupes
 sortirent & se formerent en deux haies : le
 Déposant fut placé dans le centre. Ce Gé-
 néral le fit lier , & s'avançant ensuite vers la
 place des cazernes ; il lui parla en ces termes :
 » Tues un traître & un coquin , oui un co-

1776.

Juin.

quin ; tu as trahi ton pays ; mais les loix de ce même pays te tiennent enfin : tu ressentiras les effets de la justice de ton pays ; car c'est à toi , oui à toi coquin , qu'on doit imputer la perte de tout le sang de ces braves gens qui a été ou sera répandu à Saint Jean ou dans d'autres parties du Canada ». Le Déposant lui répondit : » je vois que vous me connoissez bien peu ; mais dites moi , je vous prie , Monsieur , qui êtes vous pour me traiter si indignement , car je n'ai point l'honneur de vous connoître , & je ne vous ai jamais vu ». Alors le commandant reprit : » que pense tu de ce qui est arrivé la nuit dernière , & de ce brave homme dans le bateau que tu as si grièvement blessé ? — « Je pense , Monsieur , que c'étoit un très-chetif exploit d'envoyer cinquante hommes pour en assassiner un , & pour bruler sa maison pendant que lui & toute sa famille étoient couchés dans leurs lits & endormis ». Le Commandant Prescott , sans répliquer , fit appeler le Prévôt de guerre & le Serrurier pour mettre le Déposant aux fers ; & ses fers furent beaucoup plus pésans qu'à l'ordinaire , par des ordres particuliers du Major Hughes qui donna les dimensions , comme le Déposant l'a appris depuis du Serrurier. Tandis qu'on rivoit les fers sur lui , le Général Prescott ordonnoit de les bien ferrer (& en effet on ferra si fort les os des jambes du Déposant , qu'il en ressentit des douleurs inexprimables)

1776. & le Général lui dit ensuite, d'un ton de
 Juin. voix terrible : » tu es coupable du crime de
 haute trahison & de rébellion «. Après quoi
 il ajouta : » donnez à ce malheureux un lit de
 paille & une couverture, au N°. IV dans
 les casernes, & placez auprès de lui des
 sentinelles afin que personne ne lui parle,
 excepté le Major de Ville (M. Hughes) ;
 & si on veut lui parler, que ce soit devant
 le Sergent de garde «.

Le Déposant fut ainsi renfermé seul &
 aux fers pendant trente-trois jours & trente-
 trois nuits, sans feu ni lumière, & sans avoir
 la consolation de voir jamais un ami. Il fut
 absolument défendu à sa femme de le voir ;
 & elle a été pendant plusieurs jours consti-
 tuée prisonnière dans sa propre chambre,
 gardée par six sentinelles. Les personnes qui
 alloient aux casernes & qui en revenoient
 avec des vivres, étoient fouillées pour voir
 si elles n'avoient point de lettres, &c.

Enfin, après la prise de Saint Jean, le
 Déposant, épuisé de foiblesse & dans un
 état qui devoit inspirer la plus grande pitié,
 fut conduit, dans un tems de pluie affreuse,
 par des soldats, en présence du Capitaine
 Anstruter & de M. Hughes (sous prétexte
 de le mener au quartier du Général Prescott)
 vers un bateau qui le transporta à bord d'un
 senaut armé au service du Gouvernement,
 commandé par le Capitaine Lifote, qui eut
 l'humanité de lui faire ôter ses fers. Ce Ca-

pitaine plaça une sentinelle à la porte de sa chambre , l'épée nue à la main , avec ordre de ne point permettre au prisonnier de recevoir ou d'envoyer aucunes lettres , papiers ou messages , sans que le Lieutenant les eût examinés & sans sa permission. Il paroît que les Généraux ont su mauvais gré au Capitaine Lifote de ce qu'il avoit retiré le Déposant des fers sans des ordres positifs de leur part ; & ils lui ont dit qu'il répondroit de son prisonnier *corps pour corps*.

Deux jours après , le Déposant fut transporté de dessus le bâtiment du Capitaine Lifote , à bord d'un autre senaut armé , commandé par le Capitaine Bouchett. Il resta renfermé , comme il l'avoit été auparavant , pendant l'espace de douze jours , neuf desquels furent employés par les bateaux à se sauver vers Quebec , ce qui commença à s'effectuer avec précipitation , immédiatement après l'apparition de l'avant garde du Général Montgomery à l'Isle Saint Paul. Néanmoins ils n'osèrent pas se hasarder à passer la pointe de la riviere Sorel , où il y avoit des troupes du Continent , du canon & une gondole armée , qui repoussèrent de nouveau les vaisseaux à la Velterie. Le feu de ces troupes du Continent tua un homme à bord de la corvette le *Gaspée* ; où la capitulation fut signée par le Général Prescott le Dimanche au soir. Ce Général rendit aux troupes du Continent onze

— vaisseaux, à bord desquels étoient (a) trois
 1776. Majors, cinq Capitaines & plusieurs Offi-
 Juin. ciers subalternes, Conducteurs & bas-Offi-
 ciers, & cent dix-sept soldats avec leurs
 armes & bagages. Sur ces bâtimens étoient
 aussi le sieur la Corne, un des Membres du
 Conseil de Quebec, le Capitaine Jonatham

(a) Le Brigadier général Prescott ; le Major John Campbell ; le Major Dunbar ; le Major Hughes ; le Capitaine Antruther ; le Capitaine Crawford ; le Capitaine Swann ; le Capitaine Brice. Du septième régiment, le Capitaine Gamble ; le Lieutenant Cleveland ; le Lieutenant Leslie ; le Lieutenant Duncan Campbell ; l'enseigne John Macdonell ; des Emigrants Royaux ; le Docteur Beaumont ; M. Cooper, Conducteur de munitions d'artillerie ; M. William Jones, Prévôt de guerre ; les Volontaires Canadiens ; Messieurs Lanniere ; Magnant ; Cagnet le jeune, prisonniers.

N. B. Nous sommes très-sûrs que la totalité des troupes du Continent, alors à Sorel, n'excedoit point 135 hommes : les vaisseaux rendus aux troupes du Continent, étoient le brigantin de Sa Majesté le *Gaspée*, commandé par le Lieutenant Royal ; & le Capitaine Leslie ; un fort senaut de deux pièces de neuf dans le vibord, outre les canons du gaillard d'arrière & les pierriers, 24 matelots armés chacun d'un fusil, d'une bayonnette & d'une large épée ; le Capitaine Boucher ; autre gros senaut, armé comme celui ci-dessus, avec son complet d'hommes, de vingt matelots ; outre plusieurs gros senauts montant des pierriers, &c., tous les bâtimens suivés après eux ; un bateau avec un ou plusieurs canots ou petits bateaux pour faire une descente ou prendre la fuite, selon que les circonstances le requerroient.

Frazer, Juge des plaids communs & Con-
seiller, & plusieurs Volontaires Canadiens. 1776.

Le Gouverneur Carleton avoit quitté le *Gaspée* avec M. Niverville & Lanaudiere, & le
Jeudi au milieu de la nuit, il avoit été
conduit dans un bâtiment de la pêche de la
baleine, commandé par le Capitaine Bou-
cher aux trois Rivières : il étoit arrivé à
Quebec le Dimanche suivant.

Le Déposant fut mis en liberté le Lundi
matin par son ami le Major Brow, qui l'a
délivré de l'oppression & de la tyrannie cruelle
des instrumens du pouvoir militaire & arbi-
traire.

On ajoutera aux indignités & aux souffran-
ces qu'ont essuyées le Déposant & sa femme ;
que le Général Prescott les a empêchés de se
voir & de se dire adieu lorsque le Déposant
est parti. On affecta même de crier très-haut
que le mari devoit être envoyé en Angle-
terre, les fers aux pieds, pour y être pendu.
L'Apprentif de M. Walker avoit été en prison
pendant 67 jours. Ses autres Domestiques
& Esclaves ont été également arrêtés, au grand
détriment de sa fortune. Enfin cet événement
a aussi causé beaucoup de dérangement dans
sa santé, sans parler de la perte qu'il a essuyée,
lorsqu'on a pillé sa maison, sa manufacture,
son magasin, ses effets, son argent, sa vais-
selle, ses livres, ses papiers, ses meubles,
ses habits, tous les ustensiles de sa manufac-

ture & de sa maison, & enfin une quantité
1776. considérable de potasses en tonneaux.

Juin.

Signé, Thomas Walker.

A Philadelphie., sous serment, le 24 Avril
1776, devant Samuel Mifflin.

Ordre pour arrêter Thomas Walker.

Guy Carleton, Gouverneur de la
Province de Quebec, &c.

Le Sieur Belair, Capitaine de Milice dans
la Paroisse de l'Assomption, a ordre, par le
présent écrit, de partir d'ici avec les mili-
taires que je nommerai pour l'accompagner,
sous le commandement du Lieutenant Mac-
donell, du régiment Royal des émigrans,
pour aller prendre & arrêter au lieu de l'As-
sompion la personne de Thomas Walker,
accusé de haute trahison, & le conduire sure-
ment dans cette Ville sous une bonne &
forte garde.

J'ordonne & je commande à tous les bons
Sujets du Roi d'aider & d'assister ledit sieur
Belair dans l'exécution du présent ordre, sous
peine de désobéissance.

Donné à Montréal le 4 Septembre 1775.

Traduction, Signé, Guy Carleton.

Ordre d'incendier , donné par le Général Prescott, 1776.
Juin,

Déclaration sous serment , faite devant David Wooster , Brigadier général & Commandant en chef de l'armée Continentale en Canada, &c. &c. par Baptiste Belair . Capitaine de Milice, dans la Paroisse de l'Assomption , ainsi qu'il suit :

Etant à Montréal avec la Milice de l'Assomption , M. Lanaudiere, le jeune, me proposa d'aller avec des soldats de milice au lieu de l'Assomption , pour arrêter M. Walker à sa maison de campagne, par ordre du Général Carleton. Ce fut dans la maison de M. Saint Ours qu'il m'envoya chercher. Je demandai un ordre par écrit , & il me fit partir aussitôt pour les Barraques : il étoit alors huit heures & demie du soir. Le Brigadier général Prescott vint aux Barraques, Il me donna un ordre par écrit du Général Carleton , & me remit en même tems un sac dans lequel Il y avoit de la poix & de l'étoupe, en me disant : « en cas de résistance & que Walker s'obstine, vous mettrez le feu à la maison : tels sont les ordres de M. Carleton ». Nous partîmes sur le champ par eau pour Saint Sulpice , & y ayant laissé le bateau , nous nous mîmes en route pour l'Assomption , où nous arrivâmes vers les deux heures du matin , avec environ vingt soldats

1776.

Juin.

Royalistes & douze Canadiens. Le Déposant s'arrêta de l'autre côté de la rivière, n'ayant point passé le Pont.

Signé , Bruyere de Belair.

Au quartier général à Montréal, juré devant moi, le 17 Février 1776.

M. Walker ayant appris que le Général Prescott étoit prisonnier à Philadelphie, entreprit, dans le fort de l'hyver, de s'y rendre pour se plaindre du mauvais traitement qu'il en avoit reçu, dans l'espr ance d'en obtenir quelque satisfaction. Mais à sa grande surprise, il trouva M. Prescott logé dans la meilleure auberge de la Ville. Il est vrai que M. Prescott a été depuis mis en prison; mais ce fut pour le mauvais traitement qu'il avoit fait essuyer à M. Allen.

Animosité du Peuple Américain contre l'Angleterre.

Extrait d'une lettre de Philadelphie, du 29 Avril

Je suis fâché de vous apprendre que nous avons perdu tout espoir de paix, & que nous sommes résolus à braver tous les dangers & toutes les calamités de la guerre, avec cette fermeté & ce courage qu'inspire la certitude de soutenir une bonne cause. Si l'on avoit eu le moindre égard à nos humbles

1776

Juin.

pétitions, nous n'aurions jamais pris une semblable résolution; mais hélas! la postérité le croira-t-elle? Toutes especes d'ouvertures pour un accommodement ont été traitées avec un mépris insultant; & semblent n'avoir fait qu'irriter de plus en plus nos ennemis aussi implacables que dénaturés. Les propriétés des Habitans de nos Isles, qui devroient être, comme elles l'avoient été jusqu'ici, aussi sûres & aussi sacrées que celles de l'Angleterre, sont violées journellement. Notre bétail nous est enlevé par des mercenaires de la Grande-Bretagne; nos vaisseaux sont saisis dans nos ports; nos Villes ont été canonées: leurs Habitans sont dans une allarme continuelle, ayant tout à craindre des vaisseaux de guerre qui mouillent à leur vue. On se permet toutes les violences & tous les actes d'inhumanité, capables de porter au désespoir & de confirmer l'opinion généralement reçue, que les Ministres ont résolu de conquérir l'Amérique & de la réduire à l'esclavage. Mais si tel est en effet leur projet; qu'ils sachent qu'ils ne l'exécuteront jamais impunément, & qu'il est plus que probable, que les instrumens dont ils se serviront pour une entreprise aussi exécrationnable, sont menacés d'un sort plus terrible que celui qu'ont éprouvé les infortunés Espagnols, qui ont été faits captifs dans leur expédition contre Alger.

New-York est actuellement rempli de

1776.

Juin.

troupes provinciales , & on y a déjà pris toutes les précautions nécessaires pour repousser les ennemis qu'on y attend de jour en jour. Je voudrois que la Virginie & les deux Carolines fussent en aussi bon état de défense.

Notre papier monnoye circule par-tout sans le moindre obstacle : personne ne fait difficulté de l'accepter en payement. — Je suis informé de bonne part que beaucoup de soldats Anglois sont pleinement convaincus de l'injustice de la cause pour laquelle on les fait combattre ; & j'espère qu'ils ne tarderont point à nous fournir l'occasion de les recevoir comme amis. — Dans l'instant passent devant la fenêtre où j'écris ma femme & mes trois enfans ; leur air sombre & abbattu me pénètre de douleur ; peut-être avant la nuit , les yeux baignés de larmes & la voix entrecoupée de sanglots , me demanderont-ils encore , comme ils l'ont déjà fait , si on va lâcher les Sauvages des bois contre eux , & s'il va venir des troupes étrangères désoler le pays par le feu & le fer. — Il faut ou que la nation Angloise ait renoncé à toute vertu , ou que le Ministère ait perdu la tête. De pareils outrages , de pareils actes de cruauté , sont sans exemple & sans excuse. Loin de pouvoir jamais ramener la tranquillité & faire rendre l'affection des Colons à la Métropole ; ils ne sont propres qu'à fomenter de plus en plus le feu de la guerre civile. Oui , les

Hommes qui ont adopté ces affreuses mesures sont les seuls coupables : ils agissent au mépris de toutes les loix tant divines qu'humaines ; & tôt ou tard ils subiront la punition due à leurs forfaits.

1776.

Juin,

Commerce de l'Amérique avec les Etrangers,

Extrait d'une lettre de M. Broome de Philadelphie, du premier Mai.

Nous avons ouvert , depuis peu , une correspondance de commerce avec les Hollandois , les François & les Espagnols , qui sera très-avantageuse pour les Colonies en général. Les Hollandois sont ceux qui y mettent le plus de mystère. Mais les François & les Espagnols paroissent persuadés qu'on ne sauroit les empêcher de recevoir nos marchandises en échange des leurs , sur-tout le Gouvernement n'y prenant aucune part.

Diverses Tribus de Sauvages se montrent disposées à défendre les Américains.

Il a été beaucoup question des Sauvages. Je puis vous assurer que les six Nations-unies , ainsi que quelques-autres , sont résolues de nous aider à soutenir notre indépendance. Une ou deux seulement , à qui on a fait de la part du Roi beaucoup de promesses & quelques présents , paroissent décidées à se joindre à l'armée Angloise.

1776. De Cambridge , près de Boston , le 2 Mai.

Juin.

Swashan , Chef d'Indiens , est arrivé au Camp de Cambridge avec cinq autres Indiens de la Tribu de Saint François , pour y offrir leurs services en faveur de la liberté Américaine ; on leur a fait le meilleur accueil , & ils servent actuellement parmi les troupes du Congrès. Swashan assure que s'il est nécessaire il engagera plusieurs autres Tribus à embrasser la même cause.

*Armemens de mer ordonnés par le Congrès ,
& ses dispositions pour le produit des prises.*

Le Congrès a conclu un marché pour la construction de 13 frégates , depuis 20 jusqu'à 40 canons , qui doivent être en état de mettre à la mer le 10 Septembre 1776 : savoir , quatre à Philadelphie , deux sur la rivière d'Hudson , deux dans le Connecticut , deux dans le Maryland & trois dans le New-Hampshire.

Le Congrès fait aussi armer vingt Corsaires de seize canons & de cent vingt hommes d'équipage. Une certaine portion des prises que font les Corsaires du Congrès , est déposée dans sa banque pour poursuivre la guerre , & le reste est distribué entre les équipages. Un de ces Corsaires , nommé le *Reprisal* , a pris le *Friendship* , Capitaine Macky de la Grenade , qui avoit un chargement de plus de

de cinq cents barriques de sucre. Le Capitaine du Corsaire a offert au Capitaine Macky sa liberté & lui a permis d'emporter ses propres effets : ce qu'il a accepté ; mais l'équipage du *Friendship* est entré volontairement au service du Congrès Américain. Deux ou trois jours après le même Corsaire s'est emparé de deux autres vaisseaux Marchands, dont l'un étoit parti d'Antigoa pour Corke, & l'autre de Saint Vincent pour Liverpool. En général les nouvelles qu'on reçoit des Isles à sucre, portent que la mer est couverte de Corsaires Américains.

Suivant une lettre de Witehaven en Angleterre, il y étoit arrivé quelques Capitaines de bâtimens de transport, qui ayant été pris avec leurs navires par les Provinciaux, avoient obtenu d'eux la permission de retourner en Europe, à bord d'un Schooner, qu'ils avoient freté dans ce dessein. Ils ont rapporté : » qu'à leur départ de l'anse de Squam, à quelques lieues de Boston, il y avoit sur les chantiers à Newbury 30 vaisseaux de guerre, dont l'un étoit une frégate de 36 & l'autre de 24 canons : & quelques jours auparavant l'on en avoit lancé à l'eau une troisième aussi de 36 canons. Un grand nombre d'Ouvriers étoient employés journellement à Newbury à fabriquer du salpêtre ; chaque homme en faisoit environ une livre par jour. Ils avoient appris qu'il entroit de tems en tems dans ce port, des bâtimens chargés de mu-

146 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776. nitions & venant de Bilboa. Les vaisseaux
 Juin. du Roi les poursuivoient quelquefois; mais
 le fond dangereux les arrêtoit à trois lieues
 de la baye «.

État de la Marine du Congrès.

	Vaisseaux.
La Province de Massachussett..	21 de 10 à 40 canons.
Ditto.....	10 plus petits.
La Nouvelle Hamshire.....	27 grands & petits.
Connecticut.....	37 idem.
Rhode-Island.....	40 idem.
La Nouvelle-York.....	50 de 10 à 40 canons.
Ditto.....	20 plus petits.
Les deux Jerseys.....	10 grands & petits.
Maryland.....	15 de 10 à 30 canons.
Ditto.....	10 plus petits.
La Pensylvanie.....	40 de 10 à 40 canons.
Ditto.....	50 plus petits.
Les Pays-Bas du Delavare....	25 grands & petits.
La Virginie.....	30 idem.
La Caroline Septentrionale....	27 idem.
La Caroline Méridionale.....	33 idem.

Le Total est de 445 Vaisseaux en y
 comprenant les petits bâtimens employés
 par le Congrès, ou à faire des courses ou
 à défendre l'entrée des ports.

État des forces de Terre.

	Homme.
148 Régimens d'Infanterie, formant....	91,380
7 Régimens de Cavalerie légère.....	3,315
7 Régimens d'Artillerie.....	3,210
TOTAL.....	97,905

Etat des forces Angloises sur le Continent de l'Amérique.

1776.

Le 4 Mai, le Lord Dunmore étoit retranché à Tuckers-Mill, près de Norfolk en Virginie. Ce poste étoit garni de beaucoup d'artillerie, & défendu par 500 hommes.

Le Général Howe étoit à Halifax avec sept à huit mille hommes de l'armée de Boston.

Un corps de mille hommes des troupes du Continent s'est porté le 8 Mai sur l'Isle appelée du Gouverneur, près de New-York, & on a commencé à la fortifier.

Dispositions contre la Caroline Méridionale.

N.º I. *Arrivée du Général Clinton au Cap Fear.*

De Charles-Town dans la Caroline Méridionale, le 12 Mai.

Dix-sept bâtimens de transport, venant d'Irlande avec sept régimens, qui formoient environ 5.000 hommes, ont mouillé à Bay-Island dans la riviere de Cap Fear, le premier Mai. Ils éprouverent une grande disette d'eau. Le Général Armstrong est arrivé ici de Philadelphie.

N.º II. *Lettre écrite de Williamsbourg le 14 Mai.*

Au commencement de ce mois le Général Lée étoit retranché près de cette Ville avec environ quatre ou cinq mille hommes.

K ij

1776.

Juin.

On n'avoit encore reçu alors à la Virginie aucune nouvelle de l'escadre du Chevalier Peter Parker. Le 10 Mai on apprit qu'elle étoit à la hauteur du Cap Fear dans la Caroline Septentrionale : en conséquence on a fait partir un détachement de douze cents Virginiens pour aller secourir les Habitans de la Caroline , parce qu'on s'attend que le Général Clinton , qui commande les troupes à bord de l'escadre du Chevalier Parker, tentera de ce côté là un débarquement.

N.^o III. *Extrait d'une lettre d'un Officier du quinzieme régiment , datée du Camp Anglois près du Cap Fear, dans la Caroline Méridionale.*

Le 7 de ce mois le quinzieme & le vingt-huitieme régiment ont débarqué sur une péninsule à l'embouchure de la riviere ; mais l'ennemi ne jugeant pas à propos de se montrer, le Général après avoir reconnu le pays , les a fait rembarquer. Quelques jours après le vingt-septieme & le trente-troisieme régiment ont remonté la riviere jusqu'à 15 milles & ils ont chassé les Rebelles d'un poste qu'ils avoient à Brunswick. Ils ont fait quelques prisonniers & ont eu un homme tué. Après cette opération ils sont revenus aux vaisseaux avec un butin de 20 bœufs. Le 15 de ce mois les quinzieme, vingt-huitieme, trente-troisieme, trente-septieme & cinquante qua-

trieme régimens ont débarqué & se sont campés près d'un poste détruit vis-à-vis de notre mouillage. Le cinquante-septieme est campé sur le rivage opposé; mais le quarante-fixieme est encore à bord des vaisseaux. Une partie des Rebelles est à deux ou trois milles de nous; mais leur principal poste ou leur quartier général est à *Wilmington* à environ vingt milles

1776.

Juin.

N°. I V. *Lettre d'un Officier de l'armée
du Général Clinton.*

Les troupes du Lord Cornwallis ont débarqué au Cap Fear le 13 Mai, à dix heures du soir, & aussi tôt les Rebelles ont pris la fuite. L'armée a marché vers le fort Johnson, dans la Caroline Septentrionale, & s'en est emparée sans la moindre résistance. Elle a campé dans le voisinage, & elle travailloit à se retrancher lorsque cette lettre est partie. Les troupes jouissoient d'une bonne santé & elles marquoient la plus grande ardeur

N°. V. *Extrait d'une lettre d'un Officier de
l'escadre aux ordres du Chevalier Peter Parker,
datée du Cap Fear.*

Nous avons mouillé devant le Cap le 3 de Mai. De cinquante voiles que nous étions en partant de Coike, nous sommes arrivés quatorze à Madere. Il n'y eut jamais, je crois

1776.

Juin.

un aussi mauvais tems que celui que nous avons souffert dans la baye de Biscaye. Depuis l'île de Madere jusqu'ici, nous n'avons eu que des calmes, ce qui a rendu notre traversée très-longue. Vous pouvez juger que nous avons eu beaucoup de maladies. Cependant nous avons perdu peu de monde. Le Général Clinton nous a joints ici. Il vient de rendre une proclamation pour inviter les Habitans à se soumettre à leur légitime Gouvernement, & à ne pas s'y laisser contraindre par la force des armes.

AUSSITÔT (c'est l'observation d'un Américain) que les *grands guerriers* Anglois arrivent dans l'Amérique Septentrionale, ils accouchent de *proclamations*. Pendant que *Jules César Gage* étoit enfermé dans les murailles de Boston, il publia huit ou dix *proclamations*; mais aucune ne fut vue hors des lignes de cette Ville, & elles servirent de papillotes pour *Lady Gage*. *Howe* publia aussi ses *proclamations* dans Boston. *Tryon*, *Dunmore*, *Martin* & *Campbell* ont publié les leurs à bord de leurs petits vaisseaux, mouillés dans des criques & bayes *sûres* de leurs Provinces respectives de Virginie, New-York & des deux Carolines. *Clinton*, pour ne le céder en rien à ces faiseurs amphibies de *proclamations*, en rend une à bord du *Pallas*, vaisseau de transport, mouillé dans la rivière du Cap Fear, datée du 5 Mai,

& contresignée *Richard Raven*, Secrétaire, par laquelle il offre le pardon à un peuple courageux qu'il n'ose pas aller trouver à terre. 1776. Juin.

Par cette proclamation nous apprenons seulement que le *Général* a trouvé un *Secrétaire* & qu'il loge actuellement chez *Pallas*. O fagesse! vous voyez par fois bien mauvaise compagnie!

Les Bostoniens prennent un bâtiment de transport chargé d'une grande quantité de munitions de guerre pour les troupes du Roi.

De Boston le 13 Mai.

Le 10 au matin, le senaut le *Franklin*, un des Croiseurs du Continent, commandé par le Capitaine James Mugford de Marblehead, a rencontré un des bâtimens de transport de l'ennemi, venant de Corke & qui faisoit voile droit pour le port de Boston: le Capitaine ne sachant pas que cette place avoit été évacuée par l'escadre & l'armée Angloise. Quoique ce bâtiment parût au Capitaine Mugford être un vaisseau armé, & qu'il se trouvât à la vue des vaisseaux de guerre ennemis qui étoient à Nantasket, il porta hardiment sur lui & le prit sans éprouver de résistance. Ce vaisseau avoit six canons, un certain nombre de pierriers & dix-huit hommes à bord. : le *Franklin* n'en avoit pour lors que vingt & un. Le Capitaine Mug-

1776. ford conduisit sa prise dans ce port , & les
 Juin. Habitans , en sortant des différens Temples ,
 après le service de l'après-midi , (ce jour
 étant le jour de jeûne ordonné pour tout le
 Continent) eurent le plaisir de voir entrer
 dans le port la prise la plus riche qui ait
 été faite depuis le commencement de la guerre.
 Comme la cargaison étoit d'une valeur pres-
 que inestimable pour les Colonies , on jugea
 qu'il seroit prudent d'en emporter la plus
 grande partie dans la ville sur des bateaux ;
 en conséquence il en fut envoyé sur le champ
 un grand nombre , & la cargaison fut en peu
 de tems débarquée heureusement & déposée
 dans un endroit convenable.

Le bâtiment est du port d'environ 300
 tonneaux , & commandé par le Capitaine
 Alexandre Lumsdale. Il avoit mis cinq se-
 maines à faire sa traversée , & avoit appareillé
 de Corke avec douze ou treize autres bâ-
 timens de transport , destinés tous pour Bos-
 ton , desquels il s'étoit séparé peu de jours
 avant d'être pris. On suppose que les autres
 ayant appris par quelqu'un de nos Croiseurs
 que la Ville étoit évacuée , avoient fait voile
 pour Halifax. Le Capitaine n'apporte point
 de nouvelles intéressantes.

(Cet événement est bien une preuve que
 l'évacuation de Boston n'avoit point été or-
 donné par la Cour.)

*Emploi des contributions charitables d'Angleterre, 1776.
pour les troupes du Roi employées en Amé- Juin.
rique.*

Le 18 Octobre dernier, des Citoyens de tous les ordres à Londres, ouvrirent une souscription au profit tant des soldats employés en Amérique, que de leurs veuves & de leurs orphelins: le produit de cette collecte fut envoyé aux Généraux Howe & Carleton, qui rendirent compte ainsi au Comité de la souscription, de l'usage qu'ils en avoient fait :

A M. Smith, Trésorier du Comité, &c.

Quebec, 14 Mai 1776.

» J'ai reçu la somme de 500 liv. sterl. en argent monnoyé, faisant la portion des troupes que je commande. Voulez-vous bien faire agréer mes sincères remerciemens aux Donateurs, & les assurer que je ferai de leur bienfait l'usage qui me paroîtra répondre le mieux à leurs intentions patriotiques.

GUY CARLETON^{cc}.

Au même, & au Comité.

Halifax, 18 Mai 1776.

MESSIEURS,

» C'est avec le plus sensible plaisir que je remarque la bienveillance de la nation en-

1776.
Juin.

vers les soldats qui sont à son service : lorsque les 2,178 piaftres, à bord du *Triton* & les 2,000 onces d'argent, à bord du *Greyhound*, seront arrivés, foyez persuadés que j'en ferai l'usage désiré. J'ai établi en conséquence un Conseil composé d'Officiers généraux pour recevoir les requêtes, en examiner la nature, & rendre compte au Comité de l'emploi qui aura été fait de la collecte. Les troupes sont vivement pénétrées de cette marque d'attention de la part de leurs concitoyens, & afin qu'elles puissent mieux connoître quels sont leurs généreux bienfaiteurs, j'ai fait réimprimer & distribuer dans tous les régimens ; la liste des souscriptions.

W. H O W E.

Aux Mêmes.

Halifax, 9 Juin 1776,

M E S S I E U R S,

» Son Excellence le Général Howe ayant jugé à propos d'établir un Conseil d'Officiers généraux pour recevoir les requêtes des personnes auxquelles étoit destinée la collecte faite par le Comité, & rendre compte à ce même Comité de l'emploi qui a été fait de cette collecte : nous vous envoyons ci-inclus un détail exact de cet emploi. Les troupes sont on ne peut pas plus reconnois-

santes de cette attention de la part de leurs concitoyens, & nous nous flattons de marquer ce sentiment par le zèle que l'armée se propose de faire éclater dans les opérations tendantes à ramener au devoir les Habitans de ces contrées, si malheureusement abusées.

1776.
Juin.

Le Conseil nommé par le Général Howe pour la distribution des secours envoyés; est composé du Lieutenant général Comte de Percy; du Major général Robert Pigot; du Major général Valentin Jones; du Major général Grant; du Brigadier général Francis Smith; du Brigadier général Alexandre Leslie; & du Brigadier général Samuel Cleveland.

Le Conseil recommande à la Société de la Taverne de Londres, qui s'est chargée des fonds de cette collecte, d'en employer une partie dans les articles suivans, particulièrement nécessaires aux troupes: le savon, le cuir pour remonter les fouliers, les peignes le blanc d'Espagne; les raiforts, le gingembre pilé, les aleines de Cordonniers, &c.

Deux frégates du Roi sont contraintes par les Américains de quitter leur mouillage.

Le *Roebuck* de 44 canons, Capitaine Snape Hammond, & le *Liverpool*, de 28 canons, Capitaine Bellew, ayant mouillé à l'entrée de Christian-Creek, à dix lieues de Phila-

1776. delphie , treize bateaux armés des Provin-
Juin. ciaux eurent ordre de partir de Fort-Island
pour aller les attaquer. Le 8 Mai , sur les
deux heures de relevée ; les galeres apper-
çurent les vaisseaux de guerre , & à trois
heures elles commencerent l'attaque , qui fut
suivie d'une vive canonade de part & d'autre ,
& durant laquelle le *Roebuck* échoua , & le
Liverpool jetta l'ancre pour le couvrir. A la
brune le feu cessa & le *Roebuck* se dégagea
dans la nuit. Pendant l'action le senaut le
Wasp sortit de la gorge ou il avoit été chassé
la veille. Le lendemain 9 , à cinq heures du
soir , les bateaux recommencerent l'attaque
& obligerent les vaisseaux de descendre la
riviere ; & ils les poursuivirent en faisant un
feu continuel sur eux , jusqu'à ce qu'ils eussent
passé New-Castle , à six milles de l'endroit
où l'action avoit commencé. Depuis ce tems-
là les vaisseaux ont continué à descendre la
riviere. Les Américains n'ont perdu qu'un
seul homme dans la premiere attaque , & ils
ont eu deux blessés dans la seconde.

COLONIE DE RHODE-ISLAND. 1776.

Juin.

Acte par lequel la Colonie de Rhode-Island se soustrait à l'obéissance envers le Roi de la Grande Bretagne, & substitue un autre Gouvernement à celui de Sa Majesté.

Dans l'Assemblée générale: Session de
Mai 1776.

Acte qui révoque un Acte intitulé: *Acte pour assurer plus efficacement à Sa Majesté l'obéissance de ses sujets dans cette Colonie, ainsi que dans les territoires de Rhode Island & les Plantations de la Providence appartenans à Sa Majesté, & qui change la forme de toutes Commissions, tous Arrêts & Actes Juridiques, & des sermens prescrits par la loi.*

D'AUTANT que dans tous les Etats qui tiennent leur existence d'un pacte originaire, la protection & l'obéissance sont des obligations réciproques, l'obéissance n'étant due qu'en conséquence de la protection; & d'autant que George III, Roi de la Grande-Bretagne, oubliant sa dignité, & au mépris du pacte originaire, contracté, ratifié & confirmé de la manière la plus solennelle envers les Habitans de cette Colonie, par ses illustres ancêtres, & en dernier lieu par lui pleinement reconnu, & renonçant absolument aux devoirs & au caractère de bon Roi,

1776. au lieu de protéger le bon Peuple de cette
Juin. Colonie & de toutes les Colonies unies ,
s'efforce de le détruire en envoyant des es-
cadres & des armées en Amérique pour s'em-
parer de nos biens , & porter le feu , le fer
& la désolation dans toutes nos contrées ,
avec le dessein de nous assujettir , par la force ,
à la plus humiliante & à la plus détestable
tyrannie ; d'où il résulte que la nécessité
nous oblige , & que c'est pour nous le pre-
mier des devoirs d'user de tous les moyens
que Dieu & la nature nous ont fournis pour
soutenir nos inestimables droits & privilèges ,
& pour résister à un pouvoir qu'on n'exerce
que pour notre destruction.

A ces causes , cette Assemblée générale ,
en vertu de son autorité , a résolu de révo-
quer & révoque par la présente loi un Acte
intitulé : *Acte pour assurer plus efficacement à
Sa Majesté l'obéissance de ses sujets dans cette
Colonie , ainsi que dans les territoires de Rhode-
Island & les Plantations de la Providence ap-
partenans à Sa Majesté.*

En outre , il est ordonné par cette As-
semblée générale , & en vertu de son auto-
rité , que dans toutes les Commissions pour
Charges , tant civiles que militaires , & que
dans l'expédition de tous les Arrêts & Actes
juridiques , &c. où l'on fait usage du nom &
de l'autorité dudit Roi , il n'y soit plus em-
ployé à l'avenir , & qu'en sa place le nom
& l'autorité des Gouverneur & Assemblée

de cette Colonie soient substitués dans les termes suivans : *Les Gouverneur & Assemblée de la Colonie Angloise de Rhode - Island , & des Plantations de la Providence.* Que toutes ces Commissions , Arrêts & Actes conserveront d'ailleurs la même forme & teneur qu'ils ont eue jusqu'ici ; que les Cours de justice ne seront plus intitulés Cours du Roi , ni considérées comme telles ; & qu'aucun Acte par écrit , ou de quelque nature ou espece qu'il soit , ou public , ou particulier , ne fera mention , dans sa date , de l'année du règne dudit Roi , aux conditions néanmoins que la présente loi ne contiendra rien qui rende nul ou vicieux tout Arrêt , Commission ou Acte antérieurement passé sur le prétexte que le nom & l'autorité dudit Roi s'y trouveroient énoncés.

1776.

Juin.

N^o. I. *Disette que souffrent les îles Angloises de l'Amérique.*

Extrait d'une lettre de la Grenade , datée du premier Mai.

On peut dire avec raison que nous ne comptons plus que sur la Providence , depuis que nos approvisionnements ont été arrêtés par la guerre Américaine ; car , très-souvent , nous n'avons pas pour plus de quinze jours de subsistance dans l'Île , sans savoir où en prendre d'autres , & dans quel tems elles

1776. peuvent venir , jusqu'à ce que celles que
 Juin. nous attendons arrivent. Nos Negres sont
 souvent réduits à demi-ration ; & notre As-
 semblée a promis des gratifications pour
 l'importation des grains & des provisions
 de toute espece.

N°. II. *Extrait d'une lettre à un Créole à
 Londres , par son Agent à la Barbade , le
 8 Mai 1776.*

Si les affaires avec l'Amérique ne sont pas
 arrangées avec le retour du Gibbons , qui
 porte cette lettre , envoyez-nous du pain bis
 & de la farine pour les negres malades. L'Isle
 est dans la position la plus affreuse. Plusieurs
 plantations n'ont rien à donner à leurs Ne-
 gres que du Rum , que ceux-ci cherchent à
 échanger pour d'autres provisions. Je crains
 bien les suites de cette disette pour les Ne-
 gres en général. Quand les gens n'ont pas
 de quoi manger , ils vont en prendre chez
 ceux qui en ont. Dieu veuille que la querelle
 de l'Amérique se termine bien tôt , sans quoi
 nous sommes tous ruinés dans cette partie
 du monde.

*Lettre d'un Banquier de Londres,
à M *** à Anvers.*

De Londres le 14 Août 1777.

MA tâche devient, Monsieur, un peu embarrassante, quand je me rappelle mes précédentes combinaisons. Vous m'avez vu l'année dernière soupirer après le moment où l'Angleterre, renonçant à la guerre inutile & cruelle qu'elle commençoit à faire à ses anciennes possessions de l'Amérique, contracteroit avec elles une simple union d'intérêts, qui n'eût point allarmé l'Europe comme pouvoit le faire un succès trop rapide par la terreur des armes ou par le pouvoir de l'or. Tous les événemens qui se sont passés depuis, ont étrangement changé la face des choses. L'Amérique a persisté & s'est fortifiée dans sa résistance. Il a plu aux Anglois de se persuader qu'elle y avoit été encouragée par des secours secrets; & on nous a fait voir le moment où cette fiere Nation, sacrifiant un ressentiment à un autre, alloit se confédérer avec ces mêmes Rebelles, qu'elle désespéroit de soumettre, & ainsi fortifiée, attaquer ceux qu'elle accuse du mauvais sort de ses chimériques projets de réduction. Me voilà donc forcé à tenir un tout autre langage.

N.^o XXVI.

a

ii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Il faut que je redoute une réunion que je souhaitois , & que je forme des vœux pour une conquête que son énorme difficulté & l'amour de mes semblables me faisoient redouter. Mes appréhensions sur les suites d'un prompt retour à l'obéissance ; de la part des Colonies soulevées , pouvoient être chimériques ; & c'est l'impossibilité reconnue d'une conquête des Etats-unis par les seules forces de l'Angleterre , qui met dans un péril réel cette paix générale que j'eusse crû menacée par un sort plus heureux des armes Britanniques.

Quelle chaîne de conséquences plus effrayantes les unes que les autres je vois naître de ce fatal changement ! Oui , l'Europe , aujourd'hui , doit désirer que les Américains soient subjugués , si l'heureux calme dont elle jouit est de quelque prix pour elle. Les suites d'une telle conquête , bien différentes dans leur nature , de celles d'une soumission obtenue par les premiers appareils de la guerre , astreindront pour un grand nombre d'années le Gouvernement Anglois à une prodigieuse consommation d'hommes & d'argent , pour contenir des mécontents , dont l'obstination aura tant coûté à vaincre , & chez qui le feu de la rébellion sera toujours prêt à se rallumer. Une dépense annuelle de trois ou quatre millions st. & l'emploi constant de plus de trente mille hommes dispersés sur un vaste continent , suffiront à peine pour y entretenir une tranquille dépendance. Pendant ce tems-là l'An-

gleterre ne pourra songer qu'à ranimer son crédit par de longs & pénibles efforts ; & il lui sera impossible d'allarmer ses voisins par des projets nouveaux d'agrandissement , ou par de nouvelles entreprises sur leur commerce. Il est donc clairement démontré que leur intérêt leur crie de ne point traverser cette conquête ; & autant que je puis l'entendre , il les presse même d'y concourir & de la faciliter par leurs secours ; puisque c'est proprement un piège où se prendra le Lion Britannique ; & qu'ils sont assurés de trouver leur repos dans les entraves qu'il se fera lui-même données.

Voilà comme d'autres tems amènent d'autres soins. Je ne suis plus inquiet aujourd'hui que de savoir si l'Angleterre pourra trouver des amis puissans qui soutiennent son ardeur au moment où tous ses moyens sont prêts à lui manquer. La France & l'Espagne , depuis la naissance de cette affaire ont constamment résisté à la tentation de se prévaloir d'un moment si favorable à leurs justes ressentimens. Voudront-elles prêter à l'Angleterre leur argent & leurs troupes pour exterminer un malheureux peuple qui sembloit attendre d'elles leur salut , & qui leur auroit payé ce bienfait avec usure ? C'est ce qu'il n'est point permis de présumer de la part de deux Cours qui reglent toutes leurs démarches sur les principes les plus humains & les plus géné-

IV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

reux. Cependant elles ne peuvent point se dissimuler le danger qui les menace , si la confédération s'effectue; & il faut croire qu'elles se reposent de l'événement , sur ce qu'elles peuvent savoir des négociations de l'Angleterre dans quelques autres Cabinets de l'Europe , pour en obtenir au plutôt d'abondans secours. J'avoue pourtant que cette ressource me paroît dénuée de l'efficacité suffisante pour nous rassurer. Si par exemple c'étoit du Landgrave de Hesse que l'Angleterre voulût acheter encore dix à douze mille hommes ; est-il croyable , qu'après avoir déjà plus fait qu'il ne pouvoit , il fût en état de lui fournir un seul régiment ? Quant aux autres Princes d'Allemagne qui pourroient en avoir la bonne volonté , ils n'en ont gueres plus les moyens.

Je fais bien que quelques politiques Anglois se flattent de faire accepter à l'Empire fondé par Pierre le Grand , un marché semblable à celui du Landgrave , & de prendre à leur solde l'Impératrice Catherine II , qui en cette considération , disent-ils , leur vendroit vingt mille Russes pour suppléer aux Hessois & autres Allemands qu'une année de guerre en Amérique a déjà presque entièrement consommés. Mais qui est-ce qui peut se bercer d'un si frivole espoir ? Quoi ! une Impératrice de toutes les Russies : quoi ! l'Autocrate Catherine II. s'abaisseroit à l'humble condition de stipendiaire des Anglois ! Elle s'exposeroit à s'entendre assimiler dans le Parlement à ces petits Princes Germains que l'Angleterre sou-

ET DE L'AMÉRIQUE.

doye & fait vivre: (je ne suis ici que l'écho des Orateurs Anglois des deux Chambres) à être nommée la dernière suivant l'ordre des dattes: à débattre des comptes mercantiles d'habillemens, de fournitures, d'hôpitaux, &c. &c. : à souffrir, peut-être, des retenues & des réductions, sauf à y revenir douze ou quinze ans après! Certainement ceux qui ont pu concevoir d'Elle cette idée sont bien loin de rendre justice à la fierté de son ame & à l'élévation de ses vues. Ce n'est point un lucre fardé qui règle les actions des grandes Puissances. De plus dignes motifs les déterminent, ainsi que toute la conduite de Catherine II. l'atteste. La renommée de sa générosité retentit d'un pôle à l'autre. Les bornes de la vie dans les sujets qui l'ont servie utilement, n'en sont point pour sa reconnoissance. Ses bienfaits poursuivent jusqu'à leur nom. Oh! que des sentimens pareils sont peu faits pour se plier aux humbles détails d'une dépendance pécuniaire! Arbitre du Nord, dont elle tient la balance, Divinité tutélaire d'un plus grand nombre d'Etats Souverains que l'Angleterre & l'Amérique ne comptent de provinces, ce n'est point sur la rivière Delawarre que son intérêt ou sa gloire appelle ses troupes victorieuses. Les lauriers qu'elle y recueilleroit, au titre de mercénaire des Marchands Anglois, dépareroient ceux de Tcheshmé; & les Freres

vj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Howe & Compagnie ne sont pas faits pour commander les émules du Feld-Maréchal Comte de Romanzow-Sadunaiskoy. Je regarde plutôt comme un artifice de certain parti Anglois les bruits qu'il fait courir d'un traité de subsides avec la Russie, pour essayer d'une quatrième campagne contre l'Amérique; & s'il tire quelque avantage actuel de la croyance qu'on peut y donner, ce n'est point de sa part un acte bien honnête de prêter des vues basses & intéressées à une Souveraine qu'une foule d'actions héroïques fait généralement respecter. Mais heureusement les gens, dont l'opinion peut être de quelque prix pour elle, y croiront d'autant moins, qu'il importe fort peu à l'Empire de Russie que l'Angleterre retrouve ses forces en se confédérant avec les Américains, ou qu'elle soit occupée à leur forger sans cesse de nouveaux fers.

Une confédération seroit plus inquiétante pour les Puissances qu'un excès de délicatesse empêche de la prévenir. La conséquence n'est cependant que trop frappante: principes d'humanité dans les uns, motifs de fierté dans les autres: raison d'impuissance dans le reste, il ne sera donné de secours réels par personne à la Grande-Bretagne pour subjuguier les Américains; & quoique l'intérêt de tous ses voisins doive leur faire désirer que cette guerre s'éternise, la fatalité voudra qu'elle se termine peut-être cet Été même, par une alliance offensive pour

laquelle les Ministres Anglois auront fait les plus grands sacrifices.

J'en suis fâché pour leurs Seigneuries, si elles n'ont pas d'autres moyens de sauver leurs têtes précieuses: je demande pardon aux Américains, si je préfère de voir en eux les esclaves plu tôt que les Confédérés de l'Angleterre; mais je tiens fort à cet axiome, *salus populi prima lex esto*. L'alliance que l'Angleterre feroit aujourd'hui avec les Etats-unis d'Amérique, m'offre une idée trop allarmante pour que je puisse persister plus long-tems dans mes sentimens pacifiques & conciliateurs. Je ne trouve plus de tranquillité que dans l'espoir que les Américains rejeteront toute offre de société avec un peuple qui avoit juré de les assujettir ou de les exterminer; & que, témoins encore plus clair-voyans que nous, de sa détresse, ils redoubleront d'efforts & de constance pour faire entièrement échouer ses projets de conquête. Sous la nouvelle face que les affaires ont prise, il nous faut de ces deux choses l'une, ou que l'Angleterre perde pour toujours l'Amérique, ou que l'Amérique occupe toujours l'Angleterre. Alors les Puissances qui savent apprécier le bonheur de la paix, ne craindront plus la cupidité inquiète & jalouse d'une nation, d'ailleurs pleine de vertus & de qualités utiles, & qu'autant que qui que ce soit, je me pique d'honorer & de respecter. Elle auroit mes

viii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

adorations si elle savoit pardonner aux Etats-unis d'Amérique tout le mal qu'elle leur a fait , & borner son ambition à regagner la préférence de leur commerce.

Il me reste à vous faire voir , Monsieur , sur l'objet d'une simple union d'intérêts entre les deux pays , un écrit très-intéressant. Je suis fâché de n'être point en état de vous en nommer l'Auteur. J'ai traduit ses spéculations d'un Journal Anglois. C'est un des morceaux les plus riches en choses qui soit venu à ma connoissance. Il prouve , par les argumens les mieux suivis , le besoin urgent où est l'Angleterre d'une telle union , la chimere des appréhensions qu'elle a eues sur la rivalité des Manufactures de l'Amérique & l'anéantissement dont elle est menacée , si les avantages que lui offre cette alliance se portent vers les Puissances ses rivales. A en juger par la force de raisonnement , par la netteté des idées & sur-tout par la connoissance des Manufactures Américaines , je le croirois de la main qui avoit si agréablement tourné le prétendu Edit du Roi de Prusse , pour assujettir l'Angleterre , comme ancien domaine de ses auteurs , aux mêmes vexations qui désoloient l'Amérique. Je reconnoîtrois cet Ecrivain sur-tout à l'horreur qu'il montre pour toutes les especes d'avantages qu'on se flatte vainement d'obtenir par la guerre

Reflexions d'un Observateur (Bystander).

» De tous les projets des hommes les plus

incertains sont ceux qui dépendent de la fortune de la guerre. Voilà ce que répondoit le Grand-Maître de Rhodes à Soliman. Le bon génie de la Nation Angloise s'est montré à elle. Il dissipe le nuage qui nous voiloit l'abyme. Il nous crie de prendre garde au danger & de reculer plutôt que de périr. Nos alliés viennent d'être attaqués, notre propre sein est déchiré par une guerre extravagante & cruelle; un ennemi armé nous juge. Est-il péril plus grand que le nôtre, quand nos malheurs excitent la joie de nos ennemis? Est-il quelque ombre de sagesse dans notre conduite, quand nous portons nous mêmes la désolation dans la plus belle partie de nos Domaines? Peut-on encore nous croire riches, quand les charges & les dépenses s'accroissent sur un revenu qui ne fait que dépérir? Mais puisqu'il faut reculer, où reculerons-nous? Hélas! hier encore, & un morceau de vieux parchemin faisoit rentrer tout dans l'ordre. Aujourd'hui, que la scène est changée! Il faut que le sang coule par torrens: que la flamme dévore ce que le fer aura épargné & que nous perdions tout espoir de rendre notre condition meilleure. Mais puisque nous avons laissé échapper l'instant unique dont notre gloire auroit pu tirer de si grands avantages, par des actes de clémence & de magnanimité qui nous auroient mérité les applaudissemens de tout l'univers; la loi impérieuse du tems fera plier nos têtes superbes, & nous allons nous voir forcés aux dures

X AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

extrémités d'une humble négociation. Quels en seront les termes ? C'est ce qu'il ne nous est pas même permis de savoir , parce qu'il faut que notre orgueil soit encore rabaisé par cette affligeante incertitude. Une chose est sûre au moins , c'est qu'un nouveau genre de maladie demande de nouveaux remèdes. Or tout ce qu'il m'est possible de faire aujourd'hui , pour le salut de ma patrie , c'est d'expliquer à ceux qui se sont chargés du malade , & sa constitution , & les médicamens qui lui sont propres. »

» Pour contre balancer un jugement porté dans l'ivresse de la supériorité , & dans le délire de l'orgueil , qu'il me soit permis de proposer une question , de celles qu'on appelle *ad rem*. Si au moment où je parle , le continent de l'Amérique sortoit pour la première fois du sein des ondes , tout planté , tout peuplé par une de ces merveilles si faciles au pouvoir suprême ; & qu'un nouveau Christophe Colomb , vint nous le montrer , quel seroit le parti qu'une sage politique pourroit nous conseiller ? Je mets toutes passions à part , avec autant de droit je pense que quand on a oublié tous sentimens d'humanité dans cette querelle. Je fais pareillement abstraction de tous nos chimériques droits ; & je n'envisage que nos seuls intérêts. Or sur une base si réellement digne d'être soutenue de tous nos efforts , je crois fermement que nous devrions nous saisir avec empressement de l'alliance & du commerce de ce nouveau peuple : que ce seroit une imbécillité d'en

rejeter l'offre , & une atroce folie de le contraindre à se lier avec nos ennemis naturels. Vexer & écraser ce peuple , en faire un affreux carnage , parce qu'il est possible qu'un jour son industrie porte préjudice à notre commerce , c'est un principe qui nous précipiteroit dans des guerres continuelles avec tout le genre humain , & d'après lequel nous ne devrions sûrement pas mettre tant de plaisir & d'ardeur à procurer l'agrandissement de la Russie. »

» Mais si on laisse faire l'Amérique , elle travaillera pour son compte. » Je commencerai par répondre que ce n'est pas l'intérêt actuel de l'Amérique de se livrer aux manufactures. Il seroit aisé de prouver que seulement dans son sol , don précieux de la nature , non encore chargé d'impôts & de rentes , elle trouvera l'emploi le plus profitable pour l'argent qu'elle pourra y consacrer. Mais je vais jusqu'à dire qu'elle ne le peut point & qu'elle ne le fera pas. Un-système de manufactures ne peut aller avec une population éparse. Il lui faut modicité de salaires , concours des arts , & des échellons infinis de main-d'œuvre pour soutenir la concurrence. Or tant que l'Amérique aura d'aussi vastes pays & si peu de main-d'œuvre , il lui sera impossible d'aspirer à être l'émule de l'Europe. Quel est l'Américain que vous astreindrez à se sécher sur un métier , tandis que maître d'un champ , il peut promener des regards satisfaits sur son domaine , & dire , ici j'ai

planté & là j'ai creusé une source pour arroser : tandis qu'il voit dans son héritage celui de sa postérité , & en lui même un personnage que tous les liens de la société l'ont appris à respecter ? Si l'orgueil , si le plaisir ou le profit sont des motifs puissans sur le cœur de l'homme , ils doivent sûrement se combiner pour rejeter à une prodigieuse distance le moment où l'Amérique se livrera aux manufactures. Je pourrais pousser assez loin ce raisonnement ; mais il me suffira de m'expliquer de manière qu'on ne puisse point donner une fausse interprétation à ce que j'avance. »

» Je ne nierai point qu'il n'y ait quelques districts qui même très incessamment , s'occuperont de main d'œuvre. J'avouerai aussi , que le Manufacturier Européen , à qui il aura pris la fantaisie de passer en Amérique n'oubliera pas son art , du moment qu'il y sera débarqué : peut-être y fabriquerait-on quelques articles , de ceux qui se façonnent le plus aisément , & qu'on s'impatience d'attendre d'une côte éloignée , ou dont l'importation seroit difficile : enfin une politique bien entendue , feroit même quelques frais , pour entretenir des germes de manufactures nécessaires que dans un besoin pressant on seroit ravi de trouver & de mettre en activité. Mais , en tout cela , qu'y a-t-il d'allarmant ? Ne nous resteroit-il pas assez de commerce pour nous contenter ?

Est-ce que parmi les Nations d'Europe, chez qui les arts fleurissent le plus, un commerce libre, tel que sera celui de l'Amérique, ne rempliroit pas les ports de ces Nations d'articles des manufactures Britanniques? Je fais quelles appréhensions la cupidité est capable d'inspirer, & qu'un faux pas lui en fait craindre mille. Mais je fais de même, qu'il n'y a que les ames vraiment supérieures qui saisissent l'ensemble des choses, qui jugent d'un coup d'œil l'avantage ou le désavantage de refuser ou d'accorder, & qui sachent se prêter sans bruit à de petites exceptions toujours inséparables des grandes affaires. Je n'invoque d'autre autorité que celle des faits. Jusqu'ici, l'Amérique, quoique pressée par le plus urgent besoin, & par une guerre faite avec le plus furieux acharnement a-t-elle assez manufacturé pour sa consommation? Ne voyons-nous pas le prix de la main-d'œuvre prodigieusement haussé par ses besoins continuels? Et n'est-ce pas l'opinion de ses hommes les plus éclairés, que c'est uniquement dans les Colonies qui ont des esclaves, que des manufactures peuvent se soutenir, parce qu'il n'y a que des esclaves qu'on puisse astreindre à un travail assidu? α

Je crois avoir démontré que l'Amérique ne se passera jamais des *manufactures* de l'Europe (a) : voyons à présent à quelle boutique elle

(a) C'est une opinion du Chevalier *James-Steward*,

XVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

vaincre encore plus de la nécessité d'avoir une main-d'œuvre à eux , ou d'employer celle de France : & peut-être de s'interdire pour jamais , par une fausse politique , tout commerce avec l'Angleterre. Me direz vous que vous êtes bien loin de cette idée ? Mais votre envie est donc de susciter l'amour des armes & l'ambition dans un peuple que la nature avoit destiné pour la culture des terres , & qui avoit un immense pays à cultiver. Or je vous demande ce que vous ferez avec un tel système de commerce ? Pour moi je crois que la bayonnette moissonnera tous vos profits ; & que vous n'aurez d'autres comptes courans de commerce que des registres de morts & de blessés. Folie , détestable folie ! écoutez le conseil de la nature. Elle vous a indiqué le seul commerce utile que vous puissiez faire avec l'Amérique ; & c'est une vérité constante que tant que ses peuples auront un cœur pour aimer , l'épée ne pourra point conquérir leurs affections.

Le mystère , direz vous , a éclaté. C'est la France qui prétend nous faire la Loi. Elle nous dit , « vous ne ferez point la conquête » de l'Amérique. Vous ne mettrez point » d'entraves à son commerce. Elle tient ce » langage & l'appuie d'un armement qui est » une insulte pour nous ». Je vois donc ce qui en est. Une Puissance hautaine , humiliée par ses revers , qui arme dans un moment si critique , vous donne de justes allarmes :
vous

vous craignez une guerre avec elle. Peut-être cette Puissance ne s'est-elle tenue tranquille que par politique : peut-être est-ce faute de savoir quel parti prendre : ou peut-être s'est-elle persuadée, en voyant l'Amérique, contre toute attente, se défendre si vigoureusement, qu'elle pouvoit se dispenser de prendre hautement le parti qui lui convient le mieux dans cette querelle. Vous convenez donc qu'une guerre très-prochaine en Europe vous paroïssoit à craindre ; & le ministère a bien fait voir, en ordonnant la presse, qu'il le pensoit ainsi. Mais qui est-ce qui osera dire que nous soyons affranchis de cette crainte ? L'armement de la France, vis-à-vis de toutes les assurances possibles de nos dispositions pacifiques, en lui donnant l'interprétation la plus favorable, doit signifier, d'abord que la France n'entend nous rendre aucun compte du plan de conduite qu'elle a suivi jusqu'ici à l'égard des Américains : en second lieu, que si elle voit l'Amérique prête à succomber, elle rétablira l'équilibre en nous déclarant la guerre ; & enfin qu'elle a voulu se mettre en état de profiter des événemens. A cela qu'il me soit permis d'ajouter, que tant que notre ennemi naturel restera armé, & qu'il pourra commencer la guerre avec un avantage apparent, notre querelle avec l'Amérique sera bien plus difficile à arranger.

Dites-moi, je vous prie, si dans de telles

xviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

circonstances nous avons si grand sujet de nous congratuler quand nous apprenons que la France a bien voulu faire relacher un paquebot qui nous avoit été enlevé ? Oui, certes, vous devez trouver la France bien honnête : » elle vous rendra des paquebots, » tant que vous voudrez pour avoir des Pro- » vinces ».

Passons à une autre considération. Pendant la guerre dernière nos emprunts se faisoient avec facilité ; & il y avoit une bonne raison pour cela, c'est que la banqueroute de la France, (en 1779, au milieu de la guerre, que cela ne l'empêchera pas de poursuivre) donna une telle secousse à son crédit que tous les gens à argent en Europe, n'avoient plus de dépôt sûr pour leurs richesses que dans nos fonds. Mais aujourd'hui que le crédit de la France se relève avec son commerce, son économie & son bonheur, & que le crédit de l'Angleterre baisse dans la même proportion, il devient facile à la France de partager la confiance publique avec nous & d'anticiper, pour une portion considérable, sur des emprunts qui sembloient nous appartenir exclusivement.

S'il vous paroît étrange & odieux que les Hollandois vous abandonnent dans le moment du besoin ; cherchez en la cause dans la réduction prodigieuse du produit de vos Douanes l'année dernière : dans un déficit

de près (a) de onze cents mille liv. sterling. (Il a été de 1,075,960 l. net, & 1,419,930 l. gros, moindre que l'année précédente) dans les allarmes de guerre qui couvrent aujourd'hui toute l'Europe : dans notre guerre civile : dans la perte que nous avons faite de notre commerce & de notre crédit, dans le nouveau canal que l'un & l'autre se sont ouverts. Réfléchissés sur tout cela : jugez vous-même de votre situation, & dites moi si vous pouviez attendre un autre effet de vos menaces aux Etats généraux, dans le Mémoire présenté le 17 Février dernier par votre Ambassadeur, Soyez étonnés si vous le pouvés du stile dans lequel on y a répondu, & de l'affectation avec laquelle cette réponse a été envoyée au Roi lui-même, sans passer par votre Ambassadeur ni par vos Ministres. Comment nous sortirons de ce labyrinthe, Dieu seul le fait; mais très-certainement ceux qui nous y ont engagés ne le savent pas. Les événemens prennent un élan trop rapide pour que nos yeux puissent les suivre long-tems. Il est cependant une circonstance, je dis une seule, dont nous recevrons quel-

(a)

Produit net de la Douane.

En 1773	2,200,000 l.
1774	2,100,000.
1775	2,675,660.
1776	1,600,000.

b ij

XX AFFAIRES DE ANGLETERRE

que soulagement. Ce seroit une prompte & entiere conviction de l'impossibilité & de l'inutilité d'une conquête de l'Amérique, & des risques que nous courrons à en poursuivre le dessein. Dieu veuille qu'avant peu, puisse nous manquer tout ce qui seroit capable de nous y encourager. Dans une persuasion comme celle où je suis, qui pourra me faire un crime de ce vœu? Il faudroit donc souhaiter que des projets ruineux pussent être soutenus par d'heureux commencements.

Compter sur nos Ministres actuels, pour un accommodement, c'est se tourmenter ou se flatter en vain. Leurs bévues sont trop lourdes pour qu'on ose concevoir cette espérance. D'ailleurs pour un autre plan, il faut d'autres ouvriers. Pour qu'une réconciliation fût praticable il conviendrait que les Ministres actuels eussent plus de respect pour les Américains, & que les Américains en eussent quelque peu pour eux. Il est donc très-vraisemblable qu'ils iront leur train, persuadés qu'on leur pardonnera plus aisément de manquer de succès que d'avouer eux-mêmes leur ineptie. C'est sous ce point de vue que j'envisage une guerre avec la France comme un événement absolument nécessaire à ces Ministres pour sauver leur honneur; & c'est là ce qui m'explique clairement cette phrase du Lord Mansfield dans son discours à la Chambre des Pairs le 30 Mai dernier. " Ce n'est point à présent le

moment de négocier : il faut pousser notre pointe «. — Dans le mois de Juin suivant, pour donner un coup d'épaule à l'emprunt qui en avoit le plus grand besoin, nos Ministres faisoient publier par tout qu'on alloit faire la paix avec l'Amérique. Il y a des raisons encore plus impérieuses que les formes de notre constitution, qui pourroient décider nos Ministres à faire annuler des Actes du Parlement par le Parlement lui-même. Le Parlement n'a-t-il pas le droit de délibérer sur cette révocation, ou lui a-t-on défendu de l'exercer ? alors il n'y a plus de paix à espérer pour nous. S'il y avoit eu quelque défection réelle dans les Colonies, on l'auroit publiée ici sur les toits. Une nouvelle si intéressante pour les Ministres, se seroit autrement propagée que par l'encre bourbeuse & les plumes émoussées de leurs Ecrivains mercenaires.

Dans des affaires qui ne voudroient être traitées que par des ames grandes & honnêtes, des esprits ignobles & retrécis font plus de mal que l'intelligence la plus éclairée ne peut en redresser. Quant à la motion du *Lord Chatham* (du 30 Mai dernier) il eût été à souhaiter que sa santé lui eût permis de la faire plutô. Mais il ne peut jamais être trop tard pour détourner l'affreuse ruine qui nous menace, & pour arrêter le bras prêt à verser le sang. Il ne peut jamais être trop tard pour rappeler à nous les affections des Amé-

xxij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

ricains , & rompre leur liaison naissante avec la France. Si dans l'intervalle nos armes ont eu quelque succès ; notre indulgence rendra ces succès plus constants : si elles ont au contraire éprouvé quelque disgrâce , l'ayant moins méritée , nous aurons moins de peine à la supporter.

Il y a eu un moment où un accommodement auroit pû se faire en dépit de la France. Il ne s'agissoit que de renoncer à quelques fottes combinaisons qui ne pouvoient produire aucun bon effet , & qui nous coûtent dix millions sterl. par an , & notre sûreté , pour les avoir soutenues. Peut-être avant peu la nation voudra t-elle savoir pourquoi on a tenu une pareille conduite. Il n'est point nouveau sous le ciel qu'une grande & sage Nation se soit trompée dans ses jugemens sur des pays éloignés. Il n'est point nouveau non plus qu'elle soit revenue de son erreur. Que ceux qui ont des torts se défont de son ressentiment.

Quiconque veut mettre à découvert l'excès de sa vanité & la foiblesse de sa judiciaire , qu'il s'amuse à prophétiser sur les événemens prochains. Je viens de le faire sans doute ; mais j'avoue que je puis m'être trompé. Au reste j'ai raisonné d'après des principes : j'ai pris mes conclusions avec circonspection. Je ne fais point consister mon plaisir à broyer du noir ; si mon pinceau n'est pas gai , c'est la faute du sujet plus que celle de l'artiste.

D'autres ont suscité la tempête & ont lancé le frêle navire de l'Etat au milieu des flots irrités ; moi , je n'ai fait que peindre le naufrage «.

Fin des réflexions du Bystander.

JE CROIS, Monsieur, que vous avez vu assez de discussions sur les intérêts & les convenances, & qu'il vous seroit agréable d'apprendre quelques faits. Je voudrois de tout mon cœur en avoir à vous mander ; mais je ne le ferois qu'autant qu'ils me paroistroient constatés. Je ne vous ai point parlé des avantages considérables qu'on vouloit que les Généraux Putnam & Washington eussent remporté successivement sur le Lord Cornwallis & sur le Chevalier Howe, parce qu'ils étoient visiblement controuvés, puisqu'à la date du 4 Juin, tout étoit encore tranquille dans les Jerseys, & que la grande déroute du Général Howe devoit être du premier de ce mois. Cette nouvelle étoit fausse ; & vous avez dû la juger telle d'après le P. S. de ma dernière lettre. Le bruit qui s'est répandu de la défaite totale & de la mort du Général Washington ne peut pas avoir plus de fondement. On a ici des nouvelles de New-York en date du 6 Juillet, qui n'annoncent rien de semblable. Il y a donc disette de nouvelles, depuis qu'on est informé de l'embarquement du Chevalier Howe avec son armée ; & c'est

XXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

une disette, qu'on peut appeller scandaleuse, d'après l'humeur qu'elle donne aux Anglois des deux partis. Elle a suggéré à un mauvais plaisant l'idée d'afficher l'armée Angloise, comme un effet perdu, & d'offrir une récompense à celui qui en donneroit quelque nouvelle. Comme il n'est point dans mon plan de vous entretenir de quolibets, non plus que de souiller mon papier de mensonges, j'ai cherché à me procurer des connoissances vraiment intéressantes sur l'état actuel des affaires en Amérique; & le bonheur qui me suit dans tout ce que je desiré de faire pour vous obliger, a livré entre mes mains une correspondance extrêmement curieuse entre Mylord Germaine & M. Edmond Burke, qui roule entièrement sur l'armée du Général Howe. Il me reste trop peu de tems avant le départ du courier, pour vous traduire les quatre lettres où ces deux champions, des partis opposés se livrent un combat des plus animés, à la faveur de l'incognito de noms symboliques. Je me bornerai à en extraire tout ce qui peut éclaircir nos doutes sur l'objet du rembarquement de M. le Chevalier Howe. Ce sont deux personnages très-instruits qui ne se dissimulent rien de ce qu'ils savent à la charge l'un de l'autre. Nous pouvons regarder comme certaines toutes les notions que dans la chaleur de leur querelle il s'évertueront à nous donner.

M, Edmond Burke accuse Mylord Germaine d'être cause de la perte de la campagne : il lui rappelle que depuis longtems le Général Howe demandoit ses équipages, sans lesquels il lui étoit impossible d'entreprendre aucune marche ; » ces équipages, poursuit-il, devoient être rendus en Amérique au commencement d'Avril, & ils n'y sont arrivés que le 24 Mai. Vous ne pouvez pas ignorer qu'une campagne en Amérique pourrit les tentes, par l'effet des abondantes rosées, & que l'équipage d'une armée entière, ne peut pas servir dans la campagne suivante seulement pour mille hommes..... Cette négligence vous fera reprochée, & vous chercherez envain à vous excuser sur la négligence de l'Entrepreneur avec qui vous avez fait vos absurdes & ruineux marchés. »

» L'Armée du Général Howe n'a pu quitter ses quartiers que le 14 Juin. C'étoit la saison des fortes chaleurs ; l'Officier, comme le Soldat s'est vu obligé de porter lui-même ses subsistances & ustenciles. Il a fallu marcher par un pays coupé de rivières & de lacs, enfoncé & marécageux, & où on étoit perpétuellement harcelé par l'ennemi ; voilà notre ouverture de campagne, voilà ce qui est résulté de votre négligence..... L'été sera sur sa fin avant que nous ayons atteint Philadelphie..... Quel avantage retirerons nous de le brûler ?

XXVj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Ce n'est pas la prise de cette Ville qui ramènera les cœurs des Colonistes ; & cependant Mylord , les gens de votre parti ne cessent de dire depuis une quinzaine de jours que la prise de Philadelphie est tout ce qu'on pourra faire dans cette campagne. »

» Je reprouve & toute la Nation reprouve avec moi , votre plan de jonction entre l'armée du Canada & celle du Chevalier Howe. La distance de Quebec à New-York est de six cents milles , par une route presque impraticable. Les glaces n'ont pu disparaître de dessus les lacs avant la fin de Mai. L'ennemi a sur le lac George plusieurs postes d'où il faut le chasser. Ces postes seront ou détruits ou garnis de troupes. Plus l'armée gagnera de terrain , plus elle s'affoiblira , & plus elle trouvera d'ennemis à combattre. Que de peines & de dangers elle aura à surmonter dans une longue marche sur les frontieres de la Nouvelle-Angleterre , où elle est attendue par une armée de dix huit mille hommes , qu'elle ne verra nulle part & qu'elle trouvera partout. Et rien ne sera fait encore lorsque la jonction , avec ce qui restera au Général Burgoyne de ses douze mille hommes , sera effectuée. Car le grand objet n'est point la prise du fort Ticonderago , ni l'ouverture d'une communication entre le Canada & la Nouvelle-York , c'est la jonction des deux armées. Eh ! que ne la faisoit-on par mer ? Mais vous avez

craint, Milord, que la marine Américaine, qui nous désole à quinze cents lieues, & sous le canon de nos arsenaux, n'enlevât ou ne dispersât une armée dont vous attendez de si grandes merveilles «.

M. Burke termine cette première lettre en accusant Milord Germaine d'avoir feint d'ignorer les secours que la France donnoit ouvertement aux Américains, afin de s'en faire un moyen de justification lorsqu'on apprendroit que la campagne a été entièrement perdue, parce qu'il est impossible qu'il n'ait pas lui-même prévu que ce seroit là l'unique résultat de son imprudente conduite.

VOICI la substance de la réponse du Ministre. Il débute par rejeter sur un autre la négligence qui lui est imputée. » Le Secrétaire de la guerre (Milord Barington) est seul chargé de fournir aux armées leurs équipages de campagne ; & il est si indépendant à cet égard, que les Secrétaires d'Etat n'ont pas plus d'autorité sur lui, que lui-même n'en a sur eux. Ce n'est donc qu'à ce département qu'on peut s'en prendre de ce que la campagne s'est ouverte si tard, & si les équipages ne sont arrivés que le 24 Mai, c'est qu'apparemment les vents auront été contraires «.

» En Allemagne, dans la dernière guerre, on commençoit une campagne avec les équipages de la précédente. Les tentes qui étoient restées au Général Howe pouvoient bien

xxviiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

servir pendant quelques jours , jusqu'à la prise de Philadelphie , où l'armée se seroit cantonnée en attendant l'arrivée des équipages. Il n'y auroit pas eu de tems de perdu , puisque l'armée , en possession de ce poste important , auroit protégé les fideles sujets du Roi , répandus en grand nombre dans la Pensylvanie , dans le bas Delavarre , ainsi que sur la côte orientale du Maryland , & qu'elle y auroit reçu les soumissions des pays circonvoisins , & levé des corps provinciaux , comme on l'a fait à New-York. — La dépêche du Chevalier Howe du 22 Mai , qui a été publiée par la Gazette de la Cour , nous apprend *que le Lord Cornwallis étoit campé à Brunswick sous les tentes de l'année dernière.* C'est donc une preuve que les vieux équipages pouvoient encore servir.

Quant aux difficultés du pays , elles ne sont point telles qu'il vous plaît de les représenter. La distance de Brunswick à Philadelphie n'est que de soixante milles (20 lieues) & il n'est pas vrai qu'il y ait plusieurs lacs & rivières à traverser , ni que ce soit un pays noyé & marécageux. Au surplus en embarquant l'armée on pouvoit la conduire par le Delavarre , à l'abri du canon des vaisseaux jusqu'à la ville de Chester. Ce lieu est éloigné de neuf milles , des chevaux de frise & l'armée pouvoit prendre en flanc & à dos la batterie ou fort élevé par les Rebelles pour défendre les

chevaux de frise, les gondoles & radeaux, brulots, ainsi que le passage de la rivière. Ce fort ne pouvoit pas tenir, n'étant gardé du côté de terre que par trois petits forts, qui pour toute artillerie ont chacun un canon monté. — Toutes ces défenses pouvoient être ou détruites par nous ou conservées pour notre propre usage.

Philadelphie située à six milles au dessus du fort, occupe la longueur de deux milles sur le bord du Delavarre. L'eau y est assez profonde pour qu'un vaisseau de 40 canons puisse mouiller le long des quais. La ville étant bâtie sur un terrain plat, & toutes ses rues à angles droits, le canon l'enfileroit dans tous les sens, & comme toutes les maisons sont couvertes en lattes, les carcassières y mettroient le feu en un instant. Il est donc visible que Philadelphie n'est point tenable pour une armée qui ne commanderoit point tous les environs, sur eau comme sur terre. — Or, peut-on, sans un ridicule extrême, supposer qu'une canaille de rebelles, (car je ne puis donner le nom de soldats aux Américains sans le profaner) qu'on a vû fuir honteusement de New-York aux plaines blanches, & de Bergen au fort Lée, dans un pays qui ne peut être comparée qu'aux Alpes apennines, & où ils s'étoient fortifiés de toutes les manières pendant six mois : comment supposer, dis je, que des bandits impuissans & lâches puissent défendre une place

telle que je viens de représenter Philadelphie, ou tel autre pays où il plaira au Général de faire marcher les troupes Angloises ? Si cependant les postes rebelles ne sont point attaqués, il sera aisé d'exhalter la belle défense qu'ils y auroient faite.

» Quant à l'utilité dont seroit la prise ou la destruction de Philadelphie, je me contenterai de dire que cette Capitale de la Pensylvanie est enfoncée à 150 milles (50 lieues) dans l'intérieur du pays : que c'est le principal grenier de l'Amérique : que les trois Comtés inférieurs de Delavarre (aujourd'hui un des Etats-unis) & la côte orientale du Maryland, doivent tomber avec cette Ville. Une ligne tirée de Philadelphie au fond de la baie de Chésapeak, seroit la base d'un triangle formé par les trois Comtés susdits ; & une partie considérable de la Pensylvanie, dont les côtes sont par-tout sur la baie & sur le Delavarre, est accessible de toutes parts à nos vaisseaux : de sorte que tout ce pays nous est ouvert, de même que nous le couvrons en entier. — Les Rebelles n'ignorent aucun de ces détails, aussi ont-ils la plus grande peur de nos projets contre Philadelphie, & avec d'autant plus de raison que dans tous les pays que je viens de décrire, les Habitans les plus considérables & la plus grande partie du reste sont portés pour l'ancien Gouvernement. Ce pays une fois réuni sous l'obéissance du Roi, & toute

communication avec l'étranger lui étant ôtée, les frégates iront établir leurs croisières dans la baie de Massachussets, devant Charles-Town, Savanah & le cap Fear, les seuls aziles qui restent aux Américains. Les Provinces septentrionales, étant coupées d'avec les méridionales, que feront les premières qui ne peuvent point cultiver de grains? Que feront-elles toutes sans habillemens, comme l'année dernière (Quelques-uns de leurs Ports furent ouverts pendant plusieurs mois de suite, & le drap s'y vendoit jusqu'à cinq livres sterl. la verge: une paire de souliers vingt shellings; & le reste en proportion. Quant au papier monnoyé il perdoit cent pour cent en dépit de M. le Docteur Price. Et ce discrédit est certainement la preuve d'une désunion, d'où suivra la destruction de la prétendue indépendance. *Sic transit gloria mundi* α.

» La réduction de Philadelphie opérée, Milord Germaine se flatte, que même la campagne fût-elle très-avancée, il restera encore assez de tems à l'armée du Roi pour s'emparer de quelqu'autre ville non moins importante, & qu'après cela il ne restera plus d'azile aux Rebelles, si ce n'est chez les Sauvages qui les massacreront, ou qu'ils seront contraints d'errer dans les déserts & d'y brouter l'herbe, de sorte qu'ils n'aient d'autre parti raisonnable à prendre que de rentrer sous l'obéissance du meilleur des Rois & de la plus sage des constitutions α.

xxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» L'Ecrivain de Milord conclut de tout cela que la campagne actuelle & l'hiver dont elle sera suivie , feront prendre une face toute nouvelle aux choses en Amérique ; & qu'il n'aura point lieu de changer d'opinion ni de système , puisque tous ses raisonnemens sont établis sur des faits incontestables ».

CETTE RÉPONSE du Ministre n'est pas restée sans réplique. Voici les principales objections que lui fait M. Edmond Burke.

» La guerre d'Amérique, Milord, roule uniquement sur vous : en qualité d'*homme de guerre expérimenté* , on vous en a laissé la conduite entière , dont vous avez volontairement offert de vous charger. C'étoit donc votre devoir de veiller à l'envoi des équipages , & ils auroient dû partir , au plus tard en Février , pour que le Général Howe , ainsi qu'il a mandé *que c'étoit son intention* , eût pu ouvrir la campagne en Mai. Ce retard a donné la facilité à un Général vigilant & habile , d'opposer à votre armée une efficace résistance , ainsi que nous l'éprouvons malheureusement. Washington n'étoit point dans les Jerseys au tems (en Mai) où le Général Howe eût voulu ouvrir la campagne. Ce n'est point la faute de ce dernier s'il a été repoussé pour s'y être présenté trop tard. Le Parlement vous demandera compte Milord de cette négligence ; & il ne se payera point de vos défaites. Il n'est pas bien de rejeter sur une autre les mauvais succès d'une

d'une guerre que vous avez demandé à conduire. Vos amis d'Oyley & Knox (deux Commis de confiance de Milord, & qui écrivent pour lui) devroient, ou mieux vous conseiller ou vous suggérer de meilleures excuses. »

» Les campagnes en Allemagne & en Amérique, ne me paroissent point pouvoir s'assimiler. L'humidité infecte & les brouillards de l'Amérique pourrissent les tentes, bien plus que les pluies d'Europe. Le Général Howe a écrit que Milord Cornwallis campoit à Brunswick avec les tentes de l'année dernière ; mais il campoit sous un quartier où son armée avoit un azile contre l'inclémence de l'air. Cela ne nous prouve point que ses tentes fussent bonnes. »

Quant aux nombreux amis de l'ancien gouvernement dans les Jerseys, M. Burke fait observer à Milord, qu'il pourroit bien être dans l'erreur, sur ce point comme sur beaucoup d'autres. » Il y a longtems que le peu de Royalistes du Comté de Delavarre ont été désarmés & expulsés du pays. Les Habitans qui y sont restés, n'ont nul besoin de votre protection & ne l'accepteroient pas. Comment l'expérience du passé ne vous a-t-elle pas appris à vous défier de ces especes de rapports ? A entendre les Gouverneurs Américains depuis Hutchinson jusqu'au Lord William Cambell, il sembloit que les Colonistes n'attendissent que l'arrivée des troupes du Roi pour venir grossir ses armées. Le Gouverneur

Tryon n'avoit-il pas flatté le Général Howe que cinq ou six mille Américains viendroient le joindre aussi-tôt qu'il paroîtroit sur le continent ? C'est par cet appât que s'est faite l'expédition absurde de Danbury. On y a été honteusement & rudement repoussé avec plus de perte que la Gazette n'a osé le dire ; & encore par les Milices Américaines , dont il n'est pas venu un seul homme aux drapeaux du Roi. Vous savez, Milord ; ce qui vous a été dit par M. *Livingston* , & des plus vraies dispositions des Américains & de leur état de défense à Philadelphie. Si je ne craignois de mettre trop à découvert la nudité de mon pays, je vous rapporterois, Milord, plus de détails que vous n'imaginez de votre entretien à ce sujet avec M. *Livingston*. Mais vous étiez à l'audience que le Roi donna dernièrement à un Officier de distinction de retour de l'Amérique : vous avez vu avec quelle franchise il a dit au Roi qu'il *n'y avoit pas un Américain dont le Général Howe ne fût détesté.* »

» De votre bureau vous faites arriver l'armée avec une rapidité & une aisance merveilleuse à Philadelphie. Écoutons le Chevalier Howe dans sa lettre au Général *Harvey*, il lui mande qu'il *ne peut point pénétrer par les Jerseys*, faute d'avoir ses équipages. Sur cela vous voulez qu'il s'embarque pour remonter le *Delavare*, & vous nous faites une description charmante des facilités

que l'armée trouvera par cette route. Il est fâcheux que je puisse vous citer une dépêche secrète du Lord Howe à Milord Sandwich. Vous n'ignorez pas qu'elle est venue par le paquebot parti de New-York dans les premiers jours de Mai ». Il me sera impossible de remonter le Delavare à cause de la prodigieuse quantité de forts & de batteries qui couvrent les deux rives. Elles sont placées très-avantageusement & bien défendues, & par-tout elles commandent la rivière : si l'armée pouvoit les prendre par le côté de terre, je viendrois à bout de déranger les chevaux de frises, mais pas autrement.

Par le même paquebot, Milord, vous avez reçu une lettre secrète du Chevalier Howe, voici ce qu'il vous mande. *M. Washington a trouvé moyen, je ne sais comment, de se faire informer de mon plan de campagne. A peine avois-je tracé mes marches pour aller prendre les forts & les batteries sur les bords du Delavarre, pendant que la flotte auroit remonté la rivière de Philadelphie, qu'aussi-tôt M. Washington, a fait arriver dans ces forts, du gros canon, qui a traversé le Delavarre. Nous ferez-vous croire après cela que M. Washington a fait construire des fortins qui n'ont qu'une embrasure ?*

» Mais vous nous amusez des détails d'une attaque de Philadelphie par le Delavarre, qui se feroit, dites vous, avec la plus grande facilité, tandis que vous savez que sur l'im-

possibilité reconnue de réussir, on a changé de plan, & que c'est à la Baye de Chésapeak que l'armée doit s'être portée. Peut-être bien en effet prendra-t-on Philadelphie par cette Baye, en la remontant jusqu'à la rivière d'Eik, tout au moins, il y aura quelques poulailliers de volés dans le Comté de Lancastré; eh bien vous aurez de quoi remplir une gazette extraordinaire, que vous ferez sonner bien haut à la rentrée du Parlement. Il est trop juste que vous ayez quelque motif pour demander de nouveaux subsides. On ne vous donneroit pas en l'air huit ou dix millions sterling. Mais desiez vous d'une visite du Général Lewis à la tête des Virginiens & des Sauvages Cheraquis. Il y a aussi de ce côté là de cette canaille Américaine, de ces lâches bandits, qu'on ne peut appeller du nom de Soldats sans le profaner. En vérité, Milord, s'il faut un vengeur au nom de Soldat, c'est fort bien fait à vous de vouloir l'être: nul autre n'apporta pour cet honneur, plus de titres de *Minden*. »

» Quant à l'importance de Philadelphie pour les Américains, comme leur principal grenier, c'est un conte de l'espece de celui des Royalistes des pays intermédiaires. Sachez Milord, que tous les canaux d'importation tous accessibles & spacieux, sont aujourd'hui entièrement libres. L'Amérique s'est prodigieusement fortifiée depuis que vous vous êtes chargé de la réduire. Ses accroissemens lui viennent de toutes parts. Il ne fera plus

ce tems où elle étoit reduite à ne recevoir ses subsistances que de la Grande-Bretagne. »

» J'aurois, Milord, encore bien d'autres observations à vous faire ; mais je m'arrête ici ; mes sentimens ne me permettent point de divulguer , à toute l'Europe , dans un moment si critique , l'entiere impossibilité où nous sommes de conquérir l'Amérique , ci-devant le plus beau joyau de la Couronne Britannique , & que votre ineptie lui a fait perdre pour toujours. »

L'Ecrivain de Milord Germaine a mis au jour une seconde lettre , comme suite nécessaire à la réponse que vous avez déjà vue. Elle roule en grande partie sur l'expédition du Général Burgoyne contre Ticonderago , & sur la jonction projetée des deux armées. Il conteste à M. B. Son assertion sur les distances & sur la difficulté des chemins , ainsi que sur les obstacles que l'armée Américaine pourra mettre aux progrès de celle de M. Burgoyne. Il fait voir de quelle importance est le poste de Ticonderago , respectivement la clef du Canada & des Provinces révoltées. Il en tire la preuve des soins que prirent les François dans la guerre dernière pour fortifier ce poste alors appelé fort Carillon , & des efforts mêmes des Américains pour le garder , tant dans la campagne dernière où il leur a coûté toute leur marine sur les lacs , que dans celle-ci ; & enfin du choix qu'ils ont fait de M. Gates , un de

xxxvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

leurs meilleurs Officiers , pour le défendre. Il regarde la prise de ce poste comme assurée , & fait les plus vifs reproches à M. B. d'avoir voulu d'avance ravaler le mérite de cette conquête , qui mettra l'ancien Gouvernement dans la possession du district d'Albany , excellent pays à bled , où S. M. trouvera un nombre prodigieux de fidèles Sujets. A cette occasion , il assure qu'aussi-tôt qu'un des partis avancés du Général Burgoyne eut paru sur les lacs , cinq cents Royalistes sont venus en corps s'y joindre. Il espere que cet exemple sera suivi de tout le reste des Habitans , jusqu'à la Province de New-York , & que ce seront autant de moyens de se recruter , qui seront enlevés à l'armée Américaine , sans parler de l'avantage de se séparer entièrement les Colonies Septentrionales d'avec les Méridionales , & de communiquer librement avec le Canada par la rivière de Hudson. Le surplus de cette seconde lettre consiste en reproches sur la lâcheté des Américains , & en sarcasmes sur le nombre & force de leurs légions. Elle finit par un trait contre *Philio-Junius* qui indique clairement que Milord Germaine reconnoît sous ce nom M. Edmond Burke , puisqu'il l'attaque sur une façon de penser , relativement à ses constituans de la ville de Bristol , qui est consignée dans le dernier écrit de ce Député aux deux Sheriffs de cette Ville.

ET DE L'AMÉRIQUE. xxxix

CETTE correspondance doit vous donner, Monsieur, de grandes lumieres sur l'état actuel de la guerre d'Amérique. Il vous sera aisé d'après les plans qui y sont tracés, d'apprécier les premieres nouvelles qui en arriveront, & même de prévoir la suite des événemens : mais outre l'avantage de pouvoir démêler la vérité à une si grande distance, vous avez encore celui de pénétrer jusques dans les débats intérieures du Conseil ou vous pouvez être sûr que ces mêmes matieres ont été agitées, ainsi que vous l'indique clairement la communication donnée à M. Burke des lettres confidentielles du Chevalier & du Lord Howe.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 19 Août. — Au moment de fermer ce paquet, je reçois, Monsieur, des nouvelles très-intéressantes, dont je vais vous faire part sur le champ. — Les Américains ont eu le bonheur de prendre un Officier Anglois de distinction, de la même maniere que le Général Lée avoit été pris par le Colonel Harcourt. C'est M. le Général Prescott, qui commandoit dans l'Isle de Rhode-Island, depuis le départ du Lord Percy. Il habitoit une campagne éloignée de quel-

xl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ques milles de la ville de New-Port. Des Américains détachés de l'armée d'Arnold y sont venus par eau, & l'ont enlevé de son lit avec le Capitaine Walsh, son Aide de Camp. Ce coup de main s'est fait si secrettement, qu'on ne l'a su que le lendemain dans la Ville de New-Port. C'est la prouesse de douze braves Marins qui ont voulu terminer les contestations sur l'échange du Général Lée, auquel on croit à présent que la Cour sera forcée de donner les mains. Le Chevalier Howe, qui n'étoit point encore parti de New-York quand il a reçu cette nouvelle, a confié ce commandement au Général Pigot, qui s'est embarqué sur le champ pour Rhode-Island.

L'évacuation des Jerseys s'est effectuée à la fin de Juin, & les derniers bataillons, composés des Gardes, se sont embarqués le 30. Ces divers Corps, aux ordres du Lord Cornwallis, avoient été harcelés depuis le 22 par les Américains. Le 30, sur-tout, ils ont été fort maltraités, & il y a eu une action très-vive, dans laquelle le canon des Américains leur ayant été pris, ils l'ont repris de nouveau. Dans cette affaire, M. Finch, Colonel aux Gardes, frere des Comtes d'Aylesford & de Suffolk, a été tué, & le Général Grant a eu un cheval tué sous lui. Enfin, les troupes du Roi, après avoir prodigieusement souffert des maladies & de la faim, dans les Jerseys,

sur-tout depuis quelques semaines , ont entièrement abandonné ces Provinces & se sont embarquées pour l'Isle Staten , d'où l'armée , forte , dit on , de dix-sept mille hommes , est partie le 12 Juillet , vraisemblablement pour la Baye de Chésapeak : les deux Freres étoient embarqués sur le même vaisseau. Il restoit dans New-York un corps de Loyalistes du pays , soutenu de trois vieux régimens aux ordres du Général Clinton. On a su ces détails par les Colonels Ogilvie & Osborne , arrivés le 16 Août à Portsmouth , sur le bâtiment de transport la *Lady Gage* , qui a fait cette traversée en 21 jours. Les partisans du Ministère répandent que ce bâtiment étoit du convoi d'un vaisseau de guerre (le *Niger*) sur lequel sont des lettres du Chevalier Howe , qui doivent apprendre à la Cour , que Ticondérago a été pris le 7 Juillet par le Général Burgoyne. Mais quoiqu'on sache bien tout ce qu'on peut attendre de l'habileté du Général Burgoyne , ainsi que de la valeur & de la force de son armée , cette grande nouvelle trouve beaucoup d'incrédules. On n'imagine point comment il se fait qu'elle vienne par la Nouvelle-York , tandis qu'on auroit pû la favoir en Angleterre beaucoup plutôt par Quebec. Mais ce que l'on conçoit plus aisément , c'est le motif pour lequel le Gouvernement voudroit qu'elle pût s'accréditer. Elle soutiendrait pendant quelques mo-

xlij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

mens les fonds publics, qui recevront une rude secousse de l'enlèvement du Commandant en chef de Rhode-Island & de l'abandon des Jerseys.

*Lettre d'un Banquier de Londres ,
à M *** à Anvers.*

De Londres le 10 Septembre 1777.

Au milieu des incertitudes qui sans doute vous agitent, Monsieur, sur l'état actuel des armées Américaines, & peut être aussi de la cause de l'indépendance, j'imagine que vous lirez avec intérêt deux écrits qui viennent de paroître ici dans les papiers publics: l'un sur la maniere dont les Généraux Anglois traitent leurs prisonniers, l'autre sur le sort qu'un certain parti voudroit que l'on fît aux Militaires Etrangers qui pourront être pris les armes à la main en Amérique.

*N^o I. Traitemens des Américains prisonniers de
l'armée du Roi.*

Les Papiers publics ont donné, il y a quelques tems, un discours du Gouverneur Livingston au Conseil & à l'Assemblée du Nouveau Jersey. Ce Gouverneur s'y plaignoit amèrement de la conduite de l'armée Angloise. Suivant lui, les déprédations des Anglois surpassent celle des Goths, & les Sauvages sont moins barbares qu'eux. Malheureusement ces reproches ne sont que trop fondés, ainsi qu'on peut s'en convaincre par une relation

N.^o X X V I I.

e

XLIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

que vient de donner la *Gazette de New-London*. Quantité de lettres particulieres fournissent encore de nouvelles preuves de la politique atroce du Ministère Anglois ; mais jusqu'à présent ces lettres ne sont point connues du public parce qu'elles ont été confiées à un Comité nommé par le Congrès pour travailler à une histoire autentique de ce qu'on appelle de nos jours *l'humanité Britannique*, & qui sera rédigée sous les yeux du Docteur Witherspoon, Président de ce Comité «.

» Grand Dieu ! combien le caractère national des Anglois est dégradé ! comme ils sont déchus de cet état de considération & de gloire qui les distinguoit autrefois ! «

De la Gazette de New-London.

» J'espérois que quelque plume plus exercée que la mienne, traceroit la triste peinture de tous les maux que l'on fait souffrir à nos compatriotes prisonniers à New-York ; mais personne, jusqu'à présent, n'ayant écrit sur cette matiere, j'ai cru devoir vous envoyer la relation suivante, qui n'est qu'un précis de ce qu'on a appris d'eux-mêmes «.

» Aussi tôt qu'ils eurent remis leurs armes, on s'empara de tout leur bagage, de tout l'argent qu'ils avoient sur eux, sans leur laisser même le papier monnoye, quoiqu'il ne pût être d'aucune utilité à leurs ennemis. Leurs boucles de souliers & de jarre-

tiere leur furent pareillement enlevées. Il y en a même qui ont été mis tout nuds, sur-tout ceux qui avoient de bons vêtemens. On leur disoit que *de tels habits étoient trop bons pour des Rebelles*. Non contents de les dépouiller ainsi, les Anglois ne leur ont pas même laissé de linge pour changer; & ces malheureux ont été obligés de porter les mêmes chemises pendant trois ou quatre mois: la vermine & la malpropreté ont occasionné parmi eux différentes maladies contagieuses qui en ont fait mourir un grand nombre «.

On les fit conduire à bord des vaisseaux; & ils y furent descendus à fond de calle, où jamais l'air n'étoit renouvelé, & où ils étoient presque suffoqués par la chaleur. Quelques-uns des prisonniers faits au Fort Washington furent enfermés dans ces prisons infectes, où ils étoient en si grand nombre & tellement entassés, que, quoiqu'on fût alors au mois de Novembre, ils pouvoient à peine supporter aucuns vêtemens, étant dans une sueur continuelle. Après avoir resté quelque tems dans cette situation, & ayans leurs pores ouverts jusqu'au dernier degré de dilatation, ils furent subitement transportés dans des Eglises de New-York. Là ils ne trouverent ni feu, ni vêtemens d'aucune espece; & ils y souffrirent autant du froid qu'ils avoient d'abord souffert du chaud. Il en est provenu des rhumes, qui

xlvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

étant dégénérés en maladies violentes , en ont emporté un grand nombre «.

» Ils ont aussi prodigieusement souffert du manque de provisions & même d'eau. Le Commissaire prétendoit leur donner une demie-livre de pain & quatre onces de porc par jour ; mais on retranchoit encore beaucoup sur cette ration. Ce qu'on leur passoit pour trois jours n'étoit pas suffisant pour un ; & il y eut des tems où ils furent trois jours sans avoir quoique ce fût à manger. Enfin , ils souffrirent si cruellement de la faim , que quelques-uns de ceux qui étoient à bord des bâtimens mangioient le sel qu'ils trouvoient par terre : d'autres ramassoient le reste du son que l'on donnoit aux chevaux , & le mangeoient avec la boue & la poussière qui y étoient mêlées «.

Ils ne pouvoient point manger le pain & le Porc qui devoient leur servir de nourriture. Une partie du pain étoit fait avec le son destiné pour les chevaux , & l'autre étoit moisie. Quant au Porc , il avoit été avarié dans le transport d'Europe ; & ceux à qui la faim faisoit surmonter le dégoût que donnoient de pareils alimens , s'en trouvoient très incommodés. Les provisions gâtées que les Anglois n'auroient point osé offrir à leurs gens , étoient la nourriture de nos prisonniers malades & mourans «.

« Dans cette situation horrible , on leur refusoit jusqu'à leur suffisance d'eau : le peu

qu'on leur en distribuoit étoit si saumâtre & si dégoutante, qu'il falloit qu'ils fussent tourmentés par la soif la plus cruelle pour se résoudre à en boire «.

» Lorsque l'Hyver commença à se faire sentir, nos prisonniers restèrent sans feu & sans habits. Ils étoient enfermés dans des Eglises; & on ne leur donnoit du bois que pour cuire leurs alimens & même en très-petite quantité. Il n'ont eu ni couvertures, ni draps, ni même de paille pour se coucher, que peu de jours avant Noel «.

» La plupart de ceux qui avoient été pris à Rhode-Island, étoient malades de la dysenterie, & c'est dans cet état qu'ils furent entassés les uns sur les autres dans les vaisseaux à fond de calle, & ensuite dans les Eglises de New-York. Ils étoient réunis au nombre de quatre ou cinq cents, sans aucune espece de couvertures, & n'ayant pour se coucher, même les malades, que les planches des vaisseaux ou le pavé des Eglises. La contagion se communiqua à ceux qui se portoit bien, & qui probablement ne l'auroient pas gagnée sans l'inhumanité de leurs tyrans, qui les ont mis pêle mêle dans le fort des chaleurs de l'Été, & par conséquent dans une saison très-mal saine. La plupart de ces prisonniers moururent les uns de la dysenterie, les autres de la fièvre qui s'étoit propagée parmi eux. Pendant leurs maladies on ne leur donna aucun médicamens,

xlviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pas la moindre douceur, & ils ont été des mois entiers sans voir un Medecin «.

» Nous ne devons point non plus passer sous silence les outrages que ces Anglois si humains ont fait à nos compatriotes, ni les artifices qu'ils ont mis en œuvre pour les engager à passer au service du Roi, & à combattre contre leur patrie «.

» Il paroît qu'un de leurs objets, en faisant mourir de faim leurs prisonniers, étoit de les priver de tout pour les forcer à devenir traitres à leur pays, à leurs consciences & à leur Dieu; car en leur retranchant ainsi la nourriture, ils venoient à eux & leur disoient : *Voilà le juste châtimement de votre rebellion. Vous n'avez pas la moitié de ce que vous méritez; & de quelque façon que l'on vous traite vous ne serez jamais assez rigoureusement punis. Mais si vous voulez vous enrôler au service de Sa Majesté, vous ne manquerez ni de vivres ni de vêtements* ».

» Passons aux insultes que nos prisonniers ont essuyées. Les Officiers Anglois n'ont cessé de les charger de malédictions & d'imprécations comme rebelles; & ils les ont souvent menacés de les faire pendre tous. Un certain jour on leur présenta un paquet de cordes, & il fut ordonné à chaque prisonnier d'en choisir une pour être pendu. On poussa même la cruauté jusqu'à faire dresser des potences devant la prison, comme si l'exécution alloit se faire sur le champ. Quel-

quelquefois on les menaçoit de les envoyer tous aux Indes Orientales & de les y vendre comme esclaves. Enfin les Officiers Anglois sembloient se faire un jeu cruel d'insulter, d'effrayer & de vexer ces pauvres prisonniers. Les Bas-Officiers Anglois & les plus méprisables d'entre eux s'amusoient à maltraiter de parole nos Officiers généraux comme nos soldats «.

» Dans cette situation, sans feu, sans habits, sans vivres, sans boisson, même sans eau, & n'ayant que des alimens très mal sains & en fort petite quantité, la plupart gagnèrent des maladies cruelles & contagieuses. Ils furent cependant resserrés avec les autres par centaines dans une prison étroite pendant la plus mauvaise saison de l'année, sans couvertures, couchettes ou paille, sans linge pour changer, & sans vêtemens; aussi ne doit-on pass'étonner qu'ils soient tous tombés malades, & que privés de médicamens & de tous secours de Médecins, & rien pour rétablir ou soutenir la nature, il en soit mort des vingtaines par jour. Ceux qui étoient trop foibles pour être en état de s'aider eux-mêmes pourrissoient dans leurs fange en attendant que la mort, moins barbare que les Anglois, vînt mettre fin à leurs misères ».

» C'est ainsi qu'il est péri à New-York plus de 1700 braves Américains qui en

I AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

combattant vaillamment pour la défense de leur patrie outragée & opprimée, étoient tombés, par le sort de la guerre, entre les mains de nos ennemis. Plusieurs d'entre eux étoient à la fleur de leur jeunesse, tenoient à nos meilleures familles & donnoient les plus flatteuses espérances. Parmi ceux qui ont été remis en liberté, la plupart sont, ou morts ou mourans : leur tempérament est ruiné : il leur est impossible de se rétablir ; & ils traînent un reste de vie languissante. Le petit nombre de ceux qui avoient échappé au fléau de la contagion, meurent de la petite vérole qui leur a sûrement été communiquée, par quelque moyen abominable au moment de leur élargissement, afin que ceux qu'une constitution robuste ou une faveur particulière de la providence avoit sauvés de tant d'horreurs, ne pussent jamais exister pour leur patrie ».

» A ces affreux détails je joindrai la manière dont ils ont enterré ceux qui sont morts. Ils les traînoient hors de la prison, ou par un bras ou par une jambe : ils les empiloient à la porte jusqu'à ce qu'il y en eût assez pour emplir une charette ; ensuite ils conduisoient cette charette ainsi chargée jusqu'aux fossés creusés par le peuple de New-York, lorsqu'il fortifioit cette Ville ; & là ils jetoient les corps morts tous ensemble dans le fossé : après quoi ils les couvroient légèrement de boue & de fange ».

» Ces atrocités nous font connoître le caractère de nos ennemis. Ces fiers Bretons se vantent de leur honnêteté, de leur humanité, de leur sensibilité; mais que devons-nous penser d'une honnêteté qui les conduit à insulter, à vexer des malheureux défarmés & sans moyens de défense, à tourmenter des malades & des mourans : d'une humanité, d'une sensibilité qui les porte à massacrer, de sang froid, par centaines & par milliers, leurs propres compatriotes qui se sont soumis à leur pouvoir, & non-seulement à leur ôter la vie, mais même à les faire mourir à petit feu, à les traiter beaucoup plus cruellement que s'ils les eussent tous pendus le jour qu'ils les ont fait prisonniers. Les déserts de l'Amérique ont-ils jamais produit des Sauvages plus cruels, plus barbares, plus avides de sang, plus féroces, plus destructeurs de toute vertu humaine? Où trouve-t-on l'exemple d'un traitement aussi horrible envers des prisonniers? L'affreuse nuit de Calcutta ne peut être comparée avec toutes ces horreurs. Dans le cachot du Prince Indien, il n'y avoit que 140 prisonniers. Dans ceux des Anglois à New-York, il y en a eu plus de 3000. La souffrance de Calcutta n'a duré que quelques heures. La notre a duré quatre ou cinq mois. Dans l'une il n'y eut qu'un genre de supplice: dans l'autre il y en a eu mille. Celle-là fut probablement

liij A E F F A I R E S D E L' A N G L E T E R R E

l'effet d'un manque d'attention ou d'un mouvement de colère ; celle-ci a été certainement le résultat d'un sentiment réfléchi & d'un système prémédité. Il est aisé de juger de quel côté est la conduite la plus atroce & la plus abominable.

Tandis que nos malheureux concitoyens étoient ainsi traités par nos ennemis, nous en agissions bien différemment à l'égard de ceux que nous avons pris sur eux. Ils ont eu la liberté de se promener & même à cheval dans de grandes enceintes & toutes les fois qu'ils le vouloient. On les a fait vivre dans l'abondance , de sorte qu'ils n'ont jamais été aussi bien portans qu'ils l'étoient alors. Ce généreux traitement ne pourra jamais sortir de leur mémoire. Lorsqu'ils ont été échangés ; lorsqu'ils ont vu l'état déplorable des Américains , & qu'ils l'ont comparé avec celui qu'ils avoient reçu , ils n'ont pu retenir leurs larmes.

Une conduite aussi révoltante n'a pas besoin d'autre commentaire. Le simple récit de la chose fait horreur & produit plus d'effet que toutes les figures de Rhétorique. Ainsi sans m'étendre davantage sur un sujet aussi affligeant , j'ajouterai seulement que ceci nous fait connoître nos ennemis , & ce que nous devons attendre d'eux , si nous nous laissons dompter par eux , ou si nous avons recours à leur miséricorde : car la cruauté du caractère percé dans toutes les actions ; & celui

qui est cruel à ce point dans un moment de sa vie , le fera jusqu'à la fin de ses jours. Aussi suis-je bien persuadé que l'indignation de ce Dieu souverainement bon qui ne cherche point la mort du pécheur , s'est élevée contre la barbarie des Anglois ; & je ne doute point que tant de cruauté ne révolte de même tous les amis de la raison & de l'humanité, & qu'elle ne détermine les Américains à résister jusqu'à la fin à une administration féroce qui se plaît dans le sang & dans les tortures. Fasse le Ciel que le sang de tant d'innocens ne crie pas vengeance en vain !

Signé MISERICORS.

N.º II. *Extrait des papiers Anglois du 29*
Août 1777.

Recette pour guérir les François & autres
de la rage Américaine. *Nec te civilibus*
infere bellis.

» Les partisans de la rébellion Américaine se sont faits une grande fête de l'arrivée de certains Officiers François en Amérique, où ces Etrangers se sont rendus pour tâcher d'entretenir par toutes sortes de moyens le feu cruel de la rébellion qui n'est déjà que trop allumé dans ces malheureuses possessions de l'Angleterre. Je ne prétens point décider si c'est par un ordre secret de la Cour de France , ou seulement par la lé-

LIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

gereté naturelle des individus François ; mais je suis certain qu'il n'est ni François , ni autres sujets Etrangers, qui aient aucuns griefs contre l'Angleterre à redresser en Amérique ; & que par conséquent en combattant sous les drapeaux rebelles , ils deviennent plus coupables envers l'Angleterre que les Rebelles eux-mêmes , à moins qu'ils n'aient une commission publique , & qu'ils ne soient autorisés par l'Etat auquel ils appartiennent «.

» Pour guérir ces honnêtes François & autres de la frénésie patriotique d'attiser les fureurs des parties engagées dans cette fatale querelle de famille , & de tremper leurs mains dans le sang de leurs voisins innocens sans y être provoqués , je propose de faire pendre sur le champ tout Etranger pris les armes à la main sous l'étendard de la rébellion , pour faire voir à nos malheureux sujets dans quelle affreuse erreur on les a précipités. S'il faut faire des exemples , il n'est point de moment où ils soient plus efficaces que celui-ci , ni plus justes en même tems.

Signé Pierre de Touche».

IL FAUT convenir, Monsieur, que l'animosité de certain parti Anglois contre les Américains , a été bien fatale au seul objet raisonnable de cette guerre. Détruire , piller , massacrer , bruler , pendre , voilà tous les heureux moyens qu'on a su employer. Le

Général Gage, il y a près de quatre ans, osa menacer de la corde les mécontents Américains, expression téméraire qui le couvrit de ridicule, & a fait des millions de Rebelles. Le Major général Prescott, après avoir traité ses prisonniers avec la plus insoutenable arrogance, est aujourd'hui lui même prisonnier de ceux qu'il cherchoit à soumettre par la terreur; & c'est son arrogance même qui a suscité en eux la résolution hardie de venir l'enlever au milieu de sa garde. L'atroce barbarie que le Général Howe a fait exercer sur les trois mille prisonniers de Long-Island & du fort Washington, à rendre son nom exécration en Amérique, & n'a ramené sous ses drapeaux que des espions inspirés par le désespoir, qui l'ont précipité dans tous les revets humilians qu'il a essuiés pendant sa campagne d'Hyver, & dont est résulté le honteux abandon d'un pays qu'il croyoit avoir presque entièrement subjugué. Aujourd'hui le même esprit de vengeance imagine de montrer la hideuse perspective d'un gibet aux Etrangers qui auront prétendu aider les Américains à maintenir leur indépendance, comme si ce n'étoit pas déjà trop d'une rigoureuse prison pour des militaires, dont l'unique tort est un amour excessif de la gloire. D'abord il n'y en a aucun qui ait passé en Amérique avec une troupe. Ce sont des volontaires isolés, qui ont cédé au désir ardent de s'instruire d'un

lvj) AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

métier malheureusement devenu nécessaire. Si l'Officier Anglois méprise le Braiseur, le Jaquet ou l'Apothicaire qu'il voit à la tête des légions Américaines, son orgueil ne doit il pas être flaté d'y trouver de dignes émules de sa gloire, par leur nom, par leur rang, ou par leur expérience dans le service? Je voudrois qu'on pût demander au Général Prescott s'il n'aimeroit pas mieux avoir été enlevé par le Marquis de la Fayette, par le Baron de Kalb ou par le Régimentaire Pullawski, que par un Chapellier à la tête de ses garçons. (Il s'est vérifié que ce n'est point un Officier de Marine, mais que c'est le Major Barton, Chapellier dans la Ville de Providence, qui a fait ce superbe coup de main.) Le Général Lée avoit été surpris de même; mais il s'est rendu au Colonel Harcourt, Officier de naissance & de distinction: & M. Prescott est réellement dans une position à envier le sort de ce Rébelle. J'ose aller plus loin: nonseulement le Militaire Anglois, & tous ceux qui ont le noble sentiment de cet état, ne doivent point prendre de sinistres impressions contre les Etrangers qui combattent dans les rangs Américains; mais ils ne peuvent être que satisfaits de les y voir, pour d'autres raisons encore que celle d'y trouver des rivaux dignes d'eux. Soit que les armées Britanniques réduisent l'Amérique ou qu'elles en soient chassées, il importe au nom Anglois que les faits qui

caractérisent la Nation civilisée autant que guerrière, soient attestés à l'univers & à la postérité par d'autres que par les parties belligérantes. Feront-elles invoquer le témoignage des Iroquois, ou celui des mercenaires Allemands, pour fixer l'opinion qui doit rester à tout jamais dans le grand livre destems, sur les vainqueurs & sur les vaincus? Certainement les Anglois ne nieront point, que des deux partis, ils ne soient celui qui croit y être le plus intéressé. Ils doivent donc, sous cet aspect au moins, comme corps de Nation, des égards & des ménagemens, aux Juges éclairés que la soif de la gloire & non celle de l'or, a fait partir de divers pays de l'Europe, pour aller sous une autre hémisphère moissonner des lauriers dont le nom Anglois relève encore le prix. S'il est des Ministres passionnés, ou des ames retrécies, qui ne se contentent point de ces raisons que l'honneur rendra sur-tout sensibles au militaire Anglois, je prendrai la liberté de leur observer qu'il doit être plus agréable pour eux de savoir certaines gens en Amérique, que de les voir à la tête de leurs bataillons sur les côtes de Flandres & de Picardie; & d'après cela je leur conseillerai de ne point employer la menace absurde de la corde pour écarter du chemin de la gloire ceux qui n'en ont point d'autre à suivre, & pour qui l'amour des armes est passé en seconde nature. Je les exhorterai

lviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

à respecter la profession de Militaire & d'Officier, & en général de tous ceux dont la vocation est le commandement de leurs semblables, & le devoir de s'irriter des obstacles & des menaces plutôt que d'y céder. Ce respect que je leur demande pour un Etat si précieux à l'humanité, est depuis longtems établi sur le concert unanime de tous les peuples, parmi lesquels tout Officier a droit de compter sur l'estime & les bons offices de ses semblables quelque part qu'il les trouve. Mais je le repete, ce ne sera point par les Militaires Anglois que ce caractère presque divin pourra se voir avili, si le sort des armes livre entre leurs mains des Officiers étrangers. Ils ne laisseront point échapper une si heureuse occasion de se montrer dignes, sinon de leur amitié, au moins de leur estime, & de s'assurer par ce moyen une considération & des suffrages que la faveur d'aucun Ministre ou les éloges d'aucun Gazetier de Ministre ne peuvent remplacer.

P. S. du 12 Septembre 1777. — Je crains fort, Monsieur, de fermer ce paquet sans vous apprendre rien de nouveau sur les destinées de l'armée Britannique. M. le Général Howe nous laisse dans la même perplexité que l'année dernière après son départ de Boston. Est-ce bien son intérêt de tenir ainsi nos esprits en suspens? A-t-il calculé son projet sur l'impatience

patience qu'il nous cause ? & songe-t-il à quel point notre attente peut s'élever ? Encore quelques jours , & il ne faudra rien de moins que la prise de Boston & de Philadelphie , avec la déconfiture totale des armées rebelles , pour justifier l'idée qu'on se sera faite de son expédition. Un débarquement sur quelque Isle abandonnée , ne nous fera espérer qu'un nouveau cercle de fausses & ruineuses tentatives , avec un rembarquement pour cloture. En attendant , je vais vous faire part de quelques bruits avant-coureurs de ses dépêches. On débite ici qu'il a quitté New-York avec le trouble & le désespoir dans l'ame : que les Ecoissois de son armée avoient formé un puissant parti contre lui , sur ce qu'ils ne remportoient point assez de butin des Jerseys ; & que cet esprit de mécontentement & de rapine avoit gagné le soldat Anglois : que M. le Chevalier Howe avoit envain essayé de le réprimer , mais qu'il s'étoit vu de plus en plus outragé par les mêmes sarcasmes , dont la faction Ecoissoise poursuivoit la réputation du Général Gage son prédécesseur dans le commandement de Boston. M. le Chevalier Howe vouloit attendre le retour du Général Robertson par qui il comptoit recevoir de nouvelles instructions de la Cour. Mais les clameurs importunes des Ecoissois l'ont forcé de partir. Il redoutoit trop leur crédit à la Cour , où il ne peut pas ignorer qu'il les a pour

IX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ennemis. On ajoute qu'au moment de s'embarquer ils élevoient déjà leurs murmures contre une entreprise sur Philadelphie, prétendant qu'elle ne seroit point décisive, parce que les Habitans en avoient emporté leurs meilleurs effets.

Depuis le 23 Juillet, jour du départ de l'armée, jusqu'au 29, il étoit arrivé à New-York au Général Clinton, ainsi qu'au Lord Cornwallis, qui garde le Pont du Roi, trois exprès du Général Burgoyne, avec la nouvelle que les Américains, au nombre de six à sept mille hommes, se fortifierent à Saratoga, entre le Fort Edouard & Albany : que le Général Arnold s'avançoit vers ce poste avec des renforts, que M. Burgoyne croyoit être de trois mille hommes au moins, mais que ses informations portoient à quatre ou cinq mille. Les troupes restées dans l'Isle de New-York aux ordres de Clinton & de Cornwallis, sont au plus de six mille hommes. Quatre jours avant que la flotte Angloise appareillât de l'Isle Staten, & depuis la nouvelle arrivée à Philadelphie de l'abandon de Ticondérago, le Général Washington a publié un nouveau manifeste, dans lequel il s'exprime ainsi sur les Ministres Anglois : « l'Eternel a souffert que la tyrannie de leurs passions, que la corruption de leur cœur étouffât en eux tous sentimens raisonnables. Puisse le Dieu de justice, de sagesse & de bonté, éclairer & changer leurs ames. Puissent-

ils bientôt reconnoître l'inutilité, & abhorer la cruauté de leurs efforts pour écraser un peuple vertueux résolu à défendre sa liberté! L'issue de cette guerre dépend de celui qui regle le sort des Nations. Nous mettons la plus humble & la plus entière confiance dans son éternelle sagesse, qui de la vie du plus foible oiseau fait l'objet de ses soins. Il ne retirera point son appui à un Peuple qui s'est rangé sous ses drapeaux pour la défense de la plus noble prérogative dont il ait doué l'humanité.

Ce discours, que j'espère avoir quelque jour en entier, est daté du Camp Continental à Middlebrook le 19 Juillet 1777.

Du 16 Septembre. LES détails que vous allez lire, Monsieur, sur l'évacuation de Ticondérago, sont authentiques; & ils vous feront juger que cet événement n'a point abattu le courage des Américains, & qu'ils ne le regardent point comme décisif pour le succès des armes Angloises dans cette campagne.

Précis de la lettre du Général Américain de Saint Clair au Congrès sur l'évacuation du poste de Ticondérago. - Datée du fort Edouard le 14 Juillet 1777.

Le Général Saint Clair, qui commandoit dans Ticondérago, donne les informations suivantes au Congrès. — Les deux postes de Ticondérago & du fort indépendance

LXII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

alloient être totalement investis , & la garnison de l'un & de l'autre n'étoit pas suffisante pour défendre la moitié des ouvrages. Il falloit se résoudre à rendre la place sous quelque jour ou à évacuer avant l'attaque. Le Conseil de guerre se décida pour ce dernier parti , & en conséquence l'évacuation commença le 5 Juillet au soir. L'avis du Conseil de guerre est signé de trois Officiers Généraux , au nombre desquels est M. de Roche Fermoy , Brigadier Général. Pendant que M. de Saint Clair se rendoit à Skenesborough par terre , son arriere-garde , qui avec ses malades pouvoit être de 1200 hommes , fut attaqué le 6 au matin par un gros corps d'Anglois. Cette arriere-garde fut dispersée ; mais ce fut après un combat très-animé , dans lequel la perte des Anglois a été si considérable qu'ils n'ont osé poursuivre qu'à une très-petite distance. Il n'y a eu du côté des Américains que quarante tués ou blessés. Mais d'un autre côté les Anglois avoient délogé deux régimens Américains qui gardoient le poste de Skenesboroug , & ils y avoient détruit & brûlé la plupart des bateaux chargés de provisions emportées de Ticondérago. Ceux de cette arriere-garde , qui n'ont pas rejoint le Général , se sont retirés par le N^o. 4. dans la Nouvelle Angleterre. M. de Saint Clair est arrivé le 12 Juillet au fort Edouard où commande le Général Schuyler.

Le projet de ce Général avoit toujours été de se retirer au Fort Edouard pour se placer entre le Général Burgoyne & les Habitans, & pour recueillir plus facilement les secours qui lui seroient envoyés. Il marque qu'il lui arrive des renforts de Milices de toutes parts : qu'il espere arrêter les progrès de l'ennemi ; & que s'il a eu le malheur de perdre un poste, il se flatte que par l'événement il aura sauvé un Etat — Faute de provisions il n'avoit pu appeller plutôt des Milices à son secours. — Il lui étoit arrivé 900 hommes la veille de l'évacuation, mais tout leur manquoit, & leurs engagements étant près d'expirer, ils parloient de se retirer sous deux jours. — Il n'avoit pas plus de deux mille hommes pour la défense d'une place pour laquelle il en eût fallu au moins dix mille. Encore ces deux mille hommes étoient-ils mal équipés & mal armés. Ils n'avoient qu'une bayonnette pour dix, quoique ce soit une arme essentielle pour défendre des lignes. M. de Saint-Clair prie le Congrès d'observer que c'est avoir beaucoup fait que de s'être retiré avec un corps si foible devant une armée qui lui étoit quatre fois supérieure en nombre, de s'être placé entre l'ennemi & le pays qu'il doit garder, & dans une posture qui lui permet d'agir avec avantage. Il ajoute en proscriit, que l'armée du Général Burgoyne est composée de 3500 Anglois, 4000 Brunf-

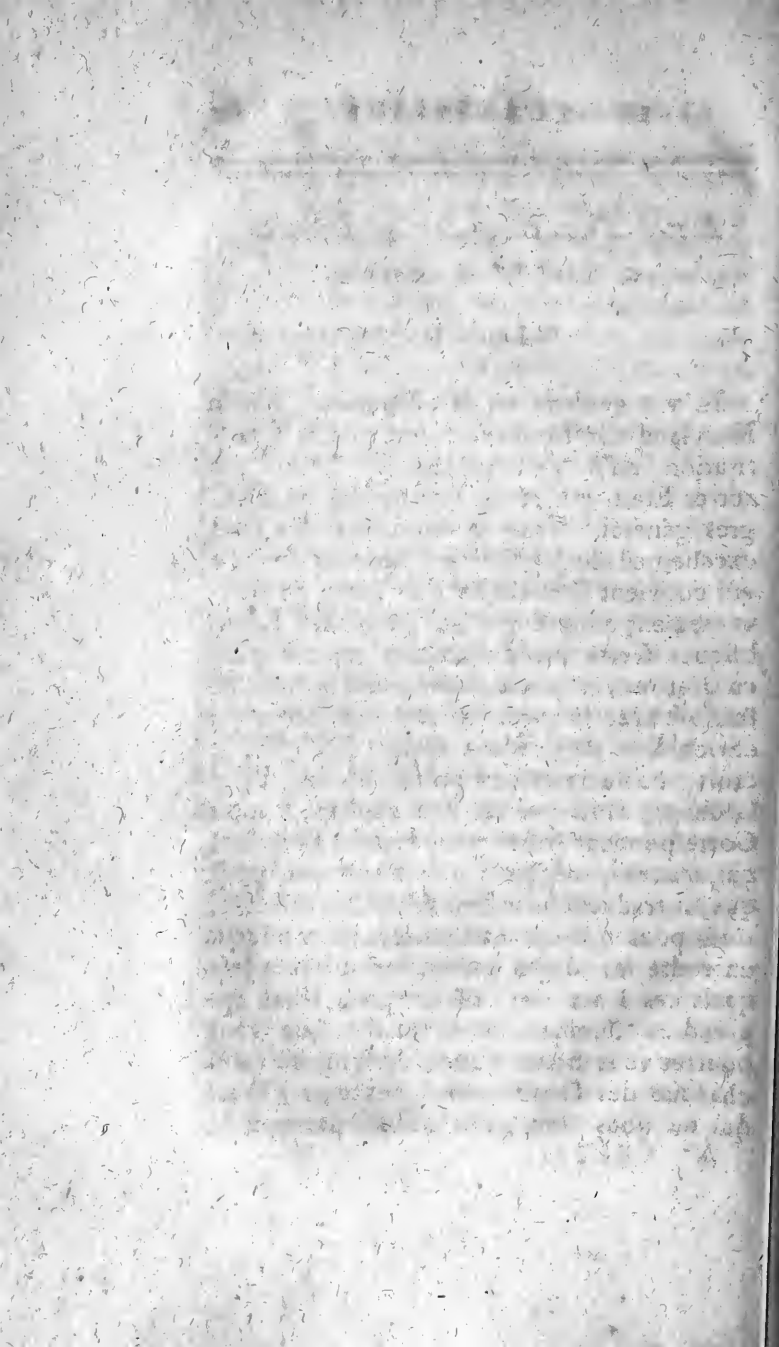
IXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

wikois & Hessois, 200 Sauvages & 200 Canadiens.

En même tems. que cette lettre du Général Saint-Clair, il en est venu une du Général Washington en datte du 7 Juillet. Il parle en ces termes du rembarquement de l'armée du Général Howe. » A en juger par les apparences, cette armée n'est point destinée pour la riviere d'Hudson. Elle ira plus loin. Mais j'ai écrit aux divers Etats de l'Est, de se tenir sur leurs gardes, la flotte pouvant tourner de leur côte. Il faut toujours que les ouvrages sur le Delavarre soient poussés avec la plus grande vivacité, & qu'ils soient achevés le plutôt possible. Je ferai donner les mêmes avis aux Etats Méridionaux pour qu'ils fassent sans délai leurs préparatifs de défense ».

La Cavalerie Légere de la nouvelle Angleterre étoit arrivée le 29 Juin au quartier général à Middlebrook, ainsi que 42 des pieces de fonte de campagne, arrivés en New-Hampshire, sur un Vaisseau armé en Europe.

J'ai l'honneur d'être, &c.



*Lettre d'un Banquier de Londres
à M. *** à Anvers.*

De Londres le 20 Septembre 1777.

IL y a environ un an, Monsieur, que le Maryland a le bonheur de jouir de la Constitution qu'il s'est donnée, à l'instar des autres Etats-unis & sur l'invitation du Congrès général. Vous y trouverez des vues excellentes de législation, sur-tout de celle qui convient spécialement au genre de Gouvernement adopté par ces nouvelles Républiques. Cette piece n'a point encore paru en Europe; & je ne doute point qu'elle ne soit lue avec la même avidité que celles qui enrichissent déjà votre recueil, & qui, je crois, ne se trouvent point ailleurs. Vous la devez, ainsi que les précédentes, à mon Correspondant Américain, établi à Embden, qui n'a rien négligé, non seulement pour que ses traductions fussent fideles & correctes, mais pour que les lecteurs étrangers pussent entendre les usages particuliers d'après lesquels ces Loix ont été conçues. Vous apprendrez sûrement avec plaisir que vous pourrez vous flatter d'avoir de la même main chacune des Constitutions des autres Etats qui ne nous sont point encore parvenues,

N°. XXVIII. f

xliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

& qui sont, je crois, au nombre de sept pour compléter celui des treize Etats-unis. Vous avez déjà celles de la Pensylvanie, du Nouveau Jersey, de Delawarre, de la Virginie & de la Caroline Meridionale. Voici celle du Maryland, pour la sixieme.

Que la longueur de ces piécés ou la matiere sérieuse qu'elles traitent, ne vous fasse point craindre de leur donner la préférence sur des morceaux peut-être plus piquans pour une curiosité passagere. Ne perdez point de vue le titre de votre recueil. L'objet en seroit manqué si la principale place n'y étoit pas remplie par des loix nouvelles, qui sont le premier fruit & le plus important que l'Amérique aura scû tirer de son indépendance. Vous les avez fait paroître jusqu'ici séparément de votre Recueil chronologique ; & je vous exhorte à ne point changer cette marche. Il suffira de les mentionner à leur date avec un renvoi exact. Vous seul les avez données ; & à vous seul l'Amérique aura l'obligation du jugement que les Sages de tous les pays en ont portés. Les Américains avoient compté sur ce jugement, en composant ces loix ; & je fais que d'après ce qu'ils en ont appris, & notamment sur certaines inégalités dans des points essentiels, ils doivent regler les modifications qu'ils se sont sagement réservés de faire, peut-être même travailler à une refonte générale & à former un seul corps des diverses Constitutions des treize Etats-unis. Or ces lumieres, par eux désirées, ils les attendroient encore, si leurs loix n'avoient pas eu la plus prompte publicité. Combien donc ne devez vous pas être satisfait qu'elles l'aient reçue par votre moyen, puisqu'il doit en résulter un si grand bien pour l'humanité ?



CONSTITUTION

D U

M A R Y L A N D.

*Déclaration des droits arrêtée par les
Délégués du Maryland, assemblés
en pleine & libre Convention.*

LE Parlement de la Grande - Bretagne s'étant, par un Acte déclaratoire, arrogé le droit de faire des Loix obligatoires pour les Colonies dans tous les cas quelconques: ayant, pour assurer cette prétention, entrepris de subjuguier par la force des armes les Colonies-unies, & de les réduire à une soumission entiere & sans aucune restriction à son pouvoir & à sa volonté; & les ayant mises enfin dans la nécessité de se déclarer elles-mêmes, *Etats indépendans*; en conséquence, nous les Délégués du Maryland, assemblés en pleine & libre convention, prenant dans la plus sérieuse & la plus mûre considération les meilleurs moyens d'établir dans cet Etat une bonne Constitution, qui

LXij **AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

en soit le solide fondement , & lui procure la sécurité la plus permanente , Nous déclarons que :

I. Tout Gouvernement tire son droit du Peuple, est uniquement fondé sur un contrat & institué pour l'avantage commun.

II. Le Peuple de cet Etat doit avoir seul le droit exclusif de regler son Gouvernement & sa police intérieure.

III. Les Habitans du Maryland ont droit au maintien de la loi commune d'Angleterre, & a la procédure par Jurés, telle qu'elle est établie par cette loi ; ils ont droit au bénéfice de ceux des statuts Anglois qui existoient au tems de leur premiere émigration , & qui par expérience se sont trouvés applicables à leurs circonstances locales ou autres ; & au bénéfice de ceux des autres statuts qui ont été faits depuis en Angleterre ou dans la Grande-Bretagne , & qui ont été introduits, usités & pratiqués par les Cours de loi ou d'équité ; ils ont droit aussi au maintien de tous les Actes de l'Assemblée qui étoient en vigueur le premier Juin mil sept cent soixante quatorze : à l'exception de ceux dont la durée a pû être limitée à des termes qui sont expirés depuis cette époque, & de ceux qui ont été ou qui pourront être dans la suite changés par des Actes de la convention ou par la présente déclaration des droits ; & en réservant toujours à la législature de cet Etat le droit de reviser ces

Loix, Statuts & Actes, de les changer & de les abroger : enfin les Habitans du Maryland ont droit à toutes les propriétés à eux dévolues en conséquence & sous l'autorité de la Charte accordée par Sa Majesté Charles Premier à Cecil Calvert, Baron de Baltimore.

IV. Toutes les personnes revêtues de la puissance législative ou de la puissance exécutive du Gouvernement, sont les mandataires du Public, & comme tels, responsables de leur conduite ; en conséquence, toutes les fois que le but du Gouvernement n'est point ou est mal rempli : que la liberté publique est manifestement en danger ; & que tous les autres moyens de redressement sont inefficaces, le peuple a le pouvoir & le droit de réformer l'ancien Gouvernement ou d'en établir un nouveau ; la doctrine de non résistance contre le pouvoir arbitraire & l'oppression, est absurde, servile & destructive du bien & du bonheur du genre-humain.

V. La jouissance par le Peuple du droit de participer activement à la législation, est le gage le plus assuré de la liberté, & le fondement de tout gouvernement libre : pour remplir ce but, les élections doivent être libres & fréquentes, & tout homme ayant une propriété dans la communauté, ayant un intérêt commun avec elle, & des motifs pour lui être attaché, y a droit de suffrage.

XLVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

VI. La Puissance législative, la Puissance exécutive, & l'autorité judiciaire, ne doivent être jamais séparées & distinctes l'une de l'autre.

VII. Le pouvoir de suspendre les loix, ou leur exécution ne doit être exercé que par la législature, ou par une autorité dérivée d'elle.

VIII. La liberté de parler, les débats ou délibérations dans la législature ne doivent être le fondement d'aucune accusation ou poursuite dans aucune autre Cour ou Tribunal quelconque.

IX. Il doit être fixé pour l'Assemblée de la législature un lieu le plus commode à ses Membres, & le plus convenable pour le dépôt des registres publics; & la législature ne doit être convoquée & tenue dans aucun autre lieu, que dans le cas d'une nécessité évidente.

X. La législature doit être fréquemment assemblée pour pourvoir au redressement des griefs, & pour corriger, fortifier & maintenir les loix.

XI. Tout homme a droit de s'adresser à la législature pour le redressement des griefs, pourvu que ce soit d'une manière paisible & conforme au bon ordre.

XII. Aucuns subside, charge, taxe, impôt; droit ou droits ne doivent être établis, fixés ou levés, sous aucun prétexte, sans le consentement de la législature.

XIII. La levée de taxes par nombre de

têtes, est injuste & oppressive : elle doit être abolie ; les pauvres ne doivent point être imposés pour le maintien du gouvernement ; mais toutes autres personnes dans l'Etat doivent contribuer aux taxes publiques pour le maintien du gouvernement, chacun proportionnellement à sa richesse actuelle en propriétés réelles ou personnelles dans l'Etat ; il peut être aussi convenablement & justement établi ou imposé des amendes, des douanes ou des taxes par des vues politiques pour le bon gouvernement & l'avantage de la communauté.

XIV. Il faut éviter les loix qui ordonnent l'effusion du sang, autant que la sûreté de l'Etat peut le permettre ; & il ne doit être fait à l'avenir pour aucun cas, ni dans aucun tems, de loi pour infliger des peines ou amendes cruelles & inusitées.

XV. Des loix avec effet rétroactif, pour punir des crimes commis avant l'existence de ces loix, & qui n'ont été déclarés *crimes* que par elles, sont oppressives, injustes & incompatibles avec la liberté, ainsi il ne doit jamais être fait de loi *ex post facto*, après le cas arrivé.

XVI. Dans aucun cas, ni dans aucun tems, il ne fera fait désormais aucun acte législatif pour déclarer qui que ce soit, coupable de trahison ou de felonie (a).

(a) Le but de cet article est d'empêcher la Puissance
fix

lxvj. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

XVII. Tout homme libre doit, pour toute injure ou tort qu'il peut recevoir dans sa personne ou dans ses biens, trouver un remède dans le recours aux loix du pays : il doit obtenir droit & justice, librement & sans être obligé de les acheter, complètement & sans aucun refus, promptement & sans délai, le tout conformément aux loix du pays.

XVIII. La vérification des faits dans les lieux où ils se sont passés, est une des plus grandes sûretés de la vie, de la liberté & de la propriété des Citoyens.

XIX. Dans tous les procès criminels, tout homme a le droit d'être informé de l'accusation qui lui est intentée, d'avoir une copie de la plainte ou des charges dans un tems suffisant, lorsqu'il le requiert, pour préparer sa défense ; d'obtenir un conseil, d'être confronté aux témoins qui déposent à sa charge, de faire entendre ceux qui sont à sa décharge, de faire examiner les uns & les autres sous le serment ; & il a droit à une procédure prompte par un Juré impartial, sans le consentement unanime duquel il ne peut pas être déclaré coupable.

XX. Aucun homme ne doit être forcé d'administrer des preuves contre lui-même dans les Cours de loi commune, ni dans aucunes

sance législative de devenir, dans aucun cas, autorité judiciaire : abus sujet à beaucoup d'inconvéniens, & qui existe dans la Constitution d'Angleterre.

autres Cours, excepté pour les cas où la chose a été pratiquée ordinairement dans cet Etat, ou pour ceux où elle sera ordonnée à l'avenir par la législature (a).

XXI. Aucun homme libre ne doit être arrêté, emprisonné, dépouillé de ses propriétés, immunités ou privilèges, mis hors de la protection de la loi, exilé, maltraité en aucune manière, privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens, qu'en vertu d'un jugement de ses Pairs, ou de la loi du pays.

XXII. Il ne doit être exigé par aucune Cour de loi de cautionnements excessifs, ni imposé de trop fortes amendes, ni infligé de peines cruelles ou inusitées (b).

(a) Dans les Cours de Chancellerie, selon la loi d'Angleterre, l'accusé est examiné sous le serment de dire la vérité : il est obligé de la dire, lors même que les réponses véridiques aux questions qui lui sont faites, formeroient preuve contre lui ; & il peut être puni comme *parjure* s'il fait des réponses fausses, ou comme *contempteur de la justice*, s'il refuse d'y répondre.

Il y a des Cours de Chancellerie dans le Maryland ; mais il n'y en a point dans les quatre Etats de la Nouvelle Angleterre, ni en Pensylvanie.

(b) En Amérique, ainsi qu'en en Angleterre, on distingue les Cours de Justice en deux especes, *Cours de loi* & *Cours d'équité*. Les premières sont obligées de juger précisément suivant la lettre de la loi. Les autres en suivent plutôt l'esprit, & jugent selon l'équité, dans les cas où l'exécution rigoureuse de la loi seroit une injustice.

XXIII. Tout *Warrant*, pour faire des recherches dans des lieux suspects, pour arrêter quelqu'un ou saisir ses biens, est injuste & vexatoire, s'il n'est decerné sur une accusation revêtue d'un serment ou d'une affirmation solennelle; & tout *Général Warrant*, pour faire des recherches dans des lieux suspects, ou pour arrêter des personnes suspectes, sans que la personne ou le lieu y soient nommés & spécialement décrits, est illégal & ne doit point être accordé.

XXIV. Il ne doit y avoir confiscation d'aucune partie des biens d'un homme pour aucun crime, excepté pour meurtre ou pour trahison contre l'Etat; & alors seulement d'après la conviction & le jugement qui le déclare convaincu.

XXV. Une Milice réglée est la défense convenable & naturelle d'un gouvernement libre.

XXVI. Des armées toujours sur pied sont dangereuses pour la liberté; & il ne doit en être ni levé ni entretenu sans le consentement de la législature.

XXVII. Dans tous les cas & dans tous les tems, le Militaire doit être exactement subordonné à l'autorité civile, & gouverné par elle.

XXVIII. En tems de paix, il ne doit point être logé de Soldat dans une maison sans le consentement du propriétaire; & en tems de

guerre le logement ne doit être fait que de la manière ordonnée par la législature.

XXIX. Aucune personne, à l'exception de celles qui font partie des troupes de terre ou de mer, ou dans la Milice actuellement en service, ne peut dans aucun cas être assujettie à la loi martiale, ni soumise à des peines en vertu de cette loi.

XXX. L'Indépendance & l'intégrité des Juges sont une chose essentielle pour l'administration impartiale de la justice, & forment un des grands fondemens de la sécurité des droits & de la liberté des Citoyens : c'est pourquoi le Chancelier & tous les Juges doivent conserver leurs charges tant qu'ils se conduiront bien ; & lesdits Chancelier & Juges doivent être destitués pour mauvaise conduite, après avoir été convaincus dans une Cour de loi ; & ils pourront être aussi destitués par le Gouverneur sur la demande de l'Assemblée générale, pourvu que les deux tiers de la totalité des Membres de chaque Chambre, aient conconru à cette demande. Il doit être assigné au Chancelier & aux Juges des appointemens honnêtes, mais non pastrop considérables, pendant qu'ils exerceront leurs charges : le tout de la manière & dans le tems ordonnés à l'avenir par la législature d'après la considération des circonstances dans lesquelles cet Etat se trouvera. Aucuns Chancelier ou Juges ne doivent posséder au-

LXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

cun autre Office civil ou Militaire , n^e recevoir de droits ou d'émolumens d'aucune espece.

XXXI. Une longue stabilité dans les premiers départemens de la Puissance exécutive , ou dans les emplois de maniement , est dangereuse pour la liberté ; c'est pourquoi le changement périodique des Membres de ces départemens , est un des meilleurs moyens d'assurer une liberté solide & durable.

XXXII. Aucune personne ne doit posséder à la fois plus d'un emploi de profit ; & aucune personne revêtue d'un emploi public ne doit recevoir de présens d'aucun Prince ou Etat Etranger , ni des Etats Unis , ni d'aucun d'eux , sans l'approbation de cet Etat.

XXXIII. Comme il est du devoir de tout homme d'adorer Dieu de la maniere qu'il croit lui être la plus agréable , toutes personnes professant la Religion Chretienne ont un droit égal à être protégées dans leur liberté Religieuse ; ainsi , aucun homme ne doit être inquiété par aucune loi dans sa personne ou dans ses biens au sujet de sa croyance , de sa profession ou de sa pratique en fait de Religion , à moins que sous prétexte de Religion il ne troublât le bon ordre , la paix ou la sureté de l'Etat , ou qu'il ne transgressât les loix de la morale , ou qu'il ne fit tort aux autres dans leurs droits naturels , civils ou religieux ; & aucun homme ne doit être forcé de fréquenter ou d'entretenir , ou

de contribuer, à moins qu'il ne s'y soit obligé par un contrat, à entretenir aucun lieu particulier de culte, ni aucun Ministre de la Religion en particulier. Cependant la législature pourra établir à sa volonté une taxe égale & générale pour le maintien de la Religion Chrétienne, en laissant à chaque individu le pouvoir de destiner l'argent qu'on aura perçu de lui, à l'entretien d'un lieu de culte, ou d'un Ministre de Religion en particulier, ou au bénéfice des pauvres de la secte, ou en général à celui des pauvres d'un comté particulier; mais les Eglises, Chapelles, Terres & tous autres biens actuellement appartenans à l'Eglise Anglicane, doivent lui demeurer pour toujours. Tous les actes de l'Assemblée ci-devant faits pour bâtir ou réparer les Eglises particulières, & des Chapelles succursales, demeureront en vigueur, & seront exécutés, à moins que la législature ne les suspende ou ne les révoque par de nouveaux actes; mais aucune Cour de Comté ne devra imposer à l'avenir ni une quantité de tabac, ni une somme d'argent sur la demande d'aucun Sacristain ou Marguillier; & tout bénéficié de l'Eglise Anglicane qui a demeuré, & exercé ses fonctions dans sa Paroisse, aura droit à toucher la provision & l'entretien établis par l'acte intitulé, *l'Acte pour l'entretien du Clergé de l'Eglise Anglicane dans cette Province*, jusqu'à la Cour qui doit être tenue au mois de Novembre de la présente année

lvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dans le Comté où sa Paroisse est située, en tout ou en partie, ou pour le tems qu'il aura demeuré & exercé les fonctions dans sa Paroisse.

XXXIV. Tout don, vente ou legs de terres à un Ministre enseignant publiquement, ou prêchant l'Evangile en sa qualité de Ministre, ou à quelque secte, ordre ou dénomination Religieuse que ce soit; tout don, vente ou legs de terres à ou pour l'entretien, usage ou profit d'un Ministre, ou pour lui être remis en tant que Ministre, enseignant publiquement ou prêchant l'Evangile, ou en faveur de quelque secte, ordre ou dénomination Religieuse; tout don ou vente de meubles & effets pour être recueillis éventuellement, ou pour avoir lieu après la mort du vendeur ou du donateur, à la destination de l'entretien, usage ou profit du Ministre, en cette qualité de Ministre enseignant publiquement ou prêchant l'Evangile, ou de quelque secte, ordre ou dénomination Religieuse, seront nuls, s'il sont faits sans la permission de la législature; à l'exception toute fois des dons, ventes, baux & legs de terrains non excédant deux acres pour une Eglise, lieu d'assemblée ou autre maison de culte, & aussi pour cimetière, lesquels terrains pourront être améliorés, possédés & employés uniquement à ces usages; faute de quoi les don, vente, bail ou legs seront nuls.

XXXV. Il ne doit être exigé, pour être admis à quelque emploi que ce soit de profit, ou de maniement, d'autre épreuve, ou qualification, qu'un serment de maintenir cet Etat & de lui garder fidélité & un serment d'Office, tels que la présente convention où la législature de cet Etat les auront ordonnés, & aussi une déclaration de croyance à la Religion Chrétienne.

XXXVI. La maniere de faire prêter serment à une personne doit être telle que ceux de la croyance, profession ou dénomination religieuse dont est cette personne, la regardent en général comme la confirmation la plus forte de ce qu'on avance par le témoignage invoqué de l'Etre divin. Les hommes appelés *Quakers*, ceux appelés *Dunkers*, & ceux appelés *Memnonistes*, qui ne se croient pas permis de faire de serment dans aucune occasion, doivent être reçus à faire leur affirmation solennelle de la même maniere, que les *Quakers* ont été reçus jusqu'à présent à affirmer; & leur affirmation doit être de même valeur que le serment dans tous ces cas, ainsi que celle des *Quakers* a été reçue & acceptée dans cet Etat pour tenir lieu du serment. On pourra même sur cette affirmation décerner des *Warrants* pour la recherche des effets volés, ou pour la capture & l'emprisonnement des délinquants; comme aussi obliger à donner caution de ne point causer de dommage, & les *Quakers*,

LXXIV AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

Dunkers ou Memnonistes , devront aussi , sur leur infirmation solennelle , comme il a été dit ci-devant , être admis en témoignage dans toutes les procédures criminelles non capitales.

XXXVII. La Cité d'Annapolis conservera tous les droits , privilèges & avantages conformément à sa charte , & aux actes d'Assemblée qui les ont confirmés & réglés , sous la réserve néanmoins des changemens que la présente convention ou la législature pourront y faire à l'avenir.

XXXVIII. La liberté de la presse doit être inviolablement conservée.

XXXIX. Les privilèges exclusifs sont odieux , contraires à l'esprit d'un Gouvernement libre , & aux principes du commerce , & ne doivent point être soufferts.

XL. Il ne doit être accordé dans cet Etat , ni titres de Noblesse , ni honneurs héréditaires.

XLI Les résolutions actuellement subsistantes de la présente & de toutes les autres Conventions tenues pour cette Colonie , doivent avoir force de loix , à moins qu'elles ne soient changées par la présente Convention , ou par la législature de cet Etat.

XLII. La présente déclaration des droits , ni la forme de Gouvernement qui sera établie par la présente Convention , ni aucune partie de l'une des deux ne devront être corrigées , changées ou abrogées par la législature

iature de cet Etat, que de la maniere que la présente Convention le prescrira & l'ordonnera.

La présente Déclaration des droits a été consentie & arrêtée dans la Convention des Délégués des hommes libres du Maryland, commencée & tenue à Annapolis le 14 d'Août de l'an de grace 1776.

(Par ordre de la Convention.

Signé, Mathieu Tilghman, Président.

CONSTITUTION & forme de Gouvernement, arrêtée par les Délégués du Maryland, assemblés en pleine & libre convention..

Section premiere.

LA Législature sera composée de deux branches distinctes, un Senat & une Chambre des Délégués, qui, réunis, s'appelleront l'Assemblée générale du Maryland.

Section deuxieme.

La Chambre des Délégués sera choisie

(a) Le mot de *section* signifie dans la plus part des Loix Angloises, ce que nous appellons en François *article*. Peut-être est-ce avec plus de raison, si dans ce qui est ici appellés *section* il se trouve plusieurs points qu'on puisse qualifier d'articles.

N.º XXVIII.

lxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de la maniere suivante : Tous les hommes libres au-dessus de l'âge de vingt-un ans , ayant une franche tenue de cinquante acres de terre dans le Comté , pour lequel ils prétendront voter , & y résidant ; & tous les hommes libres , ayant du bien dans cet Etat pour une valeur au-dessus de trente livres argent courant , & ayant résidé dans le Comté , pour lequel ils prétendront voter une année entiere , immédiatement avant l'élection , auront droit de suffrage dans l'élection des Délégués pour ce Comté ; & tous les hommes libres , ainsi qualifiés , s'assembleront le premier Lundi d'Octobre mil sept cent soixante-dix-sept , à pareil jour à l'avenir chaque année , dans la maison commune desdits Comtés , ou dans tel autre lieu que la législature ordonnera ; & lorsqu'ils seront assemblés , ils procéderont de vive voix à l'élection de quatre Délégués pour leurs Comtés respectifs , parmi les plus sages , les plus sensés & les plus prudents du peuple , ayant résidé dans le Comté pour lequel ils seront choisis , une année entiere immédiatement avant l'élection , ayant plus de vingt-un ans , & possédant dans l'Etat , en biens réels ou personnels , une valeur au-dessus de cinq cents livres argent courant ; & après que le compte définitif des voix sera terminé , les quatre personnes qui se trouveront avoir le plus grand nombre de suffrages légitimes , seront déclarées & dénommées dans le Procès-verbal en forme ,

comme duement élues pour leurs Comtés respectifs (a).

Section troisieme.

Le Sheriff de chaque Comté, ou, en cas de maladie du Sheriff, son Dépuré, (*Lieutenant*) (appellant deux Juges dudit Comté, nécessaires pour veiller au maintien de la tranquillité), fera Juge de l'élection, & pourra l'ajourner d'un jour à l'autre, s'il est nécessaire, jusqu'à ce qu'elle soit finie, de maniere que toute l'élection soit terminée en quatre jours; & il en remettra le Procès-verbal, signé de sa main, au Chancelier de cet Etat alors en charge.

Section quatrieme.

Toutes les personnes qualifiées par la Charte de la Cité d'Annapolis pour élire des Bourgeois Représentans, s'assembleront de même le premier Lundi d'Octobre mil sept cent soixante-dix-sept & à pareil jour à l'avenir chaque année, & éliront à la plura-

(a) En Maryland, les élections, hors celles au scrutin, ne se font point par le moyen des boules ou billets écrits; chaque Electeur donne son suffrage de vive voix. Le Greffier tient un état du nom des votans, & du nombre des voix pour chaque candidat; &, la vocation finie, on en fait le compte définitif.

lxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
tiré des suffrages donnés de vive voix, deux
Délégués qualifiés conformément à ladite
Chartre. Le Maire, l'Assesseur & les *Alders-*
mans de ladite Ville, tous ensemble, ou
au moins trois d'entre eux feront Juges de
l'Election. & désigneront le lieu de la Ville
où elle devra se faire; ils pourront l'ajour-
ner d'un jour à un autre, ainsi qu'il a été
dit à l'article précédent, & en feront leur
Procès-verbal pareillement comme ci-dessus;
mais les Habitans de ladite Cité n'auront
pas droit de suffrage à l'élection des Délé-
gués pour le Comté d'Anne Arundel, à
moins qu'ils n'aient une franche-tenue de
cinquante acres de terre dans le Comté &
hors de la Ville.

Section cinquieme.

(a) Toutes les personnes, habitant la

(a) La différence des titres de *Cité* & de *Ville*,
en Anglois *City* & *Town*, dont le premier est donné
à *Annapolis*, & le second à *Baltimore*, tient à la
Charte d'incorporation. La *Ville* est un assemblage
de maisons qui ne differe des villages que par le
nombre de ses habitans, & dont l'état n'est déter-
miné par aucune Charte. Ici le privilege d'envoyer
des Délégués en son nom, est accordé à la *Ville* de
Baltimore, en considération de sa nombreuse popu-
lation, & cesseroit de droit avec elle. Mais la *Cité*
reçoit par sa Charte une qualité durable, & un
état solide. Cette distinction tirée aussi des usages
d'Angleterre, est au fond assez insignifiante; aussitôt

Ville de Baltimore, & ayant toutes les qualités exigées pour les Electeurs dans les Comtés, s'assembleront aussi le premier Lundi d'Octobre de l'année mil sept cent soixante-dix-sept, & à pareil jour à l'avenir, chaque année, dans le lieu de la dite Ville que les Juges désigneront, & éliront à la pluralité des suffrages donnés de vive voix deux Délégués qualifiés, comme il est dit ci-dessus. Mais si le nombre des Habitans de ladite Ville diminueoit, au point que le nombre de personnes y ayant droit de suffrage fût pendant l'espace de sept années consécutives moindre que la moitié du nombre des votans dans quelqu'un des Comtés de cet Etat, à compter de cette époque, cette Ville cesseroit d'envoyer deux Délégués ou Représentans dans la Chambre des Délégués, jusqu'à ce que ladite Ville se trouvât avoir un nombre de votans égal à la moitié de celui des votans de quelqu'un des Comtés dudit Etat.

Section sixième.

Les Commissaires de ladite Ville, tous ou trois, ou un plus grand nombre d'entre eux, actuellement en charge, seront Juges

qu'une *Ville* devient considérable, on lui donne une Charte pour la qualifier de *Cité*; & si une *Cité* se dépeuploit, la raison exigeroit que l'on lui fît perdre un privilège qui deviendrait un abus.

LXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de ladite élection, pourront l'ajourner, & en feront leur Procès-verbal, comme il a été dit ci-dessus; mais les Habitans de ladite Ville n'auront point titre pour élire, ni pour être élus Délégués pour le Comté de Baltimore, & réciproquement les Habitans du Comté de Baltimore, hors des limites de ladite Ville, n'auront point titre pour élire ni pour être élus Délégués pour la Ville de Baltimore.

Section septieme.

En cas de refus, mort, inaptitude, démission ou absence hors de l'Etat de quelque Délégué, ainsi que dans le cas où il seroit fait Gouverneur ou Membre du Conseil, l'Orateur expédiera un ordre d'élire un autre Délégué pour remplir la place vacante; & il sera donné connoissance de cette nouvelle élection à faire dix jours à l'avance, non compris le jour de l'avertissement, ni celui de l'élection,

Section huitieme.

Il faudra toujours la présence de la pluralité du nombre total des Délégués avec leur Orateur (qu'ils choisiront au scrutin), pour établir l'activité de la Chambre, & la mettre en état de traiter quelque affaire que ce soit, excepté de s'ajourner.

Section neuvieme.

La Chambre des Délégués jugera des élections & de l'aptitude des Délégués.

Section dixieme.

La Chambre des Délégués pourra faire en premiere instance tous les Bills de levée d'argent, proposer des Bills au Sénat, ou recevoir ceux qui lui seront envoyés par ce Corps, y donner son consentement, les rejeter ou y proposer des corrections: elle pourra informer, d'après le serment des témoins, sur toutes les plaintes, griefs ou délits, & fera toutes les fonctions de grand *Enquêteur de cet Etat* (a): elle pourra faire conduire toutes personnes pour toute espece de crimes dans les prisons publiques, où elles demeureront jusqu'à ce qu'elles aient été déchargées d'après une procédure régulière: elle pourra expulser qui que ce soit de ses Membres pour malversation grave, mais jamais une seconde fois pour la même cause; elle pourra examiner & arrêter tous les comptes de l'Etat, relatifs à la percep-

(a) Le grand Enquêteur est chargé d'instruire tous les crimes contre l'Etat, comme le grand Juré d'instruire tous les crimes contre les loix, dans son district.

LXXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
tion , soit à la dépense des revenus , ou nommer des Auditeurs pour les regler & les appurer ; elle pourra se faire représenter tous les papiers ou registres publics ou des différens Offices, & mander les personnes que elle jugera nécessaires dans le cours des recherches concernant les affaires relatives à l'intérêt public ; elle pourra , à l'égard de tous les engagemens contractés de remplir un service public sous le dédit de sommes payables au profit de l'Etat , faire poursuivre en Justice , pour le paiement , ceux qui n'auront point rempli le devoir auquel ils se seront engagés.

Section onzieme.

Afin que le Sénat puisse être pleinement & parfaitement en liberté de suivre son propre jugement , en passant les loix , & afin qu'il ne puisse pas être forcé par la Chambre des Délégués , soit à rejeter un Bill de levée d'argent , que les circonstances rendroient nécessaire , soit à consentir quelque autre Acte de législation , qu'il regarderoit dans sa conscience & suivant son jugement comme nuisible à l'intérêt public , la Chambre des Délégués ne devra dans aucune occasion , ni sous aucun prétexte , annexer à aucun Bill de levée d'argent , ni mêler dans sa teneur aucune matiere , clause ou autre chose quelconque , qui

ne soit pas immédiatement relative & nécessaire à l'imposition , assiette , levée ou destination des taxes ou subsides qui doivent être levés pour le maintien du Gouvernement , ou pour les dépenses courantes de l'état. Et pour prévenir toutes altérations sur ces Bills , il est déclaré qu'aucuns Bills qui imposeront des droits ou des douanes purement pour règlement de commerce , ou qui infligeront des amendes pour la réforme des mœurs , ou pour fortifier l'exécution des loix , quoiqu'il doive provenir de leurs dispositions un revenu accidentel , ne seront cependant pas censés *Bills de levée d'argent* : mais tous Bills pour asséoir , lever ou destiner des taxes pour le maintien du Gouvernement ou pour les dépenses courantes de l'Etat , ou pour verser des sommes dans le Trésor public , seront véritablement regardés comme *Bills de levée d'argent*,

Section douzieme.

La Chambre des Délégués pourra punir de la prison toute personne qui se sera rendue coupable de manque de respect en sa présence , par quelque action de désordre ou querelle , ou par des menaces , ou par de mauvais traitemens à quelqu'un de ses Membres , ou enfin en apportant obstacle à ses délibérations : elle pourra aussi punir de la même peine toute personne coupable d'in-

LXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
fraction à ses privilèges , en faisant arrêter pour dettes (a) , ou en attaquant quelqu'un de ses Membres durant la Session , ou dans sa route , soit pour s'y rendre , soit pour retourner chez lui ; en attaquant quelqu'un de ses Officiers , ou en les troublant dans l'exécution de quelque ordre , ou dans la poursuite de quelque procédure ; en attaquant ou troublant tout témoin ou toute autre personne mandée par la Chambre , dans sa route , soit pour s'y rendre , soit pour s'en retourner ; ou enfin , en délivrant quelque personne arrêtée par ordre de la Chambre ; & le Sénat aura les mêmes pouvoirs dans les cas semblables.

Section treizieme.

Les Trésoriers (un pour la Côte de l'Ouest , & un autre pour celle l'Est) & les Commissaires de l'Office du prêt public , seront choisis par la Chambre des Délégués pour remplir ces emplois tant qu'elle le jugera à propos ; & en cas de refus , mort , démission , défaut ou perte des qualités requises , ou absence hors de l'Etat de quelqu'un desdits Commissaires ou Trésoriers pendant la vacance de l'Assem-

(a) Les Membres de la législature ne peuvent point être poursuivis personnellement pour dettes , mais ils ne sont point exempts de poursuite pour matière criminelle.

blée générale , le Gouverneur , de l'avis du Conseil , pourra nommer & breveter une personne convenable & propre à l'emploi vacant pour l'exercer jusqu'à la prochaine Session de l'Assemblée générale.

Section quatorzieme.

Le Sénat sera choisi de la maniere suivante ; toutes personnes qualifiées comme il a été dit ci dessus pour voter à l'élection des Délégués dans les Comtés , éliront le premier Lundi de Septembre mil sept cent quatre-vingt-un , & à pareil jour à l'avenir tous les cinq ans de vive voix & à la pluralité des suffrages , deux personnes pour leurs Comtés respectifs , qualifiées , comme il a été dit cidesus , pour être élues Délégués dans les Comtés ; & ces personnes ainsi choisies seront *Electeurs du Sénat*. Le Sheriff de chaque Comté , ou en cas de maladie du Sheriff , son Député , (appelant deux Juges du Comté , nécessaires pour veiller au maintien de la tranquillité) présidera ladite Election , en sera Juge , & en fera son procès-verbal comme il a été dit cidesus. Et toutes les personnes qualifiées comme il a été dit pour voter à l'élection des Délégués dans la Cité d'Annapolis , & la ville de Baltimore , le même premier lundi de Septembre mille sept cent quatre-vingt-un , & à pareil jour à l'avenir tous les cinq ans , éliront de vive voix , à la pluralité des suffra-

Lxxxvj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE
gés , un sujet pour chacune desdites Cité & Ville respectivement qualifié , comme il a été dit ci-dessus , pour être élu Délégué desdites Cité & Ville respectivement ; ladite élection se tiendra de la même manière , que celle pour les Délégués desdite Cité & Ville , & le droit de choisir ledit Electeur , demeurera à la ville de Baltimore , aussi longtems que le droit d'élire des Délégués pour elle-même.

Section quinzieme.

Lesdits Electeurs du Sénat s'assembleront dans la Cité d'Annapolis ou dans tel autre lieu qui sera désigné pour l'Assemblée de la législature , le troisieme lundi de Septembre mille sept cent quatre vingt-un , & à pareil jour à l'avenir tous les cinq ans ; & eux tous ou vingt-quatre d'entre eux ainsi assemblés procéderont à élire au scrutin, soit parmi eux, soit dans l'universalité du Peuple, quinze Sénateurs. (dont neuf résidans à la côte de l'Ouest & six à celle de l'Est) hommes les plus distingués par leur sagesse, expérience & vertu , au-dessus de vingt-cinq ans , ayant résidé dans l'Etat plus de trois années entieres immédiatement avant l'élection , & y possédant en bien réels ou personnels une valeur de plus de mille livres argent courant.

Section seizieme.

Les Sénateurs seront ballottés dans un

seul & même tour, & des personnages résidans à la côte de l'Ouest qui seront proposés pour Sénateurs, les neuf qui, à l'ouverture des scrutins, se trouveront avoir le plus de suffrage en leur faveur, seront en conséquence déclarés duement élus; & il en sera dressé procès-verbal; & des Sujets résidans à la côte de l'Est, qui seront proposés pour Sénateurs, les six qui, à l'ouverture des scrutins, se trouveront avoir le plus grand nombre de suffrages en leur faveur, seront en conséquence déclarés, duement élus, & il en sera dressé procès-verbal: si deux Sujets, ou plus de la même côte, ont un égal nombre de suffrages, ce qui empêcheroit que le choix ne fût déterminé dans le premier ballottage, alors les Electeurs feront, avant de se séparer, un nouveau tour dans lequel ils seront bornés aux personnes qui ont eu un nombre égal de suffrages; & ceux qui en auront la plus grande quantité dans ce second ballottage, seront en conséquence déclarés duement élus; & il en sera dressé procès-verbal; mais si le nombre total des Sénateurs n'étoit pas fait de cette maniere, parce que deux ou plus de deux Sujets auroient encore en leur faveur une égale quantité de suffrages dans le second tour, alors l'élection se décideroit par le sort entre ceux qui auroient eu cette égalité: il sera dressé un procès-verbal certifié & signé par les Electeurs, de la maniere dont ils auront procédé, & dont toute l'élection se sera pas-

lxxxvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE^E
fée, pour être ce procès-verbal remis au Chan-
celier en charge.

Section dix-septieme.

Les Electeurs des Sénateurs jugeront des
qualités & de la validité des élections des
Membres de leur corps, & s'il y a contes-
tation pour une élection, ils admettront à
siéger comme Electeur, le Sujet, ayant les
qualités requises, qui leur paroîtra avoir en
sa faveur le plus grand nombre de suffrages
légitimes.

Section dix-huitieme.

Les Electeurs, au moment même où ils
s'assembleront, & avant de procéder à l'Elec-
tion des Sénateurs, feront le serment de
maintenir cet Etat, & de lui garder fidélité,
tel qu'il sera ordonné par la présente con-
vention ou par la législature; & en outre
un serment d'élire sans faveur, partialité ni
prévention pour Sénateurs, les personnes
qu'ils croiront d'après leur jugement & leur
conscience, les plus capables de cet Office.

Section dix-neuvieme.

En cas de refus, mort, démission, défaut
des qualités requises, ou absence hors de
cet Etat de quelque Sénateur, ou s'il devient

Gouverneur ou Membre du Conseil, le Sénat élira sur le champ ou à sa prochaine séance, par la voie du scrutin & de la même manière qu'il est ordonné aux Electeurs pour le choix des Sénateurs, une autre personne à la place vacante, pour le reste dudit terme de cinq ans.

Section vingtieme.

Il faudra toujours la présence de la pluralité du nombre total des Sénateurs, avec leur Président (qui doit être élu par eux au scrutin) pour établir l'activité de la Chambre, & la mettre en état de traiter quelque affaire que ce soit, excepté de s'ajourner.

Section vingt-unieme.

Le Sénat jugera des qualités & de la validité des élections des Sénateurs.

Section vingt-deuxieme.

Le Sénat pourra faire en première instance toutes espèces de Bills, excepté ceux de levée d'argent, qu'il devra consentir ou rejeter purement & simplement, & il pourra recevoir tous autres Bills de la Chambre des Délégués, & les consentir ou rejeter ou y proposer des corrections.

Section vingt-troisième.

L'Assemblée générale s'assemblera chaque année le premier lundi de Novembre, & plus souvent s'il est nécessaire.

Section vingt-quatrième.

Chacune des deux Chambres nommera ses propres Officiers, & établira ses réglemens & ses manieres de procéder.

Section vingt-cinquième.

Le second lundi de Novembre mil sept cent soixante-dix-sept, & à pareil jour à l'avenir chaque année, il sera choisi par le scrutin réuni des deux Chambres une personne de sagesse, expérience & vertu reconnues pour être Gouverneur : le scrutin se prendra dans chaque Chambre respectivement; il sera déposé dans la salle de conférence, où les boîtes seront examinées par un Comitté réuni de chacune des deux Chambres; & il sera fait à chacune un rapport séparé du nombre des voix, afin que la nomination puisse y être enregistrée; cette maniere de prendre le scrutin réuni des deux Chambres sera adoptée pour tous les cas. Mais si deux ou plusieurs Sujets ont un égal nombre de suffrages

Trages en leur faveur , & qu'ainsi l'élection ne puisse être décidée par le premier ballottage , on procédera à un second qui sera restreint aux Sujets , qui dans le premier auront eu un nombre égal de suffrages ; & si ce second ballottage produisoit encore une égalité entre deux ou plusieurs Sujets , alors l'élection du Gouverneur se décideroit par le sort entre ceux qui auroient eu cette égalité : si le Gouverneur vient à mourir , s'il se démet , s'il s'absente de l'Etat , ou s'il refuse d'agir (durant la Session de l'Assemblée générale) le Sénat & la Chambre des Délégués procéderont sur le champ à une nouvelle élection en la maniere ci-devant prescrite.

Section vingt-sixieme.

Le second lundi de Novembre mil sept cent soixante-dix-sept , & à pareil jour à l'avenir chaque année , les Sénateurs & Délégués éliront par leurs scrutins réunis , & en la maniere prescrite pour l'élection des Sénateurs , cinq Sujets les plus sages , les plus prudens & les plus expérimentés , ayant plus de vingt-cinq ans , résidans dans l'Etat depuis plus de trois ans immédiatement avant l'élection , & ayant une franche tenue en terres & biens fonds d'une valeur de plus de mille livres argent courant ; ces cinq personnages seront le conseil du Gouverneur. Tous les actes & délibérations de ce Conseil seront

cxij ; AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

couchés sur un registre, sur toute partie duquel tout Membre aura toujours le droit d'écrire son vœu contraire à celui qui aura passé, & si le Gouverneur ou quelqu'un des Membres le requiert, les avis seront donnés par écrit, & signés respectivement par les Membres qui les auront donnés. Le registre des délibérations du Conseil sera représenté au Sénat ou à la Chambre des Délégués, quand il sera demandé, soit par les deux Chambres, soit par l'une des deux. Le Conseil pourra nommer son Clerc (*Greffier*) qui devra prêter le serment de maintenir cet Etat & de lui garder fidélité, tel qu'il sera ordonné par la présente convention ou par la législature, & en outre le serment du secret dans les matières qu'il lui sera ordonné par le Conseil de tenir cachées.

Section vingt-septieme.

Les Délégués de cet Etat au Congrès, seront choisis annuellement, ou révoqués & remplacés dans l'intervalle par le scrutin réuni des deux Chambres de l'Assemblée, & il sera établi une rotation de maniere que tous les ans il y en ait au moins deux sur la totalité de changés; personne ne pourra être Délégué au Congrès plus de trois années sur six; & aucune personne revêtue de quelque emploi de profit à la nomination du Congrès, ne sera éligible pour y être Délé-

gué: si même un Délégué est nommé à quel-
qu'un de ces emplois, sa place au Congrès
vaquera par le seul fait. Aucune personne
ne sera éligible pour Délégué au Congrès,
à moins d'avoir plus de vingt-cinq ans,
d'avoir résidé dans l'Etat plus de cinq
années, immédiatement avant l'élection, &
de posséder dans cet Etat en biens réels ou
personnels une valeur de plus de mille livres
argent courant.

Section vingt-huitième.

Les Sénateurs ou Délégués, en ouvrant
leur session annuelle, & avant de procéder
à aucune affaire, & toute personne élue
dans la suite Sénateur ou Délégué, avant
d'exercer aucune fonction, prêteront le ser-
ment de maintenir cet état & de lui garder
fidélité, comme il a été dit ci-dessus, &
avant l'élection du Gouverneur ou des Mem-
bres du Conseil, ils en prêteront un autre
d'élire sans faveur, affection, ni motif de
parti, pour Gouverneur ou Membre du
Conseil, la personne qu'ils croiront en
conscience & dans leur jugement la plus
capable de remplir ces emplois.

Section vingt-neuvième.

Le Sénat & la Chambre des Délégués
pourront s'ajourner respectivement eux-

xciv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
mêmes ; mais si les deux Chambres ne s'accordent pas pour le même tems , & s'ajournent à des jours différens , alors le Gouverneur indiquera & notifiera l'un de ces jours , ou un jour intermédiaire ; & l'Assemblée se tiendra en conséquence de sa décision : le Gouverneur , dans les cas de nécessité , pourra , de l'avis du Conseil , convoquer l'Assemblée pour un terme plus prochain que celui auquel elle seroit ajournée de quelque maniere que ce fût , en donnant avis de sa convocation au moins dix jours à l'avance ; mais le Gouverneur n'ajournera pas l'Assemblée autrement qu'il ne vient d'être dit , & il ne pourra dans aucun tems la proroger ni la dissoudre.

Section trentieme.

Personne ne sera éligible à l'emploi de Gouverneur , à moins d'avoir plus de vingt-cinq ans , d'avoir résidé dans cet Etat plus de cinq années , immédiatement avant l'élection , & de posséder dans l'Etat en biens réels ou personnels une valeur de plus de cinq mille livres argent courant , dont mille livres au moins en franche tenue.

Section trente-unieme.

Le Gouverneur ne pourra pas être continué dans sa charge plus de trois années

consécutives , & il ne pourra être élu de nouveau comme Gouverneur, qu'après quatre années révolues depuis sa sortie de cette charge.

Section trente-deuxieme.

En cas de mort , de démission du Gouverneur ; ou en cas qu'il s'absente hors de l'Etat , celui des Membres composant actuellement le Conseil qui aura été nommé le premier , remplira les fonctions du Gouverneur , après avoir prêté les sermens requis ; mais il convoquera sur le champ l'Assemblée générale , en donnant avis de sa convocation quatorze jours au moins à l'avance ; & à cette session il sera nommé , en la manière ci-devant prescrite , un Gouverneur pour le reste de l'année.

Section trente troisieme.

Le Gouverneur , avec & de l'avis & consentement du Conseil , pourra assembler la milice , & quand elle sera assemblée , il en aura seul la direction , & il aura aussi la direction de toutes les troupes réglées de terre & de mer , en se conformant aux loix de l'Etat ; mais il ne commandera pas en personne , à moins d'y être autorisé par l'avis du Conseil , & pas plus long-tems que le Conseil ne l'approuvera ; il pourra faire seul

xcvj. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tous les autres actes de la puissance exécutive du Gouvernement, pour lesquels le concours du Conseil n'est pas requis, en se conformant aux loix de l'Etat, & accorder répit ou grace pour quelque crime que ce soit, excepté dans les cas pour lesquels la loi en ordonnera autrement; il pourra dans la vacance de l'Assemblée générale mettre des embargo pour empêcher le départ de quelque navire, ou l'exportation de quelques denrées pour un terme qui n'excèdera pas trente jours dans une année, & à la charge de convoquer l'Assemblée générale dans le tems de la durée de l'embargo; il pourra aussi ordonner à un vaisseau de faire quarantaine & l'y contraindre, si ce vaisseau ou le port d'où il viendra sont suspects avec fondement d'être infectés de la peste; mais le Gouverneur n'exercera, sous aucun prétexte, aucune autorité, & ne s'arrogera aucune prérogative, en vertu d'aucune loi, statut ou coutume de l'Angleterre ou de la Grande-Bretagne.

Section trente-quatrième.

Les Membres du Conseil, assemblés au nombre de trois ou davantage, formeront un Bureau compétent pour traiter les affaires: le Gouverneur en charge présidera le Conseil, & aura droit de donner sa voix, sur toutes les questions où il y aura partage d'o-

pinions dans le Conseil ; & en l'absence du Gouverneur, le Membre du Conseil, premier nommé, présidera, & en cette qualité, votera dans tous les cas où les opinions des autres Membres seront partagées.

Section trente-cinquieme.

En cas de refus, mort, démission, défaut de qualités requises ou absence hors de l'Etat, de quelqu'une des personnes élues Membres du Conseil, les autres Membres éliront sur le champ, où à leur prochaine séance par la voie du scrutin, une autre personne qualifiée, comme il a été prescrit ci-dessus, pour remplir la place vacante pendant le reste de l'année.

Section trente-sixieme.

Le Conseil aura le pouvoir d'ordonner le grand sceau de cet Etat, qui sera sous la garde du Chancelier en charge, & apposé à toutes les loix, commissions, concessions & autres expéditions publiques, comme il a été pratiqué jusqu'à présent dans cet Etat.

Section trente-septieme.

Aucun Sénateur, Délégué de l'Assemblée ou Membre du Conseil, s'il accepte & prête serment en cette qualité, ne possédera, ni

xcviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

n'exercera aucun emploi lucratif, & ne recevra les profits d'aucun emploi exercé par toute autre personne, pendant le tems pour lequel il sera élu: aucun Gouverneur, tant qu'il sera en charge, ne pourra posséder aucun emploi lucratif dans cet Etat; & aucune personne revêtue d'un emploi lucratif, ou en recevant une portion des profits, ou recevant en tout ou en partie les profits résultans de quelque commission, marché ou entremise quelconque, pour l'habillement ou autres fournitures de l'armée de terre ou de la marine, ou revêtue de quelque emploi sous l'autorité soit des Etats-unis, soit de quelqu'un d'entr'eux, ni aucun Ministre ou Prédicateur de l'Evangile de quelque secte que ce soit, ni aucune personne employée, soit dans les troupes réglées de terre, soit dans la marine de cet Etat ou des Etats - unis, ne pourront siéger dans l'Assemblée générale ni dans le Conseil de cet Etat.

Section trente-huitième.

Tout Gouverneur, Sénateur, Délégué au Congrès ou à l'Assemblée, & tout Membre du Conseil, avant de commencer l'exercice de leurs fonctions, prêteront serment de ne recevoir directement ni indirectement, ni dans aucun tems aucune partie des profits d'aucun emploi possédé par quelque autre

personne que ce soit, tant qu'ils exerceront les fonctions de leur Office de Gouverneur Sénateurs, Délégué au Congrès ou à l'Assemblée, ou de Membre du Conseil, & de ne recevoir, ni en tout ni en partie, les profits résultans d'aucune commission, marché ou entremise quelconque, pour l'habillement ou autres fournitures de l'armée de terre ou de la marine.

Section trente-neuvieme.

Si quelque Sénateur, Délégué au Congrès ou à l'Assemblée, ou Membre du Conseil, possède ou exerce quelque emploi lucratif, ou touche, soit directement, soit indirectement, en tout ou en partie, les profits d'un emploi exercé par une autre personne, pendant le tems qu'il exercera les fonctions de Sénateur, Délégué au Congrès ou à l'Assemblée, ou de Membre du Conseil, il sera d'après la conviction, dans une Cour de loi, sur le serment de deux témoins croyables, privé de sa place, puni comme coupable de corruption & de parjure volontaire, ou banni à perpétuité de cet Etat, ou déclaré à jamais incapable de posséder aucun emploi de profit ou de confiance, suivant que la Cour en décidera.

Section quarantieme.

Le Chancelier, tous les Juges, le Procureur

C AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
leur général, les Clercs de la Cour générale ; ceux des Cours de Comtés, les Gardes des registres de concessions de terre, & ceux des registres des testamens, conserveront leur charges tant qu'ils se conduiront bien & ne seront révocables que pour mauvaise conduite, & après conviction dans une Cour de Loi.

Section quarante - unieme.

Il sera nommé pour chaque Comté un Garde des registres des testamens, lequel recevra la commission du Gouverneur, sur la présentation réunie du Sénat & de la Chambre des Délégués ; & en cas de mort, démission, destitution ou absence hors du Comté d'un Garde du registre des testamens pendant la vacance de l'Assemblée générale, le Gouverneur, de l'avis du Conseil, pourra nommer & breveter une personne convenable & propre à l'emploi vacant, pour l'exercer jusqu'à la session de l'Assemblée générale.

Section quarante-deuxieme.

Les Sheriffs seront élus tous les trois ans au scrutin dans chaque Comté, c'est à-dire, qu'on élira pour l'Office de Sheriff, deux sujets pour chaque Comté, & celui des deux qui aura eu la pluralité des voix ; ou si tous

deux en ont eu un nombre égal, l'un des deux, à la volonté du Gouverneur, recevra de lui la commission dudit Office; après l'avoir rempli pendant trois ans, il ne pourra pas être élu de nouveau pendant les quatre années ensuivantes. Le sujet élu fournira, suivant l'usage, son obligation cautionnée de payer une somme fixée, s'il manque à remplir fidelement son office, & nul ne pourra exercer les fonctions de Sheriff, avant d'avoir fourni cette obligation. En cas de mort, refus, démission, défaut des qualités requises, ou d'absence hors du Comté, avant l'expiration des trois années, le sujet second élu, comme il a été dit ci-dessus, recevra du Gouverneur une commission pour exercer ledit Office pendant le reste desdites trois années, en fournissant son obligation cautionnée, comme il a été dit ci-dessus; & en cas de mort, refus, démission de ce dernier, défaut des qualités requises, ou d'absence hors du Comté, avant l'expiration desdites trois années, le Gouverneur, de l'avis du Conseil, pourra nommer & breveter une personne convenable & propre à cet Office; pour l'exercer pendant le reste des trois ans, à la charge par elle de fournir, comme il a été dit ci-dessus, son obligation cautionnée. L'élection des Sheriffs se fera dans le même lieu & au même tems indiqués pour celle des Délégués, & les Juges mandés pour veiller au maintien de

cij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la tranquillité , seront les Juges de cette élection , & des qualités des candidats ; ceux-ci nommeront un Clerc pour recueillir les bulletins. Tout homme libre , ayant plus de vingt-un ans , possédant une franche-tenue de cinquante acres de terre dans le Comté pour lequel il prétendra voter , & y résidant , & tout homme libre au-dessus de vingt un ans , ayant dans l'Etat une propriété valant plus de trente livres argent courant , & ayant résidé dans le Comté , pour lequel il prétendra voter , une année entière , immédiatement avant l'élection , y auront droit de suffrage. Personne ne pourra être élu Sheriff pour un Comté , à moins d'être Habitant dudit Comté , d'avoir plus de vingt-un ans , & de posséder dans l'Etat des biens réels ou personnels , valant plus de mille livres argent courant. Les Juges , dont il a déjà été parlé , examineront les bulletins , & les deux candidats , ayant les qualités requises , qui auront dans chaque Comté la pluralité de voix légales , seront déclarés dûment élus pour l'Office de Sheriff de ce Comté , & il en sera fait rapport au Gouverneur & au Conseil , à qui il sera envoyé en même tems un certificat du nombre des suffrages qu'aura eu chacun d'eux.

Section quarante-troisième.

Toute personne qui se présentera pour

voter à l'élection, soit des Délégués, soit des Electeurs du Sénat, soit des Sheriffs, devra (si trois personnes, ayant droit de suffrage l'exigent) faire, avant d'être admise à voter, le serment ou l'affirmation de maintenir cet Etat, & de lui garder fidélité, tels que la présente Convention ou la législature l'auront ordonné.

Section quarante - quatrieme.

Un Juge de paix pourra être élu Sénateur, Délégué ou Membre du Conseil, & continuer d'exercer son Office de Juge de Paix.

Section quarante - cinquieme.

Aucun Officier d'Etat-Major dans la Milice ne pourra être élu Sénateur, Délégué ni Membre du Conseil.

Section quarante - sixieme.

Tous les Officiers Civils qui seront nommés à l'avenir pour les différens Comtés de cet Etat, devront avoir résidé dans le Comté respectif pour lequel ils seront nommés, pendant les six mois qui auront immédiatement précédé leur nomination, & devront continuer d'y résider tant qu'ils seront en place.

Section quarante - septieme.

Les Juges de la Cour générale, & ceux des Cours de Comtés pourront nommer les Greffiers de leurs Cours respectives ; & en cas de refus, mort, démission, défaut des qualités requises, ou absence, soit hors de l'Etat, soit hors de leurs Cours respectives, de Greffiers de la Cour générale ou de l'un d'entr'eux, ladite Cour étant en vacance ; & en cas de refus, mort, démission, défaut des qualités requises, ou absence hors du Comté de quelqu'un desdits Greffiers de Comté, la Cour à laquelle il est attaché étant en vacance, le Gouverneur, de l'avis du Conseil, pourra nommer & breveter une personne convenable, & propre à l'emploi vacant respectivement, pour l'exercer jusqu'à la session de la prochaine Cour générale ou Cour de Comté, selon le cas.

Section quarante - huitieme.

Le Gouverneur en charge, de l'avis & consentement du Conseil, pourra nommer le Chancelier & tous les Juges de Paix, le Procureur général, les Officiers de Marine, les Officiers des troupes réglées de terre & de mer, les Commissaires arpenteurs, & tous les autres Officiers Civils du Gouvernement (à l'exception seulement des Af-

seurs, des Connétables, & des Inspecteurs des chemins): il pourra aussi interdire ou destituer tout Officier Civil, dont la commission ne portera pas qu'il conservera son emploi tant qu'il se conduira bien: il pourra interdire pour un mois tout Officier de Milice, & interdire ou destituer tout Officier des troupes réglées de terre ou de mer; enfin le Gouverneur pourra interdire ou destituer tout Officier de Milice, en exécution du jugement d'une Cour martiale.

Section quarante - neuvieme.

Tous les Officiers Civils à la nomination du Gouverneur & du Conseil, dont la commission ne devra pas porter qu'ils conserveront leur emploi tant qu'ils se conduiront bien, seront nommés annuellement dans la troisième semaine de Novembre; mais si quelqu'un d'eux est nommé une seconde fois, il pourra continuer ses fonctions sans avoir besoin ni de recevoir une nouvelle commission, ni de prêter de nouveau le serment de regle; & tout Officier, quoiqu'il n'ait pas été nommé de nouveau, continuera d'exercer jusqu'à ce que la personne nommée à sa place, & pourvue d'une commission, se soit mise en regle.

Section cinquantieme.

Le Gouverneur, tout Membre du Con-

Cvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

feil, & tout Juge & Juge de paix, avant d'exercer leurs fonctions, prêteront respectivement serment : que jamais ils ne voteront, pour la nomination, à aucun emploi par faveur, affection, ni motif de parti ; mais qu'ils donneront toujours leur suffrage à la personne, que dans leur conscience, & d'après leur jugement, ils croiront la plus propre à l'emploi, & la plus capable de le remplir ; qu'ils n'ont point fait & ne feront aucune promesse, qu'ils n'ont point pris & ne prendront aucun engagement de donner leur voix, ou d'employer leur crédit en faveur de qui que ce soit.

Section cinquante - unieme.

Il y aura deux Gardes des Registres des concessions de terres, l'un sur la côte de l'Ouest & l'autre sur celle de l'Est ; il sera fait, aux dépens du public, de brefs extraits de concessions, & certificats de reconnoissance & bornement des terrains, sur les côtes de l'Ouest & de l'Est, respectivement dans des livres séparés ; & ils seront déposés au Greffe desdits Gardes Registres, en la maniere qui sera prescrite à l'avenir par l'Assemblée générale.

Section cinquante - deuxieme.

Tout Chancelier, Juge, Garde des Registres

gistrés des Testamens, Commissaire de l'Office du prêt public, Procureur général, Sheriff, Trésorier, Officier de Marine, Gardes Registres des concessions de terres, Garde des Registres de la Cour de Chancellerie, & tout Greffier des Cours de loi commune, Commissaire Arpenteur, Auditeur des comptes publics, avant de commencer l'exercice de ses fonctions, prêteront serment qu'il ne recevra directement ni indirectement aucuns autres droits ni récompenses pour remplir son emploi de que ce qui lui est ou sera alloué par la loi : qu'il ne touchera directement ni indirectement les profits, ni aucune partie des profits d'aucun emploi possédé par quelqu'autre personne ; & qu'il ne tient pas son propre emploi pour le compte, ni comme mandataire de personne.

Section cinquante - troisieme,

Si quelque Gouverneur, Chancelier, Juge, Garde des Registres des testamens, Procureur général, Garde des Registres des concessions de terres, Commissaire de l'Office du prêt public, Garde des Registres de la Cour de Chancellerie, ou si quelque Greffier des Cours de loi commune, Trésorier, Officier de Marine, Sheriff, Commissaire Arpenteur ou Auditeur des comptes publics, touche directement ou indirectement, dans quelque tems que ce soit, les profits ou

civilj AFFAIRES DEL' ANGLETERRE
partie des profits de quelque emploi possédé
par une autre personne, pendant le tems
qu'il exercera l'emploi auquel il a été nommé,
son élection, sa nomination & commission
seront annullées d'après conviction dans une
Cour de loi, sur le serment de deux témoins
dignes de foi, & il sera puni comme cou-
pable de corruption & de parjure volontaire,
ou banni à perpétuité de cet Etat, ou déclaré
à jamais incapable de posséder aucun em-
ploi de profit ou de confiance, selon ce
que la Cour en décidera.

Section cinquante-quatrième.

Si quelque personne donne quelque présent,
salaire ou récompense, ou quelque promesse
ou sureté de payer ou délivrer de l'argent
ou quelqu'autre chose que ce soit, à l'effet
d'obtenir ou de procurer à un autre un suf-
frage pour être élu Gouverneur, Sénateur,
Délégué au Congrès ou à l'Assemblée,
Membre du Conseil ou Juge, ou d'être
nommé à quelqu'un desdits Offices, ou à
quelque emploi de profit ou de confiance,
actuellement créé ou qui sera créé par la
suite dans cet Etat, la personne qui aura
donné, & celle qui aura reçu, seront, d'après
conviction dans une Cour de loi, déclarées
à jamais incapables de posséder aucun emploi
soit de profit, soit de confiance dans cet
Etat.

Section cinquante - cinquieme.

Toute personne nommée à quelqu'emploi de profit ou de confiance, avant d'entrer en fonction, fera le serment suivant :

Je N. jure, que je ne me tiens point obligé à l'obéissance envers le Roi de la Grande-Bretagne : que je serai fidele, & garderai une véritable obéissance à l'Etat du Maryland ; & en outre signera une déclaration qu'il croit la Religion Chrétienne.

Section cinquante - sixieme.

Il y aura une *Cour des Appels*, composée de personnes integres & versées dans la connoissance des loix, dont les jugemens seront définitifs & en dernier ressort dans tous les cas d'appels, soit de la Cour générale, soit de la Cour de Chancellerie, soit de celle de l'Amirauté. Il sera nommé pour Chancelier une personne integre & versée dans la connoissance des loix. Enfin, trois personnes integres & versées dans la connoissance des loix, seront nommées Juges de la Cour ; maintenant appelée *Cour Provinciale*, & qui sera nommée à l'avenir & connue sous le nom de *Cour générale* : cette Cour tiendra ses sessions sur les côtes de l'Ouest & de l'Est, pour traiter & décider les affaires de chaque

XX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

côte respectivement, dans les tems & dans les lieux qui seront fixés & désignés par la future législature de cet Etat.

Section cinquante - septieme.

L'intitulé de toutes les loix, sera la formule suivante : *qu'il soit statué, &c. par l'Assemblée générale du Maryland.* Toutes les Commissions publiques & concessions, commenceront ainsi : *l'Etat du Maryland*, & seront signées par le Gouverneur, certifiées par le Chancelier, & munies du sceau de l'Etat : excepté les commissions militaires qui ne seront ni certifiées par le Chancelier, ni munies du sceau de l'Etat. On fera le même changement dans le style de tous les Décrets & Ordonnances qui seront certifiés, scellés & signés suivant l'usage. Toutes les plaintes seront terminées par la formule suivante : *contre la paix, le Gouvernement & la dignité de l'Etat.*

Section cinquante - huitieme.

Toutes les amendes & confiscations qui ont appartenu jusqu'à présent au Roi ou au Propriétaire, appartiendront dorénavant à l'Etat, à l'exception de celles que l'Assemblée générale pourra abolir, ou bien auxquelles elle assignera une autre destination (a).

(a) Le Propriétaire étoit le Lord Baltimore. La Pro-

Section cinquante-neuvième.

La présente forme de Gouvernement, ni la déclaration des droits, ni aucune partie de l'une & de l'autre, ne pourront être altérées, changées ou abrogées, à moins que l'Assemblée générale n'ait passé un Bill pour ces altérations, changemens ou abrogations, que ce Bill n'ait été publié au moins trois mois avant une nouvelle élection; & qu'il ne soit confirmé par l'Assemblée générale après une nouvelle élection de Délégués; dans la première session après ladite nouvelle élection; à la réserve que rien de ce qui, dans la présente forme de Gouvernement, est relatif à la côte de l'Est en particulier, ne pourra être changé, ni altéré en aucune manière, que lorsque les deux tiers au moins de chacune des branches de l'Assemblée générale auront consenti au changement & à sa confirmation (a).

vince avoit été concédée à l'un de ses ancêtres par Charles Premier. Certaines amendes & confiscations pour désobéissance à certaines Loix devoient, en vertu de ces mêmes loix, être payées au Propriétaire qui étoit Gouverneur héréditaire de la Province. Par le changement de la Constitution, le Lord Baltimore n'est plus Gouverneur; & ces amendes & confiscations appartiendront dorénavant à l'Etat; mais on lui a conservé la jouissance de ses propriétés, & fonds de terres, cens, rentes, &c.

(a) Cette clause, en faveur de la côte de l'Est,

Section soixantieme.

Tout Bill passé par l'Assemblée générale fera , après avoir été mis au net , présenté dans le Sénat par l'Orateur de la Chambre des Délégués , au Gouverneur en charge , qui le signera & y apposera le grand Sceau en présence des Membres des deux Chambres. Toutes les loix seront enregistrées au Greffe de la Cour générale de la côte de l'Ouest , & dans un espace de tems convenable elles seront imprimées , publiées , certifiées sous le grand Sceau , & envoyées aux différentes Cours de Comté , comme il en a été usé jusqu'à présent dans cet Etat.

Section soixante - unieme.

Pour établir le nouveau gouvernement , il se fera une élection des Electeurs du Sénat le lundi vingt-cinq Novembre de la présente année , & les Electeurs du Sénat s'assemble-

paroît extraordinaire. Elle provient vraisemblablement de ce que les Habitans de cette côte , resserrée entre la Grande Mer & la Baye de Chesapeake , & ne pouvant par conséquent étendre ses établissemens , ni accroître sa population , ont craint que la côte de l'Ouest , s'étendant & s'augmentant tous les jours , ne prît une trop grande influence dans le Gouvernement , qu'il ne s'y fit peut être par la suite quelque changement à leur désavantage ; & ils ont obtenu cette clause pour l'empêcher.

ront à Annapolis le lundi neuf Décembre suivant, & y choisiront les Sénateurs. Il sera procédé le mercredi dix-huit Décembre à l'Election des Délégués qui doivent servir dans l'Assemblée générale, & à celle des Sheriffs; & lesdites élections seront faites dans la forme & par des personnes qualifiées, ainsi qu'il a été prescrit ci-dessus pour les élections qui doivent être faites aux tems périodiquement fixés ci dessus. Les rapports de toutes ces premieres élections seront faits au Conseil de sureté actuellement en exercice; & l'Assemblée générale ouvrira ses séances à Annapolis le lundi dix Février prochain; elle élira dans cette premiere Session ou dans telle autre Session ensuivante, selon qu'elle le jugera convenable, un Gouverneur & un Conseil pour le reste de l'année en la maniere ci-dessus prescrite. Pour pourvoir la premiere fois seulement à tous les emplois qui sont à la disposition du Gouverneur, de l'avis du Conseil, la Chambre des Délégués pourra aussi proposer au Sénat une liste de Sujets pour tous les emplois à la nomination du Gouverneur de l'avis du Conseil; & si le Sénat consent ou à la totalité de la liste, ou à recommander quelques-uns des Sujets qui y seront portés, ceux ainsi recommandés recevront des commissions du Gouverneur; mais si le Sénat refuse de recommander quelques-unes des personnes portées dans cette liste, alors il faudra prendre le scrutin réuni des

CXIV AFFAIRES DEL'ANGLETERRE
deux Chambres en la maniere ci-dessus prescrite, à l'effet de recommander des Sujets pour les emplois qui seront à pourvoir; & les personnes en faveur de qui le scrutin aura passé, recevront des commissions comme il est dit ci-devant.

ICI dans l'original suivent la liste des lieux où les élections doivent se tenir dans les différens Comtés, & celle des personnes qui doivent les tenir & en être Juges : le Traducteur a cru devoir omettre ce détail qui est trop long, & ne peut être d'aucun intérêt ni pour l'instruction, ni pour l'utilité des Lecteurs Européens.

L'Article soixante - unieme continue ensuite ainsi :

Il sera nommé par lesdits Juges un ou plusieurs Greffiers pour prendre & écrire les suffrages dans lesdites élections.

Chaque Juge d'élection, avant de procéder à prendre ou recevoir aucun suffrage, fera le serment ou l'affirmation suivante. Je N. jure ou affirme, que je permettrai de voter à toute personne qui se présentera pour donner son suffrage à l'élection qui va présentement être tenue pour le Comté de... ou la Ville de..., à mon jugement, cette personne, a, conformément aux dispositions contenues dans la forme de Gouvernement, le droit de voter à ladite election; & que je n'admettrai à voter à ladite election aucune

personne contre laquelle trois des Electeurs auront fait opposition , avant qu'elle ait donné son suffrage , si cette personne n'a pas, à mon jugement, les qualités requises pour voter , conformément auxdites dispositions ; & qu'en toutes choses je remplirai l'office de Juge desdites élections suivant mes lumières , sans faveur ni sans partialité. Sur ce, Dieu me soit en aide.

Chaque Greffier , avant de prendre par écrit aucun suffrage , fera le serment qui suit. Je N. déclare que je remplirai bien & fidèlement sans faveur , affection ni partialité l'office de Greffier des élections pour le Comté de — ou pour la Cité d'Annapolis, ou pour la ville de Baltimore , & suivant mes lumières. Sur ce , Dieu me soit en aide.

La présente forme du Gouvernement a été consentie & passée dans la convention des Délégués des hommes libres du Maryland, commencée & tenue en la Cité d'Annapolis, le quatorzième jour d'Août de l'an de notre Seigneur mil sept cent soixante-seize.

Par ordre de la Convention.

Signé Mathieu Tilghman , Président.

Fin de la Constitution du Maryland.

DANS ma lettre du 28 Juillet dernier , vous avez lu , Monsieur , l'excellent discours

CXV] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de M. Luttrell sur les inconvéniens de la méthode de la presse pour lever des matelots. Ce zélé Patriote a avancé en plein Parlement (voyez N.^o XXIV, p. ccliv & cclv) que quoiqu'on eût fait des efforts extraordinaires pour armer les vaisseaux deligne le *Monarque* & le *Saint Albans*, il s'en falloit de beaucoup qu'ils n'eussent le nombre d'hommes nécessaire pour les manœuvres. Vous avez vu les sages observations de ce Député sur l'abus de la pratique des Officiers de la presse, qui s'occupent beaucoup moins de trouver des hommes qui aient les qualités requises pour le service, que de fournir de longues listes de sujets enrôlés. C'est une justice due de ma part à M. Luttrell, dont les assertions vous ont peut-être étonné, de mettre sous vos yeux une lettre qui vient d'être adressée de Portsmouth au Ministre de la Marine, concernant deux faits qui tiennent en vérité du prodige; mais sur lesquels s'étourdiront encore ceux qui ont des yeux pour ne point voir.

Lettre au Lord Sandwich.

De Portsmouth le 3 Septembre 1777.

Lorsque j'ai lu le discours de M. Luttrell & les débats de la Chambre des Communes du 11 Mars dernier, concernant l'équipement de nos vaisseaux, j'étois bien éloigné de

penser que les assertions de M. Luttrell se
 vérifieroient si promptement dans tous leurs
 points : sur-tout ayant entendu le discours
 que vous avez prononcé le 31 Octobre
 précédant dans la Chambre des Pairs , de
 même que celui du Comte de Bristol ; &
 ayant connoissance des assurances Ministé-
 rielles données par M. Buller & le Chevalier
 Hugs Palliser le 11 Mars dans la Chambre
 des Communes. M. Luttrell a assuré la Cham-
 bre qu'il n'avoit été passé en revue à bord
 du *Saint Albans*, de 64 canons , que 177
 personnes , y compris les Officiers & les Va-
 lets , & qu'il n'y avoit pas plus de 25 bons
 matelots sur ce vaisseau , quoiqu'il fût en
 commission depuis plus de trois mois. Dans
 le dessein de mettre votre Seigneurie à por-
 tée de détruire ce que M. Luttrell avoit
 avancé , on a fait les plus grands efforts pour
 faire sortir le *Saint Albans* , qui étoit un
 des premiers vaisseaux mis en commission.
 Mais comme il n'étoit pas possible de se
 procurer des matelots , on y a embarqué
 un ramassis de canaille ; & il a mis à la voile
 vers le milieu d'Avril , après être resté en
 commission l'espace de quatre ou cinq mois.
 Il paroît aujourd'hui que c'est ce mélange
 de mauvais sujets de toute espece qui a oc-
 casionné la fièvre maligne qui a fait de si
 grands ravages sur ce vaisseau. Les gens en
 santé se sont trouvés confondus avec les
 malades , &c. &c. , d'ou il est résulté la perte

de 128 hommes, y compris un Lieutenant & le Munitionnaire; & il s'en trouve encore plusieurs autres dont le rétablissement est très incertain. Votre Seigneurie a causé des pertes énormes à plusieurs vaisseaux Marchands, qui étoient à la mer, en faisant presser leurs matelots. Il s'en est suivi, qu'un de ces bâtimens s'est échoué. Votre Seigneurie en a retiré de dessus le *Barfleur*, lorsque ce vaisseau a été mis en ordinaire: tout cela pour équiper le *Monarque*, de 74 canons, destiné à une campagne, & qui étoit resté environ huit mois en commission; mais personne n'ignore ici que ce vaisseau que nous avons été sur le point de perdre, n'a échoué que parce qu'il étoit très-mal équipé: ce qui a mis les Officiers dans l'impossibilité de manœuvrer comme on auroit dû le faire; & il est de fait que sans l'habileté, le zèle & la prudence du Capitaine Rowley & de ses Officiers, & sans le prompt secours qui leur a été envoyé des vaisseaux de guerre qui étoient à Spithead & du chantier de Portsmouth, le vaisseau auroit infailliblement péri avec le Lieutenant Hayes, cet excellent Officier & plusieurs de ses gens qui ont été les victimes de leur zèle. Ces preuves frappantes confirment pleinement l'opinion généralement reçue que la presse est le moyen le plus lent & le plus inefficace que l'on puisse employer pour équiper la Marine Royale. On s'attend avec raison

que votre Seigneurie adoptera le Bill de M. Luttrell, ou qu'elle en produira un mieux calculé, pour parvenir au but désiré, par le moyen duquel la quantité de maux & de calamités qu'entraîne journellement cette pratique horrible, détestable & tyrannique ne soient plus à redouter, & les fideles sujets de Sa Majesté puissent jouir de la tranquillité à laquelle ils ont droit de prétendre à si juste titre.

Signé ORSINES.

ON a cru répondre à cette lettre dans une Gazette du 12 Septembre, en disant que les 128 hommes du *Saint Albans* étoient morts par la volonté divine; & qu'on devoit plutôt des éloges au zèle & à l'adresse avec lesquels le *Monarque* a été relevé, qu'il ne convenoit d'imputer son accident à quelque défaut de manœuvre. — Mais celui qui a pris la peine de faire cette réponse pour le Ministre, après avoir dit qu'il a l'honneur de servir dans la Marine depuis 23 ans, jure & proteste à toute l'Angleterre que jamais les forces navales Britanniques n'ont été sur un pied plus respectable que dans le moment actuel: ni plus en état de soutenir l'honneur & la dignité de la nation; & que dans la joie de son cœur, il peut assurer qu'elles sont aujourd'hui l'étonnement & l'effroi de l'Europe.

P. S. du 30 Septembre. — La disette de matelots, quoiqu'aussi réelle, aussi extrême que M. Luttrell, témoin oculaire & éclairé l'a représentée, n'empêche pourtant point le Ministère d'ordonner de nouveaux armemens. Il faut bien qu'il ait l'air de croire lui-même que la Marine Royale n'a jamais été sur un pied plus formidable. Il faut qu'il paroisse avoir d'autres motifs que l'odieuse guerre d'Amérique, pour demander quelques millions de plus au Parlement. Il faut enfin qu'au 20 Novembre prochain le Parlement puisse soupçonner que la nation a droit de concevoir de justes inquiétudes sur les vues secrètes de la Maison de Bourbon, tandis que Milord North affectera d'assurer qu'on peut se fier aux protestations pacifiques de ces Puissances; mais que la Nation se doit à elle-même de faire voir qu'on ne l'outrageroit pas impunément. En conséquence voilà six vaisseaux de ligne de plus, mis en commission. Ils y resteront peut-être quelques mois sans trouver de matelots, ainsi que le *Saint Alban*, le *Monarque*. Peut-être même ne seront-ils jamais armés, ainsi que la plupart des autres; mais il s'agit de prouver qu'on avoit quarante-quatre vaisseaux en commission : & quelle meilleure preuve en donner, qu'en portant le nombre à la cinquantaine? Ces nouveaux vaisseaux sont le *Berwick* de 64 canons, l'*Elisabeth* de 64, le *Cumberland* de 74, le *Panther* de 60, l'*Europe* de 64, le *Grafton* de 74, &

une frégate de 20. L'opinion publique n'ira point chercher la cause de cette augmentation de forces sur les côtes d'Amérique, où l'on fait que la guerre se fait beaucoup mieux avec des frégates: elle se tournera d'elle-même vers l'objet plus voisin qu'on veut qu'elle envisage; & pour lui donner toute la consistance nécessaire, on ne manquera pas, à compter de ce moment, jusqu'à l'octroi du subside, ce qui au plus ira à la huitaine de la rentrée du Parlement, de semer les bruits les plus allarmans sur les ruses pratiquées dans les ports de Nantes, de Bordeaux, &c. d'intelligence avec des Ministres de mauvaise foi, pour duper les honnêtes & trop confians Ministres Anglois; & l'on ne parlera que de nouveaux bruits de guerre, désavoués hautement par ceux qui travailleront sourdement à les accréditer. Les millions octroyés, ces bruits cesseront, & on poussera avec une nouvelle fureur l'illusoire & ruineux projet de la réduction ou de la séduction de l'Amérique. Voilà en substance, Monsieur, ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire lors du grand armement de l'année dernière; & ce que je pourrai vous répéter chaque année, jusqu'à la fin de cette guerre aussi absurde que détestable. Aux mêmes époques vous verrez toujours le Ministère Anglois prendre les mêmes mesures, & toujours le bon peuple Anglois s'y laisser tromper.

Difons un mot de l'Amérique, ou difons

plutôt qu'il n'y a rien à en dire. La guerre entre Washington & les Freres Howe, que je vous ai représentée comme une guerre de postes, seroit bien mieux nommée une guerre d'énigmes. Où est M. Howe? Où n'est-il pas? Vous le voyez : vous ne le voyez plus ; vous le reverrez bientôt : voilà jusqu'ici l'histoire de la campagne du Chevalier Howe, au bout de laquelle chacun dira que M. Washington est un grand Général. En conséquence, des effains de belle jeunesse de tous les Pays de l'Europe, voleront en Amérique au Printems prochain, pour aller faire sous ses ordres un genre de guerre tout neuf : & à la fin je crois que l'amour du métier fera jusqu'aux Officiers Anglois eux-mêmes ; & que quand ils auront bien appris avec le Chevalier Howe à changer de position, ils voudront aller apprendre aussi avec Washington l'art plus agréable d'en faire changer. Je ne vous parlerai point de tous les endroits où on dit qu'a paru M. Howe. Je ne fais point un Traité sur les Apparitions. Quant à M. Burgoyne, il a écrit à Milord Germaine une lettre fort peu fatifsaisante, en date du 30 Juillet. Le tableau qu'il fait des difficultés qu'il a eu à surmonter pour percer jusqu'à la riviere d'Hudson, détruit toute la vraisemblance de ce qu'il dit de ses modiques pertes. Il est observé du poste de Saratogah par le Général Arnold, avec les meilleures troupes que celui ci ait pu rassembler. Il ne faut

faut pas croire que M. Arnold entreprenne de disputer ce poste, quoiqu'on assure que M. Burgoyne hésite à l'attaquer. Le système des Américains est connu : ils évacueront encore : tout ce qu'il leur faut c'est de donner matière à M. Burgoyne d'écrire, à mesure qu'il avance, de nouvelles lettres semblables à sa dernière ; & quand il sera arrivé à New-York, ce sera un compte curieux à faire que celui de ses bataillons. Sans doute il ira chercher une nouvelle armée à Québec, pour remonter & redescendre encore par la même route ; nous verrons pendant combien d'années cela pourra l'amuser.

Un vaisseau armé en Europe & commandé par le Capitaine Tolomache, est arrivé heureusement à Boston avec quatre Officiers Hongrois & beaucoup de munitions de guerre, M. O-Connor a arboré son pavillon dans ce port sur un vaisseau de guerre de 56 canons, qui est allé établir sa croisière aux îles de l'Amérique.

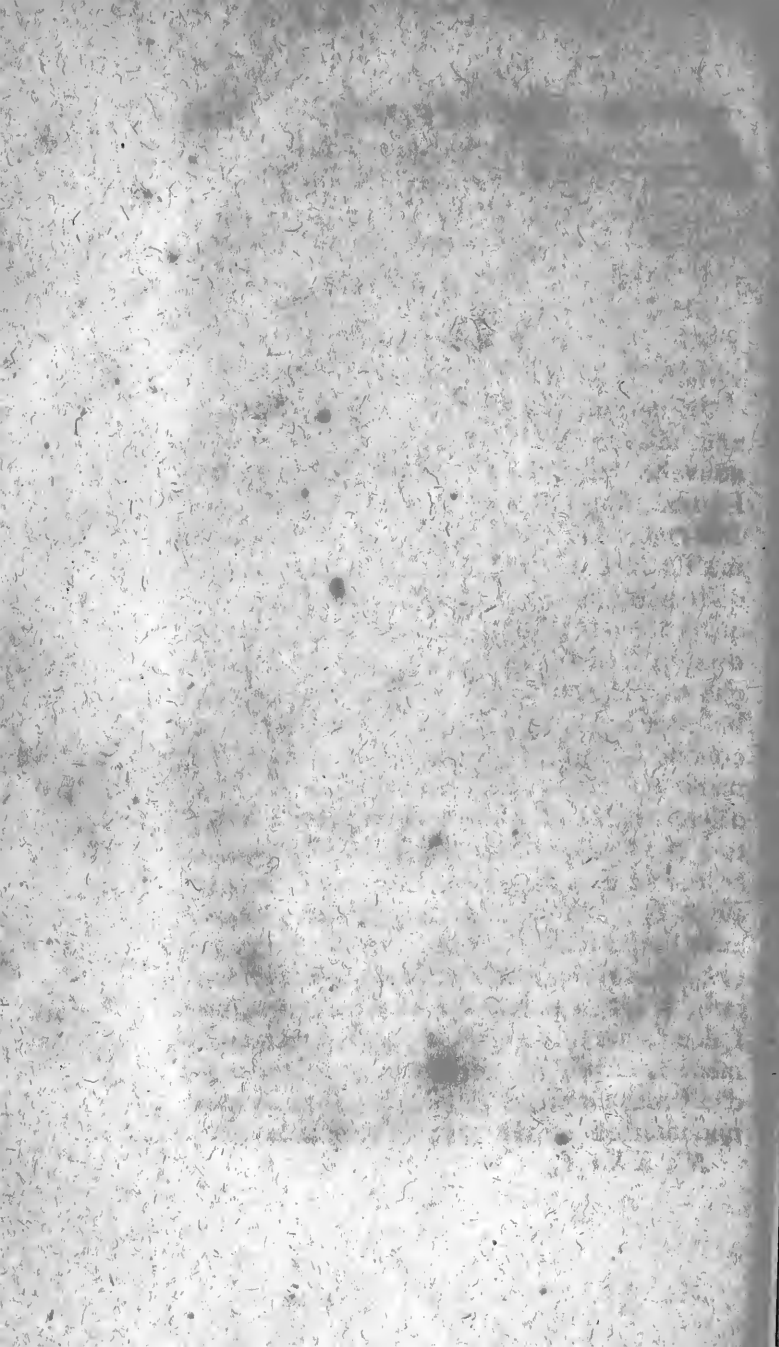
M. de Sieural, arrivé à la Caroline Méridionale sur la *Danaë*, a reçu du Congrès le grade de Brigadier,

Il est venu à Londres le 26 des nouvelles inquiétantes sur la flotte attendue des îles de l'Amérique, & les Assureurs ont haussé leurs primes de dix pour cent. On assure que plusieurs de ces vaisseaux, séparés de leur escorte, ont été enlevés par les Corsaires Américains.

cxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Les fonds publics ne haussent pas si vite ;
ils s'en tiennent au petit degré de faveur que
leur a rendu l'abandon de Ticondérago.





*Lettre d'un Banquier de Londres
à M. *** à Anvers.*

De Londres le 18 Octobre 1777.

JE ne puis vous dire, Monsieur, combien vous m'avez causé de joie en m'envoyant la nouvelle production de l'Imprimerie du Louvre, sous le titre de *Commerce de la Grande Bretagne*, &c. Ce n'est pas que cet ouvrage me fût inconnu : je l'ai eu des premiers lorsqu'il parut l'année dernière ; mais j'ignorois qu'on songeât à le donner en François : je doutois même que l'idée en pût venir à quelque traducteur à cause des grands frais que les 171 pages in-folio de chiffres devoient coûter. Je vois avec une satisfaction inexprimable que le mérite de ces tableaux pour les calculs d'administration & de commerce, dans tous les pays, comme en France, a été senti ; & par le caractère dont cette publication est revêtue, je juge qu'un Ministre éclairé aura voulu faire jouir de ce trésor étranger une espèce d'hommes malheureusement trop rares, & qu'on ne sauroit trop encourager, les spéculateurs politiques. On n'a pas communément la facilité d'embrasser d'un seul coup-d'œil tout un grand commerce dans une suite non interrompue de soixante & seize années ;

CXXVJ AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

& il y a une infinité d'inductions utiles à en tirer pour l'avancement de l'émulation & de l'industrie, & par conséquent des vrais sources de la richesse d'un Etat. J'ai actuellement sous les yeux le soixante-dix-huitieme tableau qui récapitule le commerce général de chaque année. N'est-il pas merveilleux d'y voir que l'excédant des exportations, en quoi consiste tout l'avantage du commerce, qui en 1697 étoit de 43,320 liv. est arrivé par une échelle de soixante-seize années à 3,356,411 l. sterl. : que les importations se sont élevées dans cet intervalle d'environ 3,500,000 l. jusqu'à douze millions, & les exportations de trois millions & demi, à quinze ou seize millions? Administrateurs de tous les pays, lisez l'Histoire avec ce commentaire : suivez dans cette marche les accroissemens & les décroissemens des moyens qui constituent la félicité publique : faisissez à chaque différence dont vous serez frappés, les résultats des succès ou des fautes de vos semblables ; & sans vous en rapporter aux éloges de leurs flatteurs ou aux préventions semées par leurs ennemis, assignez leur vous-même le rang qu'ils doivent tenir & le nom qui doit leur rester. Attachez votre vue sur l'intéressante époque de 1722 : voyez comme le commerce Anglois s'est accru subitement dans toutes les parties, après le coup hardi d'une suppression de plus de deux cents articles d'impôts sur le commerce ;

& convenez que George Premier a débuté avec d'excellents Ministres. Faites la balance des treize premières années du règne actuel avec les treize précédentes, pour l'excédant des exportations, & dites, si George III est aussi bien servi que son ayeul & son bisayeul, quand vous verrez que la différence, à son désavantage, est de plus de vingt-deux millions sterling.

Voilà, Monsieur un échantillon des études politiques que chacun pourra faire sur l'ouvrage publié en François par les soins d'un Ministre, homme d'Etat, qui n'a que des goûts utiles au service de son Maître, & que le desir de les propager. Ce n'est pas ce Ministre qui a fait voir le jour à des tableaux d'où on tirera des conséquences si défavorables au Gouvernement Anglois; mais puisqu'ils étoient publics en Angleterre & qu'un de ses premiers devoirs est de concourir au soutien de l'émulation & de la confiance dans sa propre nation, que l'illusion du crédit Anglois n'a que trop souvent effarouchées, il ne peut que s'applaudir d'un acte qui caractérise une rivalité suscitée dans tous les tems par le Ministère Anglois lui-même. Et moi qui ne perds point de vue les Américains, dont il faut bien que je reste l'ami, puisque je ne trouve à m'enrôler sous les drapeaux d'aucune grande Puissance qui veuille aider l'Angleterre à les exterminer, je vais vous amuser de quelques calculs formés d'après les

cxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
Tableaux Parlementaires de M. Whitworth,
& qui mettront encore sous un plus grand
jour l'atroce extravagance de la guerre d'A-
mérique. J'y joindrai sous le N°. IV un
parallele de credit & de facultés entre les
treize Etats-unis & la Grande-Bretagne,
morceau où vous reconnoîtrez une main de
Maître, & que vous jugerez digne d'être lû
par ceux dont l'instruction a occupé le Mi-
nistre, qui nous gratifie d'une édition Fran-
çoise de (a) l'ouvrage Anglois le plus capable
de faire apprécier les forces réelles de la
Grande-Bretagne;

(a) Voici le titre de cet Ouvrage: *Commerce
de la Grande-Bretagne & Tableaux de ses importa-
tions & exportations progressives, depuis l'année 1697,
jusqu'à la fin de l'année 1773*, par le Chevalier
Charles Whitworth, Membre du Parlement. *A l'Im-
primerie Royale 1777.*

On en trouve des exemplaires chez Pankoucke,
Libraire, rue des Poitevins, à Paris.



N.^o I. *Extrait des Tableaux des exportations & importations progressives de la Grande-Bretagne, depuis l'année 1697, jusqu'à l'année 1773, avec des remarques du Docteur Price.*

A N N É E moyenne.	Importations.	Exportations.	EXCEDANT des Exportations.
	Livres.	Livres.	Livres.
Année moyenne sur quatre finissant en 1700	4,956,975	6,034,727	1,077,749 ou $\frac{10}{50}$.
sur cinq ... 1710	5,321,717	6,713,246	1,391,529 ou $\frac{10}{48}$.
1715	5,304,343	7,401,946	2,097,603 ou $\frac{10}{35}$.
1725	6,628,279	9,663,527	3,035,248 ou $\frac{10}{32}$.
1735	7,470,454	11,855,226	4,384,772 ou $\frac{10}{27}$.
1745	7,363,079	11,922,982	4,559,903 ou $\frac{10}{20}$.
1750	7,429,739	12,877,129	5,447,390 ou $\frac{10}{24}$.
1755	8,264,834	13,406,530	5,141,696 ou $\frac{10}{26}$.
1760	8,877,144	14,253,377	5,376,233 ou $\frac{10}{26}$.
Sur quatre .. 1764	10,110,870	15,793,158	5,682,228 ou $\frac{10}{28}$.
Sur neuf ... 1773	11,996,769	14,814,074	2,817,305 ou $\frac{10}{33}$.

CXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Pour tirer de justes inductions de cet état, il est nécessaire de faire les remarques suivantes :

Premierement. Les exportations sont portées trop haut sur les déclarations qui se font à la Douane. Comme on ne paye point de droits pour exporter, le Marchand porte aux valeurs & aux quantités qu'il veut, les articles qu'il fait enregistrer, & le plus souvent il les règle sur le crédit & l'importance qu'il veut se donner. Suivant les meilleurs Jugés, cet excédant peut être compté à un million sterl. par an.

2°. Les importations sont trop basses, parce qu'on ne peut point y comprendre les marchandises importées en contre bande. Ce déficit s'évalue à un autre million sterl. par an. Mais je me contenterai de porter ces deux différences à un million & demi par an.

3°. L'intérêt de la dette nationale payé aux Etrangers ; l'argent que les voyageurs Anglois dépensent dans les pays étrangers ; les matieres d'or & d'argent employées dans les Manufactures ; & l'usée des especes courantes du Royaume, peuvent aller au moins à deux millions par an. Je ne veux cependant compter cette somme que pour celle que les Etrangers retirent tous les ans de nos fonds ; c'est-à-dire un million & demi.

Pour trouver donc la balance d'argent entre la Grande-Bretagne & les autres parties du monde depuis la dernière guerre, il faut dé-

duire de l'excédant des exportations, toutes ces sommes montant à trois millions.

Mais pour trouver cette même balance avant la fin de la dernière guerre; la déduction devra être moins forte en proportion de ce que la dette nationale & le commerce étranger étoient alors moindres qu'actuellement.

Si l'on examine l'extrait ci-dessus d'après ces principes, on verra que depuis 1710 (a) jusqu'à l'année 1764 la balance d'argent doit avoir été en faveur de la Grande-Bretagne, & que conséquemment il doit y être entré de l'argent pendant toute cette période. C'est à cet argent & à l'accroissement de notre papier, qu'on doit attribuer la chute ou la diminution rapide de l'intérêt, qui commença quelques années avant que la Maison régnante montât sur le Trône. C'est la même cause qui nous a mis en état de supporter les dépenses énormes des deux dernières guerres, & la perte des sommes immenses envoyées hors du Royaume pour payer des subsides

(a) Dans l'état des exportations remis à la Chambre des Communes, on comprend les matières d'or & d'argent exportées. Quand on déduiroit ces articles ainsi que les autres sommes mentionnées ci-dessus, il y auroit encore pendant cette période une balance en faveur de la Grande-Bretagne. On ne voit point dans les comptes postérieurs à l'année 1764, qu'il y ait eu des matières d'or & d'argent déclarées & enregistrées pour l'exportation.

cxix AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
& pour maintenir des armées sur le continent.

Avant 1710 il est douteux que l'excédant des exportations fût assez considérable pour faire entrer quelque argent dans le Royaume. Mais il paroît certain que cet excédant n'auroit pas pu, à beaucoup près, compenser les sommes qui étoient sorties de la Caisse publique pour soutenir les guerres du Continent sous le règne de Guillaume & de Marie. Conséquemment la quantité des especes a dû diminuer considérablement dans ce Royaume; M. Davenant compte qu'en 1711 elle étoit de neuf millions moindre qu'à l'époque de la révolution. De là est provenu le taux excessif de l'intérêt, le peu de produit des taxes & la difficulté que le Gouvernement éprouva à lever de l'argent pendant ces deux guerres : il y a tout lieu de croire que ces difficultés auroient été insurmontables, si l'on n'avoit point trouvé l'expédient de substituer le papier aux especes, en établissant la Banque.

La balance, en faveur de la Grande-Bretagne, a été à son plus haut degré dans l'intervalle des deux dernières guerres, c'est-à-dire depuis 1748, jusqu'en 1755. C'est ce qui contribua à faire monter les actions (a)

(a) Les annuités à trois pour cent étoient alors à cent cinq, & pendant les cinq premières années de la guerre commencée en 1755, elles étoient en général plus hautes qu'elles ne l'ont été depuis cette guerre.

si haut, que le Gouvernement se trouva en état de réduire de quatre à trois pour cent les intérêts de la dette nationale.

Ce que j'ai principalement en vue de faire remarquer ici, c'est qu'il paroît par les tableaux de M. Whitworth, que depuis l'année 1764 la balance a été contre la Grande-Bretagne, & que c'est à cela qu'on doit attribuer le haut prix des matieres d'or & d'argent, la rareté des especes & la détresse de la Banque depuis cette même année, jusqu'à l'année 1773.

Il est encore essentiel d'observer que pendant que les exportations diminuoient, depuis 1764, jusqu'à 1773, les importations ont augmenté plus qu'en aucun tems précédent. Depuis 1760 les importations ont plus augmenté que pendant tous le tems qui s'est écoulé depuis l'avènement de la Maison d'Hanovre. Voilà une preuve frappante que le luxe a fait des progrès rapides parmi nous depuis quelques années; & on peut y ajouter que le produit des taxes a toujours été en augmentant, comme on devoit s'y attendre, par l'accroissement du luxe. Depuis peu la Douane & l'Accise ont rendu près de 250,000 livres par an de plus qu'elles ne rapportoient il y a douze ans. Or cette amélioration dans les revenus, ne provient uniquement que par un accroissement dans les consommations occasionné par le luxe, les impôts ayant été

CCXXXIV AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

à-peu-près les mêmes depuis la fin de la dernière guerre.

Depuis 1710 jusqu'en 1764 les exportations n'avoient fait que s'accroître ; elles ont diminué depuis 1764 jusqu'en 1773. Le déclin du commerce de Portugal en est une raison , les exportations pour ce Royaume ayant tombé depuis 1761 de 1,200,000 liv. à 600,000 liv. par an. Une autre raison de cette diminution c'est l'atteinte qu'une mauvaise politique a porté depuis 1763 à notre commerce avec les Colonies. Depuis plusieurs années ce commerce avoit contribué plus que tout autre à augmenter nos exportations , & même dans l'intervalle des années 1763 à 1774 , malgré l'échec qu'il avoit reçu , il alloit toujours en augmentant & produisoit en notre faveur une balance annuelle d'un million & demi. Mais depuis 1774 ce commerce est entierement perdu pour nous. Avant cette perte la balance générale étoit contre nous , ainsi que je l'ai démontré. Il est constant que nous n'eussions pas pû supporter la perte de la balance avec l'Amérique , sans l'heureux concours de quelques causes particulieres. Le tems nous fera voir si ces causes sont d'une nature permanente , ou si elles ne sont que passageres.

N.^o II. *Calculs qui font voir combien il importoit à l'Angleterre de conserver le commerce de l'Amérique.*

Depuis que les Américains se sont trouvés assez forts , contre l'attente du Gouvernement Anglois , pour résister aux armées qu'il a envoyées pour les réduire à l'esclavage, nous avons entendu dire , tant dans le Parlement qu'au dehors , par ceux qui sont les auteurs de tout ce mal , & par les Ecrivains qui les y ont encouragés , que le commerce de l'Amérique n'avoit jamais été avantageux à l'Angleterre , & que nous pouvions très-bien nous passer de Colonies. Les ignorans peuvent avoir pris ces assertions impudentes pour des faits ; mais je démontrerai que ce sont des impostures qu'on s'est attaché à répandre depuis le commencement de cette malheureuse affaire. Tout le monde convient que le commerce des Isles rapporte un grand profit à la Métropole : nous comparerons donc nos exportations pour les Isles avec celles pour les Colonies Septentrionales depuis trente ans ; & nos Lecteurs jugeront d'après cela lequel des deux-commerces est le plus fructueux.

CXXXVj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Total des exportations de l'Angleterre, inclusivement depuis l'année 1744 jusqu'à l'année 1748.

Pour l'Amérique Septen.

Pour les Isles

1744 640,114 l. 796,112 l.

1745 534,316 503,669

1746 754,945 472,994

1747 726,648 856,463

1748 830,243 734,095

TOTAL 3,486,266 3,363,333

Différence en faveur de
l'Amérique

122,933

TOTAL 3,486,266

Voyons à présent le montant des exportations, inclusivement depuis l'année 1754, jusqu'à l'année 1758.

Pour l'Amérique.

Pour les Isles.

1754 1,246,615 l. 685,675 l.

1755 1,177,848 694,667

1756 1,428,720 733,458

1757 1,727,924 776,488

ET DE L'AMÉRIQUE. CXVXVII.

Pour l'Amérique.

Pour les Isles.

1758 1,832,9481..... 877,5711.

TOTAL 7,414,055 3,767,859.

Différence en faveur de

l'Amérique..... 3,646,196

TOTAL 7,414,055

Il est évident par cet état général de nos exportations pour nos Colonies, que notre commerce avec les Isles montoit il y a 33 ans, savoir en 1744, à 796,112 liv. & il y a 19 ans, savoir en 1758, à 877,571 liv. Qu'en 1744 le total de nos exportations pour le continent de l'Amérique étoit de 640,114 livres; mais qu'en 1758 elles se sont montées à 1,832,948 liv. Ainsi en 14 années, savoir depuis 1744 jusqu'en 1758, notre commerce des Isles n'a ni augmenté ni diminué considérablement; au contraire notre commerce avec le Continent a presque triplé pendant le même période. Cependant en 1758 nous n'étions pas encore en possession de toute l'Amérique Septentrionale, puisque la paix par laquelle nous avons exclu les François de la partie du Continent qui est à l'Est du Missipipi, & par laquelle nous sommes devenus les maîtres d'un territoire qui confond les Calculateurs, n'a été faite qu'en 1763.

cxxxviiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Supposons que le commerce avec le Continent de l'Amérique, (que rien ne pouvoit interrompre , si ce n'est nos vexations & notre projet injuste & insensé de vouloir taxer les Colonistes sans qu'ils eussent des Représentans) eût continué à s'accroître dans la même proportion, il est évident que cette branche seule eût été pour nous un fonds éternel & inépuisable de commerce. En effet, si pendant la dernière des années citées (en 1758) notre commerce étoit monté au triple de ce qu'il étoit 14 ans avant, n'avions nous pas lieu d'espérer que dans une autre révolution de 14 années , savoir en 1772 , il auroit encore plus que triplé , puisque nos domaines & notre population sur le continent Américain, avoient reçu un accroissement considérable par les suites de la paix de 1763 ? Nos exportations pour le continent de l'Amérique, auroient donc pu se monter en 1772. à 5,498,844 liv. & quatorze années après à 16,496,552 liv. si nous nous fussions abstenus de violences & d'oppressions.

Voilà ce que nos Colonies ont été pour nous, & elles seroient devenues par la suite plus précieuses qu'on ne peut se l'imaginer. Mais elles ne nous appartiennent plus : nous ne pourrons jamais les reconquérir : nous les avons perdues de gaieté de cœur ; & nous faisons tous nos efforts pour réduire à l'esclavage & pour anéantir ceux que nous au-

nous dû soutenir & chérir autant par prudence que par gratitude. ; & pour quelle raison ? Pour créer quelques places pour des *Collecteurs & des Commissaires Ecoffois*. Nos escadres , nos armées , nos mercenaires gagés & nos Sauvages séduits , peuvent bruler leurs Villes maritimes , piller les Habitans , & dévaster une partie de leur pays ; mais l'idée de les subjuguier ne peut se loger que dans la tête de quelque insensé.

N.º III. *Etat de la balance d'argent que l'Angleterre a retirée de son commerce à différentes époques.*

Années.	Balance d'argent.
1749	6,181,562 l.
1750	7,059,964
1751	6,024,375
1752	5,331,746
1753	5,639,584
TOTAL	<u>30,537,231</u>

Ainsi , dans un espace de cinq ans , après la paix de 1748 , nous avons eu une balance d'argent de plus de trente millions sterl.

Années.	Balance d'argent.
1763	4,491,145 l.
1764	6,148,096

CXL AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Années.	Balance d'argent.
1765	3,660,741 l.
1766	2,549,188
1767	1,770,555
<i>TOTAL.</i>	<u>18,622,748</u>

Dans les cinq années qui ont
 suivi la paix d'Aix-la-
 Chapelle 30,537,231 l.

Dans les cinq années qui ont
 suivi celle de Paris 18,622,748

Différence. 11,914,483

On n'avoit jamais bien apprécié le mérite de la paix de Paris ; mais les comptes ci-dessus le déterminent clairement , en nous faisant voir que les intérêts de la Grande-Bretagne ont souffert tout le possible par cette fameuse paix. M. Whitworth distinguera tant qu'il lui plaira , la balance d'industrie d'avec la balance d'argent. Quand celle-ci devient aussi énormément désavantageuse , il seroit absurde d'imaginer que peut être on gagne par l'autre .

Nous sommes bien loin encore d'avoir recouvré le commerce que nous faisions avant la guerre de 1766. C'est ce que le compte suivant va nous montrer.

Années

ET DE L'AMÉRIQUE. [cxl]

Années.	Balance d'argent.
1769	1,529,675 l.
1770	2,049,716
1771	4,339,150
1772	2,160,960
1773	3,356,411
<i>TOTAL.</i>	<u>13,435,912</u>

Ce tableau feroit encore bien plus allarmant, si M. Witworth nous donnoit les états postérieurs à l'année 1773. Si nous pouvions voir celui de l'année présente, où dénués de matelots, de bâtimens, & de sûreté pour notre commerce, nos marchandises ne sortent plus, nos retours ne se font plus que sous des pavillons étrangers, sans que nous retirions d'autre indemnité de tant de préjudices, que des captures de vaisseaux Américains, qui font autant de pertes réelles pour nous, & des succès qui nous ruinent & nous deshonnorent.

Cette balance de commerce est le vrai poulx de l'Erat. Quand elle est en notre faveur, elle nous assure les moyens de payer deux millions sterl. d'intérêt que nous devons aux Etrangers pour leurs capitaux, & de fournir aux exportations continuelles d'especes pour les provisions de notre Marine, pour nos voyageurs, &c. Est-elle contre nous, les

cxlij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
fonds publics baissent ou ne se relevent
que lentement & foiblement : les souscrip-
teurs des emprunts , hors d'état de faire leur
payement , mettent leurs actions sur la place ;
& la rareté des especes fait augmenter le
prix de l'or , ainsi qu'on le voit aujourd'hui
qu'il (a) est monté à 4 liv. 3 d. l'once.

Milord Shelburne a fait voir au Parlement ,
dans la dernière session , que le produit de
la Douane étoit diminué de 1,175,960 l.
depuis l'année 1773.

(a) Le balance du commerce , ou le change , est
aujourd'hui si défavorable à l'Angleterre , qu'elle a
été obligée de faire passer d'énormes quantités d'es-
peces au dehors pour payer la différence , indépen-
damment de toutes celles qu'elles a envoyées en Amé-
rique. Il est résulté de cette grande exportation d'es-
peces & de matieres d'or , que l'once d'or est montée
à 4 liv. 3 d. sterl. , tandis qu'elle devoit être à 3 liv.
17 sols 10 den. suivant le taux fixé à la dernière
refonte des guinées. De sorte qu'il y a présentement
 $3\frac{1}{2}$ pour cent à gagner sur les guinées , soit en les
fondant , soit en les portant sur la place. Les Sous-
cripteurs du dernier emprunt n'ont pu effectuer leurs
payemens , qu'au moyen d'un million & demi que
Milord North leur a fait avancer par la Banque.
C'est dans cet état des choses qu'on fait pour la cam-
pagne prochaine en Amérique des préparatifs du double
plus considérables que ceux des dernières campagnes.
Il a passé en 1776 plus de trois millions sterling en
Amérique. Le Général Burgoyne n'a point voulu
partir cette année qu'il n'eût embarqué avec lui
six cents mille guinées. Enfin on a envoyé des sommes
incroyables au Chevalier Howe.

Années.	Produit gros.	Produit net.
1773 ...	5,000,000 ...	2,200,000
1774 ...	5,100,000 ...	2,100,000
1775 ...	5,000,000 ...	2,675,960
1776 ...	3,494,252 ...	1,600,000

C'est ce qui devoit résulter inévitablement d'une décadence de commerce, telle qu'on vient de la démontrer. Dans un pareil délabrement d'affaires a-t-on dû être surpris de la mauvaise réussite de l'emprunt de l'année 1777. & peut-on se flatter de regagner la confiance de l'Etranger, qui voit si clairement que le seul commerce de l'Amérique soutenoit le crédit Anglois, & qui doit trouver si étrange tout ce qu'on a fait pour le perdre?

N.º IV. *Comparaison des treize Etats - unis de l'Amérique avec la Grande-Bretagne, sur les facultés & le crédit.*

Dans les emprunts d'argent, le crédit d'un homme dépend des sept circonstances suivantes ou de quelques-unes d'elles.

1.º Sa conduite connue, relativement aux emprunts antérieurs & à la ponctualité avec laquelle il a rempli ses engagements.

2.º Sa capacité pour les affaires,
m ij

cxliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

3.^o Son économie dans ses dépenses.

4.^o La solidité de ses fonds, ses biens étant bons & libres, d'où provient sa faculté certaine de payer.

5.^o Ses espérances bien fondées de moyens plus grands encore à l'avenir, par l'accroissement de ses biens & par les secours qu'il a droit d'attendre.

6.^o La prudence qu'on lui connoît dans la gestion de ses affaires générales, & l'avantage qu'il tirera probablement de l'emprunt actuel qu'il désire.

7.^o Sa probité reconnue, & l'honnêteté de son caractère, manifestée par son acquittement volontaire de dettes, que suivant la loi, il n'auroit pas été obligé de payer.

Les circonstances qui donnent du crédit à un particulier, doivent être & seront du même poids auprès de ceux qui prêtent de l'argent à des Corps publics ou à des Nations.

À présent, si nous considérons & comparons entre elles la Grande-Bretagne & l'Amérique sous ces divers points de vue, pour savoir à laquelle des deux il est plus sur de prêter de l'argent : voici ce que nous verrons évidemment.

1.^o *Par rapport aux emprunts antérieurs*

L'Amérique qui a emprunté dix millions sterl. pendant la dernière guerre, pour l'entretien de son armée de 25,000 hommes

& pour d'autres charges, avoit fidèlement acquitté & payé, en 1772, cette dette & toutes les autres dettes; tandis que la Grande-Bretagne, pendant ces dix années de paix & d'un commerce lucratif, n'a fait que très-peu ou point de payemens; & qu'au contraire elle a de tems en tems diminué les espérances de ses créanciers, en faisant un faux & inutile emploi de son fonds d'amortissement qui avoit été destiné pour éteindre ses capitaux.

2.^o *Par rapport à l'industrie pour les affaires.*

En Amérique il n'y a point d'hommes qui ne soient employés. Les uns, & c'est le plus grand nombre, cultivent leurs terres; les autres s'occupent à des métiers, à la navigation & au commerce. Rien n'y est plus rare qu'un homme oisif: on y est deshonoré par l'oisiveté & l'inutilité. En Angleterre il y a une quantité prodigieuse de gens oisifs & inutiles: c'est même le genre de vie le plus honnête. Qu'en résulte-t-il? Des dérangemens dans les fortunes particulières & des banqueroutes journalières: suites d'un goût général pour le faste & les plaisirs dispendieux. Delà aussi, en quelque sorte, la mauvaise administration des affaires publiques; car il n'y a que l'exercice qui donne de l'habitude & de la capacité pour les affaires; & tant que c'est une mode générale de se

cxlvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

livrer entierement à la dissipation & de ne respirer que l'ainour des plaisirs, il est bien rare que la jeunesse élevée à ce train de vie, puisse ensuite acquérir cette attention vigilante & cette application suivie que demandent les affaires, & qui est si nécessaire à un homme d'Etat chargé du soin de la prospérité nationale : delà de fréquentes erreurs en fait de politique : delà le dégoût pour les affaires, & la lenteur avec laquelle on y procède : delà une répugnance constante à s'engager dans toute affaire qui exige de la réflexion & de l'examen, & une disposition habituelle à remettre toute nouvelle proposition ; disposition qui est la seule vertu Ministérielle que nos hommes en place parviennent à acquérir, parce que c'est celle qu'ils mettent le plus souvent en pratique. Tout au contraire en Amérique, les gens élevés à s'occuper constamment de leurs affaires, ont une aisance familière à gérer celles du public lorsqu'ils en sont chargés ; & rien ne manque par leur négligence.

3°. *Par rapport à l'économie dans les dépenses.*

La maniere de vivre en Amérique est en général plus simple & moins dispendieuse qu'en Angleterre. On n'y affiche le luxe ni sur les tables, ni dans les habits, ni dans les ameublements, ni sur les voitures en petit nombre que la seule nécessité, & non un goût frivole, y

fait entretenir. En Amérique un certain ton de dépense nuit au crédit , & par conséquent on l'évite. En Angleterre souvent on augmente son train , dans la vue d'acquérir du crédit , & l'on continue de se ruiner.

La différence est encore plus grande dans les affaires publiques. En Angleterre les appointemens des Bureaux & leurs profits , sont énormes. Le Roi y jouit d'un million sterl. par an ; & avec cela il ne peut entretenir sa famille sans s'endetter. Les Secrétaires d'Etat , les Lords de la Trésorerie & de l'Amirauté , &c. , ont d'immenses traitemens ; un auditeur des comptes de l'Echiquier reçoit six deniers sterl. pour livre , ce qui est la quarantieme partie de tout l'argent public dépensé par la nation ; de sorte que lorsqu'une guerre coute 40 millions , il y a un million pour lui. Un Inspecteur de la monnoye , dans la derniere fabrique des especes , a reçu pour ses droits 65,000 livres sterling dans une année ; quoiqu'il n'y ait point de services que ces Messieurs puissent rendre au public , par lesquels ils pussent jamais meriter d'aussi énormes récompenses. Tout cela est payé par le peuple qui est surchargé par les taxes que tant de dépenses rendent nécessaires , & qui par là devient encore moins en état de contribuer au payement des dettes nationales légitimes. En Amérique , les salaires , lorsqu'ils sont indispensables , sont

très médiocres , & la plupart des affaires publiques se font gratis. On s'y contente de l'honneur de bien servir l'Etat. L'*esprit public* y existe réellement & y produit les plus grands effets. En Angleterre il est généralement regardé comme un être chimérique ; & quiconque y prétend , se fait rire au nez ou est soupçonné de fourberie. Les Comités du Congrès qui forment le Bureau de la guerre , le Bureau de la Trésorerie , le Bureau de la Marine , le Comité pour les comptes , le Bureau des Conventions étrangères pour avoir des armes , des munitions , des habits , &c. tous s'occupent de leurs fonctions respectives sans aucun salaire ou émolument quelconques , quoiqu'ils y donnent beaucoup plus de tems qu'aucun Lord de la Trésorerie ou de l'Amirauté n'en retranche de ses plaisirs , pour vaquer à ses devoirs. Un ex Ministre Anglois a compté que toute la dépense des Américains , dans leur Gouvernement civil de trois millions d'hommes , ne montoit qu'à 70,000 liv. par an ; & delà il concluoit qu'ils devoient être taxés jusqu'à ce que leur dépense fût égale par proportion , à ce qu'il en coûte à la Grande-Bretagne pour gouverner huit millions de sujets. Il n'imaginait pas de tirer une conséquence toute contraire , savoir que si trois millions d'hommes peuvent être bien gouvernés avec une somme de 70,000 liv.

huit millions d'hommes pourroient l'être tout aussi bien pour trois fois cette somme ; & que c'étoit plutôt la dépense du Gouvernement de la Grande-Bretagne qu'il falloit diminuer. Dans cette nation corrompue , nul homme ne rougit de participer à ce qu'on appelle des affaires , dans lesquelles l'argent public est prodigieusement mal appliqué & dissipé & le trésor pillé , & qui excitent des augmentations & surcharges de taxes ; tandis que l'espoir de voir ces sortes d'affaires se multiplier par une guerre , est un motif pour beaucoup de gens de clabauder pour la guerre en toute occasion ; & de s'opposer à toute proposition de paix. Delà l'accroissement constant de la dette nationale & l'impossibilité absolue qu'elle soit jamais acquittée.

4°. *Par rapport à la solidité des fonds.*

Tous les treize Etats-unis de l'Amérique sont engagés pour le payement de chaque article contracté par le Congrès ; & la dette qui proviendra de la guerre actuelle est la seule qu'elle aura à payer : toutes ou presque toutes les anciennes dettes de chaque Colonie en particulier étant déjà acquittées. Mais l'Angleterre devra payer non seulement l'énorme dette que cette guerre occasionnera ; mais encore toute sa dette précédente , ou l'intérêt de cette dette ; & tandis que l'Amérique s'enrichit des prises

cl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

faites sur le commerce Britannique, beaucoup plus qu'elle n'a jamais fait par aucun commerce à elle propre, sous les entraves du Monopole Anglois, la Grande-Bretagne voit diminuer ses revenus, & par conséquent devient de plus en plus incapable de faire face à l'augmentation actuelle de ses indiscrettes & folles dépenses.

5.º Par rapport aux espérances d'une plus grande faculté à venir.

La Grande-Bretagne n'en a aucunes de cette espece. Les Isles Britanniques sont circonscrites par l'Océan. A l'exception d'un petit nombre de parcs ou de forêts, elle n'a point de nouvelles terres à cultiver; ainsi elle se trouve dans l'impossibilité d'étendre ses cultures & de faire des améliorations. Il en est de même de sa population; au lieu d'augmenter par un accroissement de subsistances, elle diminue continuellement par le luxe qui s'étend de jour en jour, & par l'extrême difficulté d'entretenir des familles; ce qui doit empêcher de se marier de bonne heure. Ainsi elle aura moins de sujets qui l'aideront à payer sa dette; & ce nombre diminué sera plus pauvre. L'Amérique, au contraire, indépendamment de ses terres cultivées, a encore d'immenses terrains à faire valoir. Les terres cultivées augmentent continuellement en valeur par l'augmentation

du peuple; & le peuple qui en vingt-cinq ans doublera par une propagation naturelle, doublera encore plus promptement par l'accession des étrangers, aussi long-tems qu'il y aura des terrains pour de nouvelles familles; de sorte que tous les vingt ans il y aura un double nombre d'habitans obligés d'acquitter les dettes publiques; & ces habitans étant plus opulens, pourront plus facilement payer leur part des charges publiques.

6.^o *Par rapport à la prudence dans les affaires, & à l'avantage attendu de l'emprunt désiré.*

Les Américains sont cultivateurs de terres; ceux qui s'occupent des pêcheries & du commerce, forment un petit nombre en comparaison du corps du peuple. Ils ont toujours géré leurs divers gouvernemens avec sagesse, évitant les guerres & les projets vains & dispendieux, se plaissant uniquement dans leurs travaux paisibles, qui à cause de l'étendue de leur territoire non encore cultivé, doivent leur fournir de l'occupation pour des siècles. Tout au contraire la Grande-Bretagne, toujours turbulente, ambitieuse, avare, imprudente & querelleuse, est la moitié du tems engagée dans quelque guerre ou autre différend, dont la dépense est infiniment plus grande que l'avantage qu'elle y cherche & qu'elle n'est pas sûre d'obtenir.

Ainsi, en 1739, elle fit la guerre à

clij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

l'Espagne, pour une réclamation d'environ 95,000 liv.; ce qui fait à peine quatre deniers sterl. par tête pour la nation. Elle y a dépensé 40 millions sterl. : elle y a perdu cinquante mille hommes; & elle a fait la paix sans obtenir la satisfaction qu'elle prétendoit. Il n'y a peut-être pas une nation en Europe à qui elle n'ait fait la guerre pour le prétexte le plus frivole; & par là elle a imprudemment accumulé une dette qui l'a mise sur le point de faire banqueroute. Mais la plus indiscrete de toutes ses guerres est celle qu'elle fait actuellement à l'Amérique, avec laquelle elle auroit pû vivre très-long-tems dans la plus intime amitié, en se contentant de l'administrer avec équité & sagesse. Elle agit aujourd'hui comme un marchand qui auroit la folie de battre les gens qui passeroient devant sa porte, afin de les forcer d'entrer chez lui pour y acheter.

L'Amérique ne peut se soumettre à un pareil traitement sans se ruiner d'abord; & une fois ruinée, son commerce ne fera plus d'aucune valeur. L'Angleterre, pour ruiner l'Amérique, accumule sa dette & se ruine elle-même.

D'un autre côté l'Amérique n'aspire qu'à établir sa liberté, & une liberté de commerce qui deviendra avantageuse à toute l'Europe. Enfin l'abolition du monopole, sous lequel elle à gémi jusqu'à présent, la dédommagera assez

pour qu'elle puisse acquitter la dette qu'elle contractera pour obtenir cette abolition.

7.º Par rapport à la ponctualité dans l'acquiescement des dettes.

La ponctualité de l'Amérique dans l'acquiescement des dettes publiques a été démontrée dans le premier article. Le caractère général du peuple à cet égard, s'est fait connoître par sa fidélité à payer à l'Angleterre les dettes particulières depuis le commencement de la guerre.

Il s'est trouvé pourtant quelques politiques bornés qui ont proposé d'arrêter ce paiement jusqu'au rétablissement de la paix, alléguant que dans le cours ordinaire du commerce & du crédit, il existoit toujours une dette égale au commerce de dix-huit mois : que le commerce étant de cinq millions sterling par an, la dette pouvoit être de sept millions & demi : que cette somme payée aux Marchands Anglois préserveroit la Grande-Bretagne de tomber dans la détresse où nous voulions la plonger en cessant tout commerce avec elle : que les Marchands recevant cet argent sans recevoir d'ordres pour de nouvelles fournitures, le placeroient dans les fonds, ou l'emploieroient à payer des Manufacturiers pour avoir des marchandises toutes prêtes à envoyer dans les marchés affamés de l'Améri-

CLIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

que à la première nouvelle d'un accommodement, moyennant quoi le crédit public se trouveroit soutenu, & les Manufacturiers occupés & sans juste sujet d'importuner le Gouvernement de leurs plaintes. A ces observations, on a répondu que les outrages faits par les Ministres ne devoient point être vengés sur des Marchands qui étoient nos amis : que le crédit provenoit de marchés particuliers faits sur l'assurance de la bonne-foi : que ces conventions devoient être sacrées & remplies fidèlement : que quelque avantage public qu'on supposât pouvoir retirer d'un manque de foi privée, ce seroit une injustice & définitivement une imprudence, l'honnêteté étant réellement la *meilleure politique*.

D'après ce principe, la proposition fut généralement rejetée ; & quoique les Anglois continuassent de nous faire la guerre avec une barbarie sans exemple, de brûler nos Villes sans défense au milieu de l'hiver & d'armer les Sauvages contre nous, la dette fut ponctuellement payée, & les Marchands de Londres ont certifié au Parlement & certifieront à tout l'Univers, qu'après l'expérience qu'ils avoient de notre manière de commercer avec eux, ils n'avoient rien à appréhender de notre mauvaise foi ; & que depuis la guerre ils ont reconnu que la bonne opinion qu'ils avoient de nous étoit pleinement justifiée. Au contraire la Grande-Bretagne, cette

ET DE L'AMÉRIQUE. civ

nation usée , corrompue , extravagante & perverse , se voit chargée d'une dette qu'elle ne peut absolument pas payer ; & cependant elle est assez folle & assez fourbe pour l'augmenter encore davantage , sans la moindre espérance de satisfaire jamais ses créanciers , & n'ayant d'autre ressource pour s'acquitter que de faire une banqueroute publique.

Il est donc évident , d'après la frugalité , l'industrie , la prudence & le caractère vertueux de l'Amérique , qu'il y a beaucoup plus de sûreté à lui prêter qu'à la Grande-Bretagne , indépendamment de la satisfaction que les ames généreuses doivent éprouver , lorsqu'elles réfléchissent qu'en prêtant de l'argent aux Américains , elles arrêtent les progrès de la tyrannie & soutiennent la cause de la liberté qui est la cause de tout le genre humain.

Tous ces calculs de commerce & de finance prouvent assez clairement, Monsieur, l'embaras extrême où doit se trouver le Ministère Anglois pour faire les fonds de la campagne prochaine. Comment soutenir tant de pertes & diminutions de revenus : comment satisfaire à tant d'objets extraordinaires de dépenses ? On fait que Milord Germaine a encore fait négocier auprès des Princes d'Allemagne , & qu'ils vendent à la Grande-Bretagne un nouveau renfort de douze mille

hommes. La guerre d'Amérique, tant en troupes de terre, qu'en vaisseaux, coûtera donc dans l'année prochaine dix à douze millions sterling. Le nombre des troupes réglées sera de 76,000 hommes au moins. Ce seul article à cinq shellings par jour pour chaque homme, toutes dépenses comprises, se montera à six millions neuf cents trente-cinq mille livres sterling pour l'année; & l'entretien des forces navales, sur le pied de 50 à 60 mille matelots, avec l'usée & les bâtimens de transport, formera bien une pareille somme encore, pour achever les douze millions: ce qui est six fois plus qu'il ne reste à l'Angleterre de revenu libre dans le produit net des taxes foncières. Que fera-ce, si en conséquence du nouveau traité qui vient d'être conclu avec les Auxiliaires, l'Angleterre est chargée pour trois années encore de la paye de leurs troupes, qui doivent se monter bientôt à 37,000 (a) hommes!

Hommes.

(a) Ce calcul est aisé à faire, non compris les remplacements: en vertu des Traités de 1776. 17,000.
Renforts obtenus de divers Etats d'Allemagne dans le reste de l'année..... 8,000.
Renforts pour l'année 1778..... 12,000

TOTAL..... 37,000

Le

Le moyen de soutenir de si prodigieux efforts, consistoit-il à sacrifier treize Colonies florissantes & leur commerce, & à se mettre dans la dépendance des étrangers pour tous les besoins d'une immense marine? Croit-on l'avoir trouvé dans l'abandon où reste l'Irlande, avec les 5,100 (a) hommes laissés pour sa garde, au lieu des douze mille pour lesquels la parole du Roi étoit engagée; & dans la réduction que les régimens Anglois ont subie, & qui est telle que la Grande-Bretagne est aujourd'hui absolument sans défense.

Pour moi, je suis persuadé que par de tels expédiens, l'Angleterre joindra au malheur d'avoir perdu l'Amérique, celui de s'être ruinée sans ressource & de voir sa considération ravalée au niveau des petits Etats chez qui elle a trouvé de si funestes secours.

Mais nous avons assez disserté sur la ruine des Souverains des mers & des despotes du commerce, transportons nous en Amérique, & portons un coup d'œil sur les opérations de leurs Généraux, dont nous avons aujourd'hui quel-

(a) Il n'y avoit en Irlande, au mois de Mai dernier, que 5,100 hommes, au lieu des 8,000 auxquels le Parlement s'étoit restreint. Il avoit consenti à ne point exiger les douze mille promis par le Roi, lorsque l'établissement fût porté à 15,000, afin que le Roi pût toujours disposer de trois mille hommes.

clviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ques détails plus certains. Si la balance du crédit entre les Etats-unis & l'Angleterre est bien évidemment contre cette dernière Puissance, celle des talens militaires paroît ne lui être pas moins défavorable. Le Général Heister a quitté son service avec humeur : elle a rappelé le Général Carleton qui lui avoit conservé le Canada : elle a maltraité le Général Percy pour sauver l'honneur du Général Howe : Elle a manqué au Général Clinton : elle vient de traiter le Général Prescott avec une dureté qui a mécontenté tout le militaire : elle a tout sacrifié à l'illusion de l'harmonie fraternelle de ses deux Généraux de terre & de mer, qui jusqu'ici a été plus fatale qu'utile au service. Castor & Pollux sont inséparables : l'armée de terre passe une partie de chaque campagne sur les ondes, & si elle n'est aidée à son tour de celle de mer, elle essuie par-tout des échecs. L'une est sans cesse occupée de faire valoir l'autre, & toutes deux le sont de la crainte de rien hazarder, de sorte que leurs opérations sont absolument dénuées d'activité. Ce qui a été fait de plus sage par le Général Howe consiste dans l'adresse qu'il a eue de duper Washington par l'échange des prisonniers, en lui rendant des ombres pour des substances. Mais dans le même tems M. le Chevalier Howe se plaignoit que Washington trouvoit toujours le moyen de se faire informer de ses plans d'opérations, & qu'il lui avoit fait

manquer son projet d'attaque par le Delavare. C'est savoir duper aussi, mais d'une maniere permise & honnête.

M. Howe a fait une lourde faute en s'enfonçant dans les Jerseys, presque jusqu'aux lignes de Washington, pour ne point l'attaquer : sans doute parce qu'il n'a pas osé ; mais c'est ce qu'il falloit se garder de laisser voir à un ennemi. Il a manqué encore de prudence en détachant six mille hommes de son armée pour aller occuper, sans aucun fruit, l'Isle de Rhode-Island. Il en a ensuite rappelé les troupes, quand le moment où elles lui eussent été nécessaires a été passé ; & il a causé les mécontentemens & la retraite du Lord Percy, Général cher à l'armée & à la nation. Aujourd'hui nous voyons le Général Burgoyne s'avancer péniblement & périlleusement par les lacs & la riviere d'Hudson, pour porter au Général Howe des renforts qui auroient pû bien plus facilement l'aller joindre par mer trois mois plutôt, & qui l'auroient mis en état de percer jusqu'à Philadelphie par les Jerseys, dès le commencement de la saison. M. le Chevalier Howe s'est décidé trop tard à l'évacuation des Jerseys, & il l'a faite avec toute la disgrâce possible, & d'une maniere scandaleuse, ainsi que le fait très-bien remarquer le Général Burgoyne dans sa lettre du 30 Juillet, où il dit qu'il a été occupé sur-tout de prévenir l'effet que produoit souvent un mouvement rétrograde, en ras-

n ij

surant un ennemi frappé de terreur panique, & qu'en conséquence il a mieux aimé pousser toujours en avant, que de faire quelques pas en arriere pour prendre une route plus com- mode. Soit dit en passant, cette observation de M. Burgoyne permet-elle d'espérer des fruits bien satisfaisans de sa jonction, si ar- demment désirée, avec le Général Howe? A en juger par leurs principes & leur conduite, il est visible qu'ils pourroient bien se joindre sans s'unir. Je conclus de tout cela que la balance de sagesse & de talens militaires est encore en faveur des Américains, puisqu'on n'a aucune faute semblable à leur repro- cher, & qu'ils ont soutenu jusqu'ici avec harmonie & uniformité le seul genre de guerre qui fût convenable à leurs intérêts & à leur situation, sans qu'on ait vu les revers mêmes mettre aucun désordre dans leur plan.

Le Général Howe est parti, comme on le fait, de l'Isle Staten le 23 Juillet, près d'un mois après avoir quitté les Jerseys. Les Ministres ont affecté d'ignorer vers quel lieu il s'étoit porté. Il avoit pourtant eu l'atten- tion de leur écrire, par sa dépêche du 3 Juin dernier, qu'il regleroit ses opérations suivant le plan qu'il leur avoit communiqué précédemment. Je vous ai rapporté dans ma lettre du 14 Août (N.º XXVI), des lettres attribuées à M. Edmond Burke, où il fait voir à Milord Germaine qu'il est dans le secret de la destination du Général Howe :

« L'Été sera sur sa fin, lui dit-il, avant que nous ayons atteint Philadelphie, nous essayerons de prendre cette Ville par la Baye de Chesapeak, en la remontant jusqu'à la riviere d'Elk ». Pour les conséquences de cette expédition, je me réfère, Monsieur, au N.^o XXVI. de votre Recueil. On savoit donc en Angleterre que le Général Howe iroit attaquer Philadelphie par la Baye de Chesapeak. Les Ministres viennent de faire annoncer son débarquement par une affiche au Café de Lloyd. Ils ne l'ont point fait par une Gazette de la Cour, parce qu'ils veulent rapprocher le plus qu'il pourront de l'ouverture des sessions prochaines, l'explosion des trois ou quatre Gazettes qu'il s'attendent à publier vers ce moment là, & dont l'effet seroit délayé dans un trop long espace de tems. Les plus petits moyens ne sont point à négliger pour une affaire aussi importante que celle d'un subside de dix à douze millions que Milord North a grand intérêt d'entamer & de terminer au plutôt. Si ce n'étoit pas une chose absolument conclue dans la première huitaine de la session, quels risques ne courroit pas son projet de finances ? Il ne faut point qu'il donne le tems aux mauvaises nouvelles d'arriver. C'est bien assez qu'il ait été forcé de reculer la rentrée du Parlement jusqu'au 20 Novembre, pour que la nation s'apperçoive moins que la campagne s'est ouverte trop tard. Attendra-t-il, pour

clxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

faire agréer les nouveaux traités auxiliaires ; qu'on ait appris que l'armée du Général Howe a souffert d'énormes pertes par les maladies que lui aura occasionnées l'excessive chaleur des jours & la fraîcheur mortelle des nuits du mois d'Août dans le Maryland , où il a débarqué ? Espérera-t-il d'obtenir , sans difficulté , l'augmentation de l'armée de terre , quand on verra l'armée de Howe ainsi réduite , prise elle-même entre deux feux par Washington du côté de la Pensylvanie , & de l'autre par le Général Lewis avec les troupes de la Virginie & de la Caroline ? C'est une armée bien réelle qui étoit au commencement d'Août à Alexandrie sur la rivière Potomack , à quatre journées de Baltimore , & qui aura pû inquiéter les marches du Général Howe , dans le pays , de toute l'Amérique , le plus fort par le nombre des milices. Enfin aura-t-il le courage de demander un troisieme million en vote de crédit pour le Roi & pour la refonte des monnoyes , quand on saura que les six cents mille guinées , sans lesquelles ne seroit point parti le Général Burgoyne , & tous les immenses préparatifs qui ont été faits pour sa campagne de jonction , n'ont pas porté le moindre profit ? Je ne parle point du danger continuel des postes laissés par M. Burgoyne , sur une ligne de plus de cent lieues , qui seront exposés , pendant huit mois d'hyver , à toutes les horreurs de la faim & des autres besoins , & au service le plus

fatigant , pour être continuellement en garde contre les surprises des troupes de la Nouvelle Angleterre. Vous concevez que depuis le débarquement de l'armée du Roi dans la baye de Chesapeak , cette Province est quitte de toute apprehension pour Boston au moins jusqu'au mois de Mai prochain , & qu'il lui est libre de porter toutes ses forces sur ses derrieres , ce qu'elle n'avoit pas pû faire dans le tems où M. Burgoyne s'avançoit sur Ticondérago.

Je finirai cette lettre . Monsieur , par une description des peines & des fatigues que ce Général a eu à surmonter dans l'expédition des lacs , & dans la suite qu'il a eu le bonheur d'y donner cette année - ci , en perçant jusqu'à la riviere d'Hudson. M. Burgoyne vous en a tracé une légère esquisse par sa lettre du 30 Juillet. Il ne lui étoit pas possible d'entrer dans les détails qui sont nécessaires pour que vous puissiez juger des frais immenses que doivent coûter de pareilles expéditions.

Difficultés des marches en Amérique.

Les forêts de l'Amérique , qui sont encore dans leur premier état , soit qu'elles forment la bordure d'un lac , d'une riviere ou d'une crique , sont toutes couvertes d'arbres qui s'étendent par tout jusqu'aux bords des eaux. Les rivières intérieures qui établissent la seule communication , c'est-à-dire

clxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la plus directe qu'il y ait entre Albany & Montréal, vers le Nord, & entre Albany & Oswego ou Chouaguen, sur le lac Ontario, vers le Sud, peuvent être comptées, à tous égards, parmi les eaux les plus extraordinaires dans le monde connu. Quelquefois depuis le mois de Décembre jusqu'au mois d'Avril elles sont entièrement couvertes de glace, ou au moins assez pour que le plus petit bâtiment ne puisse y naviguer. En Avril il survient dans ces rivières une crue considérable, occasionnée par la fonte des neiges. Un Armateur Marchand, seulement avec quelques chaloupes, peut retirer un grand avantage de cette circonstance, & en profiter pour porter sa cargaison aux foires voisines; il a encore le tems de s'en retourner chez lui avant la diminution des eaux. Une armée ne pourroit pas faire la même chose, parce qu'un grand corps se meut toujours plus lentement.

Les bâtimens de transport, les chariots de bagages & de provisions, l'artillerie, les articles pour le service de la Marine & pour celui des Ingénieurs, tout cela demande à être examiné, & il faut qu'il soit fait des rapports journaliers de l'état où se trouvent ces divers objets. Les emballeurs, les charpentiers, les charons, les maréchaux, les bourreliers, sont continuellement occupés pour préparer tout ce qui est nécessaire à une marche, & toutes ces choses là ne peuvent

point se faire d'avance, parce que les articles de gros volume, comme affuts de canon & de mortiers, chaloupes, &c. restent sous les neiges jusqu'au moment d'y faire les réparations nécessaires. Pendant qu'on fait tous ces préparatifs, même avec toute la diligence possible, & pendant que l'armée marche vers les rivières, il s'écoule l'espace d'un mois ou de six semaines. Dans cet intervalle la crue des eaux dispa- roît avec l'avantage qu'elle présentait, sans qu'on puisse accuser aucun individu du service de mer ou de celui de terre, d'avoir contribué au retard dans les opérations.

Viennent ensuite des obstacles presque insurmontables, contre lesquels il faut lutter jusqu'au mois d'Octobre. Vers le 15 Mai le Soleil a beaucoup de force, & dans les mois de Juin, de Juillet & d'Août les eaux du pays, qui sont les seules qui rendent les rivières navigables, se dispersant & se retirant, personne ne sait où, les criques & les petites rivières se trouvent presque à sec. Voilà la cause de la demande de plusieurs centaines de bateaux plats.

Dans cet état des choses, la plupart du tems les mariniers sont obligés de sortir de leurs bateaux, & en certains endroits quelque fois tous les quarts d'heures, pendant plusieurs jours de suite, & de les faire passer par-dessus des roches, des troncs d'arbres & des bancs de sable, en faisant les

clxvj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

plus grands efforts & en s'exposant à mille dangers. Dans les endroits même où la longueur de la riviere est de quarante à cinquante verges , il arrive souvent qu'il n'y a pas assez d'eau pour porter une simple chaloupe. Combien ces difficultés ne doivent-elles pas ralentir la marche d'une armée !

Un autre obstacle , c'est la nécessité de transporter souvent sur des chariots , non-seulement les munitions & autres articles , mais même les bateaux , pour éviter la rapidité des écueils. Ce service est si pénible , que si on le connoissoit bien , on le citeroit peut être en proverbe.

Un troisieme obstacle , provient des chaloupes défoncées , qui forment des barrieres dans beaucoup de rivières , & qui donnent lieu à une multitude d'accidents.

A ces inconvéniens on peut en ajouter un quatrieme , occasionné par la difficulté de gouverner des bateaux à travers une continuité d'arbres , de troncs d'arbres & de rochers. Des hommes qui demeurent à Albany & à Schenectady , gagnent leur vie à conduire les bateaux tant en remontant qu'en descendant les rivières , & leur dextérité à gouverner avec des perches un bateau plat , ayant souvent une charge considérable , & à empêcher qu'il ne soit entraîné par la force du torrent , est réellement admirable. Il seroit impossible à des Soldats , qui n'y auroient pas été exercés pendant plusieurs

mois, de faire, avec quelque diligence, un pareil service.

Toutes les difficultés dont nous venons de parler, quelque grandes qu'elles puissent paroître, ne sont encore rien en comparaison de celles que présentent les criques. On en trouve un grand nombre dont le courant est couvert d'arbres qui se courbent dessus; & comme ces arbres croissent tout au bord de l'eau, un ennemi n'a autre chose à faire, pour arrêter une armée & barrer le passage, que de les sapper par le pied & de les laisser tomber de leur propre poids, sans avoir la peine de les transporter seulement à un pas de l'endroit où ils sont.

Le Marquis de Montcalm, vers l'année 1756, lorsqu'il se retira à Montréal du Fort Stanwix, & de Chouaguin ou Oswego, s'est servi le premier de cet expédient avec le plus grand succès. Dans le *Wood Creek*, depuis la source de la rivière de Mohawk, jusqu'au lac Oneida, il a couvert toute la surface de l'eau à une étendue d'environ vingt-quatre milles, de ces abbatis d'arbres dans les intervalles où il n'y en avoit point de tombés.

En 1760, l'armée du Lord Amherst a eu la glorieuse & pénible tâche de s'ouvrir, à travers ces abbatis d'arbres, un passage pour ses bateaux : opération qu'elle n'auroit certainement jamais songé à entreprendre,

clxviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

si elle n'y eut pas été forcée par une nécessité absolue.

En 1757, le Lord Loudon fut blâmé en Angleterre, pour avoir perdu une campagne dans l'inaction. J'avoue que dans ce tems là n'ayant pas vu les bois de l'Amérique, & ne connoissant rien de semblable ailleurs, il me parut fort étrange que l'armée de ce Lord eût fait si peu de progrès. Les routes d'Albany aux lacs de George, de Champlain & d'Ontario, ont été faites, toutes en grande partie, du tems du Lord Loudon; & tous ceux qui depuis ont percé des routes en Amérique, ont été ses élèves.

Voici la différence pour ouvrir une route à travers un bois en Angleterre ou en Amérique. Nous n'avons, en comparaison de l'Amérique, que peu d'arbres & encore moins de taillis à couper, & le chemin se trouve fait. On le recouvre ensuite de pierres ou de gravier, & le voilà supérieur à tous les chemins qu'on rencontre dans les deserts de l'Amérique, excepté des routes d'un ou deux milles qui avoisinent quelque endroit commerçant, & des routes de cinq ou six milles autour des principaux forts; & qui peuvent avoir été formées ou raccommodées par les garnisons de ces mêmes Forts.

Les bois de l'Amérique ne sont, dans quelques endroits, que des taillis, & dans d'autres on n'en voit point du tout. Les difficultés qu'on y rencontre pour faire des

chemins, peuvent se réduire à quatre sortes. Les arbres en général sont très-près les uns des autres. Secondement, les arbres couchés en tous sens, les uns renversés par le vent & les autres venus ainsi naturellement, sont en aussi grande abondance que les poteaux à réverbères sur les grands chemins aux environs de Londres, & souvent aussi rapprochés que ceux du pont de Westminster. Ces arbres étant presque innombrables & trop difficiles à retirer de leur place, il faut sans cesse, pour les éviter, changer de direction. Tous les deux ou trois milles il faut fabriquer un pont de vingt, trente ou quarante pieds d'élévation, & ayant deux ou trois fois autant de longueur, pour traverser une crique ou plutôt un ravin entre deux montagnes; & souvent lorsque les terres des deux côtés sont à une certaine hauteur, on est encore obligé d'en retirer une partie auparavant. Il faut remplir des marécages, dont le grand nombre met le comble aux difficultés qu'on trouve à faire des chemins. Pour que de la grosse artillerie puisse passer sur un marais, on y jette quantité de petits arbres, coupés à dix ou douze pieds de longueur, qu'on range très-près les uns des autres. Il y a entre le lac Oneida & la rivière de Seneca, un chemin de douze milles, qui forme presque une continuité de marécages, & qui est couvert de la manière que je viens de dire. Quand j'y ai passé, on m'a assuré

CLXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

que ces especes de ponts , dans cette seule étendue , étoient au nombre de cent trente-trois. Je ne les ai point comptés ; mais je fais bien que j'ai pris de l'humeur à les voir en si grande quantité.

J'espère que ces détails pourront donner une idée de la situation du Général Burgoyne , & faire apprécier les progrès qu'il a faits & qu'on a vû dans la Gazette du 27 Septembre dernier. Les gens qui pensent ou qui disent qu'il n'a rien fait de bien merveilleux en s'avancant jusqu'à la riviere d'Hudson , devraient considérer & peser les circonstances avant de porter leur jugement.

Signé, *Viator Americanus.*

CE QUE vous venez de lire , Monsieur , est visiblement l'ouvrage de l'amitié. Le Voyageur Américain a cru nécessaire de disposer la Nation à quelque indulgence pour un Général qui aura surmonté inutilement de si énormes difficultés. On prévoit que tant d'efforts de courage & de génie , auront été perdus pour le grand objet de la réduction de l'Amérique dans cette campagne ; & on veut que la faute en retombe un peu sur la nature , pour soulager d'autant la réputation des Ministres & des Généraux. Le crédit , les facultés & les talens militaires , abondent du côté des Américains : ils sont aidés par la nature ; & au dire de bien des juges

éclairés en Europe, ils ont encore le bon droit par devers eux. Que leur manque-t-il donc pour triompher de leurs ennemis & pour faire cesser une guerre qu'une fatale opiniâtreté poussera beaucoup trop loin, sans aucun fruit ? Que leur faut-il pour qu'ils continuent à repousser loin d'eux un fatal accommodement, qui en les subjuguant sans retour, mettroit dans le plus grand danger la paix de l'Europe ? Est-ce de Généraux qu'ils ont besoin, eux chez qui s'est formé un Washington, dont le nom durera autant que la gloire du métier des armes ? Est-ce des hommes qu'il leur faut, dans un pays qui a cinq cents mille combattans ? Non, c'est de l'argent & uniquement de l'argent. Sans argent leurs troupes se rebuteront, la nature même se laissera vaincre, & leur crédit se fêchera comme une fleur naissante qu'une douce rosée ne vient point humecter, Si les amis des Américains en Europe, pleins d'une juste confiance dans leur honneur & dans leurs facultés, se cottisoient pour leur fournir des secours pécuniaires ; il est démontré, par leur persévérance & par leurs vertus, d'abord qu'il n'y auroit point d'argent plus solidement employé, & ensuite que leur papier étant remis en valeur, chaque million en especes qu'on leur avanceroit, augmenteroit de dix millions leur crédit, & en feroit dépenser dix autres inutilement par l'An-

clxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

gleterre, ce qui feroit une différence de plus de trente millions à leur avantage. On décideroit pour eux l'événement d'un procès que gagnera, non pas le plus sage, le plus habile ou le plus fondé en justice; mais celui qui aura le dernier écu.

J'ai l'honneur d'être, &c.



Troisième Postscrip. du premier Novembre.

Les papiers annoncent qu'on y attend ce soir même une gazette extraordinaire de la Cour , qui fixeroit ce que l'on devoit croire des divers bruits , dont la Ville est remplie , sur une affaire entre les troupes du Général Burgoyne & celles des Américains. Le grand nombre de lettres , essentiellement différentes sur l'issue de cet événement , se rapportent entr'elles , quant à la date qui doit être du 27 Août. Au surplus il n'a eu lieu , suivant les unes , qu'avec un détachement de fourageurs du Général Burgoyne , quoique , d'après quelques autres , l'action ait été générale. L'opinion des moins passionnés dans le parti de la Cour , est que l'avantage doit être resté aux troupes du Roi ; mais qu'elles l'aient payé cher.

La position du Général Burgoyne a dû être des plus embarrassantes. Il a compté vainement que des troupes envoyées de la Nouvelle-York par la rivière d'Hudson , inquiétant les derrières de l'armée Américaine , il trouveroit plus de facilité à s'ouvrir un passage ; & d'un autre côté il s'est vu frustré du secours que devoit lui amener le Général Saint-Léger qui avoit pris une autre route pour le venir joindre. Ce Général a eu lui-même une rencontre très-vive avec les Américains , & il a été obligé de lever le siège

N.º XXIX. o *

du Fort Stanwix sur la rivière Mokawk, après avoir été abandonné des Sauvages qui avoient commencé cette campagne avec lui. M. Burgoyne étoit encore inquieté sur ses derrières vers les Lacs d'où il est venu, les Américains rassemblés de ces côtés là, menaçant de tomber sur les différents postes qu'il leur a pris, & même celui de Ticondérago lui paroissant en danger.

On n'a aucunes nouvelles des armées de Howe & de Washington. Mais on assure que le Général Américain est dans une position où il sera difficile de le forcer. Il est à seize milles (environ cinq lieues) de Philadelphie, sur la rive Nord de la rivière *Brandewyne*; qui couvre son front, & le fleuve Delaware est sur son flanc. Il occupe deux montagnes très-hautes appelées *Shell-Hills*. Le Général Howe ne peut point gagner Philadelphie qu'il n'ait chassé M. Washington de ce poste. Du camp de Howe aux sources de l'Elk, jusqu'à la rivière Brandwyne, il y a vingt-cinq milles (environ huit lieues). Le pays est montagneux : il y fait des chaleurs excessives dans le mois de Septembre; & l'humidité des nuits y est mortelle. On fait aussi que le fourage manque absolument à l'armée de M. Howe, le pays étant resté sans culture, & le peu de ressources qu'il y avoit en ayant été retirées.

FIN.

*Lettre d'un Banquier de Londres ,
à M *** à Anvers.*

De Londres le 21 Octobre 1777.

PENDANT les deux grands mois que les Ministres ont laissé durer les inquiétudes du Public Anglois sur le sort des deux Freres & de leurs armées de terre & de mer . on entendoit dire ici partout , dans l'humeur que donnoit un si juste souci , que c'étoit bien assez pour l'Angleterre d'avoir perdu l'Amérique , sans qu'elle eût le malheur encore de perdre ses Généraux. Ces têtes si cheres sont enfin retrouvées : on est informé & même ministériellement , de l'heureux débarquement de l'armée de terre , & néanmoins on ne voit point se manifester , ni chez les Ministres , qui n'ont point partagé un instant les inquiétudes générales à ce sujet , ni parmi le peuple , la joie que sembleroit devoir donner un si heureux événement. Les fonds publics , qui subiront une baisse prodigieuse , si la fameuse jonction manque de s'effectuer , & si même on n'apprend point par les premieres nouvelles l'entiere dispersion de la grande armée Américaine , & la prise ou la mort de Washington ,

clxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
de Putnam, d'un certain (a) Arnold, &c.&c.
ne ressentent aucune faveur d'un change-
ment de position que prépare de si superbes
choses. Un des Banquiers les plus néces-
saires à Milord North, pour les affaires d'em-
prunts, & aussi des plus sûrs de ses préfé-
rences, trouva ce Ministre, il y a quelques
jours, au spectacle. Son compliment sur la
satisfaction qu'il lui supposoit de ce que
les Généraux étoient retrouvés, fut reçue
avec froideur. Le Marchand étonné crut
pouvoir lui demander s'il n'y avoit point de
fondement aux bruits qui venoient de se
répandre du débarquement dans le Maryland,
ainsi que des neuf cents Américains perdus
le 23 Août par le Général Sullivan dans
l'Isle Staten. Milord lui répondit qu'il n'y
avoit de certain que le débarquement. Quoi-
que le Ministre eût parlé très-bas, il fut en-
tendu, & les fonds publics qui souffrent
comme ils profitent de tout, ont pâti un
peu de cette réponse. S'il faut en croire
quelques spéculateurs, chagrins de la longue
réticence des Ministres sur le projet des deux
Freres, l'indifférence avec laquelle ils ont
affecté d'accueillir les nouvelles de leur ar-
rivée dans le Maryland, semble annoncer

(a) Cette maniere de désigner le Général Arnold,
est consacrée par l'usage qu'en a fait la gazette des
Ministres, la premiere fois qu'elle en a parlé.

quelque chose de sinistre pour ces Généraux, si leurs efforts ne sont pas couronnés des plus heureux succès. Il y a déjà quelque tems qu'on a pu s'appercevoir de l'orage qui se forme contre eux. Ils ont été traités avec une dureté indécente dans plusieurs papiers publics, sans qu'aucun des Ecrivains gagés par la Cour ait pris leur défense. On a cru reconnoître dans cette licence, un Ministre, (Milord Sandwich) qui s'étoit opposé à leur nomination, & qui n'avoit pas craint d'annoncer en plein Conseil, que toute ardeur & activité dans les opérations, seroit sacrifiée à l'intérêt de l'harmonie fraternelle.

Je me suis permis dans ma précédente lettre, quelques observations qui peuvent vous faire juger que ces observations étoient assez fondées. Mais devoient-elles le paroître aux yeux du Lord Germaine, qui a fait tomber le choix du Roi, pour le commandement de la flotte, sur le Lord Howe, & qui longtemps a soutenu les deux Freres de son crédit ? Il faut donc conclure de cette conduite des Ministres à l'égard des deux Généraux, ou que le Conseil est partagé à leur occasion, ou que leur perte y est unanimement résolue, & qu'ils sont abandonnés même de leur protecteur. C'est ce dernier avis qui me paroît prévaloir ; parce que Milord Germaine au moins n'eût pas dû seconder, par son silence, les mauvaises intentions de ses collègues, tandis qu'il avoit

clxxvj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

en main les preuves nécessaires pour les confondre. Non seulement les lettres attribuées à M. Burke, qui parurent il y a près de trois mois, ont discuté le débarquement dans la baye de (a) Chesapeak, comme étant connue des Ministres; mais je vois dans des Gazettes du 6 Juin, le précis d'une lettre secrette du Général Howe, où il dit: (& c'étoit vers la fin d'Avril) qu'il feroit partir un détachement pour la riviere d'Elk, dans la baye de Chesapeak: qu'il en donneroit un autre au Chevalier William Erskine, & un troisieme au Gouverneur Tryon, pour une expédition dans le Connecticut, qui fut celle de Danbury. Combien voilà de preuves qui démentent les protestations que tous les Ministres n'ont cessé de faire pendant deux mois, qu'ils n'avoient pas la moindre connoissance du projet des deux Freres, & qu'ils ne savoient où ils pouvoient être allés! Il est donc évident que le rappel du Général Howe, & par conséquent de son frere, est arrêté aussi réellement que l'étoit celui de M. Carlton au départ de M. Burgoyne. La disgrâce de M. Carlton, à qui l'on doit la conservation du Canada, a causé une surprise générale; mais qui est-ce qui pourra s'étonner de celle du Chevalier Howe, qui a évacué Boston en 1776 & les Jerseys

(a) Voyez le N.^o XXVI des affaires de l'Angleterre.

en 1777, à moins que son débarquement dans le Maryland ne le mene à une victoire complète, qui décide sur le champ la réduction de l'Amérique & la fin de la guerre? En attendant un événement si désirable, au moins pour l'Angleterre, je vais rassembler ici tout ce que j'ai cru voir d'autentique dans les nouvelles du jour, sur cette fameuse expédition du Général Howe. Je ne citerai ni les lettres, ni les personnages. Vous connoissez mes principes : je ne cherche point à semer l'erreur. C'est bien assez qu'elle puisse naître de mes conjectures, que je ne saurois garantir ; mais quant aux faits, je ne demande aucune grace. Au défaut des plus certains, je vous offre les plus vraisemblables. C'est tout ce que vous pouvez exiger avec justice. J'ai devant moi trente lettres d'Amérique, réelles ou supposées, écrites par des gens de divers partis. C'est mon affaire de démêler dans ce cahos le caractère de la vérité & de le saisir.

Il y a d'abord deux faits constans, c'est que l'armée est débarquée dans le Maryland, & que Washington se trouvoit entr'elle & Philadelphie. Marchons avec ordre, & toujours avec le flambeau des dates.

Ce fut le 23 Juillet que partit de l'Isle Staten l'armée du Général Howe, qui avoit entierement évacué les Jerseys depuis près de trois semaines. D'abord ce Général n'entendoit laisser que six mille hommes au Gé-

clxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
néral Clinton pour la garde de l'Isle de New-York ; mais celui-ci lui ayant représenté que les Américains le voyant si foible, ne manqueroient pas de venir l'attaquer aussi-tôt que la flotte seroit partie, M. le Chevalier Howe fit débarquer trois mille hommes qui étoient de son expédition, & qui furent laissés, outre les six mille ci-dessus, au général Clinton.

Le 29 Juillet il releva, à l'entrée de la riviere Delavarré, le vaisseau le *Roebuck*, qui avoit été long tems dans la Baye de Chésapeak, & dont il avoit besoin pour y pénétrer sans danger.

Le 5 Août la flotte fut vue du port de *Senépuxen* sur la côte Orientale du Maryland. Elle louvoyoit Sud & Ouest, & dans une des bordées que le vent Sud-Ouest l'obligea de courir, elle s'approcha de *Sénépuxen*, à la distance de deux milles.

Il n'y a encore rien de certain sur sa navigation dans la baie de Chesapeak, & je ne veux point tirer des détails hazardés d'une lettre datée de Lancastre dans le Maryland, le 29 Août, attendu que les plus récentes nouvelles sont parties de New-York le 31 Août, (j'écris ceci le 21 Octobre) & qu'il est impossible qu'au 31 Août une lettre fût arrivée à New-York en deux jours des environs de Philadelphie.

Cela est contrariant sans doute, car la lettre du soi-disant Lieutenant Harris, du quarantieme régiment, contient les détails les

plus circonstanciés d'une action fort meurtrière près de Lancaſtre, qui pourtant ſe termina au plus grand avantage & honneur de l'armée du Roi, & en outre fix ou ſept dates bien déterminées, avec un itinéraire très-intelligible & très-ſatisfaiſant. Mais je préfère de foibles lueurs de vraifemblance à la lumière impoſante & trompeuſe d'un pareil récit. Suivant le prétendu M. Harris, le Chevalier Howe voulut ſe porter tout de ſuite au grand magaſin des Rebelles à Lancaſtre, & il lui en coûta cher pour ſ'en emparer. Mais croit-on nous perſuader que le Général Washington, lui qui de l'aveu même du Chevalier Howe, a auprès de lui des eſpions ſi ſûrs & ſi actifs, ait pû être aſſez mal inſtruit pour ignorer le projet de ſon ennemi ſur la baie de Cheſapeak, tandis que ce projet avoit percé juſqu'en Angleterre? On m'objectera que ſ'il ſ'en étoit douté il auroit défendu la navigation de cette Baie, comme il avoit fait ſur la rivière Delaware; mais pour cela il faudroit ignorer que la baie de Cheſapeak oppoſe une infinité d'obſtacles à la navigation, & ſe défend, pour ainſi dire, d'elle-même. On verra combien de difficultés la flotte aura eu à vaincre pour la remonter. Au reſte, c'étoit une raiſon de plus pour que le Général Washington ſe gardât de laiſſer ſes magaſins à Lancaſtre. Auſſi les avoit-il envoyés à (a) Reading, ſur la rivière Schuylkill,

(a) Les proviſions deſcendent à Philadelphie par

clxxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
& absolument hors de la portée de l'armée
Angloise. Quand il seroit même possible que
le Général Washington eût ignoré jusqu'à
l'arrivée du Général Howe dans la baie de
Chesapeake, que ses magasins, si encore il
s'en trouvoit à Lancastre, étoient menacés,
quinze ou vingt jours ne lui suffisoient-ils
pas pour les en retirer? De cinq en cinq
milles il y a des fanaux établis, avec du
canon, sur cette partie de côtes, ainsi que
dans les Jerseys & la Nouvelle Angleterre.
Il nes'est peut-être pas passé une heure depuis
que l'armée a appareillé de l'Isle Staten, sans
qu'on ait sù à Philadelphie, par le moyen de
ces signaux, & d'après le nombre de coups tirés
de chaque poste, la route qu'elle avoit prise
l'heure d'avant. Voilà une premiere raison
pour regarder comme une fable l'affaire des
magasins de Lancastre.

Je crois en trouver une seconde dans le dé-
tachement que M. Washington a fait marcher
pour soutenir l'armée du Nord sur la riviere
d'Hudson, quoique lorsqu'il donna cet ordre
il ne pût pas douter qu'il seroit attaqué par
la baie de Chesapeake, & de ce qu'il s'est
dégarni malgré cette appréhension.

Les arrêtés pris par le Congrès dans les

la riviere de Schuylkill. Reading situé à environ 110
milles de Philadelphie est la place la plus centrale
de tout le continent: la route qui y conduit du Ma-
ryland, est pleine de broussailles & de défilés.

premiers jours du mois d'Août, & qui tous sont relatifs à l'armée du Nord, dans le tems même ou le Chevalier Howe s'avançoit sur Philadelphie par la baie de Chesapeak, démontrent encore la sécurité où se croyoit le Congrès de ce côté là.

Enfin ils s'est répandu un (a) bruit en Angleterre d'une défaite du Général Sullivan à l'Isle Staten, le 23 Août. C'est une époque à laquelle Philadelphie devoit toucher de bien près au sort dont elle étoit menacée. Arrêtons nous un peu sur cet événement de l'Isle Staten, qui n'est pas dénué de réalité, quoiqu'il puisse être faux qu'il ait coûté aux Américains 900 hommes.

Le 6 Août le Général Washington étoit à Philadelphie : M. Sullivan & le Lord Sterling dans les Jerseys, l'un à Morristown, l'autre à Elisabeth-Town.

Le 8, M. Sullivan qui s'étoit mis en marche pour le Nord, & qui étoit arrivé à Haginsack, fut rappelé ; mais il reprit ensuite la route du Nord une seconde fois. Les troupes Angloises dévoient être alors entrées dans la baie de Chesapeak. Cependant un intérêt plus pressant faisoit prendre une route toute opposée à deux des meilleurs Généraux Américains. Ils avoient concerté une attaque sur les troupes détachées de New-York pour la garde de l'Isle Staten. Le poste du Pont

(a) On verra ci-après que ce bruit s'est confirmé.

clxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
du Roi, le fort Salacut sur la côte du Nord
de Long-Island & l'Isle Staten, furent at-
taqués presque en même tems. Il est sensible
que de ces trois attaques, il y en avoit deux de
simulées. Celle de l'Isle Staten, où l'on pré-
tend que les Américains ont perdu neuf cents
hommes, paroît avoir été la plus sérieuse.
L'avantage remporté par les troupes du Roi,
n'a encore été confirmé par aucun détail (a) au-
tentique; on a vu même que le Lord North
n'en étoit pas persuadé. Mais l'affaire étant
certaine au fond, c'est une troisième preuve
du peu d'inquiétude que le débarquement de
l'armée Angloise avoit donné au Général
Washington, qui plein de confiance dans l'in-
falubrité des mois d'Août & de Septembre
au Maryland pour une armée d'Etrangers,
attendoit tranquillement l'ennemi le 14 Août
à Newgerman-Town, appuyé sur la rivière
de Schuylkill, à peu de distance de Phila-
delphie. Il se doutoit bien que le Général
Howe n'arriveroit par très-promptement,
puisqu'il manquoit de caissons & sur tout
de chevaux, tout ceux qui lui furent en-
voyés l'année dernière par le Banquier
Ecossois Fordyce étant morts.

Ce qu'on voit bien clairement par l'ex-
pédition du 23 Août contre l'Isle de Staten,

(a) Il l'a été depuis, mais seulement par la ga-
zette qui s'imprime à New-York sous les yeux du
général Clinton.

dont le Général Clinton a paru se défier dès la fin de Juillet, c'est qu'elle l'a mis dans l'impossibilité de faire marcher au-devant du Général Bourgoyne un corps de troupes capables d'opérer une diversion favorable à ses progrès. Le Général Burgoyne n'aura donc point pu passer sur l'armée du Nord, avec autant de facilité qu'on paroïssoit l'espérer, sur-tout depuis que le Fort de Ticonderago étoit tombé en son pouvoir. Malgré tout ce que les Nouvellistes Ecossois ont pu inventer pour nous faire croire qu'il avoit passé Albany, il n'a point été possible, au Café de Lloyd, de trouver des parieurs assez hardis pour soutenir l'affirmative. On est généralement persuadé, autant d'après les circonstances où se trouve M. Bourgoyne, que par la crainte qu'il a marquée des marches rétrogrades, qu'il n'aura pas osé percer trop avant, de peur de se voir forcé à en faire une & réduit peut-être à la tenter en vain. On s'est trop pressé de conclure, en voyant M. Burgoyne maître du poste de Ticondérago, & établi sur la riviere d'Hudson, que la jonction ne tarderoit pas à s'effectuer. Il étoit entré dans Ticondérago le 6 Juillet, & il lui a fallu vingt-quatre jours, quoiqu'il se loue de l'ardeur de ses troupes, pour atteindre la riviere d'Hudson, où le passage lui étoit barré par une armée que chaque jour voyoit s'accroître. Encore cinq semaines ou six au plus, & sa campagne aura dû finir peut-être :

CLXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

au 15 Septembre, aura-t-il été forcé de se retirer à Ticondérago, où les subsistances doivent être très-douteuses pendant l'Hiver, & qui n'est pas à l'abri d'un coup de main, puisque les François, commandés par Montcalm, qui s'y étoient défendus contre une armée de quinze mille hommes aux ordres d'Abererombie, furent obligés de l'évacuer l'année suivante, comme viennent de le faire les Américains, lorsque M. Amherst s'y présenta avec une artillerie suffisante. Mais ce n'est point le seul poste de Ticondérago, que voudra garder un Général comme M. Burgoyne qui n'aime point à perdre du terrain, sur-tout quand il lui a coûté tant à acquérir. Il faudra encore qu'il laisse des troupes dans le Fort George, dans le Fort Indépendance, dans le Fort Edouard, dans le Fort Hardy, dans le Fort Creek, dans le Fort Anne, &c. &c. & les armées combinées de Burgoyne & de Howe suffiront à peine à tant de garnisons, si on veut que les places soient bien gardées.

Mais si un *certain* Arnold vient s'établir entre le Canada & la nouvelle York, le Général Burgoyne aura perdu tout le fruit de sa campagne. Plus il se fera avancé, plus la situation sera périlleuse. La fameuse ligne de communication qui aura coûté deux années à former, sera coupée en un jour; & il faudra recommencer sur de nouveaux frais dans la campagne prochaine. Ces frais là, Mon-

fleur, ne font point modiques. L'Armée du Général Burgoyne est nourrie de provisions salées qui lui sont envoyées d'Angleterre & d'Irlande par le Canada, & chaque livre de viande qu'elle consomme, coute à la Nation trente shellings. Jugez de la dépense des charois, des bateaux, de l'artillerie, &c. On debitoit à New-York le 14 Août, c'est-à-dire, la Gazette du Général Clinton avoit publié que deux jours avant, le Général Burgoyne avoit repoussé les Rebelles jusqu'au milieu appelé *New-City* ou *Lansburgh*, à dix milles d'Albany, & que cette dernière Ville avoit été prise après une déroute totale de l'armée Américaine. La Gazette associoit cet événement à la défection du Général Américain *Schuyler* qui s'étoit rendu, disoit-on, avec 1500 hommes qu'il commandoit, parce qu'il vouloit conserver les grands biens qu'il possède du chef de sa femme, entre *Saratoga* & *Albany*. Mais cette nouvelle n'a pas pu se soutenir vis-à-vis de celles qu'on a eues des délibérations du Congrès, qui quinze jours avant avoit retiré au Général *Schuyler* son commandement, en lui enjoignant de se rendre au Quartier Général. Au jour où on veut qu'il ait fait sa paix avec M. Burgoyne & trahi ses sermens, en lui livrant sa division, le Major Général *Gates*, lui avoit déjà succédé; & la preuve que ce changement s'étoit effectué, c'est que le Général *Washington* avoit obtenu du Congrès un

clxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
surfis au rappel des Brigadiers du Conseil
de guerre tenu pour l'évacuation de Ticon-
dérago , dans la crainte que le service ne
souffrît de leur absence , grace qu'il n'avoit
point demandée pour le Major Général Schuy-
ler. Il est donc permis de douter de cette
défertion de M. Schuyler , quoique ceux qui
la soutiennent vraie , aient imaginé de dire
qu'il s'y est décidé pour se soustraire à la
persécution dont il se voyoit menacé. Or si
le 15 Août le Général Burgoyne n'avoit
point encore remporté un avantage décisif
sur l'armée Américaine qui l'arrêtoit dans
sa route, est-il croyable qu'après cette époque
il ait pû y réussir avec plus de facilité qu'au-
paravant. Dès les premiers jours du mois
d'Août, le Congrès instruit de la destination
des forces des Freres Howe , avoit commandé
aux Milices de tous les départemens du Nord,
d'aller joindre au plutôt le Général chargé
de ce commandement pour rester à ses ordres
jusqu'au 15 Novembre. Le Général Gates a
dû recevoir la plupart de ces renforts avant
le quinze Août, & il aura pu ne s'occuper
que de faire face au Général Burgoyne , puis-
que l'expédition concertée par le Général
Sullivan contre l'Isle Staten , mettoit le Gé-
néral Clinton dans l'impossibilité de détacher
un seul régiment pour aller attaquer le Gé-
néral Gates sur ses derrieres.

VOILA , Monsieur , le tableau le plus exact
qu'il soit , je crois , possible de tracer de la

position des diverses armées respectives. Joignez y l'inquiétude que doit donner au Chevalier Howe le voisinage des Virginiens commandés par le Général Lewis , & jugez , si par le seul effort des Armes Britanniques ainsi distribuées , l'Amérique sera entièrement réduite dans cette campagne. Il vous paroîtra sûrement beaucoup plus simple d'imaginer que les deux Freres en allant prendre une nouvelle position dans le Maryland , ont eu pour principal objet de procurer à l'armée des quartiers où la subsistance des troupes fût plus assurée qu'elle ne l'étoit dans les Jerseys , & que quand elles auront consommé toute la graisse de cette terre , on les menera dans quelque autre pays , suivant l'usage des peuples Nomades. Mais si chaque nouveau canton qu'elles habiteront , leur est aussi funeste que les Jerseys , où la perte des hommes a été de quatre mille seulement depuis le mois d'Avril jusqu'au rembarquement à la fin de Juin , l'Angleterre peut-elle espérer de suffire longtems , par elle-même ou par ses Auxiliaires , à une si énorme consommation ? De tout ce que vous venez de voir , Monsieur , il doit résulter que vous desiriez avec encore plus d'impatience d'apprendre les suites du débarquement de l'armée dans le Maryland , & de l'expédition du Général Burgoyne sur la riviere d'Hudson. Au moment où nous sommes (le 2 Octobre) nous devrions en recevoir du Maryland du 20

Septembre , & du 15 de la riviere d'Hudson. On peut conclure de ce qu'il n'en est point encore arrivé , que tout au moins le mois de Septembre a commencé même sans qu'il y ait eu rien de nouveau. Les fonds baisseront incontestablement & beaucoup s'il s'écoule encore une semaine sans qu'on n'apprenne que l'une ou l'autre armée a porté un coup décisif à l'indépendance ; & ne vous attendez point que quelque événement heureux les fasse hausser considérablement , parce que l'artifice du Ministère les soutient depuis un mois au taux où les avoit portés le bruit répandu sur la certitude de la prise de Philadelphie.

Le commerce souffre toujours prodigieusement de la disette des Matelots. Quoique les Flottes de l'Inde , des Isles du Vent & de la Jamaïque soient rentrées , la presse se fait avec plus de rigueur que jamais sur la Tamise , & les gages que le Marchand est obligé de donner sont de 3 liv. 15 sols par mois , & en outre deux guinées par homme pour l'embouchure : c'est ce que l'on n'a jamais vu dans aucune guerre. On est révolté de la négligence avec laquelle se fait le service des convois. La Flotte de la Jamaïque , qui étoit de cent voiles , avoit d'abord pour toute escorte le *Druide* de 14 canons. Le Lord Howe , informé qu'il étoit impossible au Commandant de la station de la Jamaïque , de détacher aucun autre vaisseau de son escadre , y envoya la *Camille* de

de vingt canons. Un heureux hazard y amena aussi le Sloop le *Weazel* qui revenoit d'Afrique. Dans la route le *Druide* a été attaqué par un Américain, & son Capitaine tué avec un grand nombre de ses Matelots. Sans la présence de la *Camille* & du *Weazel* qui n'étoient point ordonnés pour l'escorte de cette Flotte, elle auroit pu être pillée & saccagée par les Américains. Or de qui seroit-ce la faute, si ce n'est de ceux qui envoient de gros vaisseaux de ligne croiser dans le Golfe de Biscaye pour prendre des vaisseaux Marchands, tandis qu'ils donnent une Corvette pour tout convoi à une Flotte aussi riche? On ne murmure pas moins des excessives fatigues que vont souffrir les équipages Anglois dans leur troisieme campagne sur les vaisseaux qui font si inutilement le blocus des milliers de ports & de criques dont les côtes de l'Amérique sont bordées. Ces sujets de mécontentement sont très-affligeants pour l'humanité, parce qu'il répugne à chacun de voir avec quelle légèreté sont sacrifiées quelquefois nos propriétés & nos vies mêmes. Mais il en existe un aujourd'hui dans Londres d'une nature plus divertissante, quoiqu'il partage les affections de toute la Ville. C'est que les pointes électriques du Docteur Franklin ont perdu leur procès, malgré tous les efforts que la Société Royale a faits pour les soutenir. Un Ordonnateur de la maison du Roi, meilleur Tory, sans doute, que Physicien, les a fait retirer de dessus le Palais que le Roi habite communément l'Été.

CXC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Bien des gens rient de la petite niche qu'on croit faire par-là aux amis du bon Docteur & de sa cause. Ses *conducteurs*, comme ses conseils peuvent sauver Boston & Philadelphie, mais le génie d'un Franklin ne doit rien *conduire* au Palais de Buckingham, qui par-là dépendroit en quelque sorte de cet Apôtre de l'indépendance. Quand les *Saints* de Boston apprendront cette nouvelle, ce sera pour eux le sujet d'un plus austere badinage. Ils ne manqueront pas de louer le bon sens de celui qui a pu craindre que les pointes électriques de Franklin, loin d'écarter le feu du ciel, ne fussent plutôt capables de l'attirer sur le Palais des Rois Britanniques, ce foyer des Tonnerres qui embrasent en Amérique tant de Villes innocentes. Si cela n'est pas vrai, diront-ils au Tribunal de la Société Royale, cela doit l'être à celui de l'équité divine; & l'intérêt de l'électricité a sans doute été mieux entendu en retirant cet appareil, qu'en le laissant.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 22 Octobre. Comme on devient sage, Monsieur, par l'expérience! Le Gazetier de la Cour, que vous avez vu si empressé à annoncer les moindres avantages remportés sur les Américains, & à qui il coutoit si peu de se compromettre en exagérant leur pertes: M. Scot Frazer ne veut plus rien nous apprendre, quoique ses portefeuilles regorgent de nouvelles d'Amérique,

extrêmement curieuses & intéressantes. Il a gardé, pendant plusieurs semaines, la lettre du Capitaine Pearson de Québec, dont il a publié un fragment le 27 Septembre, où il étoit dit, que le Général Arnold avoit joint les Rebelles à Saratoga avec douze piéces de canon de fonte, & que l'Officier, qui avoit pris le commandement de l'armée du Nord (en place du Général Schuyler révoqué) se dispoisoit à faire, au poste de Saratoga, une vigoureuse résistance.

Les Gazettes ordinaires avoient annoncé tout cela dès le 9 Septembre, & on y avoit vu : » que le Général Burgoyne évaluoit à trois mille hommes les quatre à cinq mille avec lesquels on disoit qu'Arnold étoit venu, & à six ou sept mille hommes l'armée entière des Américains rassemblés à Saratoga.

Ces nouvelles étoient de la fin de Juillet, avant que les ordres donnés par le Congrès pour faire marcher à la même armée toutes les milices des environs fussent arrivés à leur destination : ordres dont on peut fixer l'exécution au 15 Août au plus tard ; de sorte, qu'à cette époque, l'armée du Nord, assemblée à Saratoga pour empêcher la jonction de Burgoyne avec la Nouvelle-York, aura pû être considérablement augmentée. M. Scot Fraser a reçu de curieux détails du débarquement de l'armée du Roi dans le Maryland : il sait quels progrès le Général Burgoyne a faits depuis le 30 Juillet, jusqu'au 30 Septembre au moins, sur la rivière d'Hudson, où il étoit si fier d'être parvenu ;

CXCIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'il n'avoit point mis d'autre date à sa lettre ; mais bien cette observation , *que toute son importance consistoit dans cette date* : ce qui vouloit dire sans doute que de ce moment il regardoit la rivière comme à lui, depuis ses sources jusqu'à l'Océan , & que ses progrès auroient la même rapidité que son cours. Mais que d'eau il a laissé couler devant lui depuis qu'il s'est permis cette ingénieuse fanfaronade ! M. le Gazetier de la Cour nous avoit dit , par l'organe du Capitaine Pearson, que , *M. Burgoyne, à la tête de son armée, en bon état & en bonnes dispositions, se proposoit de marcher le 5 Août pour attaquer le poste de Saratoga. Surement un Général qui redoute si fort les marches rétrogrades, n'aura point hasardé qu'il comptoit attaquer sous quatre ou cinq jours, s'il n'y eût été bien résolu ; de même qu'une fois son parti pris, rien n'aura pû l'arrêter. Comment se fait-il donc que plus de sept semaines se sont écoulées depuis que nous aurions dû savoir l'événement de cette attaque résolue pour le 5 Août ? C'est que M. Scot Fraser est devenu avare de ses bienfaits, autant qu'autrefois il en étoit prodigue, & qu'il a appris à les administrer économiquement. Il en fait de même des lettres du Général Clinton, qui est resté chargé du commandement à la Nouvelle-York. Mais je vais essayer d'y suppléer par une lettre très-circonstanciée sur l'affaire de l'Isle Staten, du 23 Août, & par un écrit émané du Général Clinton lui-même.*

Extrait d'une lettre d'un Officier du cinquante-deuxième régiment, datée de l'Isle de Staten, le 24 Août.

» Le 22 de ce mois les Rebelles ont fait une descente dans cette Isle au nombre de 2000 hommes sous les ordres du Major Général Sullivan & de deux Brigadiers. C'est le Général Campbell qui nous commande. Il a sous ses ordres deux régimens d'Etrangers (Anspach & Waldeck) & le cinquante-deuxième régiment, le tout ne montant pas au delà de (a) 900 hommes. L'intention des Rebelles étoit de nous investir avec des forces supérieurs, & ils faisoient en même-tems une diversion du côté de l'Isle de New-York.

Ils attaquèrent, dans notre Isle de Staten, un Poste de nos Provinciaux à trois milles du camp Anglois & firent prisonniers un Lieutenant Colonel, un Major & trente Soldats. Ils dirigerent ensuite leur marche par le centre de l'Isle dans le dessein de surprendre deux bataillons Provinciaux formant environ 200 hommes; car indépendamment des 900 hommes de troupes régulières, nous avons ici environ 400 Provinciaux repartis dans différens postes de l'Isle. L'objet des Rebelles étoit d'enlever ces deux bataillons, ainsi que les Habitans du pays qui nous étoient

(a) N. B. Trois régimens d'Anglois ou Allemands, font ensemble neuf cents hommes; c'est la moitié moins que ce qu'ils devoient être.

CXCIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
affectionnés , & d'emmener avec eux tout le
bétail.

Comme ils savoient que nous n'étions pas
en forces , il ne s'attendoient pas à nous voir
quitter notre camp & nos redoutes ; mais
cette circonstance n'a point intimidé le Gé-
néral Campbell. Il ordonna au cinquante-
deuxieme régiment & à celui de Valdeck
de prendre les armes & d'attaquer l'ennemi.
On ne perdit point de tems , mais comme
nous étions mal informés , nous fîmes plu-
sieurs fausses marches avant de pouvoir par-
venir à la route que les Rebelles avoient
prise. Les deux régimens réunis ne faisoient
pas plus de 500 hommes. Le régiment d'An-
spach avoit été laissé avec nos Vétérans pour
garder les redoutes ».

» Le 23 , après une marche d'environ six
lieues , le cinquante-deuxieme régiment at-
teignit l'arriere garde des Rebelles à une Baye
appelée *Blazing-Star* , où ils s'embarquoient.
L'action commença aussi tôt avec beaucoup
de chaleur ; & au bout de cinq minutes 300
Rebelles commandés par un Lieutenant Co-
lonel , deux Majors , cinq ou six Capitaines ,
en tout vingt-quatre Officiers , mirent bas les
armes en demandant quartier. Le régiment
de Waldek n'avoit pu nous suivre , & il étoit à
environ trois quarts de lieue. Je fis tout ce qui
dépendoit de moi pour qu'il ne se fit point
de carnage , mais dans l'ardeur qui transpor-
toit le soldat il étoit difficile de l'empêcher
entièrement. Le nombre des prisonniers dont

je viens de parler étant (a) égal au nôtre qui n'étoit que de 300 hommes, il fut impossible de prendre un plus grand nombre d'ennemis. Ils profiterent de cette circonstance pour se sauver ».

» Il faut convenir que si nous n'avions pas la supériorité du nombre, nous avions au moins l'avantage du terrain, indépendamment de deux pieces de campagne de six livres de balle qui incommoderent beaucoup les Rebelles. Sans la trahison d'un Officier de nos Provinciaux, nous aurions pris ou écharpé tout le détachement envoyé par les Rebelles qui s'étoient persuadés qu'ils ne trouveroient aucune résistance dans l'Isle.

» Le 22 au soir, pendant que les Rebelles débarquoient dans notre Isle, ils attaquèrent en même - tems le (b) Pont du Roi. Ils y ont enlevé un piquet de nos Provinciaux avec le Capitaine Commandant. Le Général Tryon envoya aussitôt un détachement à leur poursuite, mais ils s'étoient déjà retirés avec leurs prisonniers. Ce même soir ils ont attaqué nos postes à Longisland : on ne fait pas bien encore le succès qu'ils ont eu, mais leur principale attaque étoit celle de l'Isle Staten qui leur a coûté environ 500 hommes.

(a) Dans les remerciemens adressés au Général Campbel, de la part du Général Clinton, & qui sont datés aussi du 24, il est dit qu'on ne fait point encore la perte des Américains.

(b) Ce coup-de-main s'est fait au poste de Valentine-Hill.

Notre perte n'ira pas à plus de 50 y compris les Provinciaux ».

CETTE RELATION est exacte en grande partie; cependant si on la met à côté de la seule pièce authentique qui ait paru sur cet événement, on voit que l'échec des Américains y est exagéré, autant que le mal qui en est résulté pour les Anglois y est dissimulé. J'ai sous les yeux les remerciemens adressés au Général Campell de la part du Commandant Général Clinton. Ils sont datés du 24 Août, & il y est dit » qu'après que les Américains eurent enlevé le piquet Anglois dans l'Isle Staten, M. Campbell les poursuivit avec le cinquante-deuxième régiment, celui de Waldeck, & un Corps de Provinciaux; qu'il les défit & en fit un grand carnage, mais que la perte de l'ennemi n'étoit pas encore assez connue pour qu'on pût la déterminer ». L'Officier du cinquante-deuxième régiment n'y a pas regardé de si près. Il a mis 300 hommes, que les Gazettes Angloises ont d'abord portés à neuf cents. Que voit-on encore dans la relation, c'est qu'ils se rembarquoient quand ils ont été attaqués : c'est que l'objet de leur descente étoit rempli ; & on peut y remarquer en outre que le régiment de Waldeck n'avoit pas marché avec la même *alacrité* que le cinquante-deuxième régiment, & que l'armée du Roi a été trahie par un des Officiers Provinciaux. Que de conséquences favorables pour les Américains, il y a à tirer de tous ces détails ! J'oserois parier que quand nous

aurons la relation Américaine, nous verrons qu'ils ont remporté beaucoup de gloire & de profit de leur expédition. Le Général Clinton a mis une différence remarquable dans les éloges qu'il a donnés aux deux Corps, devant qui il prétend qu'ont fui les Rebelles. Il a vanté sur tout la bravoure de ses Anglois la bayonette au bout du fusil (ceci me fait craindre un massacre de sang froid comme l'année dernière dans l'Isle Longue) & il s'est contenté de remercier le Colonel Hanaledon & le régiment de Waldeck (qui étoient restés à deux milles de l'action) de ce qu'ils s'étoient montrés si zélés & si alertes en cette occasion. Il se loue aussi du Corps des Provinciaux, dont un Officier avoit favorisé la retraite des Rebelles. Le Général Clinton fait remercier aussi M. Tryon, non pas d'avoir empêché les Américains d'enlever le piquet Anglois du Pont du Roi, mais des mesures qu'il a prises pour que l'armée n'éprouve plus de semblable insulte de leur part, pendant qu'ils rodent en assez grand nombre autour des postes extérieurs du Pont du Roi. Enfin M. Clinton, homme très-reconnoissant, comme l'on voit, car il faut bien que je rende justice à ses vertus, puisque la Gazette de la Cour s'obstine à ne point parler de lui: M. Clinton remercie pareillement le Colonel Hewlet & les Officiers & troupes à ses ordres, de leur belle conduite & vigoureuse résistance dans la redoute de *Slataket* au Nord de l'Isle Longue, où il a été attaqué par un gros corps d'ennemis avec du canon, mais qu'il a obligé à une retraite honteuse.

excviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

La dissention qui regne entre les Anglois & les Allemands, se manifeste par les différences que vous pouvez remarquer, & dans la conduite du régiment de Waldeck, & dans le suffrage que leur a donné le Général. On voit percer par tout les sérieuses alarmes du Général Clinton, sur le nombre & les forces des ennemis dont il étoit environné, d'où on a droit de conclure, qu'il ne se fera guere occupé de faciliter la jonction du Général Burgoyne avec la Garnison de New-York, où qu'il n'aura point pu le faire avec beaucoup d'efficacité. Ces apparitions des Américains, moins illusoires que celles du Général Howe sur différentes côtes de ce vaste continent, ont donc été combinées, ordonnées & exécutées avec une sagesse, une intelligence & une activité qui font le plus grand honneur à leurs talens militaires, & doivent servir merveilleusement leur cause.

Nous n'avons point eu tous ces détails par la Gazette de la Cour, mais par celle de la Nouvelle-York qui s'imprime sous les yeux du Général Clinton. Le mauvais tour que M. Scot-Frazer lui fit l'année dernière de morceler sa relation de l'expédition infructueuse de l'Isle Sullivan, l'aura dégouté d'écrire à la Cour; & quant à lui, je croirois volontiers que M. Frazer n'est retentionnaire d'aucune de ses dépêches. Si c'étoit par la Gazette de la Cour que nous fussent parvenues ses remercimens aux Commandans, nous n'y aurions sûrement par vu les mots *en assez*

grand nombre , & gros corps d'ennemis , en parlant des Américains , ni l'adroite critique qu'il a faite de la négligence du Gouverneur Tryon , ni son perliffage sur le corps de Waldeck : toutes circonstances essentielles pourtant à la justification de M. Clinton , si on prétend lui reprocher que la jonction a manqué par sa faute.

Il faut convenir , Monsieur , que des Généraux d'armée sont bien à plaindre. Placés entre un public ignare & une cabale de Cour , quel agrément peuvent-ils retirer de leurs pénibles & scabreuses fonctions ?

Comme j'ai moi même osé juger suivant mes foibles lumieres la conduite du Général Howe , & que je pourrois avoir blessé les regles de l'équité en lui imputant des fautes auxquelles il auroit été induit par des événemens qu'il n'étoit pas en son pouvoir de maîtriser , je vais vous transcrire ici une apologie de la dernière campagne de ce Général , qui me paroît devoir être la base de sa justification , s'il est vrai que le sort du Général Carleton lui soit réservé. Il n'y a point de militaire instruit à qui ce morceau ne doive faire plaisir.

*Observations sur la conduite du Général Howe ,
par un homme du métier.*

« Il n'est point de profession où on soit aussi à plaindre que dans celle de Général d'armée. Un Général est-il entreprenant & heureux , c'est un téméraire qui ménage trop peu le sang de ses semblables. Agit-il en tout avec pré-

caution : cherche-t-il à vaincre par la supériorité de son talent , on l'accuse de ralentir exprès ses opérations , pour jouir plus long-tems des honoraires attachés à sa place. Telle est la position de tout Officier chargé du commandement d'une armée ; & il n'est pas étonnant que la conduite du Général Howe soit censurée par des gens ineptes & intéressés. On a reproché à ce Général d'être entré dans les Jerseys & de n'avoir pas attaqué Washington , quelque avantage que pût avoir celui-ci dans son poste. Il est pourtant bien difficile de juger avec quelque précision à un aussi grand éloignement du théâtre de la guerre ; & les dispositions les mieux concertées peuvent être rendues inutiles par le sort d'une action qui se décide en une heure. C'est ce que doit reconnoître tout homme qui a été au service , pour peu qu'il ait médité sur son art. Immédiatement après la prise du Fort Washington , il fut résolu de faire un mouvement sur les Jerseys , & l'armée se mit en marche pour l'exécution de ce projet , dont on sentoît toute la nécessité , parce que l'Isle de New-York ne pouvoit point fournir des quartiers d'hiver à toutes les troupes. L'armée Angloise s'avança jusqu'aux bords du Delaware sans éprouver la moindre résistance. Le mois de Décembre étoit près d'expirer , que les troupes n'étoient pas encore entrées en quartiers d'hiver. Bientôt après , par l'indiscrétion du Colonel Role & la grande connoissance que les Rebelles avoient du pays , notre

poste de Trenton fut surpris & emporté ; nos lignes furent resserrées tout de suite & ne cessèrent plus de l'être jusqu'à l'ouverture de la campagne. Dans l'intervalle , l'armée Rebelle se posta sur des hauteurs qui nous commandoient absolument, & elle s'y retrancha. Les équipages de (a) campagne n'ont pas pu arriver d'Angleterre aussi promptement que le service l'exigeoit. Dès que les vaisseaux furent arrivés avec les provisions dont l'armée avoit besoin , le Général qui avoit parfaitement reconnu la situation des Rebelles , chercha à les engager dans une affaire générale , mais n'ayant pu y parvenir , il se garda bien d'attaquer son ennemi dans une position aussi avantageuse que celle qu'il tenoit. Il savoit bien qu'il viendrait à bout de le déloger en le faisant charger par ses troupes , mais il n'ignoroit pas qu'il sacrifieroit beaucoup de braves gens dans cette action , & qu'encore il seroit exposé à l'artillerie & à la mousqueterie des Rebelles , quelque part qu'il voulût passer le Delavare. Ainsi pour ne point perdre inutilement ses Soldats & en même-temps pour arriver à son but , il a formé le projet d'entrer par un autre côté dans la Province de Pensylvanie , pour forcer Washington d'abandonner les Jerseys. Rien ne pouvoit être plus judicieu-

(a) Milord Germaine en a rejeté la faute sur les vents contraires. Ils n'arriverent en Amérique que le 24 Mai. Ils auroient dû y être au commencement d'Avril.

ccij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
sement imaginé. Par ce mouvement il divi-
soit l'armée des Américains , il déconcertoit
leurs plans , & il évitoit de sacrifier les hom-
mes qu'il auroit nécessairement perdus en
forçant leurs postes & en passant le Delaware.
Si c'est une faute que de chercher à ménager
le sang des Officiers & des Soldats , quand
on peut le faire sans nuire essentiellement à
l'objet de la campagne , j'avoue qu'on a droit
de censurer la conduite du Chevalier William
Howe ; mais jusqu'à ce que cela soit démon-
tré , je persiste à être fermement persuadé
que ce Général n'a rien perdu de sa réputa-
tion de bravoure & d'habileté , & qu'elle est
encore intacte aux yeux de son Souverain &
de son pays.

Vous venez de voir , Monsieur , les trente-
six infortunes d'un Général d'armée , connois-
sez à présent celles d'un Ministre. Un Ecrivain
Anglois en a composé des Nuits dans le goût
de celles d'Young.

Mille & Unieme Nuit.

Non , jamais Ministre ne s'est vu dans la
perplexité où je suis. — Dans quatre semai-
nes le Parlement sera rassemblé , & le Roi ne
pourra point lui annoncer , en ouvrant la
Session , que l'affaire de l'Amérique est heu-
reusement terminée. — Qui sait si même on
aura reçu la nouvelle de quelque succès inté-
ressant , & capable de fermer la bouche au
parti de l'opposition ? — Toute ma crainte
c'est que les clameurs ne fassent avorter mon

emprunt. — Que la peste étouffe les deux Freres ! Qui croiroit que la dernière lettre ostensible que nous ayons reçue du Général *Howe* est du 15 Juillet ? Et le Lord son Frere , que fait-il ? Son prédécesseur l'Amiral *Graves* fut relévé pour son inaction ; mais celui-ci mérite bien plus d'éprouver le même sort. Du tems que *Gage* commandoit l'armée , & *Graves* nos escadres , l'activité dans la correspondance étoit infiniment moins nécessaire. Il s'est écoulé jusqu'à huit mois de tems sans qu'on leur envoyât d'ici aucunes dépêches. Ils n'apprenoient de nos nouvelles que par les outrages que leur faisoient dans les Gazettes de Londres , les Ecrivains Ecois à nos gages. Est-ce que le Général *Howe* auroit entrepris de nous punir ? Il se perdra. Je l'abandonnerai ; car il me joue un tour perfide. Si au premier Novembre , nous n'apprenons point que Philadelphie est pris avec tout le Congrès , & que la communication entre le Canada & New-York , est ouverte par la dispersion des armées Américaines , il faudra de toute nécessité reculer encore la rentrée du Parlement. — Mais cela est-il possible , quand il n'y a plus un sou dans l'Echiquier : quand on a le plus pressant besoin d'un subside extraordinaire de huit millions sterling ? Oh la maudite guerre ! Oh les maudits Généraux ! Et ce Burgoyne , ce bravache , qu'est-il devenu aussi ? Croit-il qu'on nous donnera beaucoup d'argent , sur ses pompeuses proclamations ? Oh , sûrement deux jours ne se passeront pas sans qu'il arrive de l'un ou de l'autre de magnifiques nouvelles.

S'ils favoient tout ce que cette attente nous coûte & d'argent & de vexations ! Il y a près de six semaines que trois Imprimeurs couchent dans les cabinets de Mylord Germaine, pour que la Gazette extraordinaire, dont nous attendons le sujet avec tant d'impatience, soit composée dans le quart d'heure même. Vingt Couriers ne bougent point de son antichambre. Tout cela coûte ; sans parler des sommes immenses que je fais répandre à la bourse pour soutenir les actions. Tous les jours je reçois des lettres de nos Ministres & de nos Ambassadeurs en pays étranger, à qui je ne fais que répondre. Ils m'excedent par leurs remontrances. Ils s'ennuyent, disent-ils, de n'avoir que des mensonges à débiter. Et croient-ils qu'on ne me pousse pas aussi de questions ? Et est-il de supplice égal à celui de n'avoir rien de bon à dire & de ne pas oser mentir ? Ce n'étoit pas assez que le Général Percy & le Major Robertson eussent parlé au Roi avec une franchise indiscrete. Voilà encore le Général Carlton, qui mécontent de son rappel, vient d'écrire directement à Sa Majesté. Ce sera une nouvelle occasion de me demander à quoi en sont les choses ? Que répondrai-je ?

(Ici, Mylord prenant conseil de son oreiller, s'est endormi).

F I N.

*Second Poscript. de la Lettre du Banquier de
Londres jointe au N°. XXX.*

De Londres le 30 Octobre 1777.

Le vent d'Ouest qui regne depuis plusieurs jours, ne permet point que la Cour continue d'alléguer le vent contraire comme la cause de son silence opiniâtre sur ce qui s'est passé en Amérique jusqu'au milieu de Septembre tout au moins. En conséquence elle a pris le parti de laisser circuler la copie d'une lettre du Général Howe, qui n'annonce point un événement assez décisif pour que le Ministère eût dû le publier lui-même par la Gazette. Cette lettre qui est adressée au Lord Germaine & dattée du 2 Septembre sur la rivière d'Elk, Baye de Chesapeak porte en substance « qu'a-
» près une longue & fatigante navigation,
» toute la flotte (partie de l'Isle Staten le
» 23 Juillet) étoit heureusement arrivée à
» la rivière d'Elk, qui n'est éloignée que de
» 50 ou 60 milles de Philadelphie, & beau-
» coup plus près des magasins des Rébélles :
» que ce jour-là même (2 Septembre) le
» débarquement des Troupes s'étoit achevé
» sans qu'on eût éprouvé aucune résistan-
» ce. — Que M. Washington s'étant douté
» que les premiers efforts de l'armée du Roi
» se dirigeroient vers les magasins en ques-
» tion, il avoit pris une position très-avan-
» tageuse pour les couvrir, & qu'on pou-
» voit juger d'après ses mouvemens, qu'il
N.° XXX,

» étoit décidé à hazarder une affaire générale, & à défendre ses magasins jusqu'à la dernière extrémité. — Que de son côté il prenoit les mesures pour attaquer sans perdre de tems M. Washington ; & que comme l'armée du Roi étoit dans les meilleures dispositions, & remplie d'ardeur, il espéroit qu'avant peu il rendroit un compte satisfaisant de son expédition, & feroit triompher la gloire des armes de Sa Majesté ».

Si cette lettre est réelle, comme il y a lieu de le croire, le Général Howe a tenu la parole qu'il avoit donnée d'écrire aussi-tôt qu'il seroit arrivé au lieu de sa destination. Suivant plusieurs lettres, la flotte a paru le 25 Août devant la rivière Potomack, Baye de Chesapeak, & le Gouverneur du Maryland fit assembler aussi-tôt les Milices Américaines. Ce fait détruit la nouvelle qui s'étoit répandue que le Chevalier Howe avoit débarqué le 16 Août à Baltimore.

On n'a point d'autre relation authentique ; d'après laquelle on puisse apprécier le bruit qui se répand que l'armée de Washington a été totalement défaite suivant les uns le 6 Septembre, & suivant d'autres le 19. Il me semble seulement qu'on pourroit parier contre celui qui fixe au 6 du mois cet événement.

Le paquebot, le *Swallow*, a apporté aussi des lettres par lesquelles on apprend que le Général Lewis à la tête des Milices de la

Virginie, s'avançoit sur le flanc gauche du Général Howe, & qu'il pourroit l'empêcher de marcher aussi promptement qu'il le promettoit pour attaquer le corps d'armée de Washington.

On prétend savoir par des lettres de la nouvelle Angleterre que le Chevalier John-Johnson, Officier Anglois, qui combinait ses marches par la rivière Mohak, avec le Général Burgoyne, a été attaqué & défait au Fort Stanwix par les Américains, & qu'il y a été tué après avoir perdu trois cents hommes de son détachement. Il se débite aussi que le Général Burgoyne a eu, sur la rivière d'Hudson quelque fâcheux échec ; & le parti ministériel ne fait pas trop d'efforts pour détruire ce bruit.

Il est au moins certain que le 26 Août on n'avoit eu à New-York aucunes nouvelles du Général Burgoyne, depuis la prise de Ticondérago.

Le vaisseau la Nancy arrivé de Rhode-Island à Plimouth y a apporté celle du débarquement du Chevalier Peter-Parker dans cette Isle avec quatre mille cinq cents hommes de troupes, aux ordres du Général Pigott qui y remplace dans le commandement le Général Prescott.—La Nancy en est partie le 16 Septembre. Le Général Howe a laissé à New-York le fonds de huit à neuf mille hommes : voici encore un détachement de quatre mille cinq cents hommes qu'il a envoyé à Rhode-Island ; l'armée avec laquelle

ccviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
il est débarqué sur la rivière d'Elk, ne peut
donc pas être très-formidable, & c'est tout
au plus si elle est forte de douze mille hom-
mes. Il a devant lui l'armée de Washington
qui est nombreuse & bien retranchée, &
derrière lui les troupes de la Virginie conduites
par le Général Lewis & les Milices du Mary-
land. Ces diverses armées se montent à quatre-
vingt dix-sept mille hommes, dont soixante
mille composent celles de Washington. C'est-
à-dire que les Américains ont près de cent
mille combattans dans les environs, tant en
troupes réglées qu'en Milices.

La presse se fait toujours avec une rigueur
extrême. Les vaisseaux de la Compagnie des
Indes, qui étoient prêts à partir, sont obligés
de rester dans les ports faute de Matelots.

Il est fortement question d'un changement
dans le Ministère ou du rappel des Freres
Howe. Les Partisans de Mylord North annon-
cent qu'il a une opération de Finances à pro-
poser qui émerveillera la Nation. Il s'agit,
dit-on, d'une répartition plus égale de la taxe
des terres, qui, en levant sur chaque contri-
buable tout ce qu'il doit payer, fera entrer
dans les coffres du Roi douze cents mille
livres sterling de plus chaque année.

F I N.

TABLE RAISONNÉE

*Des Cahiers XXVI, XXVII, XXVIII,
XXIX & XXX.*

Formant le Tome VI. des Affaires de
l'Angleterre & de l'Amérique.

A

AFFAIRES ETRANGERES. L'Angleterre pourra-t-elle trouver des Alliés puissans pour réduire l'Amérique ? *N.º XXVI. L. du B. p. iij.* — La Russie voudroit-elle prêter ses secours à l'Angleterre ? *Ibid. p. iv.* — Jugement porté sur l'armement de la France, *ibid. p. xvij.* — L'intérêt des Ministres est de susciter une guerre avec la France, *ibid. p. xx.*

AMÉRIQUE. Lettre du Conseil de sûreté de la Géorgie au Congrès sur l'embrasement de plusieurs vaisseaux chargés pour l'Angleterre, le 3 Mars 1776, *N.º XXVI. p. 19.* — Opérations du Général Washington à Boston après le départ de l'armée Angloise, 20 Mars 1776, *ibid. p. 25.* — Etat des forces de la Virginie au 28 Mars 1776. *ibid. p. 26.* — Serment prêté dans l'assemblée de la Province de Massachussets-Bay, *ibid. p. 26.* — Instructions données par la ville de Boston à ses Députés au Congrès général, *ibid. p. 28.* — Diplôme de Doctorat envoyé au Général Washington par l'Université de Cambridge, *ibid. p. 30.* — Arrivée de l'armée Angloise de Boston à Halifax, *ibid. p. 32.* — Préparatifs de défense dans la Nouvelle-York & la Pensylvanie, au 20 Mars 1776, *N.º XXVII, p. 33.* — Acte de navigation des

Colonies-unies du 6 Avril 1776, *ibid.* p. 35. — Instructions du Congrès à ses Armateurs, du 10 Avril 1776, *ibid.* p. 36. — Formule des commissions données par le Congrès général aux Armateurs employés à son service, du 11 Avril, *ibid.* p. 40. — Association libre à Philadelphie pour la défense du pays, *ibid.* p. 42. — Négociations du Congrès avec les Sauvages, du 13 Avril 1776, *ibid.* p. 43. — Etat des forces de terre de l'Amérique destinées pour le service de la Campagne de 1776, *ibid.* p. 43. — Etablissement d'une poste générale *ibid.* p. 44. — Dénombrement des Treize Colonies-unies de l'Amérique, *ibid.* p. 45. — Changemens dans le Gouvernement de la Caroline méridionale, le 28 Mars 1776, *ibid.* p. 45. — Adresse du Conseil législatif de l'assemblée générale de la Caroline méridionale à Son Excellence John Rutledge, Président & Commandant en chef de la Colonie de la Caroline méridionale, du 3 Avril 1776, *ibid.* p. 46. — Réponse de M. Rutledge, *ibid.* p. 48. Serment prêté par le nouveau Président de la Caroline méridionale, *ibid.* p. 50. — Vœu de la Communauté de George-Town, dans la Caroline méridionale, concernant la nouvelle forme de Gouvernement de cet Etat, donné le 30 Mars 1776, *ibid.* p. 51. Correspondance du Lord George Germaine interceptée, *ibid.* p. 53. — Le Commodore Hopkins prend l'Isle de Providence & se bat avec la frégate du Roi le *Glasgow*, le 8 Juin, *ibid.* p. 58. — Paquet jetté à la mer pendant le combat du *Glasgow*, d'où s'ensuit un dérangement essentiel dans le plan de la campagne, *ibid.* p. 70. — Défense faite par le Général Putnam aux Habitans de la Nouvelle-York, de communiquer avec les vaisseaux du Roi, du 8 Avril 1776, *ibid.* p. 71. Déclaration concernant la navigation entre l'Isle de New-York & les Jerseys, rendue libre par le départ des vaisseaux du Roi, *ibid.* p. 72. — Un Capitaine Amé-

ricain fait sauter son vaisseau dans la baye Delavare pour n'être point contraint de se rendre au *Roebuck*, *ibid.* p. 73. — Discours prononcé par le nouveau Président & Commandant de la Caroline méridionale dans l'assemblée générale du 11 Avril 1776, *ibid.* p. 74. — Acte passé dans une assemblée générale de la Caroline méridionale, le 26 Mars 1776, à l'effet de prévenir tout soulèvement & de porter des peines contre les perturbateurs du repos public, *ibid.* p. 79. — Arrêté pris le 16 Avril 1776 par l'Assemblée générale de la Caroline méridionale, pour défendre toute communication avec les Emissaires du Roi, N.º *XXVIII*, p. 85. — La Caroline septentrionale se déclare pour l'indépendance, le 12 Avril 1776, *ibid.* p. 87. — Disette aux Iles Angloises du Vent, le 10 Avril 1776, *ibid.* p. 88. — Notice publiée le 8 Juin 1776 par la Gazette de la Cour, de quelques prises de bâtimens faites en Amérique sur les Rebelles, *ibid.* p. 88. — Ressources que les Américains tirent du Portugal, *ibid.* p. 90. — Conclusions prises le 23 Avril 1776 par le Chef de la justice à Charles-Town, *ibid.* p. 93. — Dénonciation du Grand Juré pour le District de Charles-Town, le 23 Avril 1776, N.º *XXIX*, p. 122. — Déposition faite le 24 Avril 1776, sur les énormes excès commis par les troupes du Roi en la personne d'un Habitant Américain du Canada, *ibid.* p. 128. — Ordre pour arrêter Thomas Walker, N.º *XXX*, p. 138. — Ordre d'incendier, donné par le Général Prescott, *ibid.* p. 139. — Animosité du peuple Américain contre l'Angleterre, *ibid.* p. 140. — Armemens de mer ordonnés par le Congrès, & ses dispositions pour le produit des prises, *ibid.* p. 144. — Etat de la Marine du Congrès, *ibid.* p. 146. — Etat des forces Angloises sur le Continent de l'Amérique, *ibid.* p. 147. — Dispositions contre la Caroline méridionale, *ibid.* p. 147. — Les Bostoniens prennent un bâtiment de transport chargé d'une

grande quantité de munitions de guerre pour les troupes du Roi, *ibid.* p. 151. — Emploi des contributions charitables d'Angleterre pour les troupes du Roi en Amérique, *ibid.* p. 153. — Deux frégates du Roi sont contraintes par les Américains de quitter leur mouillage, *ibid.* p. 155. — Acte par lequel la Colonie de Rhode-Island se soumet à l'obéissance envers le Roi de la Grande-Bretagne, & substitue un autre Gouvernement à celui de Sa Majesté, *ibid.* p. 157. — Disette que souffrent les Isles Angloises de l'Amérique, *ibid.* p. 159. — Ce n'est pas l'intérêt de l'Amérique de se livrer aux Manufactures, N°. *XXVI. L. du B.* p. xj. — Elle auroit toujours donné la préférence aux Manufactures Angloises, *ibid.* p. xiv. — Conjectures sur le rembarquement du Général Howe après l'évacuation des Jerseys, *ibid.* p. xxiv. — Le parti de la Cour dit que la prise de Philadelphie est tout ce qu'on pouvoit faire dans cette campagne, *ibid.* p. xxvj. — Critique du projet de jonction, *ibid.* p. xxvj. — Précis d'une lettre du Lord Howe sur la difficulté de déranger les chevaux de frise dans le Delavare, *ibid.* p. xxxv. — Traitement des Américains prisonniers de l'armée du Roi, N°. *XXVII*, p. xliij. — Recette pour guérir les François & autres de la rage Américaine, *ibid.* p. liij. — Extrait d'un manifeste de Washington, publié quatre jours avant le rembarquement de l'armée de Howe, *ibid.* p. lx. — Lettre par laquelle le Général Saint Clair annonce la prise de Ticondérago, *ibid.* p. lxj. — Constitution du Maryland, N°. *XXVIII*, p. lix. — Observations sur l'expédition du Général Burgoyne, N°. *XXIX*, p. cixj. — Difficultés des marches en Amérique, *ibid.* p. clxij. — Howe laisse à regret des troupes à Clinton, N°. *XXX*. p. clxxvii. — Chaque livre de viande salée, consommée par les troupes Angloises, coute 30 sous à la Nation, *ibid.* p.

clxxxv. — Superbe plan de défense des Généraux Américains, *ibid.* p. clxxxvj.

ARME'E. Sa force pour l'année 1776 : ce qu'elle coutera pour sa subsistance, N.^o XXVI. p. 5.

C

CHANCELLERIE. (Cours de) Ce que c'est en Angleterre & en Amérique, N.^o XXVIII, L. du B. p. lxvij.

CHANGE. Il est défavantageux à l'Angleterre, le 18 Octobre 1777, N.^o XXIX, L. du B. p. cxlij.

CITE'. Ce que c'est, N.^o XXVIII. L. du B. p. lxxviii.

COMMERCE. Observations sur les tableaux progressifs du Commerce Anglois depuis l'année 1697, N.^o XXIX, L. du B. p. cxxv. — Extrait des tableaux des exportations & importations progressives de la Grande-Bretagne, depuis l'année 1697 jusqu'à l'année 1773, avec des remarques du Docteur Price, *ibid.* p. cxxix. — Calculs qui font voir combien il importoit à l'Angleterre de conserver le commerce de l'Amérique, *ibid.* p. cxxxv. — Etat de la balance d'argent que l'Angleterre a retirée de son commerce à différentes époques, *ibid.* p. cxxxix.

COUR. Changement dans l'éducation du Prince de Galles, N.^o XXVI, p. 4. — Nouveau changement dans l'éducation des Princes, *ibid.* p. 10.

E

ENQUETEUR. (Grand) Ce que c'est, N.^o XXVIII ; L. du B. p. lxxxj.

EQUITE'. (Cours d') Ce que c'est en Amérique ainsi qu'en Angleterre, N.^o XXVIII, p. lxvij.

F

FINANCES. Déficit dans les Douanes en 1776 ; *N.º XXVI, L. du B. p. xix.* — Comparaison des Treize Etats-unis de l'Amérique avec la Grande-Bretagne, sur les facultés & le crédit, *N.º XXIX, p. cxliij.* — Par rapport aux emprunts antérieurs, *ibid. p. cxliv.* — Par rapport à l'industrie pour les affaires, *ibid. p. cxlv.* — Par rapport à l'économie dans les dépenses, *ibid. p. cxlvj.* — Par rapport à la solidité des fonds, *ibid. p. cxlix.* — Par rapport aux espérances d'une plus grande faculté à venir, *ibid. p. cl.* — Par rapport à la prudence dans les affaires & à l'avantage attendu de l'emprunt désiré, *ibid. p. clj.* — Par rapport à la ponctualité dans l'acquittement des dettes, *ibid. p. cliij.*

I

INDE. Prix d'un vieux vaisseau de la Compagnie ; *N.º XXVI, p. 6.* — Affaires de la Compagnie dans le district de Bombay, en Coromandel & en Bengale, *N.º XXVI, p. 8. & 9.*

J

JERSEY. Troubles dans cette Isle, *N.º XXVI, p. 12.*

JURÉ. (Grand) Ce que c'est, *N.º XXVIII, L. du B. p. lxxxj.*

M

MARINE. Progrès de la Société de Marine, & projet d'établissement d'une école, *N.º XXVI, p. 16.* — Observations sur ce projet, *ibid. p. 18.* Détails sur l'armement du vaisseau le *Saint Al-*

bans, dont il est mort cent vingt-huit hommes, N.^o *XXVIII*, L. du B. p. cxvj. — Nouveaux vaisseaux mis en commission, *ibid.* p. cxx. Dilette de matelots, N.^o *XXX*, p. clxxxviii.

MINISTERE. Instructions incendiaires envoyées aux deux Freres Howe, N.^o *XXVI*, p. 5. — Esprit des Commissions données aux deux Freres, *ibid.* p. 6. Milord Germaine rejette sur le Lord Barrington le délai de l'ouverture de la campagne, *ibid.* L. du B. p. xxvij. — Avantages qui doivent résulter de la prise de Philadelphie, *ibid.* p. xxx. — Projets de campagne pour 1778, *ibid.* p. xxxj. — Milord Sandwich cabale contre les Freres Howe, N.^o *XXX*, p. clxxv. — Ils sont abandonnés de Milord Germaine leur protecteur, *ibid.* p. clxxv. On fait retirer de dessus le Palais du Roi les pointes électriques du Docteur Franklin, *ibid.* p. clxxxix. Observations sur la conduite du Général Howe par un homme du métier, *ibid.* p. cxcix. — Mille & deuxieme nuit de Milord North, *ibid.* p. ccij.

O

OPPPOSITION. Milord Germaine accusé d'avoir fait perdre à M. Howe un tenis précieux à l'ouverture de la campagne, N.^o *XXVI*, L. du B. p. xxv.

P

PROPRIETAIRE. Ce que c'étoit dans le Maryland, N.^o *XXVIII*, L. du B. p. cxj.

Q

QUAKRES. Epitre de l'Assemblée de Londres, en Juin 1776, N.^o *XXVI*, p. 13.

T

*T*ROUPES. Leur distribution en Mai 1776, *N.º* *XXVI*, *p.* 11. — Leur nombre en Irlande, *N.º* *XXIX*, *p.* clvij. — Combien elles sont diminuées en Amérique, *N.º* *XXX*, *p.* excij.

V

*V*ILLE. Ce que c'est, *N.º* *XXVIII*, *L. du B.* *p.* lxxviij.

INDEX.

B

BRUCE (le Lord) N.^o *XXVI*, p. 40, *ibid.* p. 6.
ibid. p. 10.

C

CAERMARTHEN (le Marquis de) N.^o *XXVI*, p. 6.

CATHCART (le Lord) N.^o *XXVI*, p. 6.

D

DUNDAS [Henri] N.^o *XXVI*, p. 7.

H

HIDE [le Lord] N.^o *XXVI*, p. 11.

HOLDERNESS [le Comte de] N.^o *XXVI*, p. 6.

HURD [le Docteur] N.^o *XXVI*, p. 4.

J

JACKSON [M.] N.^o *XXV*, p. 4.

JENKINSON [le Chevalier] N.^o *XXVI*, p. 3.

K

KNOX [M.] N.^o *XXVI*, L du B. p. xxxiiij.

M

MARSHAM [N.^o *XXVI*, p. 4]

IO

I N D E X.

MONTAGUE [le Duc de] N.^o XXVI, p. 10.
ibid. p. 11.

O

OYLEY, N.^o XXVI, L. du B. p. xxxiiij.

S

SMETT, N.^o XXVI, p. 4.

STANLEY [M. Hans] N.^o XXVI, p. 3.

F I N.





